



Le Maréchal Berthier

Hulot, Frédéric

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FRÉDÉRIC HULOT

Le Maréchal BERTHIER



Pygmalion

FRÉDÉRIC HULOT

Le Maréchal BERTHIER



LE MARÉCHAL
BERTHIER

Du même auteur

- Antoine Laurent Lavoisier, théoricien et praticien de l'économie*, Thèse pour l'obtention du doctorat en Sciences Économiques, Université Panthéon-Assas, Paris II, 16 décembre 1992. Lille, Éditions de l'Atelier national de reproduction des thèses.
- Comar et Cie, Histoire d'une famille de pharmaciens (1887-1981)*, Paris, Éditions Philippe Rey, 2004.
- La véritable Jacqueline Auriol*, Paris, Pygmalion, 2005.
- Ambroise Paré (1510-1590)*, Paris, Pygmalion, 2005.

FRÉDÉRIC HULOT

LE MARÉCHAL BERTHIER

Sur simple demande adressée à
Pygmalion, département de Flammarion,
87 quai Panhard et Levassor 75647 Paris cedex 13,
vous recevrez gratuitement notre catalogue
qui vous tiendra au courant de nos dernières publications.
© 2007 Pygmalion, département de Flammarion

ISBN : 978-2-7564-0104-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5 (2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Aucune fonction (chef d'état-major) ne convenait mieux

au général Berthier dont l'éducation, la carrière et le zèle

avaient fait un militaire distingué mais dont la nature n'avait pas fait un homme de guerre.

Général Paul Thiébault

Il était des plus grands et des plus précieux pour moi ; nul autre n'eût pu le remplacer.

Napoléon

Sommaire

- I UN PORPHYROGÉNÈTE (1753-1780)
- II PERFECTIONNEMENT D'UN OFFICIER (1780-1789)
- III PÉRIPÉTIES SOUS LA RÉVOLUTION (1789-1796)
- IV LES DÉBUTS D'UNE COLLABORATION (1796-1798)
- V UNE HISTOIRE D'AMOUR
- VI L'AVENTURE ÉGYPTIENNE ET SES SUITES (1798-1804)
- VII L'ÉTAT-MAJOR DE LA GRANDE ARMÉE (1804-1806)
- VIII LA PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL (1806-1814)
- IX DES MOMENTS DE GLOIRE (1806-1808)
- X L'ANNÉE DE WAGRAM (1809)
- XI TOUJOURS SUR LA BRÈCHE (1810-1812)
- XII LA CHUTE DE L'EMPIRE (1813-1814)
- XIII LES VICISSITUDES DE LA RESTAURATION (1814-1815)
- XIV L'ÉNIGME DE BAMBERG (avril-juin 1815)
- XV LE DESTIN D'UNE FAMILLE (1815-1960)

AVANT-PROPOS

DÉFINITION : ÉTAT-MAJOR

Selon Littré, un état-major est un organisme composé des « officiers attachés à un général pour l'exécution et la transmission des ordres, le lever des plans, la correspondance et pour tous les détails du service ».

Cette définition encore qu'incomplète, car elle oublie le service des renseignements, serait de nos jours trop élémentaire, étant donné la complexité qu'a prise ce corps depuis l'apparition des moyens de transport modernes, des transmissions perfectionnées, du développement du service de santé et de la guerre dans la troisième dimension. Mais elle correspond assez bien à ce qu'a été un état-major sous la Révolution et l'Empire.

Il en existait dès cette époque au niveau de l'armée, du corps d'armée, de la division et de la brigade, tous calqués sur le même modèle, mais comprenant des officiers de grades plus ou moins élevés suivant leur importance.

Le service d'état-major n'est pas une nouveauté créée par la Révolution qui a pourtant beaucoup innové en matière militaire. Il en existait dans une forme plus simple, dès le ^{xvi}^e siècle. Les officiers, nommés alors sergents de bataille, n'avaient pas un rôle très déterminé et servaient plutôt d'agents de liaison. Si Louis XIV confia de plus en plus l'organisation de ce travail à des officiers de grade élevé, et si, sur une proposition de Louvois, le roi réorganisa, en 1678, ce corps, ce système atteignit une sorte de perfection sous Louis XV, grâce, en particulier, au haut niveau de formation des officiers qui le composaient.

Cependant, à cette époque, étant donné le peu d'importance numérique des armées, le nombre des officiers d'état-major fut assez restreint, surtout si l'on tient compte du fait que le travail de bureau était des plus réduits. La transmission des ordres à une grande unité éloignée de plusieurs dizaines de lieues, voire davantage, n'était pas envisageable. Pourtant, sous Louis XVI, il apparut que les officiers d'état-major étaient en trop petit nombre et, du reste, avec la longue période de paix qui avait suivi la guerre de Sept Ans, l'expérience des officiers acquise pendant ce conflit s'était perdue.

C'est pourquoi, en 1783, après la guerre d'Amérique à laquelle le jeune Berthier participa, le maréchal de Ségur, pour répondre aux désirs du roi, créa un corps d'état-major qui, au moment de sa formation, comprit vingt-cinq capitaines, vingt-quatre lieutenants-colonels ou majors et dix-neuf colonels qui reçurent chacun le titre d'« aide maréchal général des logis ».

Les officiers désignés pour former ce corps eurent à cœur de se

perfectionner et profitant de la période de paix travaillèrent d'arrache-pied. Aussi la Révolution trouva-t-elle un corps d'état-major remarquablement organisé et efficace. Naturellement, serions-nous tentés d'écrire, l'Assemblée législative, dans sa hâte de détruire tout ce qui pouvait rappeler l'ancien régime (tous les régimes de gauche commettent les mêmes erreurs), supprima le corps d'état-major.

Ce fut un miracle si quelques-uns de ses membres purent continuer à servir et rendirent les plus grands services sous la Convention et le Directoire. Du reste, ces deux gouvernements s'étaient rendu compte de la nécessité d'un service d'état-major, car ils étaient perpétuellement en guerre et, dès 1792, la Convention avait créé un poste de chef d'état-major général par armée, dont le titulaire était assisté de quatre adjudants généraux. Mais ceux-ci n'avaient pas toujours la formation nécessaire et, la démagogie révolutionnaire aidant, on vit de simples soldats, parce qu'ils se disaient bons patriotes, promus adjudants généraux. Cet intermède, heureusement, dura peu et très vite on en revint à recruter des officiers d'état-major parmi ceux susceptibles, par leurs qualités militaires et leur instruction, d'être employés dans les états-majors comme adjudants commandants ou comme adjoints. Ce fut ainsi qu'émergèrent de la masse Desaix, Soult, Davout ou Gouvion-Saint-Cyr.

En même temps que les officiers d'état-major, les commandants d'armées virent mettre à leur disposition des aides de camp, également officiers de mérite. Mais la frontière entre le rôle respectif des uns et des autres fut, le plus souvent, assez mal définie ; et il arriva plus d'une fois qu'un général chargeât un de ses adjoints de remplir des fonctions qui n'étaient pas exactement les siennes.

Napoléon avait bien prévu, en s'appuyant sur les travaux de Berthier, Thiébault et Mathieu Dumas, de réorganiser une nouvelle fois le corps d'état-major. Mais les incessants conflits qui jalonnèrent le Premier Empire ne lui en laissèrent jamais l'occasion.

Deux théories qui semblent se contredire mais, en fait, se complètent, sont généralement admises sur la composition des états-majors sous l'Empire. Selon de Philipp, Napoléon, bien qu'il vît leur nombre augmenter, ne disposa jamais d'un nombre suffisant d'officiers d'état-major. En revanche, Garnier soutient que les quartiers généraux étaient encombrés de godelureaux, braves, élégants, mais totalement ignares et incompetents, qui ne devaient leur position qu'à la faveur, car ces fils de famille préféraient la vie confortable des états-majors à celle, combien plus rude, de la troupe. De plus, ils étaient ainsi assurés d'un avancement rapide.

Ainsi ces deux propositions, loin de se contredire, auraient-elles plutôt tendance à se compléter. C'est qu'à un officier d'état-major il était demandé beaucoup : savoir rédiger, dessiner pour être en mesure de lever rapidement un croquis d'une position géographique. Et ce n'est pas sans raison que le général de Brack, dans son célèbre ouvrage, *Avant-postes de cavalerie légère*, se plaint que beaucoup trop d'officiers de cavalerie présentent de sérieuses

lacunes sur ce point. Qu'aurait-il dit des membres des états-majors ? Ceux-ci devaient également, lorsqu'ils étaient envoyés en mission auprès d'un chef de corps, lui exposer brièvement et clairement la pensée du général en chef, tout en demeurant à leur place. En même temps, pour peu qu'ils aient à rester auprès de celui près de qui ils étaient délégués, ils devaient lui faire comprendre avec tact et autorité qu'il n'exécutait pas correctement les ordres qu'il avait reçus. C'est de cette manière que le colonel Lejeune (il le raconte dans ses mémoires), envoyé porter des instructions au maréchal Oudinot en 1812, demeura quatre jours à ses côtés pour suivre les mouvements de son corps d'armée.

Les missions des officiers d'état-major qui furent surtout périlleuses en Espagne et en Russie étaient aussi diverses que variées. On a pu dire que si l'empereur était le cerveau de l'armée, ils en étaient le système nerveux. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'aussi bien à l'échelon du grand quartier général que plus bas, le rôle de chef d'état-major fut, en toutes circonstances, essentiel. De ce point de vue, le personnage du maréchal Berthier, qui connaissait comme personne ce métier très particulier, demeure primordial pour comprendre le fonctionnement des armées napoléoniennes.

PROLOGUE

UNE CARRIÈRE SOUS L'ANCIEN RÉGIME

(1721-1804) Jean-Baptiste Berthier naquit le 8 janvier 1721 à Saint-Pierre de Tonnerre, dans l'actuel département de l'Yonne. Il était le fils de Michel Berthier et de Jeanne Dumez, son épouse. De ce père, on ne sait à peu près rien. Il se disait natif de Chaource en Champagne sans préciser aucune date. Mais l'examen des registres paroissiaux de cette localité, s'ils font état de trois Michel Berthier au cours du xviii^e siècle, c'est en tant qu'époux et le plus ancien est daté du 19 novembre 1748, c'est-à-dire largement après la naissance de Jean-Baptiste. Un Michel serait né en 1679 et aurait été âgé de quarante-deux ans au moment de la naissance de Jean-Baptiste. La chose est possible encore qu'assez peu crédible. On est donc réduit aux conjectures pour le personnage de son père, et il est même permis de se demander s'il est vraiment né à Chaource, s'il était un enfant légitime, naturel ou plus simplement trouvé. C'est lui qui affirme dans l'acte de naissance de son fils quel

était son lieu de naissance sans en apporter la preuve.

Chez ses parents sanguins ou nourriciers, il apprit sans doute le métier de charron, mais pour une raison inconnue (peut être eut-il maille à partir avec la justice) il s'engagea très jeune et, pendant quelques années, fut soldat, ce qui était le plus sûr moyen d'échapper aux forces de l'ordre. Mais il n'avait probablement pas la vocation, car il ne semble pas qu'il fût devenu même un simple sous-officier.

Il s'installa ensuite à Saint-Pierre de Tonnerre en tant que charron, fabricant de charrettes et de voitures (il connaissait donc bien ce métier), et y acquit rapidement une certaine aisance qui lui permit de se marier. Dans les actes de naissance de ses deux enfants, il est qualifié de « bourgeois ». L'aînée, une fille, resta toujours dans la région et épousa assez jeune un vigneron. Sans doute conscient de sa propre insuffisance, Michel Berthier chercha à donner une bonne éducation à son fils et le mit au collège. Tonnerre n'en possédait pas. Mais il y en avait deux excellents, tenus par des jésuites, l'un à Auxerre, l'autre à Sens, et les connaissances dont fit preuve très vite Jean-Baptiste incitent à penser qu'il fréquenta l'un d'eux.

Une légende (mais les légendes ont la vie dure) prétend que son père le plaça comme domestique chez un officier général qui résidait aux environs de Tonnerre, nommé de Channis de Vezanne. Celui-ci, frappé par l'intelligence du jeune garçon, lui aurait fourni des rudiments d'instruction avant de le faire entrer comme petit commis au ministère de la Guerre. Cette histoire est d'autant plus improbable que dans les postes qu'il occupa dans les années suivantes le jeune Berthier allait faire preuve de connaissances approfondies en mathématiques, en physique et en architecture.

Mais l'on sait avec certitude qu'à dix-huit ans, en 1739, il fut nommé instructeur à l'école de Mars à Paris, chargée de former les officiers d'infanterie. Il y progressa rapidement puisque, en moins de deux ans, il en devint inspecteur général. À ce titre, il avait son mot à dire dans le programme des études. Les trouvant par trop théoriques, il proposa et obtint de leur donner un caractère plus fonctionnel. Dans ce but, il fit construire sur l'île aux cygnes à Paris un fort miniature, ouvrage très complet baptisé « Fort Dauphin ». Là, devant un parterre de généraux, sans compter un nombreux public venu comme au spectacle, les élèves de l'école, divisés en deux camps, exécutèrent des manoeuvres dont le thème était évidemment le siège et la défense d'une place. Mais, si cette innovation commençait à faire connaître le nom de Berthier dans les milieux militaires, ce rôle d'inspecteur ne suffisait pas à contenter les ambitions du jeune homme. D'ailleurs, la guerre (succession d'Autriche) avait éclaté en 1740 entre l'Autriche et la Prusse. Malgré une forte résistance du roi Louis XV, qui ne voyait aucun intérêt pour la France à

participer à ce conflit, le parti militaire à la cour l'emporta.

Jean-Baptiste fit tout son possible pour faire partie des unités combattantes, mais ce ne fut qu'au lendemain de la victoire de Fontenoy qu'il put rejoindre l'armée où il fut affecté à l'état-major du maréchal de Saxe en tant qu'ingénieur géographe. Il eut alors l'idée originale d'effectuer les levées pour dresser une carte du champ de bataille. Ses travaux préliminaires achevés, il en parla au maréchal de Saxe que cette conception enthousiasma et qui l'encouragea non seulement à terminer son travail mais encore à agir de même pour toutes les futures rencontres de la campagne.

Il assista à la bataille de Raucoux et fut blessé à celle de Lawfeld, mais il n'en poursuivit pas moins son travail.

De cette campagne il ramena suffisamment de documents pour faire établir un album de 25 cartes rapportant les principaux faits de la mémorable campagne de Flandre qu'il offrit au roi, d'autant plus charmé qu'il y avait pris une part active. Se voyant confirmé dans son rôle d'ingénieur géographe et intégré dans ce corps d'officiers, il estima qu'il pouvait désormais fonder une famille. Il épousa le 23 septembre 1749 Marie-Françoise L'Huillier de la Serre. Le père de celle-ci, ingénieur cartographe, donc collègue de Jean-Baptiste Berthier, était d'une excellente famille bourgeoise. Mais tel le personnage de Molière, il avait acquis la terre de la Serre et en avait accolé le nom à son patronyme pour se donner un air de gentilhomme. La jeune fille avait dix ans de moins que son mari, étant née en 1731.

Ce fut un mariage heureux. À une époque où les sentiments n'avaient que peu de place dans la vie d'un couple, ils furent toujours épris l'un de l'autre. Elle mit au monde douze enfants dont six, quatre garçons et deux filles, survécurent, ce qui dans cette période où la mortalité infantile était élevée était normal. Très active et bien organisée, elle trouva le temps d'exercer la fonction très enviée, car rémunératrice et source de hautes protections, de femme de chambre de Monsieur, comte de Provence, frère du roi Louis XVI et lui-même futur Louis XVIII.

Cet emploi devait entraîner des conséquences dans les rapports entre ce souverain et le maréchal Berthier, fils de Marie-Françoise, lors de la première Restauration. Cependant, bien que la paix soit revenue depuis 1748, Jean-Baptiste se démenait pour que sa carrière ne s'arrêtât pas en si bon chemin.

En 1751, de manière tout à fait fortuite, il parvint à attirer une nouvelle fois l'attention de Louis XV. Le 13 septembre 1751, le roi fit tirer un feu d'artifice en l'honneur de la naissance de son petit-fils, le duc de Bourgogne, et des fusées retombant prématurément mirent le feu à la grande écurie. Malgré la rapidité des secours, les pompiers improvisés, parce que leur action était mal coordonnée, ne parvenaient pas à se rendre maîtres de l'incendie. Louis XV allait, à regret, ordonner d'abandonner la lutte, lorsque Jean-Baptiste Berthier alla hardiment proposer au souverain d'essayer d'éteindre le sinistre. Au point où on en était ! Le roi, intéressé, donna son accord. Aussitôt, Berthier réorganisa les équipes et coordonna leur action, payant de sa

personne, et en quelques heures réussit à sauver une partie du bâtiment, ce dont le roi se montra reconnaissant.

Le ministre de la Guerre était à ce moment le maréchal de Belle-Isle, petit-fils du surintendant Fouquet. Esprit ouvert à toute forme d'initiative, il se déclara protecteur de Berthier, dont la vive intelligence et le dynamisme l'avaient frappé. Dans les années qui suivirent, Berthier fit partie d'une commission chargée d'étudier un nouveau matériel d'artillerie mais dont les travaux n'aboutirent pas. Il travailla aussi à la refonte des fortifications couvrant les ports militaires. Il publia également pendant cette période un ouvrage sur la tactique de l'armée du roi de Prusse Frédéric II qui connut un certain succès. Mais ce fut seulement en 1757, un an après le début de la guerre de Sept Ans, qu'il fut nommé chef du corps des ingénieurs géographes de l'armée et directeur du dépôt des cartes et plans de guerre. À ce titre, il accompagnait chaque jour le maréchal de Belle-Isle chez le roi qu'il mettait au courant des derniers développements du conflit. Il était également, en quelque sorte, le coordinateur des différents services du ministère.

Jusqu'au xvii^e siècle, ce ministère n'avait occupé qu'un personnel fort restreint. Mais, sous Louis XIV, en raison du rôle de plus en plus important joué par Louvois, lui-même ministre de la Guerre, les différents services le composant avaient vu leurs effectifs se gonfler au point que le nombre des commis avait presque quadruplé. La direction du personnel avait logé ces différents services un peu au hasard, là où existaient des locaux disponibles à Paris et dans les localités de la proche périphérie. Il en résultait une perte de temps due à la lenteur des transmissions des dossiers qui nécessitaient plusieurs avis et également un surcroît d'employés, un certain nombre étant utilisés pour la même besogne dans différents bureaux. Cet état de choses frappa Berthier et, après y avoir longuement réfléchi, il alla faire une proposition au maréchal de Belle-Isle. Pourquoi ne pas réunir tous les bureaux dans un seul bâtiment qui serait situé à Versailles ?

Cette idée, des plus simples, enthousiasma le ministre. Il chargea Berthier non seulement de dresser les plans du futur local mais encore d'en diriger la construction. Quant à l'emplacement, la question fut rapidement résolue. Le ministère s'élèverait sur l'ancien potager de Louis XIII. Quoique géographe, Berthier était suffisamment versé dans les sciences exactes pour coordonner l'action d'une équipe d'architectes. Les travaux commencèrent en 1759. Sur ces entrefaites, le protecteur de Berthier mourut. Son successeur, Choiseul, cumula les fonctions de ministre de la Guerre et de la Marine et des Affaires étrangères. Non seulement il ne prit pas (comme c'est trop souvent le cas) le contre-pied de son prédécesseur, mais comprenant tout l'intérêt de l'idée de Berthier, il lui demanda d'étendre son principe aux deux autres départements dont il avait la charge. La construction de ces deux derniers bâtiments fut menée au pas de course puisqu'elle prit à peine six mois.

L'ingénieur Berthier avait profité de l'occasion pour matérialiser quelques-unes de ses idées. Frappé par la vitesse avec laquelle l'incendie

s'était propagé, en 1751, dans la grande écurie, il remplaça systématiquement les parquets par des carrelages et les poutres de soutènement des toitures par des voûtes en brique incombustibles.

Il put faire au roi une démonstration de l'efficacité du système plutôt révolutionnaire. En juillet 1762, Louis XV visita les nouveaux locaux dont l'élégance architecturale et le caractère rationnel des installations faisaient l'admiration de tous. À cette occasion, Berthier, en plein accord avec Choiseul, prit un risque terrible. Il fit volontairement mettre le feu à un étage supérieur. L'alarme ayant été donnée, Berthier, devant le roi, donna quelques ordres et l'incendie fut éteint en quatre minutes. Sans doute tout avait été prévu pour que l'intervention fût à la fois rapide et efficace et la célérité avec laquelle les sauveteurs avaient agi avait empêché la température du foyer de trop monter. La démonstration n'en était pas moins remarquable et le roi fut favorablement impressionné. Ces superbes bâtiments existent toujours. Situés à Versailles, rue de l'Indépendance américaine, ils sont utilisés par l'armée et la ville qui y a installé une bibliothèque. Des plaques discrètes en rappellent l'affectation d'origine.

Louis XV ne pouvait rester insensible au prodigieux travail de Berthier. L'année suivante, il le nomma « géographe en chef des camps et armées du roi », ce qui en faisait le commandant de ce corps remarquable. Il le promut gouverneur des trois hôtels qu'il avait construits et le fit accéder à la noblesse héréditaire, le désir secret de tout bourgeois et fut ainsi pourvu d'armoiries « d'azur à 2 épées d'argent garnies d'or passées en sautoir, les pointes en haut accompagnées d'un soleil d'or au chef et de 3 cœurs d'or, en flammes de gueule et posés 2 au flanc de l'écu et l'autre à la pointe ; timbré d'un casque de profil orné de ses lambrequins d'or, d'azur, d'argent et de gueule ».

L'attribution de ces armes comportait une roserie car, de par leur complexité même, elles montraient suffisamment la nouveauté de l'anoblissement.

Qu'importait ! De plus, Berthier reçut un traitement de 12 000 livres avec reversion de la moitié à sa femme en cas de décès. Ce fut à peu près à cette époque qu'il fit peindre son portrait et celui de sa femme. Seuls des gentilshommes capables de mener un certain train de vie pouvaient s'offrir un tel luxe.

À ce moment, Jean-Baptiste qui était lieutenant-colonel aurait pu se cantonner dans son rôle, au demeurant très important, de commandant du corps des ingénieurs géographes. Mais, en 1764, à la demande de Choiseul, il dressa la carte de la forêt d'Amboise où le ministre possédait un château et avait fait construire une très curieuse pagode. Le travail fut mis sous les yeux de Louis XV qu'il intéressa prodigieusement. Grand veneur, le roi ne disposait pour ses chasses en forêt de Rambouillet que d'une vieille carte fort incomplète peinte sur un mur. Il demanda donc à Berthier de lui en établir une. La dresser, la faire imprimer en 36 feuilles, prit moins d'un an. Le résultat était remarquable. Pour le remercier, le roi le promut l'année suivante dans

l'ordre de Saint-Michel, le deuxième du royaume par son importance. Puis il lui demanda de continuer son oeuvre en s'attaquant aux forêts de Versailles, des Alluets, de Marly, de Saint-Germain et de Sénart ainsi qu'aux bois de Boulogne et de Vincennes.

C'était un projet de longue haleine auquel s'attaquèrent Berthier et une importante équipe. Commencé sous Louis XV, poursuivi sous Louis XVI, qui grand amateur de cartographie y porta toute son attention, il fut interrompu au moment de la Révolution alors qu'il était très avancé.

Gentilhomme, proche du roi, Jean-Baptiste ne pouvait qu'être suspect aux suppôts de la Révolution. Aussi fut-il rapidement relevé de son poste de commandant en chef des ingénieurs géographes. Veuf depuis 1783, il s'était remarié en 1791 et trouva prudent d'aller se réfugier à Boynes près de Pithiviers, dans le Loiret, où sa seconde femme avait une propriété. Il y aurait sans doute terminé ses jours si son fils aîné devenu ministre de la Guerre n'avait été le rechercher en 1800 – alors qu'il avait 79 ans – pour le remettre à la tête du corps des géographes afin de mener à son terme l'établissement des cartes des forêts.

Ayant rang, et surtout pension de général de brigade, car outre le fait qu'il avait en 1789 fait à la France le don patriotique de ses biens, les dévaluations permanentes de la monnaie sous la Convention puis le Directoire l'avaient à peu près ruiné, il ne joua plus qu'un rôle de conseiller assez effacé, et lorsqu'il mourut en 1804, le travail n'était pas achevé. Il ne le fut qu'en 1806 sous la haute direction de son fils le maréchal devenu grand veneur de l'Empire, car c'était un excellent chasseur.

À nouveau veuf, Jean-Baptiste, qui, en 1803, était revenu vivre définitivement près de son ministre de fils, se rendit plusieurs fois à Versailles pour revisiter les hôtels qu'il avait construits. Thiébault raconte qu'en poste à Versailles, il reçut la visite d'un « petit vieillard » qui s'était présenté comme le père du ministre de la Guerre, lui fit visiter l'hôtel de fond en comble, allant jusqu'à le faire courir sur les toits le long des gouttières en riant, « au risque, précise Thiébault, vingt fois de se faire rompre le cou ». Et ceci se passait six mois avant son décès.

L'ensemble de ces cartes est une oeuvre remarquable qui est encore consultée aujourd'hui, car elles donnent de précieux renseignements sur l'état des forêts de la région parisienne à la fin du xviii^e et au début du xix^e siècle.

Ce fut en 1783, alors qu'il consacrait toute son activité à ce travail de cartographie, que Berthier eut le malheur de perdre sa femme Marie-Françoise. Ce fut une grande épreuve pour lui. Par chance, aucun de ses enfants vivants n'avait plus besoin de la présence de sa mère. Le plus jeune, Léopold, né en 1770, était âgé de treize ans. Ce fut en quelque sorte un soulagement pour Jean-Baptiste, et comme lui-même avait à présent soixante-deux ans, tous les membres de sa famille pensèrent qu'il continuerait à vivre en célibataire.

I

UN PORPHYROGÉNÈTE

(1753-1780)

Louis Alexandre Berthier, fils aîné de Jean-Baptiste et de Marie-Françoise, naquit en 1753 à Versailles, non pas en l'hôtel de la guerre (il n'était pas encore construit) mais au domicile de ses parents, dont l'adresse ne nous est pas parvenue. Il fut baptisé le lendemain en l'église royale Saint-Louis. Par un accès de vanité un peu puéril, Jean-Baptiste tint à donner à ce garçon pour prénom celui d'un illustre capitaine. Il devait réitérer quelques années plus tard avec le troisième qui fut prénommé César.

Ses parents, surtout son père, veillèrent particulièrement à son éducation, et très tôt il montra d'étonnantes dispositions pour les études. En même temps, grâce aux relations de son père à la cour, l'enfant fut admis et semble t-il choyé par les filles du roi, vieilles demoiselles à cheval sur les principes et les bonnes manières qui veillèrent à ce qu'elles lui soient inculquées. Jean-Baptiste ne l'envoya pas dans sa petite enfance à l'école, préférant le mettre entre les mains d'un précepteur pour être à même de surveiller de près son enseignement. Une telle formation, surtout avec un tel sujet, ne pouvait que porter ses fruits. Aussi, lorsqu'en 1764, alors qu'il n'avait que onze ans, Louis Alexandre fut présenté, presque comme un exercice, au concours de l'école royale du génie de Mézières, il fut reçu du premier coup dans un rang brillant, alors que la plupart des candidats devaient se présenter deux, voire trois fois, avant d'être admis. Aussi, sans hésiter, malgré son jeune âge qui en faisait le benjamin de sa promotion, Jean-Baptiste l'y envoya.

À l'école, où le jeune Alexandre apprit à connaître la discipline militaire, l'instruction portait essentiellement sur les sciences exactes : mathématiques, mécanique, hydraulique, dessin, levée de plans et cartographie. Dans toutes ces disciplines, Alexandre avait déjà plus que des notions, ce qui lui permit de se classer d'emblée en tête de sa promotion. Dès leur admission, les élèves avaient rang de lieutenant en second et de ce fait touchaient une solde de sept cent soixante-dix livres par an. La scolarité durait deux ans. À sa sortie, il

n'avait que treize ans. Mais, ultérieurement, il fut décrété par l'administration que ses services ne pouvaient compter qu'à dater du 23 novembre 1769, ainsi qu'en atteste une note de son dossier au ministère de la guerre, ce qui permit de justifier un abatement lorsque la princesse de Wagram demanda, en 1815, une pension de veuve !

Alexandre choisit le corps des ingénieurs géographes, ce qui le plaçait sous les ordres de son père. Il allait y rester six ans et en profita pour se perfectionner en cartographie et en dessin, Jean-Baptiste lui ayant donné comme professeur le peintre d'histoire Van Blarenberghe qui était attaché au dépôt de la guerre. Son père le fit également travailler, ainsi que son frère cadet Charles, aux fameuses cartes des forêts de la région parisienne. Il participa aussi durant cette période, en tant qu'ingénieur topographe aux levées exécutées sur les côtes de France.

En 1772, il passa en tant que lieutenant à la légion de Flandre, unité d'infanterie, peut-être grâce à l'appui de son père, mais il commençait à être connu dans l'armée. Jean-Baptiste aurait souhaité le conserver à ses côtés, car Alexandre se révélait un géographe de talent. Ce fut le colonel commandant la légion, le vicomte d'Harambure, qui demanda sa mutation. Il comptait beaucoup sur le jeune homme « pour faire travailler sur cette partie (le dessin) les jeunes officiers de cette légion ». En fait, Alexandre n'était pas mécontent. Il avait envie d'être confronté aux problèmes du service actif et d'apprendre à commander et voir évoluer les hommes de troupe. Ce passage dans un régiment allait lui permettre d'acquérir un certain nombre de connaissances nécessaires à un officier d'état-major, sans qu'il comprît toutefois que c'était dans cette voie qu'il allait s'orienter. En tous les cas, le zèle qu'il mit dans ses nouvelles fonctions attira l'attention sur lui ; et en 1776 le prince de Lambesc, commandant le régiment de dragons de Lorraine, le réclama avec une telle insistance qu'il obtint son affectation. C'était une nouvelle chance pour Berthier, car cette unité passait, à raison, pour la meilleure des écoles de cavalerie. Quoique déjà passable cavalier, Berthier y apprit à manier sa monture et ses armes avec vigueur et adresse. Là encore, son application lui valut les meilleures notes. Aussi, quoiqu'il n'eût que 23 ans, il comptait suffisamment d'années de service donc d'ancienneté pour pouvoir postuler de l'avancement. Il s'en ouvrit donc à son chef direct, le baron de Viomenil, qui se déclara d'accord. Il lui en fit rédiger la demande et appuya celle-ci d'un avis favorable, écrivant à ce sujet : « qu'il avait beaucoup de talents pour la partie de l'état-major des armées et que c'était un très bon sujet à tous égards ».

Il est fort possible que mis au courant à Versailles, Jean-Baptiste ait de son côté donné un coup de pouce. Toujours est-il que, le 2 juin 1777, Alexandre fut promu capitaine. C'était, dirions-nous aujourd'hui, une promotion « au grand choix ». Mais le ministre de la Guerre, le prince de Montbarey, crut devoir encore faire quelque chose de plus pour un tel sujet d'élite, et l'année suivante il lui annonça qu'il allait recevoir une augmentation de solde de 600 livres par an, « afin de lui permettre de se livrer davantage à

son application et à son zèle ». C'était tout ce qu'il était possible de lui accorder pour l'heure.

Mais déjà, dans l'armée, au vu des résultats qu'il avait obtenus dans les deux régiments où il avait servi, on commençait à se disputer sa personne. En 1779, le comte de Metfort, qui venait de prendre le commandement d'un corps de troupes en formation à l'ouest de Paris et qui avait reçu le nom d'armée de Normandie, le réclama avec insistance comme aide de camp. L'embarras du ministre fut extrême, car le prince de Lambesc ne voulait pas le voir partir. Finalement, une solution moyenne fut adoptée : le capitaine Berthier fut provisoirement affecté au 2^e régiment de chasseurs à cheval pour y servir chaque année pendant les mois de juillet, août et septembre ! En fait, en raison des événements extérieurs, il n'exerça ces nouvelles fonctions que pendant une saison.

Depuis plusieurs années, les treize colonies anglaises d'Amérique en conflit ouvert avec la métropole luttaienent pour obtenir leur indépendance. Comprenant qu'ils n'y parviendraient pas seuls, les dirigeants des insurgents (ainsi se nommaient-ils) sollicitèrent l'aide de la France. Aussi bien à l'armée qu'à la cour, un courant de sympathie se créa en faveur des rebelles. Ses partisans demandaient une intervention militaire, autrement dit désiraient que le roi déclarât la guerre à la Grande-Bretagne afin, soutenaient-ils, de venger l'humiliation du traité de Paris de 1763. Seul, ou presque, Louis XVI était opposé à l'aventure, subodorant, entre autres, qu'elle grèverait lourdement les finances du royaume qui n'en avaient nul besoin. Mais il n'était pas homme à résister longtemps à cet engouement. Ce ne fut qu'après la victoire des insurgents à Saratoga, en octobre 1777, que le roi se décida à une intervention militaire, et celle-ci se mit en place avec une sage lenteur. Il fut décidé qu'un corps expéditionnaire serait envoyé renforcer les troupes américaines du général Washington, surtout que celles-ci venaient d'essuyer une défaite à Savannah en 1778.

L'armée française mise sous le commandement du comte de Rochambeau commença à se rassembler à la fin de 1779 et presque tous les jeunes officiers se portèrent volontaires pour y servir, laissant au ministre l'embarras du choix.

Naturellement, Alexandre Berthier et son frère cadet Charles – qui était également capitaine de dragons – posèrent leur candidature.

II

PERFECTIONNEMENT D'UN OFFICIER

(1780-1789) Ce ne fut pas avec plaisir que Jean-Baptiste Berthier apprit que ses deux fils aînés désiraient participer à cette guerre outre-Atlantique. Tout de même leur détermination finit par avoir raison de ses réticences, et il se décida à faire jouer ses relations pour leur obtenir d'être incorporés même à titre provisoire dans un des régiments désignés pour faire partie du corps de Rochambeau. Si grande était leur impatience qu'ils allèrent jusqu'à offrir de renoncer à leur rang d'officier et de servir comme simples volontaires. Les deux frères qui étaient très proches l'un de l'autre avaient souvent des réactions similaires.

Jean-Baptiste eut la bonne idée d'adresser ses enfants au maréchal de camp comte de Saint-Maisme qui commandait le régiment de Soissonnais, lequel faisait partie de l'expédition. Or le comte connaissait déjà et avait eu l'occasion d'apprécier Alexandre. Le 26 avril 1780, il lui écrivit donc en lui offrant de le prendre avec lui, non pas comme volontaire, mais comme capitaine. Mieux encore, et là il faut sans doute voir l'influence de Jean-

Baptiste, le ministre de la Guerre accepta d'inscrire les deux frères dans le cadre du régiment, tous deux comme capitaines encore qu'il n'y eût qu'une seule place. Il ne leur restait plus qu'à partir. Réalisant des prodiges de vitesse, ils couvrirent en deux jours à francs étriers la distance séparant Versailles de Brest et y parvinrent le 2 mai, à 6 heures du matin !

Ce fut pour découvrir que l'escadre et son convoi avaient appareillé pendant la nuit et encore sur la grande rade se préparaient à franchir le goulet. Les deux frères n'avaient pas fait tout ce trajet pour assister au spectacle du départ. Sautant dans un canot avec leurs bagages, ils réussirent à monter à bord d'un lougre qui faisait fonction d'organe de liaison avec les bâtiments. Après douze heures d'attente, en fin d'après-midi, ils parvinrent à rallier le *Duc de Bourgogne*, vaisseau amiral et à monter à bord. Ils y furent plutôt mal reçus par l'amiral de Ternay qui commandait l'expédition. En effet, dans leur hâte de partir, les deux officiers n'avaient pas attendu de recevoir des ordres écrits signés par le ministre et s'étaient contentés de ses instructions verbales. Or Monsieur de Ternay leur déclara qu'à ses yeux ils étaient sans valeur. Alexandre essaya alors d'obtenir l'appui de Rochambeau qui assistait à la scène mais qui, à bord, n'avait aucun pouvoir. Il tenta néanmoins d'intervenir, ce qui eut pour seul effet de renforcer l'obstination de l'amiral. L'offre de Berthier de servir comme matelot pendant la traversée ne servit à rien et à la fin du compte, les deux frères transférés sur la frégate la *Bellone* furent ramenés à Brest. Ils avaient toutefois obtenu de Rochambeau des ordres écrits leur permettant d'embarquer sur un des bâtiments de la seconde escadre qui devait bientôt prendre la mer.

La stupeur des officiers qui les avaient vus partir avec tant de précipitation fut grande en les voyant débarquer. Ce ne fut qu'un cri à Brest pour blâmer le comportement de l'amiral de Ternay peu digne d'un gentilhomme.

Comme la seconde escadre tardait à prendre la mer, les frères Berthier, toujours pressés de prendre part au conflit, embarquèrent, le 25 juin, sur l'*Auguste*, vaisseau de ligne chargé d'escorter un convoi jusqu'à la Martinique. Ils pensaient avec raison qu'aux Antilles, ils trouveraient facilement un navire qui les emmènerait jusqu'à Rhode Island où l'armée avait débarqué. Au cours de la traversée, ils durent subir l'épreuve du baptême de la ligne et s'y prêtèrent avec d'autant plus de bonne grâce que, passagers de marque, ce fut pour eux une formalité, car ils se montrèrent généreux avec la cagnotte du père Neptune. Ce fut tout juste si on leur trempa le bout des doigts dans le baquet !

Après 41 jours de voyage, ils touchèrent Saint-Pierre et y débarquèrent. Mais Charles, fiévreux, dut s'aliter et son aîné consacra le plus clair de son temps à le soigner. Aussi fréquenta-t-il peu la société locale dont les mœurs plutôt dépravées le choquèrent. Il y avait, à cette époque, du puritain en lui. Il avait déjà eu quelques aventures amoureuses mais ces passades sans lendemains ne l'avaient guère marqué.

Ils se penchèrent avec curiosité sur le sort des esclaves nègres, s'indignant de la cruauté des traitements réservés à ceux qui tentaient de s'enfuir ou de se rebeller, mais étant bien obligés de constater que le sort des autres était en somme enviable, car écrit Alexandre dans son journal : « Ils sont plus heureux que la plupart de nos paysans qui, malgré leurs travaux, manquent souvent de pain. »

Leur intention n'était pas de s'éterniser à la Martinique et Charles se rétablissait. Aussi, lorsqu'ils apprirent qu'une frégate allait quitter Fort Royal (Fort-de-France) pour se rendre en Nouvelle-Angleterre, décidèrent-ils d'y prendre place. On leur conseilla d'effectuer le déplacement par mer. Ils louèrent donc une pirogue, mais une tempête s'étant levée pendant le trajet, ils manquèrent de chavirer, de se noyer et les piroguiers furent contraints de payer pendant 14 heures sans interruption. Lorsqu'ils atteignirent Fort Royal, Charles était de nouveau malade et Alexandre fut obligé de le faire hospitaliser jusqu'au moment où leur navire la *Gentille* appareilla. Après une escale à Saint-Domingue où ils furent horrifiés par la licence des mœurs et la malhonnêteté des marchands, ils arrivèrent enfin à Newport le 28 septembre 1780. Leur voyage avait été plein d'incidents.

Rochambeau et Saint-Maisme leur réservèrent le meilleur accueil, mais eux qui avaient espéré en découdre avec les Anglais furent déçus. La situation militaire était en quelque sorte gelée. Rochambeau, qui s'était retranché entre Newport et Rhode Island, hésitait à en bouger, car en demeurant sur place il servait de point d'appui à l'escadre française mouillée devant ce port. Washington cantonné à ce moment à West Point demeurait tout aussi immobile, et l'Anglais Clinton occupant New York entre ses deux adversaires n'était pas davantage disposé à passer à l'attaque avant d'avoir reçu des renforts, essentiellement l'armée de Cornwallis, pour l'heure en Virginie.

Cette « drôle de guerre » allait durer huit mois. Les officiers français essayaient d'occuper leur temps le plus agréablement possible et entretenaient d'aimables relations avec une population qui, au départ, les avait accueillis plutôt fraîchement. Ce fut durant cette période d'inaction qu'Alexandre fit la connaissance du capitaine Mathieu Dumas, et ce fut le début d'une longue et inaltérable amitié car ces deux officiers s'estimaient beaucoup. Mais les frères Berthier pensèrent qu'ils avaient mieux à faire et ayant constaté que la carte de Rhode Island dont disposait leur général en chef était imprécise et incomplète, ils décidèrent d'en dresser une autre. Ce travail pour lequel ils mirent à contribution les soldats de leur régiment leur prit trois mois. Rochambeau la trouva tellement magistrale qu'il leur ordonna d'en faire une copie destinée au roi.

Pour les récompenser, il releva Alexandre de son poste, le promut aide maréchal général des logis et l'affecta automatiquement à l'état-major de l'armée. Charles, pour sa part, devint aide de camp de son colonel. En février 1781, les frères reçurent des nouvelles de France et apprirent que leur père avait obtenu du roi, en octobre précédent, que leur soit accordée la survivance

du gouvernement des hôtels de la guerre, de la marine et des affaires étrangères. Par cette démarche, Jean-Baptiste pensait assurer l'avenir de ses enfants. Il n'aurait guère imaginé que dix ans plus tard tous ces privilèges seraient balayés !

Au début de mars 1781, une expédition maritime le long des côtes américaines fut préparée dans le camp français et les frères Berthier obtinrent facilement d'en faire partie. Elle devait durer tout l'été, mais l'escadre revint au bout d'un mois. Peu après, Washington, qui avait enfin décidé de bouger, vint rendre visite à son homologue français afin de dresser avec lui un plan d'action coordonnant les mouvements des deux armées. En tant qu'officier d'état-major, Alexandre assista aux réunions. Sachant son visiteur quelque peu vaniteux, Rochambeau lui avait réservé un accueil magnifique avec présentation de son armée, défilé et retraite aux flambeaux. De cette entrevue sortit un programme qui avait pour but le siège de New York par les deux armées. Certes, les troupes américaines, excellentes pour harceler et fatiguer l'ennemi, étaient moins brillantes dans les rencontres en rase campagne et ignoraient tout de l'art de mener un siège. Mais c'était là que l'armée française serait à même de mettre ses connaissances et sa science en pratique.

Au mois de mai, Rochambeau se mit le premier en mouvement. Son armée comptait quatre divisions, chacune ayant un officier de l'état-major général aux côtés du commandant de l'unité. Il était chargé de conseiller cet officier général au cours de la marche en direction du camp de Philippsbourg où devaient se rejoindre les alliés. Au bout d'une quarantaine de jours, les deux armées se retrouvaient dans ce camp au nord de New York. De là, elles marchèrent vers leur objectif. Alexandre fut chargé de conduire une colonne du corps du marquis de Chastelux, major général de l'armée française, donc son chef direct. Entre le 19 et le 21 juin, au cours de reconnaissances autour de la place, Alexandre qui accompagnait Rochambeau eut l'occasion de se distinguer sous ses yeux. Brusquement, un parti anglais qui avait réussi à se dissimuler fondit sur l'état-major. Les officiers mirent l'épée à la main et Berthier eut le bonheur de tuer un dragon qui se jetait sur lui. Une mêlée s'ensuivit après que l'escorte française fut intervenue et Berthier fit un prisonnier. Dans le compte rendu de l'échauffourée, Berthier, rapporte Mathieu Dumas, fut cité « comme s'étant particulièrement distingué ». Toutefois, le siège de New York n'eut pas lieu, car des événements survenus en Virginie amenèrent un changement radical dans le plan des opérations.

La seconde armée anglaise, commandée par Cornwallis, partant de Wilmington, avait déclenché une offensive en Virginie, balayant devant elle les troupes rebelles commandées par La Fayette, assez piètre stratège. Il se fit battre à Camden, à Guilford et sur le James. Aussitôt, il appela à son secours les forces conjuguées de Washington et de Rochambeau. Curieusement, Cornwallis ayant reçu des instructions précises de Clinton arrêta sa progression et se retrancha derrière une double ligne de fortifications de campagne dans une assez forte position à Yorktown, espérant que Clinton

viendrait le renforcer et comptant être ravitaillé par mer, car la flotte anglaise était maîtresse de la baie de Chesapeake en bordure de laquelle s'élève Yorktown.

L'amiral Hood, qui venait d'arriver dans la Chesapeake avec une escadre de quatorze navires de ligne, prévint Cornwallis qu'il y avait un risque de voir une escadre française tenter de l'intercepter. Il fit donc route sur New York pour y faire sa jonction avec l'amiral Graves. La ligne anglaise renforcée comptait à présent dix-neuf bâtiments de haut bord. Mais les forces combinées de Barras et de De Grasse, revenu des Antilles, pouvaient lui en opposer vingt-quatre.

L'armée franco-américaine avait cependant quitté New York et, à marches forcées, descendait vers Yorktown. Durant cette progression, Rochambeau chargea Berthier de plusieurs missions difficiles. En particulier, il reçut l'ordre de veiller à ce que l'artillerie, pièces et caissons, ne prît pas de retard, tâche d'autant plus ardue que les voies de communication étaient dans un état épouvantable.

Les armées navales ennemies vinrent au contact, le 5 septembre. Un combat assez confus et indécis s'ensuivit, mais les Anglais finirent par décamper, laissant l'amiral français maître de la mer, ce qui à terme scellait le destin de Cornwallis.

À présent, les armées alliées alignaient seize mille hommes contre les sept mille de Cornwallis, mais les neuf mille Américains, peu disciplinés et mal entraînés, n'étaient que d'une faible utilité dans une guerre de siège. À la fin de septembre, les Franco-Américains étaient sur place et Cornwallis, conscient du peu d'importance de ses effectifs, abandonna sa ligne extérieure de défense, se repliant sur la seconde qui comptait sept redoutes et six batteries fortes reliées par des retranchements. Il espérait ainsi gagner du temps, comptant sur l'incapacité des Américains à mener un siège, et permettre à Clinton de venir à son secours. L'activité développée par l'armée française allait lui montrer la fausseté de son raisonnement.

Durant la nuit du 5 au 6 octobre, les Français ouvrirent la première tranchée, parallèle aux défenses à six cents mètres de celles-ci, et commencèrent à élever des batteries, dites « d'approche ». Ils travaillaient vite car, d'une part, de Grasse était pressé de retourner aux Antilles et, de l'autre, ils craignaient que Clinton ne se décidât à bouger pour porter secours à son subordonné. Aussi, dès le 12, ils entamaient la seconde parallèle que leurs cheminements avaient permis de pousser à trois cents mètres. Le 15, Cornwallis eut alors recours à une mesure désespérée. Il tenta une sortie avec toutes ses forces pour percer les lignes des assiégeants et sauver son armée. Deux tentatives ayant été repoussées, il accepta, le 17, de capituler avec sept mille hommes, deux cent quatorze canons et vingt-deux drapeaux. Il n'était que temps. Le lendemain, Clinton sortait trop tard de New York avec vingt et un vaisseaux de ligne et un renfort de sept mille hommes. Mais, en apprenant la reddition, il fit demi-tour.

En soi, le siège de Yorktown était une affaire assez mince. Les pertes furent ridiculement faibles des deux côtés : cent cinquante-six morts et trois cent vingt-six blessés chez les Anglais ; quatre-vingt-cinq tués et cent quatre-vingt-dix-neuf blessés chez les alliés. Rochambeau insista pour que les honneurs militaires soient rendus aux vaincus alors que Washington entendait les leur refuser. Il dut néanmoins s'incliner. C'était là un des derniers épisodes de la guerre en dentelles. Le retentissement de l'affaire fut considérable, et quoique les hostilités aient encore duré plus d'un an, dès ce moment l'indépendance des États-Unis était assurée. Bien que n'ayant accompli aucun exploit remarquable, les frères Berthier, durant tout le siège, jouèrent leur rôle avec leur conscience et leur application habituelle.

Après la fin de cette campagne, tandis que Washington regagnait West Point d'où il pouvait surveiller New York, Rochambeau allait prendre ses quartiers d'hiver entre Williamsburg et Gloucester. Était venu le moment des récompenses. Sachant que le roi se montrerait généreux, il demanda beaucoup et l'obtint. Mais les frères Berthier étaient trop jeunes et leur dernier avancement trop récent pour que le général pût porter leur nom sur les listes. Il demanda simplement leur nomination à son état-major, ce qui était une manière de régulariser ce qu'il avait déjà mis en pratique. Le maréchal de Ségur, ministre de la Guerre, répondit favorablement, ajoutant que le roi mis au courant, pour leur exprimer sa satisfaction, avait augmenté leur solde de trois cents livres par mois. Alexandre, dès ce moment, était aide maréchal général des logis au grand quartier général.

Pendant les deux tiers de l'année 1782, l'armée française resta pratiquement inactive. À ce moment, le gouvernement français, craignant un coup de main des Anglais contre nos Antilles, décida de l'y faire transporter par un convoi qu'escorterait l'escadre de l'amiral de Vaudreuil. Mais Rochambeau, malade, ne la commandait plus. Il avait sollicité et obtenu son rappel et était remplacé par le général de Viomenil qui, dès le premier jour, montra des dispositions tout aussi amicales vis-à-vis des frères Berthier. Avant de s'embarquer à Boston, les Berthier, en compagnie de leur ami et camarade Mathieu Dumas, parcoururent les champs de bataille où ils avaient combattu. Ils rendirent également visite à plusieurs membres du Congrès américain qui leur réservèrent le meilleur accueil. Alexandre prit place à bord du *Souverain* avec son ami Mathieu Dumas, et Charles embarqua sur le *Neptune*. Ils ne devaient jamais se revoir.

En cours de route, le *Neptune* dut relâcher pour réparer des avaries. Charles se prit de querelle avec un autre officier pour un motif futile. Malgré l'intervention de leurs camarades qui essayèrent de réconcilier les deux hommes, un duel s'ensuivit et Charles fut tué. Lorsqu'il l'apprit, la douleur d'Alexandre fut immense. Il se reprocha d'avoir laissé seul son puîné sur qui il avait promis à ses parents de veiller. Et puis, ils étaient très proches. Ses amis, en particulier Mathieu Dumas et Ségur, firent leur possible pour le consoler et le dissuader de chercher à venger le défunt. Dans ce but, et comme les

hostilités semblaient suspendues, ils inventèrent de l'emmener visiter la province de Caracas au Venezuela, car l'armée était débarquée, pour l'heure, au port de Puerto Cabello. Au retour de cette longue excursion, ils apprirent que les préliminaires de paix étaient signés entre la France et la Grande-Bretagne. Ils revinrent donc en France avec l'armée après une escale à Saint-Domingue.

Berthier arriva à Brest en juin 1783 : ce fut pour apprendre la mort de sa mère, décédée en mars de la même année.

Au moment où l'armée était de retour en France, le ministre de la Guerre, le maréchal de Ségur, venait de recréer un corps d'état-major (13 juin 1783), composé d'un nombre restreint d'officiers d'élite promis au plus bel avenir. Il fut immédiatement constitué et Berthier compta bien en faire partie, d'autant que les officiers ayant fait la guerre d'Amérique devaient être désignés par priorité. Par malheur, l'appui de Rochambeau sur lequel il comptait ne put pas jouer, celui-ci n'ayant été autorisé qu'à présenter un nombre limité de candidats. Berthier ne se vit proposer qu'un emploi d'adjoint. On lui promit que le premier poste vacant d'aide maréchal général des logis serait pour lui. Hélas, même ce lot de consolation lui fut refusé. Chaque candidat pouvait exciper de davantage de recommandations que les autres si bien qu'à la fin du compte le choix du ministre fut des plus arbitraires.

Tout ce qu'Alexandre obtint, grâce à l'action de son père, fut d'être maintenu dans les cadres à titre d'adjoint d'état-major. Pour le consoler, en quelque sorte, le général de Custine, qui l'avait connu et apprécié pendant la récente campagne, lui offrit de l'emmener avec lui dans le voyage d'études qu'il allait accomplir en Prusse.

À présent, Alexandre Berthier avait 30 ans. S'il faut en croire cette mauvaise langue que fut la duchesse d'Abrantès qui le connut quelques années plus tard, alors qu'il ne devait pas avoir beaucoup changé, ce n'était pas vraiment un bel homme prêt à faire chavirer les cœurs : « Je dirais, écrivait-elle, qu'il était petit, mal bâti sans être cependant contrefait, ayant une tête un peu trop forte pour son corps, des cheveux crépus plutôt que bouclés (là, elle exagère), d'une couleur qui n'était ni noire ni blonde, des yeux, un nez, un front, un menton, tout cela à sa place mais formant un ensemble qui n'était pas beau. Des mains naturellement laides qu'il rendait effroyables en rongant continuellement ses ongles. Ajoutez qu'il bredouillait fort en parlant... »

La duchesse qui ne l'aimait pas a forcé le trait car autrement comment expliquer son succès dans les salons ? Certes, il avait été éduqué à la cour de Versailles et ses manières parfaites ainsi que sa politesse exquise révélaient un parfait gentilhomme apprécié par les dames, surtout lorsqu'elles le comparaient aux façons de rustres de beaucoup d'autres généraux issus de la Révolution. Mais, tout compte fait, sans être un Adonis, il pouvait se targuer d'être assez bien fait de sa personne et il fut toujours bien accueilli dans le monde. La passion qu'il suscita chez une marquise italienne démentirait plutôt les propos de la duchesse. Son seul défaut visible : il était affligé d'un tic assez

désagréable : en toutes circonstances, en n'importe quel lieu, il se rongea les ongles jusqu'au sang lorsqu'il était préoccupé. Même plus tard, sa maîtresse italienne, son grand amour, ne parvint pas à le débarrasser de cette manie.

Quoiqu'il s'en défendît, il était très bon et sa charité était d'autant plus méritoire qu'elle se voulait discrète. Le jeune Lejeune qui fut son aide de camp rapporte qu'à plusieurs reprises il lui remit en secret des sommes importantes pour secourir des émigrés rentrés en France et tombés dans la misère.

Ses qualités allaient le servir en Prusse. La mission française avait pour instructions d'examiner l'organisation militaire du pays qui depuis les victoires de Frédéric II passait pour la première d'Europe. Ils furent bien accueillis. Arrivés à Berlin le 8 août, ils se mirent immédiatement au travail, visitant l'arsenal et l'école d'équitation. Le 12, Berthier eut l'honneur d'être reçu par le roi. Ordinairement plutôt ironique vis-à-vis de ses visiteurs, Frédéric pouvait également se montrer charmant. Ce fut le cas avec Alexandre qu'il interrogea longuement sur la guerre d'Amérique. L'atmosphère était si cordiale que le visiteur osa demander s'il pourrait accompagner le souverain dans son inspection des camps de Silésie, ce que Frédéric accorda volontiers, charmé de l'intérêt que portait cet officier à son oeuvre. En attendant, il l'autorisa à visiter son domaine de Sans-Souci. Alexandre fut frappé du contraste entre la somptuosité des lieux et l'austérité et la dégradation de la chambre à coucher du roi.

Ainsi Berthier fut-il à même d'assister aux manoeuvres de l'armée prussienne et d'étudier les champs de bataille où elle s'était illustrée. Le roi ayant remarqué l'intérêt qu'Alexandre y portait l'en félicita et se montra plus qu'amical au moment où celui-ci prit congé. Il regagna Berlin en visitant d'autres champs de bataille et plusieurs forteresses. Dans son rapport, il insista sur l'avantage d'une mobilisation rapide suivie d'une offensive, en cas de conflit, propos qui allaient trouver leur illustration dans les années à venir.

Leur mission étant terminée, Custine estima bon pour ses adjoints de connaître l'Autriche et décida au retour de faire un crochet par Vienne. Autant Berlin et la Prusse avaient séduit Berthier, autant Vienne lui déplut. Il opposa la simplicité et l'esprit mordant de Frédéric à la morgue et la suffisance des grands seigneurs autrichiens qui le reçurent, jusque et y compris le chancelier Kaunitz et l'empereur Joseph II qu'il jugea superficiel et rempli d'idées fausses. À l'inverse de beaucoup de ses contemporains, il estima que la puissance autrichienne était plus factice que réelle.

Le 16 septembre, les Français regagnèrent Paris. Puisque l'avancement qui lui avait été promis ne lui avait pas été accordé, Alexandre, tout en remâchant son amertume, se remit au travail, car il était incapable de se complaire dans l'oisiveté. Son ami Mathieu Dumas, nota qu'il ne cessait de s'instruire et de se perfectionner. Il suivit les cours des nouvelles écoles de tactique, créées pour expérimenter des manoeuvres d'infanterie et de cavalerie. Ayant du temps libre, il lut beaucoup, notamment des ouvrages

traitant de tactique et de stratégie ; c'est ainsi qu'il étudia, outre les auteurs classiques de l'Antiquité, *Mes rêveries* du maréchal de Saxe, le *Traité de l'ordre profond* du chevalier de Folard et surtout l'*Essai général de tactique* ainsi que *La défense du système de guerre moderne* de Guibert. Bien entendu, il n'oublia pas les oeuvres de Frédéric II. Aucun de ces ouvrages ne traitait particulièrement des problèmes d'état-major, mais leur philosophie formait un bon complément pour un futur officier général destiné aux plus hautes fonctions. Il en résulta, écrit Dumas, « un degré de perfection tel que d'imitateurs que nous étions, nous devînmes maîtres à notre tour ».

Les réflexions de Berthier dans son rapport à son retour de Prusse n'avaient pas été perdues par ceux qui l'avaient lu. Mais son statut personnel demeurait incertain et cette situation allait durer trois ans, jusqu'en 1786. À ce moment, le marquis d'Aguesseau, directeur du corps d'état-major, demanda au ministre de régulariser la situation de Berthier. La requête fut agréée. Il réintégra donc pleinement le corps et fut, l'année suivante, nommé aide maréchal général des logis. Il avait trente-quatre ans et était capitaine depuis neuf ans. À partir de ce moment, sa carrière un moment ralentie connut un nouvel élan. En 1788, il fut promu chef d'escadrons et, en même temps, désigné le 1^{er} juillet pour remplir les fonctions de major d'état-major au camp de Saint-Omer. En même temps, le roi lui décerna la croix de chevalier de Saint-Louis. Alexandre ne pouvait imaginer que cette décoration lui attirerait de terribles ennemis dans les années à venir. À la fin de 1788, il était appelé comme adjoint du général de Lambert et fut dans la foulée nommé lieutenant-colonel. Il resta peu avec Lambert, car le général de Besenval le réclama avec une telle insistance que Berthier lui fut rattaché comme chef d'état-major. Au même moment, des hommes qui allaient avoir de brillantes carrières sous la Révolution et l'Empire n'étaient que de petits lieutenants inconnus, voire des sous-officiers.

La réunion des États généraux et les événements qui suivirent trouvèrent Berthier à Versailles chez son père. Comme beaucoup d'officiers ayant participé à la guerre d'Amérique, il avait été séduit par les idées des Américains. Il estimait des réformes nécessaires mais dans la stricte légalité. Aussi, entendait-il rester avant tout fidèle au roi. La Fayette, ayant été nommé, après la prise de la Bastille, commandant en chef des milices citoyennes dont il changea le nom en garde nationale, décida de s'entourer d'officiers capables et bons organisateurs. Ce fut naturellement qu'il songea à Berthier qu'il avait connu et apprécié en Amérique.

III

PÉRIPÉTIES SOUS LA RÉVOLUTION

(1789-1796)

Malgré l'enthousiasme que la création de la garde nationale avait déchaîné dans la jeunesse (ses deux frères s'y étaient enrôlés), Alexandre ne songeait nullement à quitter l'état-major pour se lancer dans une voie où la politique semblait devoir jouer un rôle prépondérant. Mais La Fayette allait donner un tour nouveau à sa carrière. Il le fit nommer à la fin de 1789 (26 décembre) aide maréchal général des logis de la garde nationale, autrement dit chef d'état-major et, deux jours après, commandant intérimaire de Versailles, lui-même s'en réservant le commandement. Quelques mois plus tard, une nouvelle disposition interdisant le cumul, La Fayette dut démissionner et Berthier fut automatiquement nommé à sa place. Il comptait sur lui pour veiller à la sûreté de la ville, du château et des propriétés du roi. Celui-ci n'y était plus, ayant été emmené avec toute sa famille à Paris en octobre par une populace déchaînée et parfaitement ivre.

La tâche d'Alexandre ne fut pas facile. Les troupes sous ses ordres ne brillaient pas par leur discipline et les gardes nationaux travaillés par des agents des éléments les plus extrémistes ne demandaient qu'à se soulever. De plus, son adjoint direct, un commerçant nommé Lecointre, d'une incompétence notoire, futur conventionnel, le détestait et ne manquait pas une occasion de lui mettre des bâtons dans les roues en poussant les gardes à se révolter sous les prétextes les plus futiles. Ami de Marat, qui avait lui-même connu la cour comme chirurgien des gardes du comte d'Artois, Lecointre ne cessait de faire diffuser des articles calomnieux contre Berthier et sa famille qu'il accusait d'être des ennemis du peuple et des suppôts de la réaction. Le vieux Jean-Baptiste s'y vit soupçonné de corruption au moment précis où il venait d'offrir à la nation toutes ses économies !

Ayant à faire face à une telle situation, Alexandre se montra à la fois ferme dans ses décisions et modéré dans ses propos. Il réussit ainsi à maintenir l'ordre en ville et à faire avorter toutes les tentatives d'insurrection

fomentées par Lecointre et ses amis. Aussi, La Fayette reconnaissant ses mérites demanda-t-il pour lui le grade de colonel dès le début de 1790, mais pour l'heure cette proposition allait demeurer sans suite. Dans les mois qui suivirent, Berthier eut l'occasion de rendre un signalé service à la famille royale.

Au château de Bellevue, vivaient Mesdames Adélaïde et Victoire, les deux filles survivantes de Louis XV, vieilles dames parfaitement inoffensives et qui ne s'étaient jamais mêlées de politique. Elles jugèrent prudent, à la fin de l'année 1790, de prendre le chemin de l'émigration, ce qu'avaient fait depuis longtemps les membres de leur entourage, et poussèrent la naïveté jusqu'à en demander l'autorisation à l'Assemblée nationale, laquelle la donna après une longue délibération. Rien ne s'opposait donc à leur départ, mais des agitateurs n'allaient pas tarder à en profiter. Le bruit courut que les princesses emmenaient dans leurs bagages toute une fortune en or. De son côté, Berthier prévenu prit des dispositions pour faciliter le départ des dames qui le connaissaient depuis son enfance et leur recommanda de faire preuve d'un maximum de discrétion. Elles le comprirent et, le 19 février 1791, montèrent en voiture et s'en allèrent sans difficulté avec une faible escorte fournie par Alexandre. Les séides de Lecointre prévenus, on ne sait comment, gagnèrent le château dont les occupantes étaient parties. Mais leurs bagages étaient encore là. Ils s'apprêtaient à les piller et à en faire autant de leur demeure lorsque Berthier, accouru à la tête d'un détachement, réussit par un habile stratagème à rétablir l'ordre et à sauver les bagages qu'il put faire parvenir à leurs destinataires. Il orienta simplement les émeutiers vers les celliers du château et les nombreuses bouteilles de vin que recelaient les caves firent les frais de l'opération.

L'affaire fit un certain bruit. Si les milieux royalistes, La Fayette en tête, louèrent Berthier pour son sang-froid et sa présence d'esprit, les démagogues, qui, déjà, ne pouvaient le supporter, le blâmèrent de s'être opposé aux « légitimes désirs du peuple ». Ils allèrent jusqu'à faire courir le bruit que, pris de remords, il avait démissionné, ce que Berthier démentit aussitôt. Mais sa position devenait chaque jour plus difficile à tenir. À Versailles, il était l'objet de menaces de la part de la populace et des poissardes le bombardaient de boue lorsqu'il passait dans les rues. Lecointre rédigea une pétition qu'il fit signer par des complices et l'envoya à la municipalité, affirmant que Berthier avait perdu la confiance de ses concitoyens. En même temps, il portait l'affaire devant le club des Jacobins qui traita le commandant de la place de despote et de vizir ! De son côté, le maire de la ville rendait hommage à Alexandre pour son action, « sa douceur, sa patience et sa modération ».

Au même moment, La Fayette renouvelait sa demande d'avancement. Il fit établir un mémoire spécial qui couvrait Berthier d'éloges, et, le 1^{er} avril, apportant un démenti aux agitateurs, le ministre signa la nomination de Berthier comme adjudant général et colonel. Celui-ci saisit l'occasion. Il ne démissionna pas sur-le-champ pour ne pas donner à ses adversaires l'occasion

de triompher mais demanda sa réintégration dans l'armée régulière. Rochambeau le réclamait, mais dans la circonstance et avec l'accord de celui-ci, il passa à la 17^e division stationnée en région parisienne en tant qu'adjoint au chef d'état-major. Du reste, jusqu'en juin il avait une bonne raison pour demeurer à Versailles. Il allait assister au remariage de son père.

Cependant, la situation politique ne cessait de se dégrader. En juin, le roi ayant tenté de gagner avec sa famille la Lorraine où il disposait de troupes sûres était arrêté à Varennes. Devant ce qu'ils considéraient comme un risque de propagation de la subversion dans leurs États, les souverains étrangers commencèrent à concentrer des forces à proximité de la frontière française quand ce n'eût été que pour intercepter les agents de la Révolution.

De leur côté, le roi Louis XVI et l'Assemblée législative souhaitaient, pour des raisons diamétralement opposées, qu'éclatât un conflit armé, le premier y voyant une possibilité de rétablir son pouvoir et la seconde la faculté d'y supprimer les siens. Dans ce but, il fut procédé à la création de bataillons de volontaires à partir de rien, c'est-à-dire qu'il fallait les recruter, les équiper, les encadrer et leur inculquer les plus élémentaires devoirs du soldat. Berthier, dans le domaine de ses nouvelles fonctions, fut chargé de la mise sur pied des volontaires du Loiret et de la Seine-et-Oise. Ils formaient trente bataillons, mais l'esprit contestataire voulait que chaque ordre, au nom de la liberté, fût l'objet d'une discussion. Berthier ne tarda pas à penser qu'il risquait d'avoir à faire face à des difficultés similaires à celles qu'il avait connues à Versailles. Ce fut pourquoi il demanda à être muté au dépôt des cartes et plans de guerre qu'il connaissait parfaitement, puisque son père l'avait dirigé et que le directeur actuel était son ami Mathieu Dumas.

Sa requête fut agréée et il y fut nommé le 26 avril 1792. Il n'allait y rester que peu de temps. Devant le risque de voir éclater les hostilités, le gouvernement, en accord avec le roi, avait, lui aussi, garni de troupes les frontières. Le dispositif français était articulé en 4 armées : celle du nord commandée par le maréchal de Rochambeau, déployée entre Dunkerque et Philippeville ; celle du centre aux ordres de La Fayette entre Philippeville et Lauterbourg ; celle de l'est sous le maréchal Luckner de Lauterbourg à Bâle ; et enfin celle des Alpes aux ordres du général de Montesquieu. Puis, devançant ses adversaires potentiels, la France déclara la guerre le 20 avril 1792 à l'Autriche, à la Prusse et pour faire bonne mesure au Piémont. Personne ne pensait qu'avec quelques pauses le conflit durerait jusqu'en 1815 !

Berthier estima, devant cette évolution de la situation, que sa place était aux armées et que continuer à servir dans les bureaux serait considéré comme un signe de lâcheté. Et, comme il était officier d'état-major, il demanda à servir dans celui de Rochambeau. Celui-ci connaissait trop bien Alexandre pour faire fi d'une pareille proposition. Il lui offrit le poste de chef d'état-major que Berthier accepta avec empressement. Il se rendit donc au quartier général et put mesurer l'ampleur de la tâche qui les attendait Rochambeau et lui. Une bonne partie des cadres officiers avait émigré et ceux qui les avaient

remplacés, mis en place par élection, étaient beaux parleurs mais incapables. De plus, sous l'influence des idées prônées par les agents des clubs révolutionnaires, l'indiscipline la plus complète régnait. Ce fut en vain que Rochambeau et Berthier tentèrent de mettre un peu d'ordre dans cette pétaudière. Leurs instructions n'étaient pas suivies ou alors avec une mollesse qui frisait l'insubordination. L'armée du nord fut la première à venir au contact de l'ennemi et lors des engagements qui eurent lieu à Tournai et à Quiévrain, ce qui devait arriver arriva. Vantards, ayant jusqu'alors rempli les cabarets de leurs exploits imaginaires, les soldats et volontaires s'enfuirent comme des lapins en massacrant leurs officiers aux premiers coups de feu. Si les affrontements ne tournèrent pas à la déroute complète de l'armée, ce fut en grande partie parce que les Austro-Prussiens n'imaginèrent pas un instant l'état de décomposition où était tombée l'armée française et ne surent pas exploiter leur avantage. Cependant de Paris arrivaient des ordres prescrivant de prendre immédiatement l'offensive en Belgique, car le gouvernement n'avait pas la moindre idée de la situation. Aussi Rochambeau envoya-t-il Berthier à Paris pour faire connaître à l'assemblée et surtout au roi l'état réel de l'armée. Louis XVI était parfaitement au courant. Il comptait même sur la défaite de ses troupes pour reprendre les rênes du pouvoir. Il reçut néanmoins fort cordialement Berthier et lui promit d'agir tout en étant décidé à ne rien faire.

Quant au ministre de la Guerre, malgré toute sa bonne volonté, il dut reconnaître qu'il n'avait aucun moyen de redresser la situation. Berthier était encore dans la capitale lorsqu'il apprit que Rochambeau venait de donner sa démission. Son chef d'état-major songea un instant à l'imiter mais se vit presser par des amis de demeurer en place pour maintenir un semblant de cohésion. Alexandre remit donc sa décision à plus tard. Rochambeau ayant été remplacé par Luckner qui avait soixante-dix ans, un de ses premiers actes fut de demander le maintien en place de Berthier qu'il connaissait lui aussi depuis l'Amérique. Le ministre lui annonça donc son retour à Menin. Immédiatement après, Luckner le proposa pour être promu maréchal de camp (général de brigade) et comme rien ne venait, le 1^{er} juin le maréchal lui rappela sa demande. Quinze jours après, Berthier était nommé avec effet rétroactif au 22 mai.

Très vite, Luckner, qui à son âge fatiguait, laissa Berthier réorganiser l'armée comme il l'entendait. Il se mit à bombarder le ministre de notes. On manquait de tout et même d'officiers d'état-major. Berthier réclamait huit adjudants généraux et quatorze adjoints alors qu'il n'en avait respectivement que deux et un, ajoutant qu'en l'état présent il était dans l'impossibilité de remplir ses fonctions ; et il attira l'attention de son interlocuteur sur le fait qu'il y avait à l'intérieur d'excellents adjudants généraux qui seraient davantage à leur place à l'armée. Dans le style emphatique en usage à l'époque, il concluait : « S'il ne s'agissait que de se faire tuer je ne vous parlerais pas ainsi, mais je vous le répète, il y va du salut de la patrie et de la perte de notre liberté. »

Le ministre promit l'envoi d'adjudants généraux, promesse qui demeura

sans suites. Le mois suivant, Luckner était nommé à la tête des deux armées du nord et du centre et Berthier se trouva automatiquement chef d'état-major d'un groupe d'armées, sans recevoir pour autant davantage de moyens pour exercer ses fonctions.

C'est que les événements de Paris avaient, d'une manière indirecte, influencé l'organisation des armées. Le 20 juin, une émeute avait envahi les Tuileries, mais le roi avait trouvé le courage de lui faire face, quoique pendant plusieurs heures il ait été hué et presque molesté par des scélérats déchaînés.

Indigné, La Fayette quitta son commandement de l'armée du centre pour venir protester à l'assemblée contre ce qu'il considérait comme une violation de l'autorité royale. Berthier qui partageait ses opinions, ne comprenant pas que pour l'heure il fallait dissimuler ses sentiments, écrivit au roi pour lui faire part de son indignation et se proposa pour combattre les factieux de l'intérieur. Malheureusement, la lettre tomba entre les mains des Jacobins et la naïveté de Berthier allait lui coûter cher ! Tandis que La Fayette, accusé d'aspirer à la dictature militaire et ayant en vain tenté de faire marcher son armée sur Paris après le 10 août, prenait la fuite et passait chez les Autrichiens, le 19 août, les ennemis de Berthier se déchaînaient contre lui.

Dès le 2 juillet, sa lettre avait été publiée dans le *Journal de Paris* et il était dénoncé comme un agent du roi. Aussitôt, il demanda à son chef de prendre sa défense, ce que Luckner accepta volontiers en écrivant une lettre de protestation au président de l'assemblée.

À l'armée même, la situation de Berthier devenait délicate. Le ministre de la Guerre, Dumouriez, qui le détestait avait quitté courant juillet son poste pour venir prendre le commandement de l'armée du nord. Dès le départ, il se mit à désobéir aux ordres de Luckner et reçut un blâme qu'il attribua à Berthier dont il connaissait l'influence sur le maréchal. Il écrivit donc au roi pour se plaindre, mais sa démarche demeura sans suite ; Poursuivant sa vindicte un peu plus tard, il dénonça Berthier à l'assemblée. Si elle n'eut pas de conséquences immédiates, cette accusation devait l'année suivante lui causer un tort considérable. Au même moment, Luckner devenu généralissime fut remplacé à l'armée du centre par Kellermann. Celui-ci ne connaissait pas Berthier mais en avait beaucoup entendu parler. Il décida donc de le garder comme chef d'état-major. La chose fut d'autant plus facile que trois représentants en mission qui avaient été envoyés dans l'est « exciter le courage des troupes et recevoir le serment des officiers » avaient été frappés par la manière dont Alexandre jouait son rôle avec zèle et l'avaient couvert d'éloges.

Seulement les politiciens enragés de Paris n'entendaient pas lâcher prise, et le 21 août le conseil exécutif de l'assemblée sous la pression du député Delmas et de Lecointre qui, de Versailles, le dénonçait sans arrêt, le releva de ses fonctions. Ce fut Kellermann qui lui apprit la nouvelle et qui prit sur lui de le maintenir à ses côtés car il en avait besoin. Sur ses conseils, Berthier, à présent chef d'état-major, sans en avoir le titre ni les pouvoirs, s'adressa, le 11 septembre, au ministre Servan en demandant à servir comme volontaire à

l'armée de l'est. Kellermann appuya du mieux qu'il put la requête de son adjoint. Mais Servan, dans le climat régnant à Paris, craignait de se compromettre. Il préféra donc, comme il l'écrivit, suivre l'opinion publique et conclut que la destitution de Berthier était définitive. Au même moment, Luckner était rappelé à Paris où il serait jugé et exécuté en janvier suivant.

Le jeune général eut dans ces temps de troubles extrêmes et de massacres la sagesse de demeurer à l'armée. Cette situation mal définie perdurait encore en octobre après la victoire de Valmy. Le 18 octobre, il demanda communication de l'arrêt qui l'avait destitué et que nul n'avait songé à lui faire parvenir. Sans réponse le 3 novembre, il renouvela sa démarche, appuyée par Kellermann qui n'avait cessé de le réclamer. Au même moment, Custine, son ancien chef, à présent commandant de l'armée du Rhin, le demandait avec insistance comme chef d'état-major dans une lettre assez maladroite où il le couvrait d'éloges mettant en relief sa compétence et où il soulignait également sa loyauté vis-à-vis de la famille royale. Par chance pour Berthier, elle demeura sans suites et lui-même resta dans la plus incertaine des situations.

Il faisait partie d'une manière informelle de l'état-major de Kellermann lorsque celui-ci gagna avec Dumouriez la bataille de Valmy à laquelle il assista en spectateur. Le piquant de l'affaire est que si son armée se comporta au feu d'une manière digne d'éloges, elle le dut beaucoup à Berthier qui en tant que chef d'état-major avait puissamment contribué à faire de ces unités informes un ensemble cohérent et solide. Mais ce furent d'autres qui recueillirent les fruits de la victoire qui lui revenaient.

L'assemblée se sépara au lendemain de la bataille et céda la place à la Convention dont les membres (souvent les mêmes) n'étaient pas plus favorables à Berthier. Cet état de fait durait encore et Alexandre, dont la présence à l'armée ne se justifiait plus, avait eu la chance de ne pas être dénoncé lorsqu'en mars 1793 la Vendée s'insurgea. Le gouvernement de la Convention fit flèche de tout bois, d'autant que Dumouriez venait d'être battu à Neerwinden. Guerre à la frontière, révolte à l'intérieur, les autorités n'eurent pas à faire la fine bouche et lorsque Berthier offrit ses services comme simple volontaire, sa demande fut agréée. Il fut affecté à l'armée des côtes de La Rochelle dont le centre d'opérations était à Saumur et, venant de l'armée de l'est, il s'y présenta, le 14 mai, bien décidé à n'être qu'un simple soldat. La situation était critique. Mal encadrées, les troupes républicaines étaient partout battues par des Vendéens assez bien armés, commandés par des officiers de l'ancienne armée royale, très supérieurs en nombre à leurs adversaires. Ils avaient, en outre, l'avantage de bien connaître le terrain.

Le général en chef de l'armée républicaine était le duc de Biron, à présent Biron tout court. Il avait connu Berthier en Amérique. À ses côtés se trouvait un envoyé de la Convention, Ronsin, sorte de commissaire politique chargé à la fois de surveiller Biron et d'aider dans leur travail les deux représentants en mission Gramont et Parrain présents au quartier général. Ils ne connaissaient pas grand-chose aux questions militaires et Biron se dépêcha de leur adjoindre

Berthier dont il appréciait la valeur. Tous quatre effectuèrent une tournée aux environs de Saumur et les représentants furent d'autant plus impressionnés par la science et le coup d'oeil d'Alexandre qu'alors que l'optimisme semblait général, leur expert conclut que les rebelles allaient se porter sur Saumur qui ne tiendrait pas. Aussi les représentants se hâtèrent-ils de lui rendre ses étoiles de général et de le nommer chef d'état-major. Il ne put qu'accepter mais ce fut sans enthousiasme, car quiconque endossait des responsabilités risquait fort en cas d'échec d'être condamné à l'échafaud. De plus, il connaissait l'état lamentable des troupes dont il allait devoir s'occuper. L'ensemble était commandé par deux anciens officiers de l'armée royale, Coustard de Saint-Lo qui se faisait appeler Coustard et Menou de Boussay qui avait raccourci son nom en Menou. Tous deux connaissaient leur métier mais manquaient de caractère et avaient du mal à s'entendre.

Les assaillants avaient encore moins d'instruction que les républicains mais ils étaient plus nombreux et fanatisés. Ils finirent non sans mal par enlever Saumur, le 10 juin. Au cours du combat, Berthier qui avait eu deux chevaux tués sous lui fut légèrement blessé. Il n'en demeura pas moins à son poste et réussit à empêcher, par son action énergique, que la retraite des bleus ne tourne à la déroute. Frappés par son comportement dans la crise, les représentants du peuple le recommandèrent chaudement au nouveau général en chef, Rossignol, ancien ouvrier orfèvre, sans-culotte et ardent patriote mais parfaitement incompetent. Biron accusé de pactiser avec les aristocrates avait été relevé. Arrêté peu après, il serait condamné à mort et exécuté avant la fin de l'année. La situation de Berthier, un peu suspect lui aussi à cause de sa croix de Saint-Louis, n'était rien moins qu'enviable, et il sentait bien qu'à la moindre erreur il risquerait lui aussi d'être envoyé devant le tribunal révolutionnaire. Aussi n'osa-t-il pas refuser lorsqu'il lui fut signifié son maintien à sa place. Il demanda simplement à remplir la fonction à titre temporaire.

Pour commencer, il devait réorganiser l'armée. Par chance, les Vendéens victorieux n'avaient pas su exploiter leur succès. Berthier consulté par les représentants proposa de rassembler les forces de la république, autrement dit de fondre les deux armées des côtes de La Rochelle et des côtes de Brest en une seule pour former un tout solide. Mais les rivalités entre généraux étaient si fortes que même les représentants comprenant la sagesse de la proposition ne purent l'imposer. Prévoyant que dans ces conditions les armées de la république couraient à de nouveaux échecs et n'ayant aucune envie d'en assumer la responsabilité, Berthier donna sa démission à Ronsin. Il la refusa.

Sa position devenant de plus en plus difficile car il ne parvenait pas à concrétiser ses décisions, Alexandre accepta de rester mais comme adjoint d'un nouveau chef d'état-major dont les sentiments révolutionnaires ne prêteraient pas à discussion. Le choix des représentants se porta sur un certain colonel Bournet et l'on assista au phénomène paradoxal de voir un général sous les ordres d'un colonel. Bournet qui n'avait pas reçu la formation d'un

officier d'état-major ne fut que trop heureux d'avoir un pareil adjoint.

Ce qu'avait prévu Berthier se réalisa. Les républicains continuèrent à essuyer des revers. Aussi les représentants Thureau et Bourbote décidèrent-ils d'envoyer à Paris Berthier et son camarade Dutruy pour exposer la situation au Comité de salut public. Berthier, en arrivant dans la capitale, se rendit directement chez le ministre de la Guerre, le citoyen Bouchotte. Il lui peignit un tableau sans fard de la situation, et lorsque le ministre lui demanda quel remède il préconisait, le général expliqua que la solution consistait à réunir les deux armées, puis de refouler les rebelles du nord au sud et à les acculer à la mer.

Son plan soumis au Comité de salut public fut adopté et se révéla excellent, mais en même temps, le Comité ressortant les dénonciations de l'année précédente contre Alexandre, y compris celle de Dumouriez à cette heure en fuite et passé à l'ennemi, lui interdit de retourner à son poste ! Lorsque la nouvelle en parvint au quartier général de l'armée, ce fut un beau tollé ! Berthier, de son côté, constituait un dossier pour se défendre. Les représentants Béchard et Choudieux, les généraux Santerre, Rossignol et même le colonel Bournet lui fournirent les attestations les plus élogieuses. Ce dernier écrivit : « C'est avec le plus grand déplaisir que j'ai appris que le Comité de salut public avait arrêté votre retour à l'armée. C'est une injustice qu'on a faite... »

Il fallait un certain courage pour critiquer ainsi par écrit une décision du Comité, et ceci prouve en quelle estime le colonel tenait son adjoint.

Hélas ! la logique et le bon sens n'étaient pas les vertus cardinales du Comité et le dossier présenté par Berthier obtint le résultat contraire à celui qu'il espérait. La défense de retourner à l'armée fut maintenue et il fut relevé de son poste. Dès lors, dans un moment où la moindre peccadille pouvait entraîner les plus graves conséquences, la prudence s'imposait. Comprenant qu'insister ne pourrait que lui nuire et quel que fût son désir de servir, il décida de rentrer momentanément dans l'ombre et quitta Paris. Cependant, il ne tenait pas à trop s'en éloigner et comme son père avait cherché refuge dans le Loiret et qu'il ne voulait pas attirer l'attention sur le vieillard, il se retira dans l'Oise chez son beau-frère François d'Avrange d'Hangeranville, mari de la plus jeune de ses soeurs. Celui-ci possédait un château dans le village de Précý-sur-Oise à une vingtaine de kilomètres de Senlis. Dans les premiers jours de la Révolution, comprenant qu'il devait faire un geste pour se concilier la population qui, au demeurant, ne lui était pas hostile, il avait publiquement brûlé ses titres féodaux qui ne correspondaient plus à rien. Ce geste purement démagogique lui avait permis de demeurer sur place en toute tranquillité. Aussi avait-il recueilli d'abord la soeur aînée de sa femme et son mari, puis César Berthier. Alexandre arriva le dernier. Tous étalèrent leur civisme avec ostentation, et Francqueville, époux de la soeur aînée, ainsi que César n'hésitèrent pas à entrer au conseil de surveillance institué depuis octobre 1793 dans le village comme dans toutes les localités de France pour y

dénoncer les menées de la réaction antirépublicaine. Sans qu'il l'eût sollicité, Francqueville en fut même élu président. Cette position lui permit de protéger efficacement la famille contre les risques qu'auraient pu faire courir des excités comme il en existe toujours dans les périodes troubles. Ils allèrent même, pour satisfaire les délires de certains de leurs concitoyens, jusqu'à faire abattre la croix qui surmontait le clocher de l'église, signe évident de ralliement de la prêtraille, et à la faire remplacer par un drapeau tricolore surmonté d'un bonnet phrygien.

Alexandre goûtait peu ces palinodies, même s'il les jugeait lui aussi nécessaires. Mais comme il ne savait pas rester inactif, il alla offrir ses services à la municipalité. On l'élut d'abord commissaire à l'emprunt forcé, ce qui ne lui souriait guère. Mais bientôt le conseil trouva une meilleure manière d'utiliser ses compétences. Il fut élu chef des ateliers destinés à récolter le salpêtre, autrement dit le nitrate de chaux nécessaire à la fabrication de la poudre. À une époque où sa production synthétique était inconnue, on le récoltait en grattant délicatement les murs des bâtiments et des étables. La Convention y attachait beaucoup de prix. Berthier accepta ce travail et se mit à la tâche avec sa conscience habituelle. Il sut se montrer si poli, si correct, si diplomate, si sociable dans ses relations avec les gens chez qui il faisait intrusion avec ses équipes de gratteurs, que sa popularité connut un essor formidable et que toute la population émit bientôt le souhait qu'il fût élu administrateur du district de Senlis. Or, c'était précisément ce qu'il voulait éviter : être mis trop en avant. Il eut beaucoup de mal à empêcher ses supporters de matérialiser leurs vœux, les assurant qu'il était bien trop occupé par ses présentes fonctions, lesquelles étaient d'un intérêt essentiel pour la poursuite de la guerre.

Cependant, la situation politique de la France évoluait. En juillet 1794, Robespierre et sa faction disparurent, balayés par la réaction thermidorienne qui ramena au pouvoir des modérés. La terreur prit fin. Pourtant, Berthier attendit encore six mois avant de se manifester et d'entreprendre des démarches pour obtenir sa réintégration. Le 11 février 1795 (23 pluviôse an III), il adressa une nouvelle pétition au Comité de salut public dont les membres n'étaient plus les mêmes. Elle était accompagnée d'une série de lettres élogieuses comme les précédentes et, de plus, soulignait que Berthier avait été en quelque sorte une victime du ministre Bouchotte « intrigant et imbécile », écrivit de lui Marie-Joseph Chénier, précisément député de Seine-et-Oise. Avoir été persécuté sous Robespierre était à présent un brevet de civisme. Aussi le Comité de salut public décida de nommer une commission qui examinerait le cas Berthier.

Celle-ci fut fortement influencée par le nouveau président de la Convention, un des hommes les plus importants du moment ; c'était Barras. S'étant fait communiquer son dossier, il s'intéressa à Berthier d'autant qu'il recherchait les militaires compétents. Mis au courant de cette intervention, Berthier allait dans un premier temps lui vouer une reconnaissance qui cinq

ans plus tard se transformerait en haine pour des raisons de nature tout à fait personnelle.

Le rapport de la commission fut des plus élogieux. Il soulignait que « 27 années d'études et de travail dans l'art de la guerre lui ont acquis des talents militaires sous le rapport des reconnaissances, des ouvrages de campagne... et de tout ce qui tient à la partie de l'état-major des armées..., organisation, tactique des différentes armes ». Aussi concluait-il en recommandant la réintégration de Berthier. Le ministre y souscrivit le 14 mars 1795 et, en même temps, lui précisa qu'il était nommé chef d'état-major des deux armées des Alpes et d'Italie pour l'heure commandées par Kellermann, qui du reste le réclamait à cor et à cri.

La situation qu'il découvrit en arrivant au quartier général des deux armées n'était rien moins que brillante. Il s'en doutait un peu et écrivit à son ami Clarke : « J'ai trouvé tout dans la plus entière désorganisation. Jamais je n'ai vu une armée si délabrée. » Tout en coiffant l'ensemble des deux états-majors, il se pencha plutôt sur celui de l'armée d'Italie, laissant en place le chef d'état-major de l'armée des Alpes, le général Piston avec qui il entretenait d'excellents rapports.

La Convention et le Comité de salut public mal informés auraient désiré voir les deux armées du sud-est prendre l'offensive en direction de la Lombardie. Mais aussi bien Kellermann que Berthier considéraient que pour l'heure la chose était irréalisable. Ce dernier commença par organiser le service directeur de l'état-major général, y déterminant les secteurs des trois adjudants généraux sous ses ordres : Vignole fut chargé du mouvement des troupes, Franceschi de la correspondance générale et Wolf des reconnaissances. Il en aurait souhaité un quatrième et ne s'en voyant pas affecter nomma provisoirement un adjoint, Ballet et le mit à la tête de l'administration. Cette organisation, assez nouvelle mais qui allait faire école, était assez remarquable ; elle se révéla efficace.

En même temps il réclamait un état décadent des moyens matériels dont disposaient les armées : vivres, munitions, fourrage, équipements, etc., réglait le travail d'un vaguemestre général chargé d'organiser la marche des colonnes et obligea les généraux de division, qui avaient tendance à faire cavalier seul, à communiquer entre eux et à se transmettre les renseignements en leur possession. Kellermann avait tout de suite compris qu'il était délicat pour Berthier, simple général de brigade, de donner des instructions impératives à des camarades plus élevés en grade ; aussi demanda-t-il pour lui une promotion. Le 13 juin 1795, il était nommé général de division, ce qui le mettait en position d'exercer pleinement ses prérogatives.

Le commandant en chef et son chef d'état-major savaient que leurs divisions étalées sur un front de près de cent cinquante lieues étaient faibles partout et ne se maintenaient que difficilement face à un ennemi qui, estimaient-ils, alignait trente-deux mille Autrichiens, cinquante mille Piémontais et quinze mille miliciens, soit quatre-vingt dix-sept mille hommes,

et même si ces chiffres étaient fortement surévalués, l'adversaire n'en avait pas moins la supériorité numérique. Aussi au début de l'été prit-il l'offensive. Les Français réussirent à le contenir à peu près partout grâce au courage et à l'endurance des soldats qui devaient camper en pleine montagne et manquaient parfois de vivres. Kellermann est Berthier, constamment sous pression, devaient sans arrêt se rendre d'un point sensible à un autre. Berthier écrivit à son ami Clarke à la fin juin : « Depuis 6 jours, nous nous battons continuellement et je ne me suis pas couché. »

Dans le même temps, il demandait à Paris l'envoi de renforts. Pendant cette période, il acquit une connaissance très complète de la composition et de la situation de l'armée d'Italie ainsi que sur la manière dont elle devrait être utilisée. Enfin conscient des besoins du groupe d'armées du sud et pour être en mesure de prendre l'offensive, le ministère annonça à la fin de juillet l'envoi d'un renfort de 10 000 hommes venant de l'armée du Rhin et de 6 000 détachés de celle des Pyrénées qui n'en avait plus besoin puisque la paix venait d'être signée avec l'Espagne. Aussitôt après, sur ordre de Kellermann, Berthier fit effectuer une reconnaissance sur la ligne ennemie en Ligurie, là où il projetait de lancer une offensive. Mais, au début de septembre, le Comité de salut public, voyant que Kellermann continuait à demeurer sur la défensive, lui retira l'armée d'Italie et la confia à Scherer. Conscient du rôle qu'avait joué Berthier, il le maintint dans son poste de chef d'état-major de l'armée d'Italie. Seulement Kellermann, peu satisfait de ce changement et qui tenait toujours à avoir Berthier à ses côtés, s'arrangea pour le laisser aussi peu que possible à la disposition de Scherer et le rappela. Berthier devait trop à Kellermann pour ne pas s'incliner. Il ne put donc qu'assister en spectateur à l'offensive de Scherer qui vit surtout agir Masséna et se traduisit par la victoire de Loano que le général en chef de l'armée d'Italie ne sut pas exploiter. Dès ce moment, il demeura prudemment sur la défensive, demandant qu'on lui envoyât Berthier si on désirait qu'il bouge et qu'au demeurant, sa santé lui donnait du souci. Ce qui fit que le nouveau gouvernement, le Directoire, songea à le remplacer, la question étant : par qui ?

Berthier était toujours à Grenoble, à l'armée des Alpes qui demeurait sur ses positions. L'hiver précoce avait interrompu les opérations sur ce front et Berthier en profitant, en plein accord avec son patron, écrivit à Clarke : « Il faut dans ce moment même s'occuper de la prochaine campagne, car c'est une erreur de croire qu'elle s'ouvre plus tard dans les Alpes que partout ailleurs... Il faut que les armées des Alpes et d'Italie agissent de concert et exécutent un plan combiné ; et je le répète, être prêt avant l'ennemi, c'est doubler les moyens. »

Profitant de l'inaction, il réorganisa son état-major, gardant comme adjoint le général Piston et complétant son personnel pour le mettre en état de participer aux prochaines opérations. Mais son activité fut interrompue au début de 1796. Alors que le 1^{er} janvier, il inspectait des cantonnements autour de la ville, son cheval glissa sur une plaque de glace et s'abattit. Berthier eut la

jambe prise sous sa monture. Il fut promptement dégagé, mais un examen révéla une fracture du tibia. Son médecin lui ordonna de rester allongé pendant une période indéterminée. Il se fit alors transporter à Chambéry pour être à proximité d'Aix, car son docteur préconisait une cure thermale pour parachever la guérison. Cette immobilisation devait durer trois semaines, le blessé se remettant plus rapidement que prévu. Il profita de cette inaction pour rédiger un mémoire destiné au gouvernement. Sous le titre : « Dispositions provisoires », c'était en fait un règlement du service d'état-major concernant aussi bien ceux des armées que des divisions. Le travail y était réparti entre quatre services comme il l'avait expérimenté l'année précédente. En outre, ce projet posait un certain nombre de principes tels que la promptitude dans l'expédition des ordres, l'exactitude et la minutie dans le travail, la concision du style et le dévouement absolu aux désirs du général en chef ainsi que l'emploi des ingénieurs géographes dans tous les états-majors.

Depuis les débuts de la Révolution et la dissolution de l'ancien service, personne n'avait jamais posé les principes de fonctionnement d'un état-major. Parvenu à Paris, le mémoire fut lu avec attention par plusieurs des directeurs et en particulier Barras. Il savait que plusieurs généraux en avaient demandé l'auteur comme chef d'état-major dans les années écoulées. Se souvenant que c'était lui qui l'avait fait affecter comme chef d'état-major aux armées des Alpes et d'Italie, il résolut de lui donner une place importante dans la combinaison qu'il était en train de mettre sur pied.

Au début de février 1796, Scherer n'avait pas encore été relevé de son commandement mais savait que son remplacement serait imminent. Pour lui succéder, il ne voyait guère que Masséna, excellent tacticien, rompu à cette forme particulière de combat qu'était la guerre de montagne et qui connaissait particulièrement bien la région. Il pensait (et son entourage avec lui) que ce choix ne poserait aucun problème, car étant franc-maçon de haut grade, ce général disposait de sérieux appuis.

Tout de même, Scherer était inquiet. Il avait ses informateurs dans la capitale et était tenu au courant des intrigues d'un général sans aucun titre ni capacité pour être nommé à sa place. Il écrivit même à son sujet : « Bonaparte qui assiège le Directoire et le ministre de projets plus insensés les uns que les autres... » Barras, protecteur de Bonaparte, tenait à lui faire donner un commandement pour le récompenser de l'aide qu'il lui avait apportée dans la répression de l'insurrection du 13 Vendémiaire. Il savait bien que c'était là son seul titre, avec sa participation au siège de Toulon. Mais il venait de lui rendre un signalé service en le débarrassant d'une vieille maîtresse fort encombrante qu'il avait accepté d'épouser. Aussi songeait-il à Bonaparte pour remplacer Scherer à l'armée d'Italie, quoique en dehors de l'artillerie il ne connût rien aux autres armes. Certes, c'était un stratège de génie, mais cela, personne ne le soupçonnait encore. D'ailleurs, Carnot, son collègue au Directoire, et organisateur des armées victorieuses de la Convention, l'avait jugé et l'estimant vantard, incapable et ignare, s'opposait de toutes ses forces à sa

nomination. Il finit pourtant par céder, non pas convaincu par le génie de Bonaparte, mais parce qu'il pensait que le front italien serait tout à fait secondaire dans la campagne de 1796 contre l'Autriche et que ce serait en Allemagne, où commandaient deux généraux de talent, Jourdan et Moreau, que la France arracherait la victoire et obtiendrait la paix.

De son côté, Barras, conscient des faiblesses et lacunes de son poulain, crut trouver la solution en le flanquant d'un très bon chef d'état-major. Son choix se porta sans hésiter sur Berthier, sans doute le meilleur de l'armée française. Ce faisant, il répondait aux vœux secrets de ce dernier qui pressentait que si un rôle devait être joué sur le front du sud-est ce serait par l'armée d'Italie et non par celle des Alpes. Le 2 mars, le Directoire prit deux arrêtés, le premier nommant Bonaparte général en chef de l'armée d'Italie et le second lui donnant Berthier comme chef d'état-major.

L'armée d'Italie en avait à ce moment un fort compétent en la personne de Gaultier de Kerveguen. Lui et Berthier avaient eu l'occasion de collaborer et de s'estimer mutuellement. Mais Kerveguen, assez âgé (59 ans) et en mauvaise santé, n'était plus en état de remplir ses fonctions.

IV

LES DÉBUTS D'UNE COLLABORATION

(1796-1798) C'est une légende aussi tenace que fausse qui veut que Bonaparte ait fait le choix de son chef d'état-major et qu'en désignant Berthier, il ait donné un exemple de son génie et de son expérience profonde de la nature humaine. En réalité, les deux hommes ne se connaissaient pas, et si Bonaparte avait peut-être entendu parler de Berthier, dont la réputation comme chef d'état-major n'était plus à faire dans l'armée française, pour celui-ci, en revanche, le nouveau général en chef était un parfait inconnu.

Il lui était précisé, dans son décret de nomination, que Bonaparte passerait par Marseille pour se rendre au quartier général de Nice et suivrait la route de la côte. Berthier fit donc savoir au quartier général qu'il irait au-devant de lui et comptait le rencontrer à Antibes où il arriva le 23 mars. Il descendit, ainsi qu'il l'avait prévu, à l'auberge Agarrat, précédant son nouveau patron de vingt-quatre heures. Il en profita pour écrire à son ami Clarke en lui soumettant un projet d'opérations pour l'armée des Alpes tant il était peu certain de demeurer avec Bonaparte. Lorsque celui-ci arriva le lendemain, il avait pris une attitude froide, réservée et conservait un profil bas. Barras l'avait

mis en garde. Il allait commander une bande de durs à cuire qui avaient noms Masséna, Augereau, Sérurier, Stengel, Laharpe, Macquard... Leurs brillants états de service confirmaient leur expérience. Ce n'était pas son cas. Quant au chef d'état-major qui lui était imposé, il était âgé de seize ans de plus que lui, était plus ancien dans le grade de général de division et connaissait à la perfection le fonctionnement d'un état-major, ce qui était loin d'être le fait de Bonaparte. Ceci explique son comportement jouant la modestie. Leur conférence, à peine esquissée le 24, dura toute la journée du lendemain. Le nouveau général en chef qui avait pu craindre de trouver en son chef d'état-major sinon un rival, au moins un critique et probablement un mentor cherchant à lui en imposer, fut à la fois rassuré et satisfait de la manière dont Berthier se comportait. Il se montra déférent, poli, comme on savait l'être sous l'ancien régime, n'évalua pas sa science et se contenta de répondre de manière brève et précise aux questions de son interlocuteur. Sa prodigieuse mémoire lui avait permis d'emmagasiner une foule de détails qu'il put ressortir sans hésiter et sans se couper. Bonaparte, à qui on n'avait pas caché que Berthier n'avait jamais été homme à faire manoeuvrer des bataillons, comprit qu'il avait trouvé en lui le technicien qui comblerait les lacunes de ses propres connaissances. L'accord entre ces deux hommes, pourtant si différents, fut immédiat, d'autant que Berthier sut se montrer serviable sans être servile. Il semble toutefois qu'il mit Bonaparte en garde contre Masséna dont il connaissait le caractère difficile et qu'il savait avoir aspiré au poste de commandant en chef. Quant à l'armée dont Bonaparte prenait le commandement, elle comptait 52 000 fantassins, 3 500 cavaliers et 5 300 artilleurs et sapeurs. Formant six divisions, sans être dans l'état de délabrement dans lequel certains se sont complu à la décrire, elle manquait, comme toutes celles de la Révolution, d'un certain nombre de choses.

Sa cavalerie, en particulier, aurait eu besoin d'être remontée. Il fallait également régler le cas du chef d'état-major encore en place, le général Gaultier. Son remplaçant proposa de le conserver malgré ses handicaps physiques, l'employant encore pour certains travaux d'état-major. Il devait s'en débarrasser assez rapidement, lui donnant le commandement de la place de Nice, de ses forts et des troupes qui y tenaient garnison.

L'état-major que trouva Berthier était à effectifs complets. Il comptait vingt-huit officiers, sept adjudants généraux, treize adjoints à ceux-ci, deux adjoints à l'état-major général et deux aides de camp pour Berthier avec un adjoint pour chacun. Aux quatre services qui étaient préconisés, il en ajouta un cinquième, la division topographique, et pratiquant comme d'autres le népotisme, il en confia la direction au plus jeune de ses frères, Léopold, qu'il fit venir dans ce but à ses côtés. Il allait diriger cet ensemble suivant les principes énoncés dans sa note au Directoire. Il décréta que chaque document serait recopié de manière à en conserver un double, et surtout il insista auprès de ses subordonnés sur le fait que les ordres du général en chef seraient rédigés, exécutés et transmis strictement et sans qu'il fût question de les

interpréter. L'état-major était un organisme de transmission et non un commentateur des volontés de Bonaparte. Un tel état d'esprit ne pouvait que séduire celui-ci très content d'avoir dans un service essentiel un chef à son entière dévotion, car les autres divisionnaires allaient lui donner du fil à retordre.

Ayant quitté Antibes le 26 mars au matin, les deux généraux arrivèrent à Nice le même jour. On ne les y attendait que le lendemain. Une des premières enquêtes de Berthier lui permit de constater que les soldats ne manquaient pas de vivres ni d'armes. Seule l'artillerie ne disposait pas d'un nombre suffisant de pièces, ce qui n'était pas très grave en montagne mais pourrait se révéler fâcheux dans la plaine du Pô. Berthier alors s'avisa qu'il y en avait dans les arsenaux de Toulon et d'Antibes. Il prévint Bonaparte qui les fit enlever sans autre forme de procès. Grâce au travail de l'état-major, pris immédiatement en main par Berthier, Bonaparte connut très vite l'état réel de son armée. Dès le 29 mars, trois jours après son arrivée, Alexandre ouvrait son registre de correspondance. En même temps, le service de renseignements lui confirmait qu'entre les Autrichiens et les Piémontais il existait une mésentente qui se traduisait par un manque de liaisons entre les deux armées. Ce détail permit à Bonaparte de bâtir son plan prévoyant de les combattre successivement. Berthier travaillait d'arrache-pied et devait dépenser des trésors de diplomatie pour convaincre les divisionnaires d'accepter les décisions de Bonaparte, d'autant plus que celui-ci, encore novice dans l'art du commandement, commettait des bévues, ce qui amena Masséna à s'écrier un peu plus tard : « Notre général en chef est un idiot ! »

Travail plus délicat, Berthier fut chargé, dès que débuta la campagne, de rédiger les discours et les communiqués de victoires destinés à Paris et pour lesquels « le patron » se contentait d'exprimer des idées générales. Fidèle et sincère au démarrage, il comprit très vite que Bonaparte entendait se mettre en valeur et, bientôt, ses bulletins prirent de plus en plus de liberté avec la réalité des faits. C'est ainsi qu'au moment de la bataille d'Arcole naquit la légende de Bonaparte s'élançant sur le pont un drapeau à la main pour entraîner ses troupes, alors qu'en réalité il essayait de se sortir d'un marécage où s'était embourbée sa monture.

Il était parfaitement conscient de ces impostures et s'en montra d'autant plus reconnaissant vis-à-vis de son chef d'état-major.

Démarrée dans les premiers jours d'avril, l'offensive française se développa d'autant plus rapidement que l'adversaire ne l'attendait pas. Berthier ne se cantonna pas dans un rôle de bureaucrate. Il passait ses journées sur le terrain et les soirées, voire les nuits, à travailler dans les locaux occupés par l'état-major, car il avait besoin de fort peu de sommeil.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de raconter en détail tous les faits d'armes qui constituèrent cette première campagne d'Italie. Tout de même, Berthier fut frappé du peu de cas que Bonaparte faisait de la vie de ses soldats, car, dès les premières victoires, les pertes furent lourdes. À la fin

d'avril, Berthier fut obligé, sur ordre du patron, de demander au Directoire que l'on prélèvât quinze mille hommes sur l'armée des Alpes, douze compagnies d'artillerie et de la cavalerie pour combler les vides.

La rapidité avec laquelle Bonaparte déplaçait ses troupes pour mieux surprendre l'adversaire obligeait le quartier général et par conséquent l'état-major à se déplacer sans cesse, ce qui compliquait singulièrement sa tâche. Les officiers envoyés porter des ordres et souvent demeurés auprès des divisionnaires avaient du mal à rejoindre ensuite leur service. Il leur arrivait fréquemment de s'égarer, voire de tomber sur une patrouille ennemie et d'être capturés ou tués. Aussi Berthier, comme Bonaparte, mais à son corps défendant, dut bientôt demander que l'on complétât ses effectifs. Il prit d'ailleurs très vite l'habitude d'envoyer à la suite plusieurs officiers porter un même ordre au même général pour avoir la certitude que celui-ci l'ait bien reçu et compris.

Comme si son travail d'état-major ordinaire n'avait pas suffi à l'occuper, Bonaparte chargea Berthier, après l'armistice de Cherasco signé le 28 avril avec les Piémontais, de prendre en main et de contrôler la remise des places fortes et territoires cédés par ceux-ci ainsi que leur occupation. Le chef d'état-major général se hâta de confier cette tâche au général Haquin en le priant de le tenir au courant de la manière la plus étroite de la façon dont se déroulait sa mission. En effet, par les territoires occupés, passaient les lignes de communication de l'armée française et l'état-major général en avait la responsabilité.

Dans ses rapports d'opérations au Directoire, Bonaparte qui savait ce qu'il devait à son concours avait insisté sur la manière dont Berthier avait rempli ses fonctions de chef d'état-major. Aussi, lorsque le gouvernement adressa au général en chef ses félicitations, il en ajouta de personnelles pour Berthier, lui écrivant en particulier : « Vous avez rendu de grands services, citoyen général, dans les affaires qui ont eu lieu à l'armée d'Italie. Le Directoire n'attendait pas moins de vos talents....Il vous félicite d'avoir si puissamment contribué aux succès nombreux que vient d'obtenir la Grande Armée dans laquelle vous servez.

Signé : Carnot, Letourneur, La Révellière. »

Pour qui savait lire entre les lignes, c'était dire à quel point le Directoire comprenait l'importance de son rôle.

À présent, l'armée renforcée par des contingents de l'armée des Alpes marchait au nord pour franchir le Pô près de Milan. Cette opération commença le 7 mai. Au cours de celle-ci, le général Laharpe fut malencontreusement tué au retour d'une reconnaissance par ses propres soldats qui l'avaient pris pour un ennemi. Il n'y avait personne pour le remplacer et Berthier offrit de commander momentanément sa division. Bonaparte hésita. Il savait avoir impérativement besoin du concours de Berthier. En outre, celui-ci n'avait aucune des qualifications qui caractérisaient les commandants d'une grande unité. Il finit toutefois par accepter, précisant

qu'il s'agissait de pallier une carence très provisoire. Berthier partit sur-le-champ, trouva la division pressée par l'ennemi et flottant. Il rétablit l'ordre. Le lendemain, on avait enfin trouvé un remplaçant à Laharpe en la personne de Ménard qui prenait la responsabilité de la première division. Ayant ainsi montré l'étendue de ses capacités, Berthier put donc revenir à l'état-major.

Poursuivant leur avance, les Français marchaient sur Milan. À hauteur de la ville de Lodi, les Autrichiens s'étaient retranchés, tenant le pont sur la rivière Adda sous le feu de leur artillerie.

Or il était essentiel pour Bonaparte, avant d'atteindre Milan, d'occuper les deux rives de ce cours d'eau en vue de prévenir une attaque de flanc des Autrichiens. Le 10 mai, une première tentative de franchir le pont ayant échoué malgré le soutien des batteries françaises, Bonaparte ordonna d'en lancer une seconde. Les soldats, qui avaient vu tomber en masse leurs camarades, hésitaient à se lancer sous ce déluge de mitraille. Voyant cela, Berthier se porta à leur tête et tira son sabre le pointant en direction du pont. Voyant son geste, les généraux Masséna, Dallemagne et Cervoni l'imitèrent et se joignirent à lui. Ensemble ces quatre généraux suivis par leurs hommes électrisés traversèrent le pont au pas de charge en criant pour entraîner la troupe. Par chance, les défenseurs avaient tenté de détruire le tablier de l'ouvrage mais n'avaient réussi qu'à y creuser un trou. Les assaillants s'y jetèrent, descendirent accrochés aux poutres qui tenaient plus ou moins bien jusqu'au lit de la rivière. En cet endroit émergeait un banc de sable tellement en contrebas de la rive qu'il était à l'abri du tir des Autrichiens. Les généraux y regroupèrent leurs troupes, traversèrent le bras de la rivière qui n'avait guère plus d'un mètre de profondeur, escaladèrent la berge et se jetèrent sur la position des ennemis qui, tout surpris de les voir surgir, se défendirent à peine. Dans cette course héroïque, Berthier avait perdu son chapeau ! Le soir même, Bonaparte écrivait au Directoire pour rapporter le fait d'armes, précisant : « Mais je ne dois pas oublier l'intrépide Berthier qui a été dans cette journée canonnier, cavalier et grenadier ! »

En soi, l'affrontement de Lodi était assez mince, un choc secondaire ; mais, outre qu'il allait mettre en relief le courage physique du chef d'état-major, il allait permettre la consolidation de la campagne du Milanais. Le Directoire tint une fois de plus à rendre un hommage particulier à Berthier qui, dans ce combat, avait largement débordé de son rôle. Outre une lettre de félicitations personnelle, rédigée dans les termes les plus chaleureux, il le cita aux côtés de Bonaparte dans une note qui prenait des allures de proclamation, insinuant en quelque sorte que, sans lui, jamais le général en chef n'aurait pu réaliser ses prouesses.

Il ne restait plus qu'à investir Milan et surtout sa citadelle. À ce moment, trouvant Bonaparte un peu trop brillant à son goût, surtout qu'il se mêlait à la fois de diriger les opérations militaires et les négociations diplomatiques avec l'ennemi, le Directoire songeait à le remplacer par Kellermann, ce qui n'eût guère gêné Berthier. Devançant ses détracteurs, Bonaparte offrit sa démission

et le gouvernement n'osa pas l'accepter. Le général en chef était alors pleinement occupé à négocier avec les ducs de Parme et de Modène. Il laissa donc à Berthier la responsabilité de l'armée. Le 16 mai, les Français entrèrent sans résistance à Milan et le quartier général s'y installa. Comme la citadelle encore tenue par les Autrichiens refusait de capituler, il fallut en entreprendre le siège. Dans le même temps, pour être à même d'organiser le Milanais, Bonaparte suspendit les opérations et mit pour quelques jours son armée au repos.

Repos ne signifiait pas pour Alexandre arrêt de son travail ! Au contraire ! Il écrivit aussitôt à son ami Clarke pour se plaindre qu'il manquait de dessinateurs et d'ingénieurs géographes et qu'au surplus, son frère Léopold, malade, était resté à Chambéry. Malgré ce surcroît d'occupations, Berthier allait trouver le temps de donner une nouvelle orientation à sa vie. Il devait tomber amoureux avec une intensité que personne dans son entourage n'aurait osé imaginer. Il réussit même dans les mois et les années qui suivirent, en dépit de la lourdeur de sa tâche, à écrire quotidiennement à l'objet de sa flamme des lettres sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

La seconde partie de la campagne de 1796 allait se révéler infiniment plus difficile que la première. Le conseil Aulique, état-major général des armées autrichiennes, avait enfin réalisé ce que représentait pour l'empire la perte de l'Italie. Baulieu, le général autrichien qui avait évacué le Milanais, s'était enfermé avec les débris de ses troupes dans la citadelle de Mantoue. Bonaparte fut donc obligé de se priver d'une partie de ses forces pour l'y assiéger. Dans le même temps, une armée autrichienne de secours, commandée par le vieux mais habile maréchal Wurmser, se concentrait afin de forcer le siège et de délivrer celle de Baulieu. Elle était à elle seule plus importante que la totalité de l'armée française. Bonaparte allait donc être contraint de manoeuvrer avec des forces réduites, d'où la nécessité d'appliquer une stratégie fondée sur la mobilité.

Dans ce contexte, l'état-major de l'armée, à présent organisme assez lourd, n'arrivait plus à suivre les déplacements de Bonaparte. Berthier créa donc un « quartier général volant », composé de lui-même et d'un nombre réduit d'officiers qui se donnèrent pour mission de « coller » au patron dans tous ses mouvements. Ils transmettaient ses instructions à exécuter à leurs camarades demeurés en arrière, et si cela ralentissait un peu l'envoi des ordres, par contre l'exactitude de leur teneur était assurée. Bonaparte, bien qu'à présent il eût gagné de l'assurance dans l'art de faire la guerre, était toujours conscient de ses lacunes. Il appréciait donc d'autant plus les talents d'organisateur de Berthier et surtout son dévouement. Ce fut ainsi que peu à peu l'estime de Bonaparte se transforma en une amitié qui allait perdurer jusqu'à la fin de l'Empire.

Cette seconde partie de la campagne débuta le 26 mai. Bonaparte fit mouvement pour se glisser entre Mantoue et le Tyrol afin d'empêcher la jonction entre Baulieu et Wurmser. Comme ce dernier ne se hâtait pas,

Bonaparte profita de l'inactivité momentanée pour parcourir le centre de l'Italie en forçant les petits États la composant à se soumettre à l'autorité française. Faisant venir Gaultier, l'ancien chef d'état-major, pendant quelques jours pour le remplacer, Berthier accompagna le « patron » dans son périple. Ils étaient de retour à la fin juin. On sait comment Wurmser, malgré sa détermination, ne put donner la main aux assiégés et fut même contraint de se jeter lui aussi dans Mantoue.

Mais l'état-major autrichien n'avait pas renoncé à reconquérir l'Italie du nord. Une nouvelle armée, commandée par le maréchal Alvinzi, se prépara à pénétrer en Italie.

Entre le 15 septembre et le 1^{er} novembre 1796, un calme à peu près complet régna sur le front. Le quartier général français était retourné à Milan afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble de la situation et de rectifier son dispositif en fonction des événements à venir. Berthier transmet de nouveaux ordres à Kilmaine, chargé de diriger le siège de Mantoue, pour qu'il activât celui-ci. La position de l'armée française était difficile. Du fait du siège de la ville, des nombreux malades et de la nécessité d'occuper un certain nombre de points stratégiques, son corps de bataille était réduit à moins de 20 000 combattants, alors que l'adversaire se renforçait sans cesse. C'était en vain que Berthier ne cessait de demander au ministère de nouvelles unités.

Aussi, entre octobre et novembre, les Français eurent-ils à faire face à une série de crises. L'état-major sut se montrer à la hauteur dans la transmission des ordres qui permirent de les surmonter. Ce fut dans ces conditions que se prépara, se livra et fut gagnée la bataille de Rivoli. Certes, la division Masséna avait accompli des prodiges par la vitesse avec laquelle elle avait rejoint le champ de bataille ; mais la célérité avec laquelle l'état-major avait accompli son travail est également un facteur dont il faut tenir compte. Une fois de plus, du reste, Berthier paya de sa personne.

Après la capitulation de Mantoue en février 1797, Bonaparte entama sa marche en direction du nord qui avait Vienne pour objectif. À présent, ses rapports avec Berthier avaient atteint un point de compréhension tel que le général en chef, pourtant jaloux de son autorité, n'hésitait pas à la déléguer largement à son chef d'état-major. D'ailleurs, le Directoire ne s'y trompait pas et, reconnaissant le rôle primordial de Berthier, le bombardait de lettres de félicitations. S'il prépara lui-même les termes de l'armistice de Loeben qui suspendit pour un certain nombre de mois les hostilités, Berthier ne prit pas part aux négociations elles-mêmes.

Il passa l'été 1797 à Milan et se rendit presque quotidiennement au château de Monbello, aux portes de la ville. Là, s'étaient installés Bonaparte et sa femme venue le rejoindre, l'été précédent, et ils tenaient une véritable cour où se pressait toute l'aristocratie italienne, flattée de fréquenter ces généraux français, qui pourtant manquaient souvent d'éducation.

À partir de ce moment, les questions dont eurent à s'occuper Berthier et l'état-major furent purement administratives. Il tint à se pencher sur la

réorganisation de l'armée et surtout son déploiement à travers l'Italie, car il importait de maintenir une surveillance dans le pays où plusieurs tentatives de révoltes, probablement fomentées par les Autrichiens, avaient dû être réprimées. C'est ainsi qu'il organisa huit divisions d'infanterie et cinq brigades de cavalerie. Il répartit l'artillerie de façon telle que chaque demi-brigade (régiment) d'infanterie disposa de quelques pièces de canon, ce qui lui permettait au besoin d'agir de manière isolée.

À la fin d'août, Bonaparte chargea son fidèle second d'une première mission particulière. Il l'envoya à Venise remettre de l'ordre dans les affaires de l'ancienne république passablement embrouillées. Berthier l'ayant menée à bien avec sa conscience et sa minutie habituelle, le « patron » se dépêcha de lui en confier une seconde. Il l'envoya à Milan auprès du Directoire de la nouvelle République cisalpine pour lui exprimer son mécontentement sur la manière dont il répondait aux demandes de l'armée. Courtois et poli dans son ordinaire, Berthier savait faire preuve d'autorité et de fermeté lorsque c'était nécessaire et le Directoire comprit à merveille ce langage. Puis, comme les négociations traînaient en longueur, il alla inspecter les principales garnisons et fit le nécessaire pour que les troupes fussent en mesure de faire mouvement dans les plus brefs délais.

Il était de retour au quartier général le 3 octobre et le traité de Campoformio ayant été négocié et signé par Bonaparte sans l'aide d'aucun diplomate et sans en avoir rendu compte au gouvernement français, le 17 octobre, celui-ci désigna Berthier pour aller le porter au Directoire à Paris. Aux yeux de tous, c'était un honneur. Mais, en réalité, la commission était infiniment délicate. En effet, il n'était pas certain que le Directoire, qui avait été tenu à l'écart des négociations et qui, du reste, estimait que le vainqueur, malgré les énormes territoires qu'il avait arrachés, faisait la part trop belle à l'Autriche, réserverait un chaleureux accueil à son envoyé.

Toutefois, sous la pression de l'opinion publique, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, les Directeurs accueillirent Berthier et Monge qui l'accompagnait de la manière la plus chaleureuse. D'ailleurs, Barras considérait toujours le général comme une de ses créatures et se souciait peu de l'indisposer. En leur faveur, réceptions, banquets, fêtes se succédèrent. Alexandre y était très à son aise. Talleyrand, ministre des Relations extérieures, se montra d'autant plus chaleureux qu'en Berthier il retrouvait quelqu'un de ce milieu qu'avait constitué la cour de Versailles. Ils s'y étaient sans doute rencontrés mais, en 1797, allaient se créer entre eux des liens d'une sorte d'accord mutuel qui, sans être véritablement de l'amitié, serait plutôt une manière d'estime réciproque.

Mais, si le séjour à Paris se révélait fort agréable, en particulier parce qu'Alexandre y avait retrouvé la dame de ses pensées, il devait tout de même songer à la mission dont l'avait chargé son « patron ». Elle consistait, dans un premier temps, à emmener le texte du traité de Campoformio à Rastadt, « bien beau et bien doré sur tranche », ainsi que l'exigeait le protocole autrichien, ce

qui avait le don de mettre Bonaparte en fureur. Dans cette ville, en effet, s'était ouvert un congrès qui devait consacrer les termes du traité.

Parti à la mi-novembre, Berthier retrouva sur place Bonaparte et, sans s'attarder, ils reprirent la route de Paris où ils arrivèrent le 5 décembre. Là, les deux généraux, tout en participant à la vie mondaine, se penchèrent sur la constitution d'une armée d'invasion de la Grande-Bretagne, puisque c'était le dernier pays encore en guerre avec la France. Bonaparte en avait été nommé général en chef. La grande question était évidemment le franchissement du Pas-de-Calais. C'était plutôt l'affaire de la marine. Hélas, des superbes escadres de Louis XVI, il ne restait que des fantômes. Bonaparte comprit assez rapidement la vanité d'une telle tentative avec la flotte dont disposait la France ! Déjà, il commençait à réfléchir aux moyens de faire fléchir la Grande-Bretagne en passant par l'Orient et les Indes. Depuis quelque temps, une de ses lectures favorites était une étude de Talleyrand sur les avantages qu'apporterait la conquête de colonies nouvelles. C'était un travail de longue haleine à la préparation duquel le Directoire se montra assez rapidement favorable, car il entrevoyait, par une telle expédition, un moyen de se débarrasser de Bonaparte. Ce général, en occupant un peu trop le devant de la scène au gré des Directeurs et en se mêlant de diplomatie et d'administration civile, devenait encombrant et même inquiétant !

Au même moment, de mauvaises nouvelles arrivèrent d'Italie. Les Autrichiens faisaient preuve de mauvaise volonté pour l'application des clauses du traité de paix, en particulier dans le tracé des frontières. À Rome, le gouvernement pontifical, en accord avec le royaume de Naples et le grand-duché de Toscane, prenait ouvertement des positions anti-françaises. Le pape allait jusqu'à nommer à la tête de son armée d'opérette un général autrichien. Venise tentait de relever la tête. Kilmaine, qui, à ce moment, commandait à titre intérimaire l'armée d'Italie, n'était pas à la hauteur des circonstances. Quoiqu'il lui en coûtât, Bonaparte décida de se séparer momentanément de Berthier en le faisant nommer général en chef de l'armée d'Italie. Le Directoire n'y vit que des avantages en raison des difficultés que connaissaient les Français dans la péninsule. Mais, loin d'être flatté par ce qu'il aurait pu considérer comme une promotion, Berthier, très satisfait de son rôle de chef d'état-major et qui subodorait qu'en Italie il aurait à faire face à des complexités extrêmes, ne montra aucun enthousiasme. Il semble qu'il fit même tout son possible pour faire revenir Bonaparte sur sa décision. Peine perdue ! Un arrêté du 12 décembre 1797 le nomma à la tête de l'armée d'Italie. Invité à être sur place le 18 ou le 19, il partit sur-le-champ, mais, retardé par le mauvais temps et l'état des routes, il n'arriva à Milan que le 21 ou le 22 décembre, bien qu'il eût voyagé nuit et jour sans s'arrêter.

Depuis l'arrêt des hostilités, le commandement de l'armée se réduisait à des problèmes administratifs. Mais Berthier avait été chargé par le Directoire d'une double mission. D'une part, il devait conformément à la convention conclue avec l'Autriche faire évacuer un certain nombre de places et surveiller

le tracé de la nouvelle frontière, travail d'autant moins évident que le général autrichien Mack mettait toute la mauvaise volonté à collaborer à cette tâche. De l'autre, pour mettre un terme à l'agitation entretenue par les souverains locaux, il devait favoriser l'éclosion d'un certain nombre de républiques, supposées, à priori, favorables à la France. Quant à la République cisalpine, il lui était donné les pleins pouvoirs pour y maintenir l'ordre. Le Directoire dans cette opération de constitution d'États vassaux avait une idée directrice : chasser le pape de ses États et mettre la main sur eux.

En théorie, la France et la papauté étaient en paix et avaient signé, en février 1797, un traité d'amitié. Le Directoire avait nommé un ambassadeur à Rome, qui n'était autre que Joseph Bonaparte, frère aîné du général[1]. Celui-ci avait pour instructions secrètes de fomenter l'agitation à Rome afin d'y faire proclamer la république par un peuple romain manipulé. Mais les sujets du pape, plutôt contents de leur sort, répondaient mollement à ces sollicitations et, par ailleurs, la police bien faite avait infiltré les mouvements des soi-disant patriotes et réprimait efficacement toutes leurs tentatives.

Le 27 décembre, une nouvelle émeute éclata. Chargés par les troupes papales, les révoltés essayèrent de trouver refuge à l'ambassade de France. Dans la bagarre qui suivit, le général Duphot, conseiller militaire de Joseph Bonaparte, fut tué. Le soir même, l'ambassadeur, fort inquiet pour sa sécurité, demandait ses passeports et se hâta de gagner Florence avec tout son personnel pour se mettre sous la protection des baïonnettes françaises.

Trop heureux de trouver là un motif pour occuper les États romains, le Directoire eut une réaction immédiate. De son côté, Berthier, avant même d'avoir reçu des ordres, avait pris des initiatives. Le 2 janvier 1798, il écrivit à Bonaparte pour l'informer que sans attendre les ordres ultérieurs, il allait concentrer des troupes à Ancône sur l'Adriatique, port qui constituait une excellente base de départ pour envahir les États pontificaux. Soucieux d'éviter un échec et incertain sur l'attitude qu'allait adopter le royaume de Naples, le gouvernement français mit à la disposition de Berthier vingt demi-brigades d'infanterie et cinq régiments de cavalerie, ainsi que de l'artillerie. Une réserve était constituée par deux légions de volontaires polonais, ardents catholiques, mais que l'idée de marcher contre les États du pape ne semblait pas troubler. Berthier fut mis à la tête de cette petite armée, indépendamment de son autre commandement. Pourtant, la mission ne l'enthousiasmait guère. Quoique acquis aux idées prônées par le Directoire, il restait suffisamment en lui de traces de la religion de son enfance pour que l'idée d'être obligé d'arrêter le saint-père lui fût désagréable. De plus, il connaissait le but secret de l'opération. Si le Directoire s'était montré favorable au projet de Bonaparte d'aller conquérir l'Égypte, il l'avait prévenu qu'il n'avait pas les moyens de financer l'expédition. D'où l'idée de soutirer l'argent des États pontificaux que l'on savait riches, en versant toutefois une partie du butin dans les caisses de l'État, toujours vides. Dans le but de matérialiser cette gigantesque entreprise de pillage, Bonaparte adjoignit à Berthier le banquier suisse Haller,

personnage un peu louche qui l'avait beaucoup servi lors de la campagne de 1796. Haller savait qu'à Rome le mont-de-piété était particulièrement riche en numéraire et que, de plus, un certain nombre de familles patriciennes pourraient être frappées d'importantes contributions de guerre. Monge, l'ami de Berthier, se joignit également à l'état-major avec l'intention non dissimulée de faire main basse sur un certain nombre de manuscrits et d'oeuvres d'art destinés à enrichir les fonds de l'Institut de France.

Avant même de la commencer, Berthier savait que c'était la dernière mission qui lui serait confiée en Italie. Ses instructions se terminaient par l'annonce qu'il était nommé chef d'état-major de l'armée d'Angleterre. Il allait une nouvelle fois se retrouver collaborateur direct de Bonaparte. C'était tout ce qu'il demandait. Il quitta Milan, le 26 janvier, et gagna Macerata où était établi le quartier général. De là, il marcha avec son armée sur Tolentino qu'il atteignit le 5 février. Il ne se hâtait pas puisqu'il lui fallut encore cinq jours pour arriver devant Rome. Ce fut une promenade militaire, l'armée papale n'essayant même pas de résister. Du reste, on savait au quartier général que ni le roi de Naples, ni l'empereur d'Autriche sollicités d'intervenir en faveur du pape n'avaient l'intention de bouger, pourvu que le gouvernement français y mît les formes !

Pendant cette progression, le gouvernement pontifical envoya à Berthier plusieurs personnalités pour tenter de négocier. Il refusa de les recevoir mais leur fit savoir que ce seraient le pape et les cardinaux qui porteraient la responsabilité de l'assassinat de Duphot. En revanche, Berthier était conscient des difficultés qui l'attendaient avec le peuple romain très attaché au pape et profondément anti-français. Le 10, il fit son entrée dans la ville au milieu d'une foule silencieuse, voire hostile, et il comprit que la fondation d'une république correspondant aux vœux de la population serait un morceau qu'il serait difficile de faire avaler aux chancelleries européennes. Mais le Directoire, pour monter la pièce, l'avait flanqué d'un agitateur professionnel, nommé Barral, que Berthier avait connu lorsqu'il était curé de Saint-Louis à Versailles ! En attendant, le général faisait occuper les points stratégiques de la ville, à commencer par le château Saint-Ange où étaient entreposés nombre de canons, de fusils et leurs munitions.

Ces précautions prises, il fit connaître au pape les réparations qu'exigeait son gouvernement pour le meurtre de Duphot. Outre les mesures de sûreté allant de la remise d'otages au dépôt de toutes les armes des particuliers, il demandait une contribution extraordinaire de quatre millions de piastres en espèces, plus deux millions de piastres sous forme de biens qu'il désignerait et estimerait lui-même, plus trois mille chevaux, tous les biens des émigrés ayant trouvé refuge à Rome ainsi que ceux des résidents étrangers dont les pays étaient en guerre avec la France. Ensuite, le gouvernement papal devait faire élever à ses frais un monument à l'endroit où Duphot avait été assassiné ; une cérémonie expiatoire serait organisée au Capitole et elle ferait l'objet d'une inscription ; une délégation de prélats et de princes romains se rendrait à Paris

pour présenter ses excuses. Enfin, mais là l'opération prenait nettement des allures de brigandage, des experts français, Monge en l'occurrence, seraient autorisés à enlever des tableaux, livres, manuscrits, statues et autres objets d'art jugés dignes d'être transportés en France ! L'autorité papale s'inclina et accepta le tout. Que pouvait-elle faire ?

Cependant, Berthier n'avait pas fait savoir qu'il avait ordre de continuer le travail de Joseph Bonaparte et de faire éclore cette République romaine qui tenait tant à coeur au Directoire. Par la même occasion, le saint-père était prié de vider les lieux. On se proposait de l'emmener prisonnier. Phénomène curieux : constatant que ce n'était pas à lui que l'armée française s'en prenait mais aux dignitaires de l'Église et que, de plus, nos troupes se comportaient correctement (Berthier y veillait), le petit peuple romain se sentait devenir francophile. Aussi, le 15 février, Barral, qui avait été vite en besogne, et ses acolytes proclamèrent la république au milieu de l'allégresse générale. Resté au milieu de ses troupes, Berthier s'était bien gardé de se mêler à la comédie. Lorsqu'une délégation vint le trouver pour le prier de venir au Capitole entériner la décision du peuple, il ne put qu'y répondre favorablement. Là, il prononça un discours et dans le style emphatique et pompeux qui était de mise à l'époque, il commença par évoquer les mânes de Caton, de Pompée, de Brutus, de Cicéron et d'Hortensius dont on pouvait se demander ce qu'ils faisaient là ! Dans les jours qui suivirent, il s'attacha à organiser cette nouvelle république et commença à préparer le départ du pape, lequel ne semblait pas pressé de s'éloigner. Pendant ce temps, Haller faisait main basse sur tout l'argent qu'il pouvait trouver, et des convois fortement escortés portaient chaque jour pour la France. Ces transports ne passaient pas inaperçus, d'autant que les responsables ne faisaient rien pour les cacher. Or, il se trouvait que les troupes françaises n'avaient pas perçu leur solde depuis près de six mois. Aussi, des rumeurs commencèrent-elles à circuler et le mécontentement grandit dans les régiments. Il semble que ce début d'agitation échappa à la sagacité du général en chef. Il était tout occupé du départ du pape car décidément celui-ci ne voulait pas quitter Rome. Il fallut, à son regret, qu'il le menaçât d'employer la force pour que le souverain finît par s'incliner. Il partit avec une faible escorte et gagna Florence. De là, il fut emmené en France où il devait mourir l'année suivante. Aussitôt après, Berthier, à qui Bonaparte avait écrit : « Faites argent de tout pour sustenter votre armée », essaya de faire face à une situation d'autant plus inextricable que le gouvernement français ne répondait pas à ses demandes, estimant que les soldats n'avaient qu'à se servir sur le dos de la population. Telle était la situation lorsque Berthier, qui considérait sa mission comme à peu près terminée, fut avisé par le Directoire de l'arrivée de Masséna désigné pour le remplacer.

Ce choix n'enthousiasma pas Berthier. Ses rapports avec Masséna avaient toujours été difficiles. De plus, il arrivait plus tôt que prévu et avant que l'envoi vers la France du fruit des rapines d'Haller fût achevé. On pouvait craindre que Masséna, dont le caractère intéressé était bien connu, ne

commençât par se servir sur ce qui restait de butin à Rome. Parti de Paris le 4 février, ce dernier arriva à Rome le 19 au soir et, dès le lendemain, reçut la visite de Berthier qui, pour mieux le contrôler, réussit à lui faire accepter son frère César comme chef d'état-major. Le 22 eut lieu la cérémonie expiatoire en faveur de Duphot. Berthier et Masséna la présidèrent côte à côte. Ce même soir, Alexandre annonça que la passation des pouvoirs aurait lieu le lendemain et qu'il prolongerait de quelques jours son séjour pour visiter la ville et ses environs. Ce fut précisément le 23 février que la révolte des troupes françaises éclata. Des officiers subalternes se réunirent spontanément [?] au Panthéon pour réclamer qu'on leur versât leur dû et exigèrent le départ du nouveau général en chef. Celui-ci envoya son chef d'état-major, César Berthier, pour tenter de leur faire entendre raison et de calmer le jeu. Or, dans cette affaire, le rôle que joua César Berthier est des plus étranges pour ne pas dire suspect. À quel mobile obéissait-il ? Était-ce sur ordre d'Alexandre désireux de gagner du temps ? Agissait-il de sa propre initiative ? Toujours est-il que, loin de se calmer, l'agitation reprit de plus belle. Masséna le prit de haut et ordonna d'arrêter la délégation que les révoltés lui avaient adressée. Mais ceux-ci réussirent à s'échapper. Profitant de cette crise, une partie de la population romaine excitée par le clergé et l'ambassadeur d'Autriche entreprit de se soulever. Les troupes ayant refusé d'obéir à Masséna, celui-ci quitta momentanément Rome, laissant Berthier assumer le commandement. Le comportement de celui-ci eut quelque chose d'étrange. Retiré sous sa tente, il ne fit rien pour venir en aide à Masséna. Or, ce dernier était étranger au fait que les troupes n'avaient pas été payées tout en assistant au pillage de Rome. Berthier eut l'habileté de ne pas reprendre le commandement de l'armée et de le laisser au général Dallemagne. Prudent, ce dernier ne prit aucune mesure sans en avoir référé à Berthier et à Masséna. Peu après, Alexandre demanda à Paris son rappel ainsi que celui de Masséna. Une fois de plus, il est difficile d'essayer de comprendre les motifs qui le poussèrent à agir de la sorte. Il ne tenait pas à ce que son camarade se penchât sur la manière dont le pape avait été dépouillé. Sans doute n'était-il pas très fier de lui. Toujours est-il qu'après ces événements ils furent définitivement brouillés, même s'ils parurent se réconcilier après Marengo.

La situation semblait bloquée. Ce fut Dallemagne qui la dénoua en suppliant Masséna de revenir. Sa démarche était appuyée par tous les officiers supérieurs. Il rentra donc à Rome le 14 mars. Mais ce furent alors Monge et les commissaires civils qui demandèrent son rappel. Mal informé, le Directoire lui ordonna de se rendre à Gênes en attendant d'autres instructions. De là, il fut renvoyé chez lui à Antibes et allait y rester sans emploi pendant sept mois. Dans ses *Mémoires*, Thiébault a rapporté cette curieuse histoire, mais comme il détestait Berthier et était plein d'admiration pour Masséna, son récit est sujet à caution. Il accuse toutefois les commissaires civils et Berthier d'avoir monté en épingle la révolte des officiers pour se débarrasser de Masséna afin qu'il ne découvrit pas l'opération de brigandage que couvrait

l'occupation de Rome. Berthier quitta Rome le 3 mars pour se rendre à son quartier général de Milan. De là, il comptait retourner à Paris. Mais il trouva de nouveaux ordres de Bonaparte. L'armée d'Angleterre avait été transformée en armée d'Orient. Certaines des unités stationnées en Italie avaient été désignées pour en faire partie et Berthier était chargé d'organiser leur embarquement. Il se rendit donc à Gênes où l'attendaient un certain nombre de difficultés dues au manque d'argent ! Il écrivait à ce propos à Leclerc, son chef d'état-major : « Je n'ai pas le premier sol ici pour les dépenses relatives à l'embarquement. » Pendant tout le restant du mois de mars il fit des aller et retour entre Milan et Gênes pour activer les préparatifs.

Enfin, le 3 avril, le général Brune, nommé commandant en chef à sa place, arriva à Milan, et Berthier ne perdit pas de temps pour lui remettre le commandement de l'armée. Le surlendemain, 5 avril, il monta en voiture et prit la route de Paris pour enfin retrouver son « patron ».

1- Voir du même auteur, chez le même éditeur : *Les Frères de Napoléon*.

V

UNE HISTOIRE D'AMOUR

Jusqu'en 1796, alors qu'il atteignait l'âge de quarante-trois ans, la vie sentimentale de Berthier avait été des plus banales. Certes, il avait connu un peu partout des aventures amoureuses, mais elles avaient été sans lendemain et au demeurant fort brèves. Ses parents avaient essayé de le marier, mais soit que les jeunes filles qui lui avaient été présentées ne lui aient pas plu, soit qu'il ne se sentît aucune disposition pour la vie de famille, aucun arrangement n'avait pu se conclure. Il passait à présent pour un célibataire convaincu, un peu misogyne, que rien n'intéressait en dehors de son travail, ce qui était inexact, car il aimait fréquenter la société.

Ce fut à Milan en 1796 qu'il rencontra une superbe Italienne dont il tomba immédiatement amoureux ; un coup de foudre ! L'hôte de Bonaparte, le duc de Serbelloni, avait organisé en son honneur une réception à laquelle il avait convié toute la haute noblesse milanaise et en particulier ceux de ses pairs qu'il savait acquis à l'idéal de liberté et à l'idée de l'indépendance de l'Italie. L'un des plus éminents d'entre eux était le marquis Visconti qui s'empressa de répondre à l'invitation et y vint, accompagné de sa femme. Celle-ci était née Giuseppa Carcano, une famille de bonne noblesse ancienne, très connue dans le Milanais et dont un des ancêtres, Bonizo Carcano, avait été seigneur de Milan au ^xe siècle.

Mariée jeune, comme c'était la coutume, avec le comte Sopransi, elle s'était retrouvée assez vite veuve et avait convolé en secondes noces avec le marquis Visconti. À présent âgée de 36 ans, elle passait à juste titre pour une des plus belles femmes de Milan et même d'Italie, paraissant au demeurant bien moins que son âge. Tout chez elle approchait de la perfection : sa ligne, son regard, sa chevelure, l'ovale de son visage, ses dents, sa féminité et sa grâce. Il a fallu toute la jalousie et la méchanceté de la duchesse d'Abrantès pour lui découvrir deux imperfections : un de ses bras était légèrement plus court que l'autre et elle avait un ton de voix un peu trop aigu (la duchesse emploie le terme : « criard »). Avec cela fort intelligente, pleine d'esprit et de

bonté, très cultivée, elle pouvait prétendre à être une des reines de la société milanaise. Fort ambitieuse, elle visait très haut et s'efforçait de pousser en avant son mari, grand seigneur un peu nonchalant. Comme toutes les femmes de son milieu où les mœurs étaient plutôt libres, elle avait en permanence autour d'elle un groupe de chevaliers servants parmi lesquels elle choisissait de temps à autre un amant d'occasion.

Une rumeur a longtemps prétendu qu'en venant au palais Serbelloni la marquise avait en tête de séduire le général Bonaparte. Mais celui-ci toujours très épris de sa femme s'en serait débarrassé en l'offrant à son chef d'état-major. On sait que la délicatesse n'était pas son fort. Ce bruit est sans doute sans fondement ; et Berthier chef d'état-major général de l'armée était un personnage suffisamment important pour que la belle ait jeté son dévolu sur lui. S'il en tomba immédiatement amoureux au point qu'aucune autre femme ne compta pour lui à partir de ce jour, en fut-il de même pour elle ? Sans être un Adonis, ce général plus âgé qu'elle de sept ans dégageait une sensation de force, de virilité dues à ses proportions athlétiques qui le rendaient intéressant. Parfait homme du monde, gentilhomme à la française jusqu'au bout des ongles, il se montrait étincelant dans la conversation, même si l'émotion le faisait parfois un peu bégayer.

En tous les cas, quelle qu'en soit la raison profonde, elle répondit favorablement aux avances d'Alexandre sans même mesurer l'importance de ce qui à ses yeux n'était peut-être au départ qu'une aventure et qui devint rapidement une passion qui dura dix-huit ans ! Elle ne tarda pas à devenir sa maîtresse et ce fut alors pour tous deux une révélation. Ils n'étaient, au déduit, novices ni l'un ni l'autre. La marquise était fort experte et Alexandre savait goûter aux formes les plus sophistiquées de cet art. Ils se découvrirent un goût commun, un peu pervers, pour cette science furieuse et délicate qui les attacha d'une manière irrésistible. Séduite, conquise, soumise, la marquise n'hésita plus à s'afficher en public avec son amant, ce qu'au demeurant les mœurs de la haute société italienne admettaient parfaitement. Et il ne fut plus question pour elle d'autres chevaliers servants. Mais le séjour de Berthier à Milan fut relativement court, les nécessités de la guerre le forçant à repartir en campagne. À partir de ce moment et tant que dura leur séparation, ils trouvèrent le temps (surtout lui) de s'écrire chaque jour de longues lettres. Certaines d'entre elles, on ne sait trop comment, devaient plus tard tomber aux mains des Anglais. Ceux-ci, dont la délicatesse et le sens de l'honneur n'étaient pas toujours le point fort, se dépêchèrent de les faire recopier et les diffusèrent sur le continent. Thiébault, qui était un homme poli, pesant les mots qu'il employait, les a résumées en parlant « des lettres renfermant des choses incroyables à force d'être obscènes ». Mais Jean Savant, utilisant des termes plus crus, a évoqué « des lettres délirantes d'érotisme », sans parler des dessins quelque peu licencieux qui auraient accompagné celles-ci.

Lorsque Joséphine Bonaparte arriva en Italie, en juillet 1796, elle devint rapidement une amie de la marquise. Toutes deux connaissaient suffisamment

les hommes pour s'apprécier et, comme elles chassaient sur des terrains différents, une complicité qu'aucune rivalité ne vint obscurcir naquit entre elles. Par une sorte de contrecoup, une amitié en tout bien tout honneur naquit entre Joséphine et Berthier. Il lui rendit de menus services, la conseilla pour lui éviter des brouilles avec son mari et, de son côté, elle s'efforça de faciliter sa liaison avec la marquise. Lorsqu'à l'été 1797, les Bonaparte s'installèrent au château de Monbello, Joséphine, sermonnée par son mari, montra quelque froideur vis-à-vis des maîtresses italiennes qu'amenaient certains généraux ; mais elle se comporta de la manière la plus charmante avec Giuseppa qui venait au bras de Berthier à toutes les réceptions.

Et le mari ? Car il y avait un époux, le marquis Visconti. Il prit, semble-t-il, son infortune avec philosophie. Ce grand seigneur avait l'esprit large et, du moment que les amants complices ne le forçaient pas à endosser une paternité indésirable, il accepta de fermer les yeux. Du reste, il sut tirer profit de la situation. Encore qu'il n'eût aucune compétence particulière pour cela, il se retrouva, grâce à Berthier, membre de la nouvelle municipalité de Milan, et lorsqu'à la fin de l'année 1797, Berthier rentra en France, il s'empressa de faire nommer le marquis ambassadeur de la République cisalpine à Paris afin de permettre à sa maîtresse de le rejoindre.

Alexandre amoureux comblait l'objet de ses désirs de cadeaux qu'elle acceptait sans se faire prier. La campagne d'Italie était, on le sait, source de profits ; et quels profits ! Un jour, Bonaparte, par un pur geste d'amitié, offrit à son chef d'état-major un diamant magnifique qui valait plus de cent mille francs. Il devait raconter plus tard qu'il fut un peu surpris et sans doute amusé de découvrir le lendemain la pierre qui brillait dans la chevelure de la marquise qui, non contente de l'avoir acceptée, l'exhibait aux yeux de tous.

Diverti au départ par ce qu'il considérait comme une excentricité de son adjoint le plus direct, Bonaparte ne tarda pas à être irrité par le comportement un peu ridicule de celui-ci. Durant le même été 1797, Berthier fit la connaissance d'un jeune peintre français qui vivait assez pauvrement à Milan en essayant de décrocher des commandes de portraits. Il se nommait Gros et devait devenir un des grands peintres de l'Empire. Alexandre lui commanda deux tableaux, l'un le représentant traversant le pont de Lodi et l'autre étant un portrait de la marquise. Il traîna ce dernier partout ! Aux étapes, il faisait dresser une petite tente à côté de la sienne, y installait le fameux portrait entre deux chandeliers, brûlait devant des parfums, et lorsqu'il avait un instant allait se perdre en adoration devant lui. Un tel comportement faisait ricaner Bonaparte, mais comme Berthier continuait à faire son travail avec la même efficacité, il fermait les yeux. Seulement, il ne pouvait s'empêcher de le taquiner à ce sujet. C'est ainsi qu'il entraînait sans crier gare dans la fameuse tente, se couchait tout botté sur le sofa devant le portrait et se mettait à parler à voix haute de tout et de n'importe quoi. Berthier en était malade de rage, ce qui distrayait fort Bonaparte. Beaucoup plus tard, à Sainte-Hélène, l'empereur aigri se laissa aller à raconter à Las Cases « qu'il est arrivé qu'on a profané

plus d'une fois son temple par un culte moins pur en y introduisant furtivement des divinités étrangères ». Ainsi, Alexandre aurait trompé la marquise ! Ce qui est certain, c'est que la connaissant, il se faisait beaucoup de souci quant à sa conduite en son absence. Pensant que leur séparation serait de longue durée et qu'il ne reviendrait peut-être jamais d'Égypte, elle ne tarda pas à le remplacer. Elle eut une liaison avec Barras. Évidemment, Berthier fut mis au courant. Il pardonna à sa maîtresse, mais Barras, qui avait été son bienfaiteur, devint l'objet de sa vindicte. Le poursuivant d'une haine féroce, il mit en jeu tous les moyens pour le maintenir en exil tant que dura l'Empire.

Bonaparte avait une marotte. Il voulait marier les personnes de son entourage, de préférence avec des membres de sa famille. Pendant des années, le célibataire le plus en vue fut Berthier. Devenu Napoléon, Bonaparte ne cessa de le tarabuster à ce sujet. Alexandre ne demandait pas mieux que de convoler mais à condition que ce fût avec Giuseppa ! Elle était mariée ? La belle affaire ! Le divorce était inventé pour résoudre ces cas-là. Certes, l'empereur n'aimait pas les divorcés, mais il était prêt à faire une exception d'autant que partout la marquise se comportait comme si elle avait été la maréchale. Un mariage n'aurait fait qu'officialiser une situation de fait. Le marquis Visconti n'était pas disposé à divorcer mais on ne lui demandait pas son avis. Si incroyable que cela parut, c'était Giuseppa qui bloquait la situation. Elle voulait que son union avec Berthier fût consacrée devant Dieu. Rien ne permettait d'obtenir une annulation en cour de Rome. Cette situation insolite perdura jusqu'en 1808. À ce moment, Napoléon mit Berthier en demeure de convoler, et son choix s'était déjà arrêté sur la fille du duc en Bavière, nièce du souverain de ce royaume. Sans être franchement laide, elle n'était pas jolie. Il semble que la marquise joua un rôle déterminant dans la décision de Berthier, estimant que, tant qu'à faire, mieux valait lui voir épouser la demoiselle en question. Les amants jouèrent de malheur, car le marquis éloigné et envoyé en ambassade à Genève mourut deux mois après le mariage !

À ce moment, Giuseppa avait quarante-huit ans. Outre les plaisirs de la chair, elle était sensible à ceux de la table. Aussi gagnait-elle en embonpoint. Pour dissimuler ces excès de graisse, elle eut l'idée de se faire confectionner des corsets pour comprimer le corps, les bras et les jambes et les faire serrer furieusement sans mesurer les risques qu'elle prenait. À ce jeu, elle finit par être frappée, à la fin de 1811, d'une attaque d'apoplexie qui lui laissa paralysé tout le côté gauche. Devant cette épreuve, Berthier fit preuve de grandeur d'âme. Il continua à voir et même à honorer de ses assiduités cette femme qu'il aimait par-dessus tout. Du reste, par un savant mélange de naïveté et de rouerie, il était parvenu à concilier nécessité et plaisir en instituant pour le plus grand amusement de la cour un ménage à trois. Il avait présenté sa maîtresse à sa femme en la qualifiant de « vieille amie ». Le plus extraordinaire fut que ces deux femmes s'entendirent bien, passant ensemble des soirées, les cartes à la main, car elles avaient la passion du jeu. Jusqu'à

quel point la maréchale Berthier fut-elle dupe ? La chose est difficile à estimer. Mais on peut penser que faisant contre mauvaise fortune bon coeur, elle sut montrer qu'elle était une grande dame.

VI

L'AVENTURE ÉGYPTIENNE ET SES SUITES

(1798-1804) Berthier arriva à Paris le 12 avril 1798, persuadé que tout se préparait pour l'expédition d'Égypte. Les instructions qu'il avait reçues de Bonaparte à Milan l'avaient conforté en ce sens. Il découvrit vite que la situation était moins simple qu'il ne l'avait cru.

En février, Bonaparte, au cours d'une inspection des côtes de la Manche, s'était rendu compte qu'un débarquement en Grande-Bretagne avait peu de chances de réussir avec les moyens dont disposait le Directoire. Au même moment, Talleyrand s'inspirant des idées de Magallon, consul général de France au Caire, avait présenté au gouvernement un mémoire dans lequel il préconisait la conquête de l'Égypte qui pourrait servir de base à une invasion des Indes. Là, donnant la main au sultan Tippoo Sahib, il serait possible de

rétablir la domination française aux dépens de l'Angleterre. Bonaparte s'était assez vite rallié à cette idée. Mais le Directoire était divisé ; deux de ses membres, et non des moindres, Barras et Rewbell, considéraient qu'il serait imprudent de se séparer de 40 000 hommes de bonnes troupes pour la plus incertaine des aventures à un moment où la situation se gâtait en Europe. Mais les trois autres, La Révellière-Lépeaux, Merlin et François, s'étaient d'autant plus facilement laissé séduire par les idées de Bonaparte qu'ils pensaient que cette expédition serait le meilleur moyen de se débarrasser de ce général un peu trop remuant. En demandant donc à Berthier d'organiser l'embarquement d'une division, Bonaparte avait donc un peu anticipé les événements, considérant qu'il finirait par emporter l'adhésion du gouvernement qui, dans le même temps où il finissait par donner son accord, continuait curieusement à pousser les préparatifs de l'invasion des îles Britanniques.

Berthier ne montra aucun enthousiasme pour un projet qui lui parut quelque peu chimérique.

Il ne croyait pas beaucoup au succès d'une invasion des Indes, mesurant, en bon chef d'état-major qu'il était, les difficultés d'organisation auxquelles l'armée aurait à faire face dans un pays dont on ignorait tout des ressources

qu'il contenait. De plus, s'il participait à un tel voyage, il serait éloigné pour une période indéterminée de sa chère marquise. Certes, Bonaparte avait promis au Directoire d'être de retour en France pour la fin de l'année ; mais personne ne croyait vraiment à un tel engagement.

Aussi décidé à prendre du champ, Alexandre évoqua son état de santé (il commençait réellement à souffrir de rhumatismes), demanda un congé et l'obtint. Il ne mit pas la main aux derniers préparatifs, mais il se tint au courant des difficultés qui attendaient Bonaparte. Si le rapport du 14 mai de l'amiral Bruix qui déclarait « qu'il fallait faire refaire notre marine avant de rien tenter contre les Anglais » arriva trop tard pour lui être communiqué, il n'en conclut pas moins que cette expédition risquait de très mal se terminer.

Bonaparte avait quitté Paris, le 3 mai, et à la stupéfaction de son entourage, Berthier n'était pas à ses côtés. Il ne se décida à gagner Toulon que le 13 ou le 14 mai, et encore était-il bien résolu à essayer de persuader Bonaparte de renoncer à ce qu'il considérait comme une folie ! Il arriva le 17 ou le 18, et comme Bonaparte ne voulut pas l'écouter, il se résigna, en quelque sorte, à rester. Son arrivée était du reste prévue. Le général Caffarelli, chef d'état-major par intérim, savait que Bonaparte escomptait la venue de son second habituel. Il embarqua le même jour à bord de *l'Orient*, vaisseau amiral, et y trouva son état-major au complet, soit dix-huit officiers. Il n'avait pas, contrairement à son habitude, participé à leur recrutement mais connaissait tout de même la plupart d'entre eux. L'escadre appareilla le lendemain 19 mai (30 floréal, an VI).

Berthier, quoique résigné, mit immédiatement son monde au travail, constatant vite qu'il existait bien des lacunes dans la préparation de l'expédition. Il avait compris qu'on se lançait dans l'inconnu. Tout était nouveau et les hommes n'avaient pas la moindre idée sur la manière dont ils devraient se comporter. Même Bonaparte en qui chacun avait confiance n'était pas davantage renseigné et les promesses qu'il fit, voulant persuader son armée qu'elle voguait vers un pays de cocagne un peu semblable à l'Italie, allaient connaître le plus cruel des démentis.

La traversée s'effectua sans problèmes majeurs, la prise de Malte n'étant qu'un épisode insignifiant. Les responsables, Bonaparte, Brueys et, à un degré moindre, Berthier, craignaient une rencontre avec l'escadre anglaise, mais, par chance, celle-ci n'eut pas lieu. Le débarquement devant Alexandrie s'opéra sans difficulté et la ville elle-même tomba après une brève résistance. À partir de ce moment, l'état-major fut surchargé de travail, ayant à organiser l'occupation de la ville ainsi que de Rosette, puis à planifier la marche vers le sud. Dès le premier instant, commencèrent les déconvenues ; le pays était très pauvre : peu ou pas de vivres, des villes à demi ruinées, un soleil d'enfer ; même l'eau était rare et le vin inconnu. De plus, la population se révélait franchement hostile.

Cet état de choses ne tarda pas à entraîner un mécontentement général, d'autant qu'avant de quitter la France personne n'avait pensé à munir les

soldats de gourdes pour la traversée du désert. En plus de son travail d'administrateur général, Berthier, se souvenant qu'il était cartographe, ordonna de faire lever des plans du pays car les cartes manquaient.

Un différend s'éleva dès le départ entre Bonaparte et Berthier à propos de l'escadre. Contrairement aux ordres qu'il avait reçus, le général en chef voulait la garder sous la main pour le cas où il devrait précipitamment quitter le pays. Brueys désirait, pour sa part, regagner au plus vite Toulon et Berthier abondait en ce sens. Ils ne parvinrent pas à persuader Bonaparte du danger que couraient les navires mêmes en allant mouiller sur la rade d'Aboukir plus sûre que celle d'Alexandrie.

Cependant, au prix de souffrances incroyables, l'armée s'était mise en route le 9 juillet (21 messidor). Après plusieurs combats victorieux contre les mameluks, dont la bataille des Pyramides remportée, à en croire Berthier, avec facilité, les divisions françaises entrèrent au Caire le 22 juillet (4 thermidor). Si une petite portion de la Basse Égypte était désormais conquise, tout le reste du pays nous échappait, d'autant que la principale armée ennemie se repliant vers Louxor tenait toujours la campagne et qu'une autre cherchait refuge en Syrie.

Dès les premiers jours d'août, Bonaparte, accompagné de Berthier, effectua une large reconnaissance vers la frontière syrienne. Ce fut au retour de celle-ci qu'ils apprirent la destruction de l'escadre de Brueys par les Anglais, sur la rade d'Aboukir. Ce qu'avait craint Berthier se réalisait : les Français étaient prisonniers de leur conquête, ce qui ne contribua pas à relever le moral des troupes fortement entamé. Bonaparte s'efforça de combattre ce défaitisme et Berthier l'y aida de son mieux. Comprenant qu'il y avait désormais peu d'espoir de recevoir des secours de France et qu'ils risquaient de demeurer longtemps sur place, ils s'organisèrent du mieux qu'ils purent pour faire de l'Égypte une colonie. Berthier fut mis à contribution pour mettre sur pied une organisation administrative de la contrée.

Cependant les mois passaient. Des révoltes indigènes, souvent provoquées par des réquisitions brutales, éclataient un peu partout qu'il fallait sévèrement réprimer. La conquête de la Haute Égypte dans laquelle Bonaparte avait lancé Desaix se révélait d'autant plus difficile qu'il disposait de moyens insuffisants et le découragement gagnait jusqu'aux chefs de corps. Berthier, lui-même, n'échappa pas à cet état d'esprit. Il commençait à réfléchir aux moyens de quitter l'Égypte et ceci d'autant plus qu'il supportait mal le climat. Il était à présent sujet à des maux de tête qui, par instants, le rendaient à peu près sourd. Ce fut précisément le moment que choisit Bonaparte pour mettre sur pied son expédition de Syrie pour laquelle il aurait eu besoin de Berthier. Quelle nécessité avait Bonaparte de s'aventurer aussi loin dans le nord ? On a soutenu qu'il songeait à regagner la France en traversant l'Europe. C'est peu probable, car il laissait d'importantes forces en Égypte. Alors, soulager la pression que les Turcs faisaient peser sur son flanc, élargir les possessions françaises ? De toute manière, il n'avait pas les moyens de mener une telle

politique. Ce fut dans le courant de décembre 1798 que Berthier demanda à retourner en France. Bonaparte y consentit à regret et fit même préparer à Alexandrie une frégate à bord de laquelle il emporterait des rapports et des demandes d'aide au Directoire. Le 25 janvier 1799, Bonaparte adressa à Berthier une note lui ordonnant de partir quatre jours plus tard et précisant d'embarquer sur la frégate *La Courageuse*. Quel revirement s'opéra alors dans l'esprit de Berthier ? Devina-t-il que s'il rentrait en France Bonaparte ne le lui pardonnerait jamais et que c'en serait fini de leur collaboration et de leur amitié ? Estimait-il que personne d'autre que lui ne serait capable de l'aider à faire face aux difficultés qu'il rencontrerait en Syrie ? Toujours est-il qu'au moment de prendre congé du « patron », il vint lui annoncer qu'il avait décidé de demeurer à ses côtés. Bonaparte en fut profondément touché. Lui, si peu démonstratif, prit Berthier dans ses bras et l'embrassa.

Le chef d'état-major avait, dès le début, émis une opinion défavorable sur cette nouvelle expédition. Bien renseigné, il jugeait le corps français numériquement trop faible face aux moyens militaires dont disposait le sultan, même si qualitativement nos troupes étaient très supérieures aux siennes. De plus, Berthier estimait qu'en opérant assez loin de ses bases, l'armée française aurait à faire face à des difficultés logistiques qu'elle aurait du mal à surmonter. Mais, une fois de plus, Bonaparte fit fi de ces contingences et l'état-major essaya de solutionner ce problème impossible avec sa conscience habituelle.

La campagne de Syrie dura trois mois. Après quelques succès initiaux, l'armée fut décimée par la maladie. Tout manquait lorsque Bonaparte mit le siège devant Saint-Jean-d'Acre, le 19 mars 1799. L'artillerie était tellement à court de munitions que la cavalerie devait aller caracoler sur la plage et se faire tirer dessus par les vaisseaux anglais qui croisaient devant la place, puis ramasser les boulets sur le sable ! Manquant de pièces lourdes, Bonaparte dut se résoudre à mener une guerre de mines ; mais les assiégés prirent des contre-mesures et les résultats escomptés ne furent pas obtenus. La victoire du mont Thabor où fut repoussée une armée turque de secours permit de prolonger l'investissement qui dura sept semaines. Berthier, conscient des difficultés qui s'accumulaient, recommandait chaque jour de lever le siège. Enfin, après un huitième assaut aussi infructueux que les précédents, la retraite commença le 20 mai (1^{er} prairial). Une des grosses difficultés qu'eut à résoudre l'état-major fut l'évacuation sur Le Caire des blessés et des malades qu'il était impossible de laisser en arrière. Les Turcs les auraient massacrés. Leur transport par mer, envisagé dans un premier temps, n'ayant pu être réalisé, l'escadre anglaise l'empêchant, Berthier fit procéder à la réquisition de tous les chevaux et ânes qu'il put trouver pour les porter. Mais il fut contraint d'abandonner derrière lui les malades atteints de la peste par crainte de la contagion, tout en sachant quel serait le sort de ces malheureux.

La campagne se soldait par un échec. La retraite s'effectua d'autant plus aisément que les Turcs ne disposaient pas de cavalerie pour organiser la

poursuite. Une fois de plus, Berthier reçut une mission assez désagréable : tout détruire, tout incendier, habitations, récoltes, bétail. Et il s'en acquitta. Fatigué, malade et passablement écoeuré, il était de retour au Caire le 14 juin (26 prairial). L'état-major assez éprouvé par l'expédition que des proclamations s'efforçaient de présenter comme une victoire se trouva devant une tâche gigantesque car, outre les affaires courantes qui avaient été négligées en l'absence de Berthier, il s'agissait de réorganiser l'armée dans les délais les plus brefs parce qu'une tentative de débarquement anglo-turque était annoncée.

Dans cette période d'attente et malgré son surcroît de travail, Berthier, estimant qu'il avait enfin en main tous les éléments pour faire établir une carte générale du pays, en proposa la réalisation à Bonaparte. Ce dernier, qui commençait à croire qu'il était pour longtemps sur place, donna son accord et le service topographique se mit donc à l'oeuvre. Il en résulta un travail remarquable, en fait la première carte véritablement réalisée ; elle servait encore de référence, un demi-siècle plus tard, lorsque furent commencés les travaux du canal de Suez.

La période d'attente prit fin le 11 juillet lorsqu'une armée turque, transportée par les Anglais, débarqua à Aboukir. Bonaparte rameuta toutes les forces disponibles pour les concentrer face à l'ennemi. Puis il partit pour Aboukir accompagné de Berthier. Celui-ci resta à ses côtés pendant la bataille (26 juillet) et se proposa pour remplacer Lannes, blessé, pour la prise du fort d'Aboukir. Mais Bonaparte, après réflexion, lui préféra Menou. Toutefois, lorsque le général retourna au Caire, il laissa son chef d'état-major sur place pour organiser la défense et négocier avec les Anglais l'échange de leurs blessés. L'officier anglais venu en parlementaire lui apporta un numéro de *La Gazette de Francfort* ; depuis six mois, ils étaient sans nouvelles de France. En la lisant, Berthier apprit qu'une nouvelle coalition nouée par les Anglais, comprenant les Autrichiens, les Russes et les Napolitains, était en train de reconquérir tout ce que la France avait gagné à Campoformio. Comprendant l'importance de la nouvelle, il partit sur-le-champ au Caire pour avertir Bonaparte. Ce dernier saisit immédiatement les répercussions que ces événements entraînaient sur le plan politique et estima le moment venu de s'emparer du pouvoir en France. Il résolut donc de partir d'Égypte mais comprit qu'il devait le faire secrètement, car, en somme, il allait abandonner son armée, se rendre coupable de désertion et se mettre dans le cas d'être traduit en conseil de guerre.

Il parla de son projet à Berthier en lui recommandant le silence et celui-ci sut se taire ; mais Bonaparte fut contraint de s'en ouvrir à plusieurs autres et certains n'eurent pas la même discrétion. Le bruit de son prochain départ courut dans l'armée. Du reste, son mouvement fut précipité par le fait que l'escadre anglaise qui assurait le blocus des côtes prit le large. Bonaparte décida donc de profiter de l'occasion, alors qu'il aurait eu besoin d'une quinzaine de jours pour régler ses affaires. Berthier fut prié de convoquer

d'urgence à Alexandrie plusieurs généraux absents du Caire dont Desaix et Kléber ainsi que des membres de l'Institut. Le général en chef n'avait pas encore décidé s'il emmènerait avec lui ces généraux ou s'il confierait à l'un d'eux le commandement de l'armée. Berthier conseillait de la laisser soit à Kléber, soit à Desaix qu'il estimait être les plus capables de remplacer Bonaparte. Ce fut le premier que choisit le général en chef. Il lui transmit ses pouvoirs par écrit et il se félicita qu'il n'ait pu rallier Alexandrie à temps, car il savait qu'il aurait eu à essuyer ses remontrances.

Deux frégates, ainsi que deux chébecs amarrés dans le port, furent déhalés sur rade et l'embarquement se fit presque clandestinement. Berthier restait aux côtés de Bonaparte. Ils partirent le 24 août. Desaix, accompagné de Davout, rentra un peu plus tard après avoir connu de multiples aventures. On a beaucoup épilogué sur les conditions du voyage de Bonaparte. La flotte anglaise contrôlait le trafic maritime en Méditerranée. Il est étonnant que toute une division française ait réussi à passer entre les mailles du filet, en particulier entre le cap Bon en Tunisie et la Sicile, détroit qui était surveillé de près. Certes, il fut franchi de nuit, tous feux éteints, mais il est frappant que, chaque fois qu'un ou plusieurs navires anglais furent en vue, au lieu d'appuyer la chasse, ceux-ci changèrent franchement de cap. Aussi est-il permis de se demander si le cabinet britannique ne favorisa pas le retour de Bonaparte et de ses principaux lieutenants, décapitant ainsi l'armée d'Égypte. Il ne pouvait deviner que Kléber, excellent stratège, remplacerait sans difficulté Bonaparte. Mais il fut curieusement éliminé à son tour et l'aventure se termina peu après. Pourquoi ne pas avoir intercepté la flottille ? En laissant Bonaparte et les siens débarquer en France, ne créait-on pas de sérieuses difficultés au Directoire ? La seule chose que n'auraient pas prévue les Anglais était qu'ainsi ils lâchaient le loup dans la bergerie, à supposer que cette hypothèse fût exacte !

La traversée fut particulièrement longue. Certes, ils firent escale en Corse mais surtout trouvèrent des vents faibles et des courants contraires. Partis le 23 août d'Alexandrie, ils n'atteignirent Fréjus que le 9 octobre. Ils craignaient d'être retenus en quarantaine comme tous les voyageurs venant d'Orient, mais y échappèrent par un tour de passe-passe. Habilement chauffée par les frères Bonaparte, Joseph et surtout Lucien qui attendaient ce retour et avaient activé leurs agents, une partie de la population, celle qui avait fourni les sans-culottes et autres éléments louches de la Révolution, accueillit les voyageurs en triomphe. Le jour même de son débarquement, Bonaparte partit pour Paris en compagnie de Berthier. Celui-ci était resté étrangement atone pendant le voyage. Certes, il était impatient de revoir sa maîtresse mais, inquiet quant à la manière dont ils seraient accueillis par les autorités et au sort qui les attendait. Tout ce qu'il rapporta fut sa relation des campagnes du général Bonaparte en Égypte et en Syrie, travail entièrement dicté par Bonaparte.

Si la populace avait acclamé Bonaparte, l'accueil du gouvernement fut glacial. Ce revenant eut le front de se présenter devant les Directeurs comme le sauveur de la patrie ! Or, celle-ci l'avait été sans son aide par les victoires

de Brune en Hollande et surtout de Masséna, en Suisse, qui avaient cassé les reins aux préparatifs d'invasion des coalisés. Néanmoins, Bonaparte persistait dans son désir d'essayer de renverser le gouvernement à son profit. S'il savait pouvoir compter sur un certain nombre de divisions, l'armée du Rhin et celle de Suisse lui étaient, en revanche, franchement hostiles.

Au même moment, un des Directeurs, Sieyès, et le président du conseil des Cinq-Cents (une des deux assemblées), Lucien, le propre frère de Bonaparte, voulaient refondre la constitution en modifiant l'équilibre entre le législatif et l'exécutif à leur profit. Ils pensèrent recevoir l'appui d'une fraction de l'armée et, dans ce but, prirent successivement contact avec un certain nombre de généraux qui déclinèrent leur offre. Moreau, après s'être lui aussi refusé, désigna Bonaparte en disant : « Voilà votre homme... Il fera votre coup d'État bien mieux que moi. » Le plus étonnant dans cette machination est que les préparatifs se déroulèrent au grand jour. Tout le monde était au courant ! Sieyès obtint donc le concours de Bonaparte sans se rendre compte que celui-ci travaillait à son profit.

Dans toute cette agitation, de même que dans l'exécution du coup d'État qui n'en était pas véritablement un, Berthier resta extraordinairement passif. Il aurait pourtant pu jouer un rôle de premier plan, car il était intimement lié avec Lucien Bonaparte qui allait être le personnage pivot de toute l'opération et celui sans lequel elle aurait pu échouer. Certes, Berthier demeura aux côtés du « patron ». Il savait pertinemment ce qui se préparait, se contentant d'organiser des rencontres entre Bonaparte et certains généraux de passage à Paris. Mais il ne chercha pas à avertir les autorités, d'ailleurs au courant, de ce qui se tramait. Cette attitude que l'on pourrait qualifier de « complicité immobile » aurait très bien pu le conduire devant un peloton d'exécution en cas d'échec. Berthier approuvait-il ou désapprouvait-il le dessein de Bonaparte ? La chose est difficile à dire. La politique, comme pour la majorité des officiers, ne l'intéressait pas. En tous les cas, au moment du commencement de l'exécution le 18, Berthier se trouva aux côtés de son chef comme tous ceux que celui-ci avait ramenés d'Égypte.

Chacun d'entre eux avait un rôle précis à jouer, hormis Berthier. Or, le 19 brumaire, alors que tout le monde montait à cheval pour se rendre à Saint-Cloud, Bonaparte vit son second hésiter. Étonné, il lui demanda s'il était souffrant. Berthier qui savait qu'il aurait du mal à rester en selle répondit : — « J'ai un clou qui perce ; je suis couvert de pansements !

— « Restez », dit Bonaparte plein de sollicitude.

Mais Berthier ne voulut rien entendre et déclara que, dût-il souffrir l'enfer, il n'abandonnerait pas son « patron ». Pourtant, à Saint-Cloud, son rôle fut pratiquement nul. S'il accompagna Bonaparte au conseil des Anciens, il se contenta de le prendre par le bras et de l'entraîner vers la sortie quand il s'aperçut que le discours de Napoléon était totalement incohérent. Un peu plus tard, lorsque le général entra dans la salle où siégeaient les Cinq-Cents, Berthier n'était même pas à ses côtés ; et lorsque Murat se mit à la tête des

grenadiers pour expulser les députés qui demeuraient dans la salle, il demeura immobile à l'extérieur, une fois de plus spectateur passif. Mais il avait fait acte de présence. Bonaparte ne lui en demandait pas davantage. Et il était toujours à ses côtés au moment où Lucien fit une véritable scène à son frère, lui reprochant par son attitude irresponsable d'avoir manqué tout gâcher. On sait que Bonaparte dont le triomphe était assuré fit remarquer d'un ton badin à Berthier : « Le président me gronde, et sans doute n'a-t-il pas tort ! À chacun son métier ! »

Dans les jours qui suivirent, Bonaparte s'attela à la réorganisation intérieure de la France, à commencer par l'armée. Malgré ses récentes victoires, elle était dans un désordre indescriptible : désorganisation, dénuement total. Et comme il n'existait ni un état, ni un compte rendu, il était à peu près impossible de mesurer l'importance du chaos. À l'intérieur comme à l'extérieur, les armées vivaient sur le pays par le système des réquisitions. Ce fut ce que constata le ministre de la Guerre qui succéda dès le 20 brumaire (11 novembre 1799) à l'incapable Dubois-Crancé et qui n'était autre que Berthier. Dire que cette nomination lui a fait plaisir serait contraire à la vérité. Il était fatigué et mesurait l'ampleur de la tâche qui l'attendait alors qu'il aurait voulu passer ses journées aux pieds de la marquise. Il devait en faire l'aveu, quelques mois plus tard, à Bonaparte lui-même, en lui écrivant, le 23 avril 1800 : « Le repos et l'oubli, c'est ce qui m'aurait convenu quand vous m'avez jugé plus utile au ministère que je n'avais pas sollicité. »

Or, pour cette tâche immense, il ne disposait même pas de ses collaborateurs habituels, demeurés en Égypte, et il dut improviser un état-major avec des officiers qui, pour la majorité, étaient inconnus de lui. Le général Lejeune a raconté dans ses *Souvenirs* comment il fut invité à déjeuner par Berthier après qu'une commission eut examiné ses capacités et se vit proposer à la fin du repas par le ministre d'entrer à son service comme aide de camp. C'était un excellent officier du génie et un peintre de talent. De cette manière, Berthier recruta un état-major. Les constatations auxquelles se livrèrent le ministre et sa nouvelle équipe dépassèrent les pires craintes : les dépôts, les magasins, les arsenaux étaient à peu près vides. Les places de guerre n'étaient plus approvisionnées et leurs garnisons réduites à presque rien. Dans ces conditions, elles étaient hors d'état de soutenir un siège. La cavalerie manquait de chevaux et l'artillerie d'attelages. Pour couronner le tout, l'état d'esprit était mauvais dans certaines unités qui avaient assez mal pris le 18 Brumaire. Lorsqu'elles apprirent que Jourdan, le vainqueur de Fleurus et membre du conseil des Cinq Cents, était porté sur la liste des proscriptions établie par Fouché et menacé de déportation, ce fut bien pis. D'ailleurs, une certaine forme d'insubordination chez plusieurs généraux perdura pendant tout le Consulat, Moreau, Bernadotte, Masséna, Leclerc et quelques autres donnant le ton.

Cependant Berthier prenait des mesures pour redresser la situation. Il y avait urgence, car si les alliés avaient été stoppés, ils n'avaient pas renoncé

pour autant à leurs projets d'invasion. La première chose qu'il fallait se procurer, c'était de l'argent et, comme il n'y en avait pas, Berthier s'adressa au plus célèbre des munitionnaires, le banquier Ouvrard. Ce dernier, favorable au nouveau régime qu'il jugeait stable, ouvrit immédiatement au ministre un crédit de trois millions. Mais, lorsque Alexandre apprit la bonne nouvelle à Bonaparte, il eut la surprise de voir celui-ci refuser la transaction. Il éprouvait une méfiance invincible vis-à-vis des professionnels de la finance. Pour le coup, Berthier se fâcha. Ce fut le premier affrontement sérieux entre les deux hommes. Le ministre demanda avec obstination avec quoi son interlocuteur voulait qu'il se procurât ce dont l'armée avait besoin, s'il n'avait pas d'argent pour le payer. Mais Bonaparte persista dans son attitude, et Berthier comprit que s'il continuait dans la sienne, le Premier Consul finirait par le suspecter de s'être laissé corrompre. Reconnaisant néanmoins la justesse du raisonnement de Berthier, le « patron » l'autorisa à tirer des traites sur le trésor, ce qui n'enthousiasmait pas les fournisseurs qui connaissaient la précarité de ce mode de paiement.

Malgré ce handicap, en moins de six mois Berthier, au prix d'un travail acharné, remit la machine administrativo-militaire en marche, remplit les magasins, fit entrer les conscrits dans les dépôts, réarma les places fortes d'Antibes jusqu'à Bergen-op-Zoom, et en puisant dans les rangs de la garde du Directoire commença à mettre sur pied la garde consulaire. En même temps, répondant aux demandes des différentes armées en campagne, il fut à même de leur fournir presque tout ce qu'elles réclamaient, en particulier pour l'artillerie et le génie. Cette activité forcenée ne l'avait pas empêché d'avoir une vie sentimentale intense. Il avait retrouvé Giuseppa et repris leur liaison officialisée par l'absence du mari à présent à Genève.

Le nouveau Premier Consul, gardant le souvenir de sa brillante campagne de 1796, estimait que l'effort définitif pour mettre fin au conflit devrait être fait en Italie. Ceci d'autant plus qu'il ne connaissait pas du tout l'Allemagne où opérait la plus importante de nos armées. Or ce qui restait de l'armée d'Italie sévèrement étrillée dans les mois précédents était bloqué autour de Gênes par une armée autrichienne, et si elle y menait une guerre défensive efficace, elle n'avait pas les moyens de prendre à elle seule l'offensive. De son côté, face à l'Allemagne, l'armée du Rhin était prête à faire mouvement sous le commandement de Moreau, peut-être le meilleur général dont disposât la République^[1]. Dans l'esprit de Bonaparte, ces forces devaient retenir et occuper d'importantes unités autrichiennes ; mais il ne lui venait pas à l'esprit qu'elles pourraient emporter la décision. Le plan qu'il conçut consistait à descendre en Italie avec une nouvelle armée et à prendre les Autrichiens du maréchal Mélas en tenaille entre les deux forces françaises. Il demanda donc à Berthier, au début de mars 1800, alors que celui-ci était en plein travail de réorganisation, de réunir aussi secrètement que possible autour de Dijon une armée de soixante mille hommes qui, pour ne pas dévoiler sa destination, reçut le nom d'armée de réserve. La décision en avait été prise un

mois après la cérémonie, au temple de Mars (l'hôtel des Invalides), de dépôt des drapeaux turcs pris à Aboukir, que Bonaparte avait rapportés avec lui. Elle fut constituée essentiellement de régiments prélevés un peu partout, endivisionnés au dernier moment, et il allait en résulter, au moins au départ, un certain manque de cohésion. D'autant plus que pour mieux induire en erreur les services de renseignements ennemis qui furent complètement trompés, les troupes furent dirigées non seulement sur Dijon mais également sur Lyon et Genève de manière à faire croire qu'elles étaient destinées à renforcer l'armée du Rhin. Quant à la base arrière, Berthier décida de la situer à Bourg-en-Bresse.

Il était à présent temps de doter la nouvelle armée d'un commandement centralisé et d'un état-major pour en coordonner les mouvements. Le 2 avril, le Premier Consul, que d'autres tâches retenaient à Paris et que du reste ce travail d'organisation ennuyait, bien qu'il fût décidé à la mener au combat, nomma Berthier commandant en chef. En fait, une curieuse disposition de la nouvelle constitution rédigée par Sieyès interdisait au Premier Consul de commander une armée et cette défense allait considérablement gêner Bonaparte dont, par contrecoup, le rôle serait mal défini.

Il était impossible pour Alexandre de cumuler ce poste avec celui de ministre de la Guerre. Mais, pour lui succéder, le gouvernement avait sous la main un organisateur tout à fait capable. Le même jour, il était remplacé par Carnot.

La difficulté de faire franchir les Alpes par l'armée de réserve pour pénétrer en Italie n'était pas nouvelle pour Berthier. En 1795, alors qu'il était chef d'état-major de Kellermann, il avait effectué lui-même et fait exécuter un certain nombre de reconnaissances entre la Suisse et la Méditerranée et il avait transmis à son ami Clarke plusieurs projets de traversée des montagnes. Il suffisait de les sortir des cartons.

Berthier comprit vite l'énormité de la tâche qui l'attendait, d'autant que les unités qui allaient former son armée étaient souvent très incomplètes, n'avaient pas leurs équipements et comprenaient un nombre important de conscrits dont l'instruction n'était pas terminée, voire pas commencée. Un peu plus tard (10 mars), il devait ordonner que l'on fît tirer à chacun une dizaine de coups de fusil pour être en mesure de s'en servir ! Aussi, se mit-il à bombarder le Premier Consul de récriminations et de plaintes dans les lettres qu'il lui adressait quotidiennement. Bonaparte le prit sur un ton badin et se contenta de répondre : « Je vois avec peine que le séjour de Dijon vous donne de la mélancolie. Soyez plus gai ! »

Après quoi, tout de même, il donna des ordres pour faire expédier les fournitures que réclamait Berthier, en particulier les munitions en quantités très insuffisantes. En fait, le travail d'organisation de Berthier fut retardé, car avant même de s'y atteler il dut se rendre à Bâle pour conférer avec Moreau. Quoiqu'il eût prêté la main au coup d'État du 18 Brumaire, ce général resté républicain n'éprouvait pas une sympathie profonde pour Bonaparte et son

équipe. Pourtant, l'entrevue se passa bien et même cordialement, chacun reconnaissant en l'autre un professionnel de valeur. Moreau critiqua plusieurs points du plan de Bonaparte et suggéra des modifications à y apporter. Mais, surtout, il se montra flatté que l'on comptât sur lui pour démarrer le premier les offensives françaises et rejeter les Autrichiens au-delà d'Ulm afin de dégager la gauche de l'armée de réserve qui, positionnée entre la sienne et celle de Masséna, flanquerait la droite de l'armée du Rhin. Ainsi la Suisse, quoique neutre, serait occupée par une force combinée de onze bataillons de l'armée du Rhin et d'une demi-douzaine de celle de réserve. Le commandement en serait confié à un adjoint de Moreau, Moncey.

Les deux généraux se quittèrent très satisfaits l'un de l'autre. Mais Bonaparte porté à tout critiquer commença par estimer que les forces d'occupation de la Suisse étaient trop faibles. Il finit tout de même par accepter cet arrangement. Dès son arrivée à Dijon, Berthier, bien épaulé par un excellent chef d'état-major, le général Dupont, articula les régiments qui arrivaient en quatre divisions qu'il porta progressivement à quatre demi-brigades d'infanterie chacune. Bientôt, il eut assez de troupes pour en constituer une cinquième. En revanche, sa cavalerie aux ordres de Murat ne comprit que trois brigades totalisant seulement sept régiments et qui lui posaient des problèmes de remonte qu'il n'arrivait pas à résoudre. Puis le commandant de l'artillerie, le très compétent général de Saint-Rémy, mourut brusquement. Il fallait le remplacer au pied levé, et consulté, le Premier Consul se dépêcha d'envoyer un de ses aides de camp, Marmont, un artilleur qui apporta à Berthier une aide appréciable. Mais toujours faute d'un nombre suffisant d'attelages, le commandement ne put mettre en ligne qu'une quarantaine de pièces.

Cependant, le mois de mars était écoulé et l'armée de réserve n'était toujours pas en état de faire mouvement. Bonaparte commençait à s'impatienter d'autant qu'il savait Moreau prêt à marcher et qu'il n'entendait pas lui laisser cueillir seul les lauriers de la victoire. Berthier était conscient de la nécessité d'agir vite. Mais il insistait dans sa correspondance sur le fait qu'il était impératif d'attendre les premiers succès de Moreau pour entrer en Italie. Il ajoutait qu'il serait bon que Moreau renforçât l'armée de réserve avec le corps de Lecourbe, et l'intéressé n'y consentit pas sans difficulté. À présent, Masséna, toujours assiégé dans Gênes, était à toute extrémité et allait bientôt être obligé de capituler faute de vivres. Dès lors, ce serait toute la manoeuvre de l'armée de réserve qui serait compromise.

Le 30 avril, celle-ci put enfin se mettre en branle. En plein accord, Bonaparte et Berthier avaient décidé que les Alpes seraient franchies en plusieurs points, mais principalement aux cols du Grand et du Petit-Saint-Bernard. Aussi, la majorité des divisions furent-elles dirigées sur Genève. Elles comprenaient ou allaient comprendre 44 000 fantassins, 8 000 cavaliers et 1 200 artilleurs, soit un total d'environ 53 000 hommes. En même temps, avec insistance, Berthier demandait que Lecourbe occupât le Saint-Gothard

pour masquer ses propres mouvements. Mais Moreau n'était nullement pressé de se séparer de son lieutenant. Berthier commençait à se faire du souci. Il savait qu'au pied du Saint-Bernard, sur le versant italien, se dressait le gros fort de Bard tenu par les Autrichiens et qu'il risquait fort, si on ne l'enlevait pas rapidement, d'empêcher l'armée de réserve de déboucher dans la plaine du Pô. Il s'en ouvrit à Bonaparte qui prit la chose avec une certaine légèreté, estimant que ce ne serait pas un obstacle.

Retenu à Paris, le Premier Consul ne quitta la capitale que le 4 mai. Le même jour, Berthier arrivait à Genève et constata qu'aucun des traîneaux qu'il avait commandés pour transporter l'artillerie dans la montagne n'était arrivé. D'ailleurs, chaque jour apportait de nouveaux mécomptes. Les chaussures, de mauvaise qualité, perdaient leurs semelles sous la pluie et les soldats allaient nu-pieds.

Bonaparte rejoignit l'armée à Genève, le 8 mai. Sa situation était bizarre, car Berthier était toujours et allait demeurer son commandant en chef. Donc, en théorie, le Premier Consul n'agirait que comme conseiller. Toutefois, sa présence galvanisa les hommes. Mais personne ne savait qui était le véritable général en chef. De mauvaises langues prétendirent par la suite qu'en ayant agi de la sorte, Bonaparte s'était réservé la possibilité de faire endosser la responsabilité de l'échec à Berthier si la campagne tournait mal !

Pourtant, le franchissement de la montagne se déroula sans incident et la débrouillardise des soldats français, qui utilisaient des troncs d'arbres évidés pour transporter les tubes des canons et suppléer aux traîneaux toujours absents, fit merveille. Alors que Bonaparte demeurait en arrière, Berthier, dans la deuxième quinzaine de mai, gagna Martigny et franchit le col pour arriver à Aoste. Le problème posé par le fort de Bard continuait à le préoccuper d'autant que Bonaparte ne cessait de lui demander s'il était pris. Il avait raison de se faire du soucis. Arrivé devant la construction, le 18 mai, il comprit tout de suite qu'un tel verrou ne serait pas facile à faire sauter. Construit sur un éperon, comprenant deux enceintes, chacune armée d'une batterie, le fort n'était lui-même dominé que par une hauteur sur laquelle il était à peu près impossible de hisser des canons. Le feu de l'ouvrage balayait la route et la rendait impraticable. Berthier en fut immédiatement convaincu. Une reconnaissance approfondie lui apprit qu'il existait un chemin contournant le fort, hors de portée de son tir. L'infanterie pouvait l'emprunter, plus difficilement la cavalerie, mais pas du tout l'artillerie.

Sommé de se rendre, le commandant autrichien de la forteresse refusa et, lorsque l'artillerie française ouvrit le feu contre lui, il riposta de toutes ses pièces en mettant à mal nos emplacements de batteries.

Berthier décida alors de faire emprunter le chemin de contournement dit « chemin d'Albaredo » aux divisions et, en même temps, d'entreprendre le siège de la place pour détourner l'attention des défenseurs. Mais il restait à résoudre le problème du passage de l'artillerie. Après avoir envisagé plusieurs solutions, il ordonna à Dupont, à titre d'essai, de faire garnir de paille mouillée

les roues de deux pièces de « quatre » et d'un obusier, puis, au crépuscule, de faire couvrir la route de paille. Tirés chacun par vingt-cinq hommes, les canons tenteraient de passer sous le fort. Mais les Autrichiens, comme s'ils avaient deviné la manoeuvre, jetèrent toute la nuit des grenades du haut des remparts et tirèrent des coups de feu au hasard sans toucher personne. Berthier dut renoncer à sa tentative. De préoccupante, la situation devenait grave. Prévenu, Bonaparte, qui était toujours loin en arrière, reconnut que Berthier avait fait tout ce qui était possible pour dénouer la crise et fut d'avis de poursuivre la descente en Italie avec ou sans artillerie. On en trouverait sur place ! Puis, il adressa au gouvernement un premier bulletin de l'armée de réserve dans lequel il dissimulait soigneusement les difficultés qu'elle rencontrait. Il y rendait toutefois hommage au zèle et à l'ingéniosité du général en chef. L'obstination de Berthier finit par payer et, parce que les nuits furent particulièrement obscures, le plus gros de l'artillerie put passer entre le 25 et le 26 mai. De ce fait, l'armée ne subit un retard que de quelques jours par rapport au calendrier des mouvements. Tout de même, le fort de Bard avait accompli sa mission.

Le dernier obstacle franchi, l'armée de réserve dévala en Italie et y retrouva ses deux divisions qui avaient franchi sans difficulté les cols du Petit-Saint-Bernard et du Saint-Gothard. Il fallut tout de même laisser un corps d'investissement devant le fort de Bard qui continuait à résister. Un assaut ordonné par Bonaparte, malgré l'avis contraire de Berthier, se solda par un échec avec des pertes assez lourdes. Il fut passé sous silence dans les rapports.

À partir de l'arrivée en Italie, Bonaparte prit en main la direction des opérations, mais comme en même temps Berthier continuait à jouer son rôle de commandant en chef, il allait en résulter quelques frottements et flottements qui, dans une certaine mesure, nuisirent à la bonne marche des opérations. Les deux généraux étaient tombés d'accord pour avancer sur Milan afin de couper la voie de retraite à l'armée de Mélas, qui était toujours en principe retenue devant Gênes par Masséna. Le 3 juin, l'armée française entra à Milan et tendait la main à Moncey qui descendait du Saint-Gothard. Cependant, averti, Mélas se hâtait de remonter vers le nord, laissant son lieutenant Ott devant Gênes. Peu après il lui ordonna de lever le siège et de le rejoindre. Ott se garda d'obéir, car il savait Masséna à toute extrémité et celui-ci capitula, du reste, le 6 juin.

Le même jour, Berthier quittait Milan pour superviser le passage du Pô par ses troupes. Entre elles et celles de Mélas s'engageait une course de vitesse. Ce fut Ott, le vainqueur de Gênes qui, remontant à son tour pour rejoindre son chef, arriva au contact des Français le premier. Au village de Montebello (qu'il ne faut pas confondre avec Monbello), un combat s'engagea entre lui et Lannes. Ce dernier résista vaillamment aux assauts des Autrichiens plus nombreux mais allait finir par être écrasé lorsque Berthier ordonna au corps de Victor de se porter à son secours. Son intervention renversa la situation, permit de remporter la bataille et arrêta l'avance d'Ott qui fut

contraint de battre en retraite sur Alexandrie. Bonaparte qui, une fois de plus, était loin en arrière, n'arriva sur le champ de bataille que le soir alors que tout était terminé. Le véritable vainqueur de la journée était donc Berthier. Mais celui-ci n'avait pas été élevé à Versailles pour rien et savait se montrer courtisan lorsqu'il le fallait. Il rédigea donc le bulletin de victoire de manière suffisamment équivoque pour qu'il puisse apparaître que l'inspirateur du succès était le Premier Consul. En effet, dès cette époque, celui-ci avait pris la mauvaise habitude de s'attribuer toutes les réussites et de faire supporter les revers par ses subordonnés.

Cependant, cette victoire, si elle le convainquit de l'imminence d'une rencontre décisive et de la nécessité de demeurer à l'armée, conduisit Bonaparte à considérer la situation d'une manière erronée. Il pensait que les Autrichiens reculaient vers le sud et se retiraient vers Gênes. Aussi dépêcha-t-il dans cette direction Desaix, qui venait d'arriver à l'armée, avec deux divisions. En même temps, un certain nombre d'unités étaient dispersées en divers points stratégiques de Lombardie. Or, loin de reculer, Mélas se préparait à forcer le passage vers le nord et l'Autriche. Il avait regroupé près de 40 000 hommes appuyés par cent pièces de canon. En face, Bonaparte ne pouvait compter que sur 18 000 combattants et environ vingt bouches à feu (toujours les conséquences de l'affaire du fort de Bard). Mais il occupait une position très forte à Stradella. Or, malgré l'avis contraire de Berthier, il abandonna celle-ci pour descendre dans la plaine de Marengo sans raison bien apparente (14 juin). Il prétendit par la suite qu'il avait craint que Mélas n'eût quitté les environs d'Alexandrie où il était censé se trouver. Au même moment, l'armée autrichienne débouchait en face et la bataille s'engagea.

Incertaine pour les Français, elle était perdue à trois heures de l'après-midi, lorsque les divisions de Desaix, qui avait eu l'heureuse inspiration d'arrêter son mouvement et de marcher au canon, arrivèrent sur le terrain, Bonaparte était vaincu et il est loisible de considérer que dès ce moment l'aventure napoléonienne était arrivée à son terme. Déjà, Mélas envoyait des courriers dans toute l'Europe pour clamer sa victoire. Mais on sait que, grâce à ces renforts, une seconde bataille s'engagea, dont les Français sortirent vainqueurs.

Ce fut Berthier qui, par la manière dont il avait mené, conformément aux ordres du Premier Consul, les troupes pendant la bataille, avait réussi à éviter que la défaite de la matinée ne tournât à la déroute. Après la bataille, il rédigea le bulletin de victoire qui est sans doute un des récits les plus faux qu'on ait pu faire de cette période. En particulier, furent occultés toutes les erreurs commises, toutes les négligences accumulées dans les jours précédant la bataille, le manque de reconnaissances et jusqu'à la situation désastreuse avant l'arrivée de Desaix. Et encore ce rapport n'est-il rien à côté de celui qui fut publié en 1805 et qui est plus proche du roman que de la vérité historique. Mais, comme il tissait une page de gloire pour le Premier Consul, celui-ci se hâta de l'approuver. Certains commentateurs ont été jusqu'à écrire que

Marengo était un Waterloo qui avait bien tourné. Avec beaucoup de nuances, il y a quelque chose d'exact dans ce propos.

Cependant, au soir de Marengo, Bonaparte et Berthier étaient très préoccupés car, bien que vaincue, l'armée autrichienne n'était pas détruite. De son côté, l'armée française avait à déplorer des pertes sérieuses qui l'avaient considérablement affaiblie. De plus, elle était à court de munitions. Marmont, commandant de l'artillerie, qui savait exactement combien il lui restait de coups par pièce, ne cacha pas à Berthier que si l'ennemi reprenait le combat le lendemain, il serait perdu d'avance. Encore ne connaissait-il pas, comme son chef, l'état des cartouches d'infanterie. Il n'en restait presque plus et le réapprovisionnement posait d'énormes problèmes. La chance de Bonaparte tint à ce que Mélas, âgé, fatigué, était quelque peu démoralisé après l'attaque surprise de Desaix. Surtout que son chef d'état-major, le général Zachs, qui avait été fait prisonnier au cours de cette seconde bataille, avait pour habitude de lui remonter le moral en cas de crise. Son absence allait peser sur ses décisions. Il envoya, des le 15 juin, un parlementaire, le prince de Liechtenstein, au quartier général français. Celui-ci y fut d'autant mieux accueilli que, de son côté, Bonaparte désirait négocier un armistice. Mais, en excellent négociateur qu'il était, le Premier Consul se montra d'autant plus exigeant qu'il savait sa situation précaire. Il rejeta donc les propositions autrichiennes et dicta les siennes. Comme il avait prévu de retourner à Milan pour y rétablir la République cisalpine, ce fut Berthier qui, en tant que général en chef de l'armée française, fut chargé de négocier la suspension d'armes. Il avait été légèrement blessé au bras pendant la bataille, mais ce handicap n'altéra en rien sa détermination. Après avoir pris les mesures nécessaires au réapprovisionnement de ses troupes, il se rendit dans l'après-midi au quartier général de Mélas, accompagné du général Zachs. Ils y trouvèrent l'état-major autrichien en plein désarroi et les négociations aboutirent, la nuit même, à la signature d'un armistice dit « d'Alexandrie ». L'Autriche y cédait à la France la Lombardie, le Piémont et la Ligurie. Dans ses commentaires sur cette campagne, le général et historien suisse Jomini écrivit que « jamais une bataille depuis Louis XIV n'avait eu des suites aussi importantes ». Il aurait pu ajouter : « Une bataille aussi péniblement gagnée ! »

L'armée autrichienne était laissée libre de se retirer jusqu'à Mantoue, ce qui était bien la moindre des choses, et Mélas, complètement dépassé, s'en montra satisfait. Il n'allait pas tarder, du reste, à être relevé de son commandement. Dans l'euphorie de la victoire, sentant qu'il ne serait peut-être pas tellement politique d'insister, Berthier et Zachs avaient défini d'une manière assez vague la frontière entre les possessions françaises et autrichiennes ; et dans les mois à venir ce serait là la source de nombreuses frictions. De toute manière, la transformation de la convention d'armistice en traité de paix dépassait largement la compétence des deux signataires et nécessiterait l'accord des deux gouvernements. Une conférence allait sans doute se tenir pour en discuter les termes et il était à craindre que Vienne

n'acceptât aussi facilement que Mélas la perte des provinces italiennes.

Il y eut en tout cas quelqu'un en France que cette suspension d'armes mécontenta violemment. Ce fut Moreau dont la marche victorieuse en Allemagne se trouva, par contrecoup, interrompue, car il fut contraint de signer lui aussi un armistice (Parsdorf, 15 juillet).

Au lendemain de Marengo, Bonaparte était donc retourné à Milan, décidé à réorganiser la République cisalpine sur le modèle de la française. Trois consuls furent désignés, le premier d'entre eux n'étant autre que le marquis Visconti. Le choix de ce dernier s'opéra à la demande de Berthier et Bonaparte y répondit d'autant plus favorablement que cette requête l'amusait. Le marquis recevait ainsi le prix de sa complaisance et ses nouvelles fonctions le tiendraient éloigné de Paris pour ne pas gêner les amoureux ! Pour remercier Alexandre, avec qui il entretenait des relations amicales (c'est sans doute le point le plus incongru de la situation), le marquis lui fit envoyer au nom de la république un cadeau somptueux. C'était un sabre dessiné par le célèbre portraitiste Appiani. Il peut paraître curieux que l'on ait demandé à un peintre de concevoir un tel objet.

Au lendemain de la signature à Alexandrie, Berthier donna des ordres à Dupont pour occuper les douze places fortes livrées à la France. Il récupéra ainsi des équipements et surtout des munitions en abondance, car il en avait vraiment besoin. Toutefois, le retrait de l'armée autrichienne ne s'opérait pas avec la célérité souhaitée pour des raisons d'ailleurs indépendantes de sa volonté. Bonaparte, toujours impatient, s'en inquiéta et Berthier s'employa à le rassurer, car il était certain de la bonne foi de ses cosignataires. Toutefois, pour complaire à son chef, il concentra autour de Plaisance les différents éléments de son armée encore dispersés dans tout le pays, réunissant ainsi 49 000 hommes et soixante-quatre pièces d'artillerie.

Après cela, il n'eut plus à s'occuper que de questions de récompenses et d'avancement pour tous ceux qui avaient servi sous ses ordres. Sur ces entrefaites, Masséna arriva au quartier général à Tortone. Ce fut entre les deux généraux qui se détestaient cordialement de grandes démonstrations d'amitié. Mais Berthier savait que son rôle à la tête de l'armée de réserve touchait à sa fin. Un arrêté pris par le Premier Consul, le 23 juin, décréta la dissolution de cette armée et sa fusion avec l'armée d'Italie. Ce fut Masséna qui en prit le commandement.

Berthier fut alors chargé par Bonaparte d'organiser le gouvernement piémontais. Il ne pouvait le faire lui-même, devant rentrer précipitamment à Paris, car il avait appris que Fouché et Talleyrand sans véritablement comploter contre lui s'agitaient beaucoup. Encore que cette mission n'entrât pas véritablement dans ses compétences, Alexandre s'en acquitta avec sa minutie habituelle : après quoi, il partit lui aussi pour Paris dans les premiers jours de juillet. Il comptait jouir d'un repos bien gagné et filer le parfait amour avec la marquise qui l'attendait avec impatience. Hélas, avec Bonaparte, les désirs étaient souvent fort loin de la réalité. Alexandre n'était pas depuis un

mois dans la capitale que le Premier Consul lui annonçait qu'il l'envoyait en Espagne.

Depuis 1795, date de la signature d'un traité de paix entre l'Espagne et la France, les relations entre les deux pays étaient au beau fixe. En 1800, ils étaient même liés par une commune hostilité vis-à-vis de la Grande-Bretagne. L'ambassadeur de la république à Madrid était un nommé Alquier, diplomate de profession mais personnage aigri, jaloux et de vues étroites. Bonaparte faisait son possible depuis qu'il était Premier Consul pour améliorer encore les rapports avec la cour d'Espagne. Il y eut des échanges de cadeaux. Chacune des parties avait une idée en tête et comptait un peu sur l'autre pour la réaliser. La reine d'Espagne, soeur du duc de Parme, avait marié une de ses filles au fils du duc qui était donc son cousin, et la souveraine voulait voir agrandir leur duché. Elle espérait l'appui de la France pour y parvenir. De son côté, Bonaparte désirait récupérer la Louisiane cédée jadis par Louis XV à l'Espagne et comptait sur cette espèce de troc pour y parvenir. Il jugea Alquier trop médiocre pour mener la négociation pourtant assez simple et décida d'y envoyer Berthier. Celui-ci se montra plutôt réservé lorsque le Premier Consul le lui apprit. Son expérience en matière de relations diplomatiques était à peu près nulle, car les négociations qu'il avait menées à Alexandrie étaient purement militaires. Il ne parlait pas l'espagnol et par-dessus tout n'avait pas envie de quitter Paris. Mais Bonaparte balaya ces arguments, expliquant qu'il avait besoin de Berthier pour « exciter l'Espagne par tous les moyens possibles à déclarer la guerre au Portugal allié de l'Angleterre ». Espagne et Portugal étaient liés par des liens de famille mais, entre les deux pays, existait un certain contentieux. En même temps, Berthier devait visiter les principaux ports militaires pour se faire une idée exacte de la puissance navale du pays que Bonaparte comptait utiliser dans sa lutte contre la Grande-Bretagne. Berthier fit remarquer qu'un amiral ferait sans doute mieux l'affaire mais, là encore, le Premier Consul ne voulut pas retenir l'objection.

Le 28 juillet, il prévint Talleyrand, alors ministre des Affaires étrangères, de la prochaine ambassade de Berthier qui, sans titre apparent, serait porteur d'une lettre de lui-même au roi Charles IV et invita le ministre à en préparer une seconde pour le chevalier d'Urquijo, premier secrétaire d'État du souverain. Talleyrand ricana. Bonaparte fourrait des généraux partout et en faisait des plénipotentiaires. Lorsqu'il devait apprendre un peu plus tard qu'il se préparait à dépêcher à Londres le général Andréossi, Talleyrand demanda ironiquement : « Vous voulez y envoyer André aussi ? »

Étant donné l'échange quelque peu curieux auquel allait donner lieu l'ambassade de Berthier, la France comme l'Espagne comptaient garder secrète la négociation le plus longtemps possible et le Premier Consul pouvait compter sur la discrétion d'Alexandre. Or, prévenu par on ne sait quelle indiscretion, un journal de Paris, *la Clef du cabinet*, publia dans les premiers jours d'août un article annonçant à la fois le départ de Berthier et la récupération de la Louisiane comme le but de son voyage. Cette indiscretion

produisit le plus mauvais effet sur la cour de Madrid au point qu'il fut, un instant, question d'annuler le déplacement. Puis les choses se calmèrent et Berthier, qui se demandait si l'auteur de la révélation n'était pas Alquier qui n'avait pas caché que la venue du général lui paraissait sans objet et lui faisait rien moins que plaisir, partit dans la deuxième quinzaine d'août.

Du coup, Alquier qui avait jusque-là mené les négociations avec une certaine nonchalance voulait, lorsque Berthier débarquerait à Madrid, qu'il n'ait plus qu'à signer un traité dont lui, Alquier, pourrait s'attribuer tout le mérite. Mais Talleyrand qui n'avait en son ambassadeur qu'une confiance limitée rédigea un projet et l'envoya au général toujours en route. Il se résumait en quatre points : 1) Agrandissement d'au moins un million d'habitants pour le duché de Parme qui deviendrait un royaume (ce sera le royaume d'Étrurie).

2) Rétrocession de la Louisiane et de la Floride à la France.

3) Cession à la France de dix vaisseaux de guerre armés.

4) Alliance entre les parties contractantes au cas où le traité porterait ombrage à une autre puissance.

La reine d'Espagne tenait énormément à cette transformation du duché en royaume, et le Premier Consul n'y voyait aucun inconvénient, ce qui peut paraître curieux chez le représentant d'une république qui s'était donné pour vocation d'abattre les rois !

Bonaparte se faisait beaucoup d'illusions sur la marine de guerre espagnole, mais ne serait pas de sitôt détrompé.

Berthier arriva à Madrid le 3 septembre ; il avait voyagé vite. Dès le surlendemain, il se rendit à la cour où il fut chaleureusement et même amicalement reçu. Il réussit d'emblée à mettre la reine dans son jeu, et comme elle faisait la pluie et le beau temps, les négociations furent d'autant facilitées. Tout se déroulait donc pour le mieux et pourtant Berthier ne se plut pas en Espagne. Dès le 15 septembre, il écrivait à son ami Junot en lui décrivant les conditions atroces de son voyage : chaleur, inconfort, poussière et il concluait que le pays ressemblait à l'Égypte... en pire ! Il se déclarait fatigué, malade et ne cachait pas qu'il serait très content lorsqu'il pourrait rentrer, « frémissant à l'idée de rester trois mois ».

Ce fut pourquoi il mena les négociations aussi vite qu'il put, surprenant ses interlocuteurs peu habitués à travailler avec une telle célérité. Pour sa part, le roi semblait ravi de voir un homme qui pouvait agir aussi vite. Sur un seul point Berthier n'obtint pas satisfaction : la guerre avec le Portugal. Charles IV était réticent à la déclarer à des parents, alors que son tout-puissant ministre Godoy voulait hâter le conflit car il entrevoyait la possibilité de se tailler une principauté indépendante aux dépens du Portugal. Mais le roi arguait que son armée n'était pas prête et Berthier ne le constatait que trop. Finalement, le principe en fut retenu et la mise en oeuvre différée. Ce serait un peu plus tard Lucien Bonaparte qui remplaça Alquier et qui eut l'honneur de mener ce conflit... qui dura trois jours (guerre des Oranges).

Sa mission touchant à son terme, Berthier se préparait à rentrer en France d'autant qu'il savait que le poste de ministre de la Guerre l'y attendait. Mais avant son départ il eut un geste qui suscita beaucoup d'admiration chez les Espagnols et qui prouve qu'il pouvait se montrer plein de sollicitude et de bonté. Presque par hasard, dans la rue, il fut accosté par un mendiant qui demandait la charité en français. Étonné, il l'interrogea et apprit qu'il faisait partie d'un groupe de marins et de soldats prisonniers des Anglais, que ceux-ci avaient libérés en les mettant à terre à Cadix et à Lisbonne. Sans argent, sans moyens, personne ne s'étant intéressé à leur sort, ils mendiaient leur pain pour regagner leur patrie. Indigné, Berthier prit immédiatement les choses en main. Alquier à qui il s'en ouvrit déclara qu'il n'avait aucun crédit pour aider ces malheureux et ne pouvait rien faire. Ce comportement égoïste et mesquin choqua le général qui préleva trois mille francs sur ses propres frais pour subvenir aux besoins de ces soldats et il organisa leur rapatriement jusqu'à Bayonne. Son attitude scella le destin d'Alquier qui, peu après, fut envoyé de Madrid à Naples, poste de moindre importance, et remplacé par Lucien Bonaparte que son frère voulait éloigner de Paris. Toute sa vie, Alquier demeura persuadé qu'il devait sa disgrâce à Berthier, ce qui n'était qu'en partie exact, et dans ses rapports à Talleyrand sur son ambassade il se montra particulièrement injuste et fielleux vis-à-vis de son « rival ».

Avant de quitter l'Espagne, celui-ci alla inspecter plusieurs ports de guerre ainsi que le lui avait demandé le Premier Consul. Encore qu'il ne fut nullement expert en matière maritime, sa religion fut rapidement faite. Il trouva des arsenaux vides, des bâtiments désarmés, vieux, mal entretenus, pourrissant dans les darses et les quelques navires en état de prendre la mer montés par des équipages comprenant fort peu de marins mais des individus ramassés au hasard, ne connaissant pas leur métier et ne se souciant que de désertir. Le corps des officiers lui parut compétent encore qu'aigri par l'état de décomposition dans lequel le gouvernement laissait sa marine. De plus, il était complexé par la rancoeur de la défaite cinglante qu'avait subie une escadre espagnole écrasée, en mars 1797, par celle de l'amiral anglais Jervis au large du cap Saint-Vincent.

Le compte rendu destiné au Premier Consul fut donc loin d'être favorable ; il concluait qu'on ne pouvait compter sur l'appui de cette armée navale. L'avenir allait lui donner raison. Mais il semble que le destinataire ne s'en soucia pas dans les combinaisons qu'il échafauda les années suivantes.

Berthier n'avait plus rien à faire en Espagne. Après son audience de congé, il partit pour la France le 23 ou le 24 septembre et arriva à Paris le 1^{er} octobre où une nouvelle tâche l'attendait.

Ce n'était pas la première fois que Berthier devenait ministre de la Guerre. Il avait rempli ces fonctions pendant une période assez courte entre le coup d'État du 18 Brumaire et sa nomination à la tête de l'armée de réserve. Il connaissait donc les lieux, le personnel et savait ce que Bonaparte attendait de lui.

La situation militaire était incertaine. L'armistice avec l'Autriche courait toujours, mais tout le monde savait que cette suspension ne perdurerait pas. Deux armées françaises étaient susceptibles de porter l'estocade dès la reprise des hostilités : celle d'Allemagne commandée par Moreau et celle d'Italie où Masséna qui était pourtant l'homme de la situation avait dû céder la place à la fin août à Brune après avoir eu un certain nombre de sujets de mécontentement avec Bonaparte. Celui-ci comptait bien que sa chère armée d'Italie remporterait une fois de plus tous les succès et forcerait la décision. Il ne le cacha pas à Berthier qui se montra quelque peu dubitatif. Il connaissait Brune qu'il tenait pour un honnête général sans plus, ne pensant pas qu'il aurait l'envergure nécessaire pour réaliser les desseins de Bonaparte qui nécessitaient un véritable talent de manoeuvrier. Quant aux quatre autres armées (Augereau, Batavie) (Macdonald, Grisons) (Bernadotte, ouest) (Menou, Orient), elles n'auraient à jouer que des rôles secondaires.

En attendant, Berthier se mit à la tâche qui était plus facile qu'au début de l'année, car l'administration avait été réorganisée par Carnot et les problèmes de pénurie auxquels avait dû faire face Berthier étaient résolus. Aussi, un de ses premiers soucis fut-il de restructurer les états-majors qui en avaient besoin. Les chefs de corps, dans leur ensemble, s'étaient plaint qu'on leur enlevât leurs meilleurs éléments pour en faire des adjoints d'état-major, promis par ailleurs à un avancement rapide. Berthier remédia à cet inconvénient en décrétant que les officiers affectés momentanément aux états-majors resteraient attachés à leur corps d'origine qu'ils rejoindraient à la fin de leur détachement. Mais si cette mesure donna satisfaction aux responsables, elle eut un inconvénient. Les officiers concernés, sachant qu'ils ne recueilleraient aucun avantage particulier, mirent moins de zèle à accomplir leur tâche et ceci rendit le recrutement des officiers d'état-major plus difficile.

Puis il allégea le travail de ses services. Jusqu'à présent, les chefs d'état-major généraux des différentes armées étaient en rapport direct avec le ministre. Il en résultait une correspondance volumineuse, pas toujours utile, et surtout des délais de transmission. Il décida de ne plus avoir de rapports directs qu'avec les commandants d'armées qui seraient tenus au courant par leurs chefs d'état-major. Voyant (en principe) les événements de plus haut, ceux-ci s'en tiendraient à l'essentiel dans leurs missives.

Cependant, la manière dont les Autrichiens faisaient traîner en longueur les pourparlers de paix à Lunéville incitait le Premier Consul à reprendre les hostilités avant la fin de l'année. Berthier, de son côté, afin d'être en mesure de donner des instructions précises sur la manière de conduire les opérations, demanda aux commandants d'armées de lui adresser deux fois par mois des calques rapportant les positions de leurs unités ainsi que celles de l'ennemi avec le plus de détails possible. C'était un peu du travail d'état-major et les intéressés le comprirent. Naturellement, les événements ne se déroulèrent pas comme prévu, et ce fut l'armée d'Allemagne qui emporta la décision à Hohenlinden. Ce succès, en un sens, donna du souci à Berthier. Il était trop

proche de Bonaparte pour ne pas épouser ses querelles. Il prévoyait donc déjà la rivalité qui allait naître entre lui et Moreau sans pourtant en mesurer toutes les conséquences.

Après la paix avec l'Autriche, signée en 1801, ne restait plus que la Grande-Bretagne à être en guerre avec la France. Du reste, une entente précaire allait bientôt s'établir entre les deux pays. Désormais, et pour un temps, le travail du ministère de la Guerre devenait un peu de la routine administrative, même si la France continuait à entretenir sur le pied de guerre une armée de trois cent vingt mille hommes en garnison de l'Italie à la Hollande, en passant par une partie de l'Allemagne, ce que le cabinet de Londres goûtait peu. Mais, en réalité, s'il était prêt à en démobiliser la plus grande partie, Bonaparte ne savait comment résoudre un problème. Que faire de ces hommes lorsqu'ils seraient rendus à la vie civile, sans avoir aucun métier et, pour beaucoup d'entre eux, la moindre envie de travailler ? Ce sera plus tard un lourd handicap de la Restauration. Plutôt que de l'affronter, Bonaparte préféra garder ces hommes sous les drapeaux, prenant le risque de déclencher de nouveaux conflits en Europe.

Les questions les plus importantes qu'eut à résoudre Berthier furent le rapatriement des troupes demeurées en Égypte et sur le sort desquelles il se pencha avec beaucoup de sollicitude, puis la préparation de l'expédition outre-mer qui avait pour objet la reconquête de l'île de Saint-Domingue révoltée.

Mais, pour l'heure, au début de 1801, rendu en partie à la vie civile, c'est-à-dire à la vie mondaine qu'il aimait particulièrement, Berthier s'y consacra. Le Premier Consul désirait voir Paris connaître l'éclat qui avait été le sien avant la Révolution. Il invita donc les personnes de son entourage à donner des réceptions auxquelles tout ce qui était de quelque importance serait censé accourir. Mais un certain nombre de généraux de fort petite extraction ne savaient trop comment se comporter dans un salon et la peur de commettre quelque sottise qui en ferait la risée de la société les paralysait. Les Murat se lancèrent bravement les premiers avec succès. Mais pour Berthier, secondé par la marquise, ce fut un jeu d'enfant. Sa résidence, en tant que ministre de la Guerre, était l'ancien hôtel de Castries, situé rue de Varenne. Il se prêtait merveilleusement à donner de grandes réceptions, encore qu'il eût un inconvénient auquel nul ne songea. Pour y venir de la rive droite de la Seine, il fallait traverser celle-ci au pont Royal, puis emprunter des voies fort étroites (entre autres la rue du Bac) et, dès le premier bal qu'il donna au début de 1801, le nombre des invités qui accoururent fut tel qu'il en résulta le plus formidable embouteillage qu'ait connu la capitale. Ayant prévu d'arriver à 9 heures du soir, certaines personnalités conviées n'arrivèrent chez leur hôte qu'à 4 heures du matin ! Mais cette première réception fut un vrai triomphe. Le Premier Consul et sa femme daignèrent y paraître. Berthier occupé par ses invités ignorait tout de l'embouteillage. Un de ses aides de camp l'ayant prévenu, il se hâta de faire envoyer aux malheureux qui attendaient dans leurs voitures des victuailles et des boissons pour leur permettre de patienter plus

commodément jusqu'au moment où ils en descendraient. Ce geste fut apprécié et l'histoire courut tout Paris dès le lendemain. Décidément, ce général issu de l'ancien monde savait recevoir !

Au mois de juin de la même année il donna de nouveau une grande fête, tant pour célébrer la victoire de Marengo que pour recevoir le roi et la reine d'Étrurie qui se rendant d'Espagne dans leur royaume avaient cru bon de faire un crochet par Paris pour remercier ce Premier Consul à qui ils devaient leur élévation. Le couple était rien moins que représentatif et faisait très fin de race. Si le roi était assez bel homme, la reine, petite, bossue, boiteuse, pas très propre de sa personne, était franchement laide. Tous deux étaient peu intelligents. Mais c'étaient les souverains d'un État ami de la France et qui avait une certaine importance sur l'échiquier italien. Berthier les connaissait bien, les ayant fréquemment rencontrés lors de son ambassade à Madrid, la création de leur royaume ayant constitué un des objets de sa mission.

Pour les recevoir, il se surpassa : durant la soirée se succédèrent un divertissement militaire avec un superbe feu d'artifice, une pièce de théâtre jouée par Talma et Mlle Mars, un bal, un souper magnifique servi dans les jardins et l'envol d'une mongolfière portant le nom de Marengo. Dans les jardins, Berthier avait fait construire une galerie dont les colonnes étaient des volées de canon et y avait fait installer un bivouac, mais un bivouac de luxe qui avait peu de points communs avec ceux de soldats en campagne. Simplement, le service était fait par des valets déguisés en grenadiers.

Le premier ministre espagnol Godoy, qui escortait, en partie pour les surveiller d'ordre de la reine d'Espagne, les souverains d'Étrurie, rapporta dans ses *Mémoires* : « Ces démonstrations tout à fait royales semblaient ressusciter les pompes de Versailles sous l'Empire de Louis XIV. »

Bien entendu, serait-on tenté d'écrire, le même problème d'engorgement des voies d'accès se renouvela. Mille deux cents voitures formèrent une file de plusieurs kilomètres. Le capitaine (et futur général) Lejeune, aide de camp de Berthier, s'amusa à calculer le temps qu'il faudrait en théorie pour disperser cet encombrement. Prenant pour base un temps d'arrêt d'une minute devant l'entrée de l'hôtel, ce qui était très inférieur à la réalité, il arriva à la conclusion que le dernier mettrait vingt heures. En fait, il en fallut un peu moins de la moitié. Mais la leçon porta, et à partir de cette date Berthier convia moins de gens à ses dîners et à ses bals en donnant en contrepartie trois par mois.

Il avait brillamment résolu le problème de la maîtresse de maison recevant à ses côtés. C'était la marquise qui savait parfaitement tenir son rôle. Alexandre et elle, rayonnants, amoureux, avaient été admis comme n'importe quel couple légitime dans la société parisienne et, si on n'osait tout de même pas la nommer « générale Berthier », on les invitait ensemble. Du reste, la marquise était reçue dans tous les salons, qu'ils soient favorables au régime ou qu'ils fussent dans l'opposition. Le marquis était toujours à Milan, mais ayant peu de dispositions pour les affaires publiques, il se fit duper par les deux autres consuls, avocats véreux. Aussi Bonaparte, en janvier 1802, l'écarta de

l'administration. Bon prince et voulant surtout éviter de le voir débarquer à Paris, Berthier demanda pour lui l'ambassade de Londres mais le Premier Consul refusa. Il était difficile de solliciter pour ce gentilhomme un autre poste étant donné sa médiocrité. D'ailleurs, peu soucieux de quitter l'Italie, il prenait avec philosophie son infortune et se consolait de son côté. Il redevint ce qu'il avait toujours été : un grand seigneur se laissant vivre.

Mais il était quelqu'un que le couple Berthier-Visconti irritait au plus haut degré, c'était Bonaparte. Son esprit étriqué n'admettait pas les liaisons de longue durée hors les liens du mariage, surtout pour ses collaborateurs les plus proches, et tel était le cas d'Alexandre. Au début, il avait considéré cet amour comme une passade, une fantaisie, puis, au fur et à mesure que le temps passait, il aurait voulu voir son ministre y mettre fin. Or, comme il était impossible de régulariser la situation et que Berthier ne voulait rompre à aucun prix, l'affaire demeurait sans issue. Aussi, il n'était de couleuvres que le Premier Consul ne leur fît avaler.

Il refusa de recevoir la marquise à la Malmaison malgré les demandes répétées de Joséphine qui demeurait son amie, et ce fut l'origine d'une scène entre les époux. Mais il ne pouvait la frapper en permanence d'une sorte d'ostracisme.

De plus en plus, l'entourage du Premier Consul, en ce début de 1802, prenait des allures de cour et les manières et usages de la royauté étaient ressuscités, ce qui faisait d'ailleurs ricaner tous ceux qui se déclaraient républicains. On vit donc renaître la coutume de la présentation officielle des dames françaises et étrangères les plus importantes. C'était une cérémonie de pure forme, car Bonaparte les connaissait toutes et n'eût pas toléré de se trouver nez à nez avec une inconnue. Bien entendu, Giuseppa fut présentée ; mais alors Bonaparte faisant preuve d'une véritable goujaterie bien dans sa manière déclara à haute voix : « Ces dames italiennes se conservent beaucoup mieux que les Françaises. Qui dirait par exemple que vous avez quarante-six ans ! »

Outre qu'il était mal élevé de rappeler son âge à une dame, il la vieillissait volontairement de trois ans ! Elle accusa le coup mais les deux amants se moquaient éperdument de ces petites vexations.

À présent que son travail de ministre était considérablement allégé, Alexandre avait à faire face à une question extrêmement délicate qui le poursuivait depuis plusieurs années et sur laquelle il ne s'était pas vraiment penché faute de temps. Son attachement au Premier Consul était total et absolu, même s'il s'accordait à lui reconnaître un certain nombre de défauts. Mais, au fond du coeur, il avait gardé une sympathie et quelque chose qui ressemblait à du dévouement vis-à-vis des Bourbons à qui sa famille devait tant. Déjà, en 1798 et 1799, le prétendant Louis XVIII (qui avait pris ce titre pour faire comprendre qu'il était le roi après la mort du dauphin au Temple, en 1795) l'avait fait approcher par plusieurs de ses agents pour qu'il essayât de persuader Bonaparte de jouer le rôle de Monk et de faciliter la restauration de

la monarchie. Pris entre ses différents penchants, la perplexité de Berthier avait été d'autant plus grande qu'il avait déjà compris que son « patron » travaillait pour son propre compte, ce qui d'ailleurs lui convenait parfaitement. Sans éconduire les envoyés du roi, il s'était contenté de ne pas donner suite à leurs ouvertures. Du reste, la position de Louis XVIII était elle-même assez ambiguë en ce sens que, tout en voulant ouvrir des négociations avec le pouvoir, il ne ferait rien pour freiner l'action de ses partisans qui complotaient et projetaient simplement d'assassiner Bonaparte. Berthier estimait qu'en tout état de cause un projet de restauration était prématuré. Il se serait heurté à l'opposition de tous les détenteurs de biens nationaux dont l'influence dans le pays était grande, sans compter celle de l'armée.

Pourtant, Alexandre allait avoir l'occasion d'exprimer vis-à-vis du Premier Consul ses sentiments profonds. Ce fut lors de la pénible affaire du duc d'Enghien, en 1804. D'un côté, le Premier Consul était énervé par les conjurations royalistes à répétition. Il voulait en finir en faisant comprendre aux conspirateurs que jamais il n'aiderait les Bourbons à remonter sur le trône. D'un autre côté, Fouché et Talleyrand qui voulaient voir Bonaparte donner des gages aux hommes de la Révolution, le poussaient à commettre le geste qui creuserait entre lui et les royalistes un fossé infranchissable. C'est dans cette atmosphère que furent imaginés et organisés l'enlèvement et l'exécution du duc d'Enghien, cousin du roi, qui résidait en pays de Bade, non loin des frontières françaises. Mais il se trouvait tout de même à l'étranger et ce rapt était tout à fait contraire au droit.

Bonaparte réunit, le 10 mars 1804, un conseil de gouvernement au cours duquel l'enlèvement du duc fut décidé. Quoique ministre de la Guerre, Berthier n'y fut pas convoqué. Toutefois, ce fut lui qui dut signer les ordres mettant en route l'opération. Il le fit avec répugnance alors qu'il ignorait même le sort qui serait réservé au duc. Son attitude avait été rapportée à Bonaparte et celui-ci chargea donc son beau-frère Murat, qui était gouverneur militaire de Paris, de constituer la commission militaire qui jugerait le duc et le condamnerait à mort sous le premier prétexte venu.

Le prince prisonnier arriva à Paris au soir du 20 mars. Or, ce jour-là, Bonaparte qui n'avait pas encore pris sa décision définitive consulta successivement Berthier et Talleyrand. Alexandre, à l'inverse des personnes reçues par le Premier Consul avant lui qui n'avaient pas osé prendre position, se déclara carrément hostile à l'affaire, et lorsque Bonaparte évoqua le conseil de guerre, le ministre déclara qu'un tel acte serait injustifiable, qu'il ne fallait pas compter sur lui pour en désigner les membres et il alla (du moins il devait le soutenir par la suite) jusqu'à offrir sa démission. Talleyrand qui lui succéda, plaida en revanche la fermeté et recommanda d'aller jusqu'au bout. Joseph Bonaparte arriva sur ces entrefaites, trouva son frère perplexe et hésitant : « Il me montra son étonnement, rapporte-t-il dans ses mémoires, de l'extrême diversité d'opinion des deux personnages qu'il avait consultés. » C'étaient surtout l'attitude et la véhémence de Berthier qui l'avaient frappé. Il

connaissait son honnêteté, son dévouement et également la lucidité de ses jugements. Il se demanda un instant s'il n'était pas en train de faire fausse route. Finalement, son instinct sanguinaire reprit le dessus et l'irréversible s'accomplit. Curieusement, Berthier ne réagit pas. Il était comme anéanti. Il se renferma pour un temps dans un silence réprobateur et se réfugia dans son travail.

La fragile paix d'Amiens ne dura qu'un an. Le gouvernement de la Grande-Bretagne ne croyait pas vraiment au pacifisme de Bonaparte. Le comportement de celui-ci l'ancrait dans ses convictions. Cette trêve fut rompue en 1803. Aussitôt après, Bonaparte commença à envisager une invasion des îles Britanniques et, dès le mois de juin, demanda à Berthier de se pencher sur ce problème pendant que lui-même irait visiter les ports et installations du nord de la France et de la Belgique. Le ministre était trop rompu aux travaux d'état-major pour ne pas saisir la particularité d'une telle opération dont, en fait, personne n'avait l'expérience. Le Premier Consul avait dans l'idée de concentrer l'armée française d'invasion qu'il estimait devoir compter cent cinquante mille hommes dans un camp spécialement aménagé aux environs du port de Boulogne où s'effectuerait l'embarquement. En fait, il allait bientôt apparaître qu'il faudrait construire quatre camps respectivement situés à Boulogne, Montreuil, Saint-Omer et Bruges. Ces quatre localités devraient servir de points d'embarquement aux différentes unités transportées à travers le détroit à bord d'une flottille de petits bâtiments. Quatre types de navires avaient été retenus. Mais cette partie de l'opération était du ressort de l'amiral Decrès, ministre de la Marine. Seulement, comprenant les nombreuses interférences devant intervenir entre leurs services, les deux ministres avaient décidé de collaborer étroitement. Bonaparte n'entendait rien à ce travail et à son habitude croyait y participer en se noyant dans une foule de détails, telle la manière dont devaient être construites les péniches et la rédaction d'un lexique pour expliquer aux soldats le sens des termes marins.

Dès le début, Decrès et Berthier réalisèrent la complexité que représentait la traversée du Pas-de-Calais. Contrairement aux affirmations optimistes de Bonaparte, il apparut que l'embarquement des troupes, des chevaux et du matériel serait assez lent et prendrait plusieurs jours, d'où la nécessité de prévoir un supplément de vivres par rapport aux estimations initiales. La manoeuvre des escadres qui devait conduire à rendre celles-ci maîtresses de la Manche ne concernait pas Berthier, mais Decrès le mit en garde. Avec son bel optimisme et sa méconnaissance des choses de la mer, Bonaparte avait estimé que ses navires de haut bord n'auraient besoin de se rendre maîtres du détroit que pendant douze heures. Son calcul était inexact, car il fallait compter deux à trois jours pour faire sortir des ports les petites embarcations constituant la flottille. Pendant ce laps de temps, les bateaux déjà en mer, qui attendraient, seraient sans aucun doute l'objet d'attaques de la part des unités anglaises. L'amirauté britannique avait, de son côté, constitué une flottille dont l'objectif était d'intercepter celle des Français. En ce qui

concernait les formations françaises, Bonaparte avait eu l'idée de les faire manoeuvrer par les soldats qui y étaient embarqués. De nombreux exercices eurent lieu et se révélèrent décevants, que ceux-ci aient été effectués sur rade ou dans les ports. Sortir plus loin en mer, hors de portée des batteries de côte, présentait le risque de voir ces embarcations attaquées. Il fallut y renoncer.

La plupart des hommes, pour ne pas dire la quasi-unanimité, n'avaient jamais mis le pied sur un navire et étaient sujets au mal de mer. Quand ils devaient manier les lourds avirons, ils se révélaient plutôt maladroits et s'épuisaient rapidement. Qu'en serait-il lorsqu'il faudrait ramer pendant trente kilomètres surtout si la mer était agitée ? D'ailleurs, des plages de débarquement, on ne savait à peu près rien sinon qu'elles étaient surplombées par des falaises très difficiles à escalader. Enfin, le nombre des bâtiments de la flottille, mille huit cent trente unités, était notoirement insuffisant, en particulier en matière de péniches.

Toutes ces données rendaient Decrès franchement pessimiste et si, dans ses rapports au Premier Consul, il masquait par esprit courtisan la réalité, il jouait en revanche franc jeu avec Berthier. Celui-ci, à son habitude, voulut faire le maximum pour essayer de résoudre un problème dont un certain nombre de données lui échappaient ; mais, peu à peu, les réalités commencèrent à s'imposer à lui. Toutefois, il n'osa pas faire part de ses craintes au Premier Consul, sachant que celui-ci ne l'écouterait sans doute pas.

Il se mit donc à organiser les fameux camps comme si la descente avait eu toutes les chances d'aboutir. Chacun d'entre eux fut prévu pour recevoir des unités des trois armes ainsi que les chevaux nécessaires aux cavaliers et aux attelages. Des mesures d'hygiène particulièrement strictes s'imposèrent, car plusieurs installations avaient été bâties dans des marécages, sans trop s'en préoccuper, et il existait un sérieux risque d'épidémie de paludisme. Puis, selon son habitude, Berthier envoya des consignes détaillées à chacun des généraux commandant un camp pour l'instruction très spéciale à laquelle devaient être soumis les hommes qui devaient apprendre à nager (la plupart ne le savaient pas) et à manoeuvrer les péniches uniquement propulsées à la rame et dont les équipages de marins étaient réduits à deux ou trois hommes. L'armée comprenait un nombre important de conscrits, et il estima utile de pousser leur instruction afin de palier certains des inconvénients qu'il avait connus avec l'armée de réserve.

En octobre 1803, Bonaparte, voulant se rendre compte par lui-même de l'avancement des préparatifs, décida d'aller visiter les camps et ordonna à Berthier de l'accompagner. Tous deux furent assez satisfaits de cette inspection. Mais il apparut très vite que grâce à l'excellence de leur service de renseignements, et en particulier aux données que leur communiquaient nos pêcheurs, les Anglais étaient au courant de tout ce qui se préparait. Berthier demanda donc que des mesures de police soient prises pour mettre un terme à cet espionnage. En fait, elles ne furent pas pleinement efficaces.

Si cette préparation absorbait la plus grande partie de son temps,

Berthier, en tant que ministre de la Guerre, devait également se soucier du bon fonctionnement des divisions militaires de l'intérieur. Il eut, en particulier, à veiller à la formation de corps d'éclaireurs destinés à lutter contre le brigandage qui désolait les départements. En même temps, la préparation de l'invasion prenait des formes gigantesques (qui rendaient de plus en plus hypothétique l'opération elle-même). C'était la première fois qu'une seule armée serait articulée en six commandements d'une telle importance. Par voie de conséquence, il allait falloir mettre sur pied un état-major général de dimension inusitée. Quant à son chef, la question ne se posait même pas. Ce serait le ministre de la Guerre qui n'abandonnerait pas pour autant son poste actuel.

C'était assez dire la valeur et surtout la confiance que Bonaparte mettait en Berthier. Toute l'activité de l'armée était contrôlée par ses services et il devait même perdre du temps à aplanir les heurts entre certains de ses généraux. Plusieurs, Davout en particulier, s'étaient rendus célèbres par la rudesse de leur caractère et la brutalité avec laquelle ils traitaient leurs subordonnés, même de grade élevé. Berthier s'appliqua toujours à arrondir les angles et à mettre un terme avec tact aux conflits.

Aussi, en cette année 1803, eut-il beaucoup moins de temps à consacrer à la marquise. Bonaparte espérait secrètement qu'il finirait par s'en détacher. Mais ce ne fut pas le cas.

Pendant l'hiver 1804, il fut de plus en plus question de la transformation du Consulat à vie en un Empire héréditaire, tout en continuant à considérer la France comme une république ! Or, dans l'armée, l'opposition à la place prépondérante prise par Bonaparte continuait à être vivace. Bernadotte en était l'âme et ce fut à son quartier général de Rennes que se noua la conspiration que Moreau appela comiquement « des pots à beurre ». Il fallait suggérer à un certain nombre de généraux de chauffer l'enthousiasme de leurs troupes pour la consultation qui allait avoir lieu. Berthier, bien qu'il fût demeuré royaliste de cœur, n'hésita pas à se faire l'agent électoral de son « patron », écrivant lettre sur lettre à ses camarades, chefs de corps, pour qu'ils agissent en ce sens. D'ailleurs, depuis l'affaire du duc d'Enghien, il savait à quoi s'en tenir sur les visées du Premier Consul. Ses fameuses lettres étaient toutes en nuances.

Mais certains des intéressés manquèrent de finesse. Il se raconta bientôt dans l'armée qu'un certain général, ayant reçu une lettre de Berthier, avait réuni ses régiments et sur le front des troupes avait tenu ce discours : « Soldats, il est question de faire empereur le nommé Bonaparte. Vous êtes libres de voter comme vous l'entendrez, entièrement libres, mais je vous préviens que le premier qui votera “non” sera immédiatement fusillé. Vive la liberté ! »

Lorsque Berthier en fut avisé, il goûta peu cette manière de comprendre le plébiscite qui, à ses yeux, devait légitimer la naissance de l'Empire devant l'Europe. Il y eut plusieurs incidents de ce genre, et Bonaparte ne s'en formalisa pas tant était grand son mépris pour ce genre de consultation.

Certains généraux firent du zèle avec intelligence. Ce fut le cas de Soult.

Le 18 mai 1804, l'Empire fut proclamé et, dès le lendemain, furent désignés cinq grands dignitaires. Que Murat fût nommé grand amiral avait un côté cocasse qui échappa à presque tout le monde. Le même jour, quatorze généraux furent élevés à la dignité de maréchaux d'Empire, qui venait d'être créée, et quatre autres le furent à titre honoraire. Le premier de la liste était Alexandre. L'empereur tenait à honorer particulièrement ce fidèle compagnon, organisateur modèle de l'armée, sans le concours de qui il n'aurait pu mener à son terme sa fulgurante carrière.

L'annonce de cette promotion fut la dernière joie de Jean-Baptiste Berthier qui, depuis son second veuvage, habitait l'hôtel de la rue de Varenne. Voir son fils aîné maréchal de France ! Certes, les deux frères cadets d'Alexandre étaient généraux de brigade, mais leur père ne se faisait aucune illusion à leur sujet. Ils devaient cet avancement à leur aîné. Jean-Baptiste mourut trois jours plus tard et, à cette occasion, Napoléon adressa à son ministre une lettre de condoléances qui se voulait affectueuse et qui ne manquait pas de cynisme, puisqu'il écrivait : « Je comprends vos peines. Mais enfin, à quatre-vingt-cinq ans (il commettait une erreur, Jean-Baptiste n'en avait que quatre-vingt-trois), il faut bien finir. Et quand on a bien vécu, on ne peut plus ambitionner à cet âge que de laisser un bon souvenir. »

La générosité de Napoléon ne s'arrêta pas à cette nomination. Il savait que le délasement favori de Berthier était la chasse tant à courre qu'à tir et qu'il y excellait. Aussi, le 11 juillet, lui attribua-t-il la charge de grand veneur et dans son cas il ne s'agissait pas d'un titre de complaisance. De ce fait, Berthier cumulait, et il était le seul, à la fois une charge militaire et une charge civile, ce qui en faisait un des principaux personnages de la nouvelle cour en même temps qu'un membre de droit du Sénat. Toutes ces fonctions et charges étaient assorties de somptueux émoluments et, de ce fait, Alexandre se trouva fort à l'aise. Lorsque Napoléon procéda à des nominations dans la Légion d'honneur qui, bien que créée en 1802, n'avait encore fait l'objet d'aucune attribution, Berthier se vit promu grand aigle (grand-croix aujourd'hui). Ce fut d'ailleurs lui qui organisa, en août, pour la Saint-Napoléon, le 15, la grande cérémonie de remise de décorations à l'armée en lieu et place des armes d'honneur distribuées pour le mérite sous la Révolution. Elle se déroula à Boulogne-sur-Mer et fut parfaitement réussie. L'empereur affectionnait ce genre de solennités où il apparaissait dans les plus extravagants costumes. Sa joie aurait été complète s'il avait réussi à convaincre son fidèle second qui atteignait ses cinquante et un ans de se marier. Et ce n'étaient pas les candidates qui manquaient ! Mais, là, son insuccès demeura total.

1- Voir du même auteur, chez le même éditeur : *Le général Moreau*.

VII

L'ÉTAT-MAJOR DE LA GRANDE ARMÉE

(1804-1806)

La fin de l'année 1804 fut entièrement consacrée à la préparation et au déroulement du sacre de Napoléon. Il réussit à persuader le pape de venir à Paris, en théorie pour le couronner, mais, en fait, s'il se montra plein d'attentions et d'égards vis-à-vis du saint-père pendant son séjour en France, il ne manqua pas une occasion de lui faire sentir la prééminence du temporel sur le spirituel. Pendant la cérémonie du couronnement, le pontife fut réduit à un rôle de figurant et n'importe quel évêque eût pu tenir sa place.

La célébration promettait d'être superbe. Les costumes, les décors étaient somptueux. Mais deux hommes étaient sur les dents : le ministre de la Police, Fouché et celui de la Guerre, Berthier. De différentes sources, ils avaient été informés qu'un ou plusieurs complots, jacobins, royalistes, peut-être les deux, avaient pour objectif l'assassinat de l'empereur et de sa famille. Aussi la ville était-elle emplie de troupes, quatre-vingt mille hommes. Déployés, pour une part, en une triple haie tout le long du parcours du cortège entre les Tuileries et Notre-Dame, et concentrés pour l'autre en différents points stratégiques de manière à être à même d'intervenir rapidement. Et les pièces d'artillerie qui tiraient des salves d'honneur avaient dans leurs coffres des munitions qui n'avaient rien de coups à blanc.

Mis en place des heures avant le passage du cortège, mouillés car il pleuvait, les pieds dans la boue, forcés de demeurer immobiles, les soldats étaient de mauvaise humeur et le manifestèrent en restant silencieux lorsque les carrosses passèrent devant eux. Ils n'étaient pas au bout de leurs peines, car lorsque l'empereur et les siens furent retournés aux Tuileries, ils durent regagner le ventre creux leurs casernements, ce qui représentait plusieurs heures de marche et là, avant de se reposer ou de manger, il leur fallut nettoyer habits et matériel, « travaillant comme des nègres ». Aussi bon nombre d'entre eux moulus et brisés se firent-ils porter malades. Le caporal (et futur maréchal) Bugeaud a merveilleusement raconté cet épisode qu'il a tenu

pour un des plus mauvais souvenirs de sa vie militaire. Quant aux civils, très peu nombreux tant en raison du mauvais temps que parce que les haies de soldats les empêchaient de voir (mais c'était volontaire pour empêcher le jet d'une bombe), ils demeurèrent atones. Pas ou peu de « Vive l'empereur ! ». Du reste, personne ne reconnut Napoléon dans sa tenue un peu inhabituelle et cette froideur déplut au souverain.

Berthier en grand uniforme caracolait comme ses camarades aux portes du carrosse. Arrivé à Notre-Dame, il fit partie des six qui portèrent les insignes du pouvoir : Kellermann la couronne que l'on supposait être celle de Charlemagne, Pérignon son sceptre, Lefebvre son épée, Bernadotte son collier, Eugène de Beauharnais l'anneau et enfin Berthier le globe. Ils étaient escortés et encadrés par des aides de camp, des chambellans, des écuyers et des officiers de la couronne.

L'empereur ayant à ses côtés deux de ses frères pénétra dans la cathédrale, suivi par les six porteurs qui précédaient un certain nombre de grands dignitaires. Pendant la cérémonie, il y eut comme un flottement car, en dehors de la couronne et du sceptre, Napoléon ne prit aucun des autres insignes et les porteurs restèrent un instant sans savoir qu'en faire. Ils finirent par les déposer sur l'autel.

Les jours suivants, il y eut de grandes fêtes auxquelles participèrent naturellement Berthier et la marquise. Mais tout ce faste et cette pompe l'avaient fatigué et, au début de janvier, il se retira pour quelques jours dans sa nouvelle propriété de Grosbois. Ce domaine, propriété du comte de Provence, confisqué après qu'il eut émigré, avait été acheté à bas prix par Barras comme bien national à la fin de la Convention. Il l'avait revendu au général Moreau, en 1801, lorsqu'il avait été contraint par le gouvernement consulaire de s'exiler à Bruxelles. Moreau, à son tour, avait mis la propriété en vente lorsqu'il avait été expulsé de France, après sa condamnation pour avoir soi-disant participé à la conjuration de Cadoudal. Un expert avait fixé la valeur du bien à 1 300 000 francs, ce qui n'avait rien d'excessif. Ce fut Fouché qui, sur ordre du Premier Consul, se porta acquéreur en offrant 800 000 francs. Le bien lui fut adjugé. Encore, sur la somme, le gouvernement retint-il 150 000 francs que Moreau devait à Barras et dont celui-ci ne vit jamais le premier centime. Fouché avait payé sur les fonds de son ministère. Or Berthier guignait Grosbois. Bonaparte décida de le lui offrir, mais l'honnête Berthier qui connaissait les dessous de la transaction refusa. Il entendait payer son acquisition. Fouché qui, en un sens, l'approuvait, lui fixa donc un prix très bas : une bouchée de pain ! Grosbois n'est pas très éloigné de Paris. Berthier en fit sa maison de campagne et, dans les premiers mois de 1805, y donna beaucoup de réceptions sous prétexte de parties de chasse. L'une d'entre elles devait demeurer célèbre tant elle tourna au ridicule. Napoléon, qui s'y était invité, exprima le désir de tirer des lapins. Or ce genre de gibier n'était pas particulièrement abondant à Grosbois. Qu'à cela ne tînt ! Berthier en fit acheter un millier qui seraient lâchés au début de la battue. Le domestique

chargé de la tractation fut abusé par le vendeur qui, au lieu de lui fournir des lapins de garenne, en livra des domestiques, des lapins de choux ! Ils n'avaient pas été nourris depuis 24 heures. Affamés, pas du tout farouches, sitôt libérés, au lieu de s'enfuir, ils se précipitèrent sur les chasseurs pour demander des friandises. On imagine la colère de Berthier. Il les fit chasser à coups de pied et de fouet par ses valets. Mais les animaux obstinés revinrent à la charge et manquèrent faire tomber Napoléon. Ce furent les chasseurs qui cédèrent le terrain en riant. L'histoire a été rapportée par Thiébault, la plus mauvaise langue de l'armée française, qui, au surplus, n'aimait pas Berthier. Il faut donc la prendre avec quelques réserves. Mais sa vraisemblance demeure.

Cette vie de loisirs ne dura que peu de temps. La préparation de la descente en Angleterre se poursuivait. Berthier qui, au moins une fois par mois, allait visiter les camps estimait qu'à présent, l'armée était prête du moins pour la phase terrestre, car les problèmes posés par la traversée du Pas-de-Calais n'étaient nullement résolus. Pour le contrôle du détroit, tout dépendait désormais de la marine.

Au début d'avril 1805, Napoléon quitta Paris pour se rendre en Italie où il allait se couronner roi. Il demanda à Berthier d'être du voyage. Celui-ci accepta encore que ce déplacement fût fort gênant car, pendant son absence, il aurait du mal à se tenir au courant des derniers préparatifs qui précéderaient l'expédition d'Angleterre. Mais, comme il s'agissait d'un voyage d'agrément, il proposa à la marquise de l'accompagner. Celle-ci y consentit avec joie car c'était pour elle une occasion de revoir sa famille. Rencontra-t-elle son mari ? La chose n'est pas certaine. Ils n'y tenaient vraiment ni l'un ni l'autre et le marquis savait monnayer sa discrétion. Mais les autres membres de la tribu Visconti, beaux-frères, cousins, se ruèrent, espérant tirer quelques avantages des relations de Giuseppa. Un seul était absent, son autre beau-frère Antonio, au service de l'Autriche, qui n'entendait pas s'incliner devant celui qu'il considérait comme un usurpateur.

Cependant, l'escadre française de Toulon était sortie au moment où Napoléon partait pour l'Italie. Elle faisait voile vers les Antilles où elle avait rendez-vous avec celles de Rochefort et de Brest. Aussi, au début de juin, l'empereur et Berthier estimèrent-ils la présence de ce dernier nécessaire entre Paris et Boulogne, et il rentra secrètement en France. La marquise demeura encore un mois près des siens. Comme Napoléon s'était montré plutôt froid avec elle, Giuseppa profita de son voyage de retour pour aller ostensiblement rendre visite à son amie Madame de Staël en Suisse, dans son château de Coppet. Là se rassemblaient tous les opposants de bon ton à l'Empire, à commencer par Chateaubriand.

Si l'empereur en campagne avait à ses côtés un certain nombre d'aides de camp flanqués d'officiers d'ordonnance et d'un cabinet, au demeurant assez restreint, ce n'était nullement un état-major. Le véritable qui portait le titre de « grand état-major général » était entièrement aux ordres du maréchal Berthier. Il comprenait d'une part, comme pour Napoléon, un certain nombre

d'officiers de haut grade : deux généraux, deux colonels, six aides de camp colonels ou chefs d'escadrons, puis quatre aides de camp surnuméraires capitaines ou lieutenants ; trois aides de camp adjoints, un chef de bataillon, deux capitaines plus, après 1806, un certain nombre d'officiers provenant de pays alliés. Tous ces attachés étaient flanqués par le cabinet particulier du maréchal nommé « bureau du major général », composé de civils. Ceux-ci étaient essentiellement chargés du secrétariat, et si on peut s'étonner que pour exécuter ce travail Berthier et l'empereur aient employé des civils, c'est parce que ceux-ci, très instruits, habitués au service de bureau, étaient capables d'accomplir un travail considérable.

D'autre part, Berthier commandait l'état-major général proprement dit. Celui-ci avait à sa tête le premier aide-major général faisant fonction de chef d'état-major général. C'était au départ le général Andréossi. Il existe une subtile distinction entre les fonctions de major général et celles de chef d'état-major général. Le premier supervisait l'ensemble ; le second était chargé de faire fonctionner les différents bureaux de l'état-major et accessoirement de remplacer son chef. Cet état-major comprenait 3 divisions entre lesquelles étaient réparties les différentes activités : expédition des ordres, renseignement, logement du grand quartier général, police militaire, logistique, hôpitaux, prisonniers, conseils de guerre, *etc.*

Le travail des bureaux était donc administratif. À côté d'eux existait le bureau topographique essentiel en campagne pour effectuer des relevés de terrain. En outre, les états-majors du commandant de l'artillerie et du génie étaient subordonnés au G.Q.G.

Bien entendu, le G.Q.G. était un organisme trop important pour ne pas bénéficier d'une protection rapprochée permanente. Pour des raisons de mobilité, Berthier avait fait appel à un régiment de cavalerie cantonné d'habitude légèrement en avant du quartier général.

Cet ensemble finissait par réunir beaucoup de monde. Dès 1805, il comptait plus d'une centaine de personnes, essentiellement des officiers. Et pourtant, à plusieurs reprises, Napoléon avec raison fit remarquer à Berthier qu'il devrait étoffer ses services. En particulier, le 17 septembre 1806, il lui écrivit une longue lettre datée de Saint-Cloud à ce sujet, lui recommandant de doubler, voire de tripler ses effectifs.

Mais il n'était pas toujours facile de trouver des officiers actifs, intelligents, doués d'un minimum d'esprit d'initiative, sachant correctement rédiger et prêts à quitter leur corps de troupes même pour une période limitée. Entre le G.Q.G. et l'état-major général fort proches l'un de l'autre, il y eut forcément, au début, un certain nombre d'interférences, certains officiers passant aisément d'un des organismes à celui d'à côté, soit pour une mission définie, soit pour un certain temps afin d'y remplir un vide.

La « maison » de l'empereur, qu'elle logeât dans une bâtisse en dur ou sous la tente, avait obligatoirement celle du major général à proximité. Il arrivait souvent que Napoléon qui dormait peu ou mal fit appeler Berthier

plusieurs fois dans la nuit pour des questions qui pouvaient aussi bien être importantes que des détails insignifiants. Le major général s'était donné pour règle, quelle que soit l'heure, de paraître devant le « patron » tiré à quatre épingles et d'humeur égale. Si l'empereur dormait peu, le major général était capable de le faire moins encore.

En arrivant à Pont-de-Briques, logement de l'empereur près de Boulogne et siège de l'état-major général, Berthier trouva celui-ci parfaitement organisé et l'armée, qui comptait 150 000 hommes, prête pour l'embarquement. Le 21 juillet, il donna aussitôt l'ordre de faire embarquer l'artillerie et les munitions en vue de la traversée que l'empereur estimait imminente. Commença alors l'attente. Napoléon qui était revenu au début de juillet espérait voir apparaître les escadres combinées franco-espagnoles.

Or, depuis avril, la Grande-Bretagne, qui prenait très au sérieux la menace que faisait peser sur elle l'armée française, avait travaillé à mettre sur pied une troisième coalition comprenant, outre elle-même, la Russie, l'Autriche, Naples et la Suède. Seule la Prusse se montrait hésitante, connaissant sans doute mieux que les autres la puissance des forces françaises. Naturellement, le gouvernement français était au courant des risques que cette alliance lui faisait courir. Mais Napoléon estimait que si l'amiral Villeneuve se hâtait d'entrer dans la Manche, il aurait le temps d'écraser les Anglais avant que leurs partenaires eussent réuni leurs forces.

Mais en même temps Berthier se mettait en rapport avec le prince Eugène à présent vice-roi d'Italie pour organiser une armée qui aurait à faire face aux Autrichiens dans la vallée du Pô et dont il savait que le commandement serait confié à Masséna. Il pouvait veiller à cette seconde concentration, car il disposait en tant que ministre de la Guerre d'un second état-major.

Napoléon, qui s'était attardé en Italie, revint à Paris le 17 juillet. À la fin du mois, il partit pour Boulogne où il allait séjourner jusqu'au 2 septembre. Il attendait avec impatience l'arrivée de ses escadres. Il ignorait encore leur position lorsque, le 27 août, il décida que l'armée des côtes de la Manche qui s'appellerait désormais « la Grande Armée » allait prendre la route d'Allemagne. Depuis le 19 août, Villeneuve, loin de cingler vers la Manche, était entré à Cadix, car il était à court d'eau et surtout de munitions. Berthier était venu de Paris où il avait été passer quelques jours dans la voiture de l'empereur. Désormais, et pendant la campagne, ils n'allaient guère se quitter. Avant de faire un saut à Paris, Napoléon avait décidé de devancer les armées de la coalition et d'empêcher leur jonction. En Italie, Gouvion-Saint-Cyr devait faire son affaire de l'armée napolitaine et Masséna avait pour mission d'empêcher le prince Charles de remonter en Allemagne pour y renforcer les armées autrichiennes de la région du Danube. Ces deux grandes unités étaient trop éloignées du G.Q.G. pour que celui-ci pût jouer un rôle quelconque dans le déroulement de leurs opérations. Aussi Berthier se contenta-t-il d'expédier des instructions assez lâches aux deux généraux en chef faisant confiance en

leurs qualités pour gérer au mieux la situation.

Les problèmes posés par les mouvements de la Grande Armée étaient d'une tout autre ampleur. Elle était articulée en sept corps d'armée plus la réserve générale de cavalerie et la garde. Les deux premiers stationnaient respectivement dans le Hanovre et en Hollande et leur déplacement ne présentait pas de grandes difficultés. Ils reçurent, dès le 26 août, l'ordre de se rendre respectivement à Würzburg et à Mayence ; et Bernadotte qui commandait le premier reçut pour consigne de se montrer très prudent dans ses mouvements.

Tout autre était la complexité présentée par les cinq corps concentrés autour de Boulogne et qui devaient gagner la vallée du Rhin. Rien, et pour cause, n'avait été prévu pour assurer cette translation. Aucun itinéraire n'avait été défini et Napoléon était fort ignorant de ce genre de travail. Mais Berthier et l'état-major eurent à s'atteler à cette tâche formidable qui devait être menée à bien dans les délais les plus brefs. Les principes ayant été posés que l'armée pourrait être déployée en Allemagne entre Mannheim et Strasbourg, l'état-major définît trois routes par lesquelles se déplaceraient les corps d'armée. Elles permettraient de franchir le Rhin à

Mannheim, Spire et Strasbourg, là où existaient de grands ponts susceptibles de porter l'artillerie et les convois. Le parcours moyen par chaque route était de six cent cinquante kilomètres, et comme Napoléon avait déclaré que les régiments devraient être à pied d'œuvre en vingt-quatre jours, sans d'ailleurs s'expliquer sur ce chiffre, cela représentait à peu près vingt-sept kilomètres par jour, soit sept heures de marche. C'était très réalisable sans excès de fatigue pour les soldats. Certes, il faudrait compter avec des retards imprévisibles dus aux intempéries et aux avaries du matériel. Mais surtout il fallait organiser dans vingt-quatre étapes le ravitaillement tant pour les hommes que pour les chevaux, leur logement et prévoir des hôpitaux pour les malades. Surtout que cinq corps d'armée emprunteraient seulement trois routes, ce qui voulait dire que les mêmes localités auraient à fournir vivres et fourrage à plusieurs unités successives. Comme les trois itinéraires traversaient la France ou des régions annexées, il était hors de question de procéder à des réquisitions brutales comme c'était la coutume en pays ennemi. Tout devait être acheté le plus régulièrement du monde. Le seul problème du pain était énorme car, sur les trois routes, le nombre des fours risquait d'être insuffisant, et il faudrait prévoir la cuisson de fournées plusieurs jours à l'avance.

Pourtant, l'état-major général, aidé dans sa tâche par les états-majors des corps d'armée, réussit ce tour de force de déplacer cent cinquante deux mille hommes dans les délais prescrits car, dès le 26 septembre, ils étaient en place.

Durant la traversée de la France, Berthier et l'état-major général étaient demeurés à Boulogne. S'ils n'avaient pas bougé, ils avaient beaucoup écrit. Lorsque l'empereur revint pour quelques jours à Paris, Berthier l'accompagna. Ils apprirent que les Autrichiens commençaient à bouger. Ils avaient franchi

l'Inn alors que la concentration des troupes françaises n'était pas achevée. Napoléon avait déjà en tête la manœuvre qui allait conduire à la victoire d'Ulm. Pour mieux tromper l'adversaire et lui faire croire qu'il se proposait de traverser la Forêt-Noire, il décida d'y envoyer Murat battre l'estrade et surtout y constituer des dépôts de vivres. Encore un travail supplémentaire pour Berthier et son équipe.

Les deux hommes quittèrent Paris pour Strasbourg, le 24 septembre, et y arrivèrent, le 26. L'empereur s'était fait construire une berline très confortable, lourde et qui nécessitait un attelage de six forts chevaux. Seul Berthier y prenait place à ses côtés. Éclairée par les fenêtres des portières, elle était munie d'une grosse lanterne à l'arrière pour donner de la lumière la nuit. Très bien aménagée, elle permettait aux deux voyageurs de travailler, de bavarder, d'étudier des documents. Un grand nombre de tiroirs servaient à serrer les missives qu'ils voulaient conserver. Les autres, découpées à coups de ciseaux par l'un ou par l'autre, étaient lancées par les fenêtres et atterrissaient souvent sur les cavaliers de l'escorte. Dans les poches des portières, s'entassaient les journaux apportés chaque jour et jetés après lecture. La berline comprenait aussi une petite bibliothèque, car Napoléon lisait beaucoup, mais les ouvrages qui ne lui plaisaient pas prenaient le même chemin. Un nécessaire de toilette complétait l'accessoire. Le siège de l'empereur se déployait et il était possible d'étendre un matelas replié dessous sur lequel Napoléon se reposait ou dormait. En revanche, le fauteuil de Berthier demeurait fixe et il était obligé de dormir assis.

Grâce à l'agencement de la voiture, les deux hommes pouvaient rouler de jour et de nuit et parcourir rapidement des distances considérables, mais l'épreuve était pénible pour l'escorte ou les officiers qui, tel le grand écuyer, faisaient tout le trajet à cheval.

Le service de Napoléon en campagne était un curieux mélange de familiarité et d'étiquette aussi rigide que dans un palais. Si, suivant la vieille tradition de la Révolution, il tutoyait facilement les gens et employait même dans sa conversation les termes les plus vulgaires, il exigeait qu'on le vouvoie. Seul le maréchal Lannes, par un curieux privilège, continuait à le tutoyer. Berthier était trop bien élevé pour se permettre la moindre familiarité, même s'il arrivait à Napoléon de le rudoyer ou, lorsqu'il était de bonne humeur, de le faire enrager en se moquant de lui et de la marquise.

Lorsqu'ils se déplaçaient ainsi à travers l'Europe, Napoléon prenait, en principe, ses repas seul. Mais c'était le privilège d'Alexandre de les partager. Murat, par exception, s'il se trouvait au quartier général, était invité. À table, le maréchal assis en face ou à côté de l'empereur lui servait à boire, exclusivement du chambertin, vin préféré de Napoléon. Une estafette apportait-elle un pli, celui-ci était remis au major général qui l'ouvrait et le parcourait avant de le remettre ou de le résumer à son destinataire. Mais Berthier n'avait pas toujours la tâche facile. Il était à table, à côté de Napoléon, pendant la campagne d'Allemagne de 1805. Le 18 novembre,

lorsque la Grande Armée victorieuse à Ulm et ayant pris Vienne avait pénétré en Moravie, on apporta à Berthier une lettre qu'il ouvrit presque machinalement avant de la lire. C'était l'annonce de la défaite navale de Trafalgar. La flotte combinée franco-espagnole avait été dispersée par les Anglais. Berthier, craignant la colère de Napoléon, n'osa pas lui donner le document. Il le posa sur la table et le poussa du coude en direction de l'empereur. Celui-ci finit par remarquer le manège et se saisit du papier. Répondant aux craintes du major général, il commença par s'écrier : « Je ne puis être partout à la fois ! »

Puis il fut pris d'une agitation extrême et Berthier eut beaucoup de mal à le calmer.

Alors qu'il contrôlait le passage du Rhin par la Grande Armée (25 et 26 septembre), le major général avertit Masséna et Gouvion-Saint-Cyr que ce franchissement allait déclencher les hostilités sur les deux fronts et qu'il fallait s'attendre à voir les Autrichiens et les Napolitains bouger. En fait, si Masséna allait avoir à mener une campagne assez difficile, Gouvion-Saint-Cyr ferait un peu plus tard une promenade militaire.

Pendant toute la première partie de la bataille autour d'Ulm, Berthier demeura aux côtés de l'empereur. La rapidité de la manoeuvre obligeait l'état-major à des déplacements incessants.

De plus, les ordres de l'empereur nombreux en raison de la rapidité avec laquelle se déroulaient les événements se suivaient et parfois se contredisaient à toute vitesse. Les aides de camp et autres officiers envoyés en estafettes se trouvaient sans arrêt sur la brèche et un certain nombre furent tués, blessés ou rendus indisponibles en accomplissant leur mission.

Malgré les ordres qui avaient ordonné de prévoir le ravitaillement des troupes, l'intendance – Berthier le constata – fut rapidement débordée et les soldats harassés, affamés et frigorifiés durent continuer à marcher et à se battre dans des conditions déplorables et par un temps épouvantable. Il est vrai que l'empereur et le major général n'étaient pas mieux lotis ! Napoléon écrivit à Joséphine après la capitulation d'Ulm que Berthier et lui étaient restés huit jours sans se changer avec des vêtements trempés et les pieds froids.

Alors que l'armée autrichienne du général Mack ou ce qu'il en restait était bloquée dans Ulm, ce fut Berthier qui fut chargé d'aller négocier avec son chef, ou plus exactement de le persuader de capituler. Le maréchal se rendit donc, le 17 octobre, en parlementaire. L'entretien fut long et ardu, car Mack tout d'abord ne voulait rien savoir, espérant être secouru. Berthier qui savait la chose impossible voulut bien, dans le texte de la capitulation, insérer une clause stipulant que, si le 25 octobre avant midi se présentait un corps d'armée capable de débloquer Ulm, la garnison serait libre d'évacuer la place. De même, pour ménager la susceptibilité du vaincu, Berthier accepta que la convention, conclue le 19 octobre, fût datée du 27. Ainsi Mack pourrait soutenir devant ses supérieurs qu'il avait tenu huit jours de plus.

La première partie de la campagne s'était terminée par un triomphe.

Certes, il était dû à la pugnacité des troupes mais également à la manière dont l'état-major avait effectué son travail. Le 24 octobre, Napoléon entra en vainqueur à Munich avec Berthier à ses côtés. Les Bavaoïis comptaient fêter celui qu'ils considéraient comme leur libérateur. Mais Berthier ne put rester sur place. Il devait surveiller et coordonner l'avance des différents corps d'armée qui marchaient sur Vienne. Le franchissement de l'Inn, contrairement aux craintes de Berthier, ne posa pas de problèmes. Mais il fallait veiller à ce qu'aucun corps d'armée n'avancât plus vite que les autres et se mît dangereusement en flèche. Aussi passait-il son temps à activer les uns et à ralentir les autres. Alors que chacun des chefs de corps s'attendait à recevoir des félicitations, Berthier les fustigeait et leur faisait remarquer que ce qu'ils venaient d'accomplir n'avait rien que de très ordinaire.

Après le 6 novembre, le travail de l'état-major fut encore rendu plus difficile. Alors que, jusqu'à présent, les différents corps d'armée avaient avancé plus ou moins de front, à présent il n'y avait plus qu'une route le long du Danube que les unités empruntèrent à la queue leu leu. Ce qui compliqua le travail.

Le 14 novembre, après que Murat se fut emparé par ruse du seul pont encore intact sur le Danube devant Vienne, l'armée française entra dans la ville. Berthier signala ce fait par un ordre du jour à l'armée. Il le concluait, non sans une certaine naïveté en écrivant : « Le peuple de Vienne a paru voir l'armée avec amitié ! »

Beaucoup d'officiers, et non des moindres, s'imaginaient qu'avec l'occupation de Vienne, ce conflit prendrait fin. Une note de l'état-major se dépêcha de les détromper. Les Autrichiens comptaient à présent sur l'appui des Russes qui n'étaient pas encore intervenus et que précédait une réputation d'invincibilité quelque peu usurpée. Il fallait donc poursuivre les débris des forces autrichiennes qui s'étaient joints à leurs alliés et empêcher cet ensemble de faire sa jonction avec l'armée d'Italie qui talonnée par Masséna essayait de remonter au nord.

La manoeuvre qui aboutit à la bataille d'Austerlitz est trop connue pour qu'on la décrive en détail. Dans cette dernière partie de la campagne, le rôle de l'état-major général fut réduit à n'être que l'organe de transmission des ordres de Napoléon. Une anecdote montre à quel point Berthier pouvait n'avoir que peu de contacts avec ses camarades les autres maréchaux et vivre véritablement dans l'ombre de l'empereur. Le fait se produisit le 28 novembre, dans le petit village de Posoritz, exactement dans la maison de poste où tous les chefs de corps, sauf Davout qui était encore aux environs de Vienne, étaient réunis et discutaient de l'opportunité d'une retraite vers un terrain plus favorable. Arriva Napoléon qui désirait consulter pour la forme ses maréchaux, car sa décision de faire reculer toute son armée était déjà prise. Au cours de la délibération, une altercation éclata entre Soult et Lannes, ce dernier traitant son camarade de *jean-foutre*. Ce ne fut que lorsque cette petite scène fut terminée que l'empereur fit appeler Berthier qui n'avait donc pas

assisté au conseil pour lui donner ses instructions. On voit à quel point la position du major général pouvait paraître ambiguë. Nul ne semblait plus proche de l'empereur que lui et en même temps Napoléon estimait inutile sa présence lorsqu'il convoquait ses maréchaux pour leur demander (ou faire semblant) leur avis. Berthier souffrait certainement de pas être mis sur le même plan que ses camarades même s'il jouissait d'une sorte de prééminence par rapport à eux. De là, une certaine froideur, un manque de cordialité dans leurs rapports qui perdura tout au long des guerres napoléoniennes. Un seul parmi les maréchaux pouvait se vanter alors d'être son ami et encore finirent-ils par se brouiller. C'était celui qui avait le plus mauvais caractère : Davout.

La veille de la bataille, Napoléon, qui peaufinait son dispositif, fit répéter aux diverses unités les ordres qu'elles avaient déjà reçus et l'état-major chargé des transmissions fut particulièrement actif. Pendant toute la période qui précéda la bataille et durant celle-ci, il demeura à Brünn un peu en arrière de l'armée et cette immobilité lui permit de travailler avec un maximum d'efficacité.

Dès que la défaite des alliés eut été consommée et alors que les troupes se laissaient aller à la joie de la victoire, Berthier se remit au travail pour organiser la poursuite de l'adversaire. En même temps, il prenait ses dispositions pour diriger sur Vienne les nombreux prisonniers. Ce fut encore lui qui fut chargé par Napoléon (mais il en avait l'habitude) de rédiger avec le prince de Liechtenstein la convention d'armistice lorsque ce plénipotentiaire vint le solliciter.

Durant la brève période qui sépara l'armistice de la paix de Presbourg (26 décembre), l'attention de Berthier ne se relâcha pas. Pas plus lui que Napoléon ne croyait à la bonne foi des Autrichiens et ils craignaient que l'adversaire ne voulût reprendre les hostilités, d'autant que l'armée de l'archiduc Charles, battue par Masséna mais constituant tout de même une force importante remontant d'Italie, était venue rejoindre les autres corps. De plus, l'archiduc Charles était – tout le monde le savait – de loin le meilleur des généraux autrichiens.

Aussi Berthier déploya-t-il les six corps d'armée de l'armée française en un vaste arc de cercle entre la Bohême et la Carniole, en lui donnant les moyens de rentrer en campagne très rapidement. Ces précautions se révélèrent inutiles. Les articles du traité prévoyaient une évacuation par l'armée française des positions qu'elle occupait et un repli vers les États allemands de l'ouest (le départ vers la France depuis ceux-ci n'avait fait l'objet d'aucune discussion).

Le travail exécuté par l'état-major général avait été en tous points remarquable. Certes, certaines erreurs s'étaient inévitablement produites. Le nombre de documents rédigés était tel qu'il ne pouvait en être autrement. En particulier, pendant la marche de la Manche au Rhin, il était advenu des confusions d'itinéraires qui devaient produire des croisements entre les corps d'armée de Soult et de Davout, d'où des embouteillages inextricables. Mais l'état-major du corps de Davout s'en aperçut et celui-ci se hâta de prévenir

Berthier qui le remercia et ordonna les rectifications nécessaires. La complexité du travail de Berthier était telle qu'il avait insensiblement pris dans le style de ses lettres un ton d'autorité qu'il n'avait pas auparavant et qu'il garderait désormais. Mais il faisait toujours preuve de la même patience et de la même politesse.

La paix était enfin signée, sauf avec la Grande-Bretagne. Napoléon décida de rentrer à Paris où la situation n'était pas excellente. Il quitta Schönbrunn le 27 décembre, voulant faire un crochet par Munich où il devait retrouver l'impératrice. Ce fut une nouvelle fois Berthier qui le remplaça à la tête de la Grande Armée. Par une lettre dictée avant son départ, l'empereur soulignait au major général ce que devait être sa ligne de conduite. Il lui laissait un certain nombre de problèmes importants à résoudre et, s'il lui recommandait de lui écrire quotidiennement pour le tenir au courant de l'évolution des événements, il aurait dû savoir qu'il était impossible, avec les moyens de transmission dont il disposait à l'époque, de gérer une situation à deux mille kilomètres de distance.

À Paris, l'empereur voulait avoir sous la main son ministre de la Guerre, et comme Berthier n'était pas doté du don d'ubiquité et que sa personne était indispensable en Allemagne, ils convinrent que le général Dejean, directeur de l'administration de la guerre à Paris, assurerait l'intérim. Berthier alla jusqu'à lui envoyer tous les employés du ministère qu'il avait emmenés en Autriche. Mais il attendit que Napoléon fût rentré à Paris pour autoriser leur départ.

Le traité de Presbourg était à peine signé qu'il apparut à Berthier que les Autrichiens mettaient beaucoup de mauvaise volonté à en assurer l'exécution. Le maréchal avertit immédiatement Napoléon, mais celui-ci lui fit savoir qu'il lui faisait entièrement confiance et le savait capable de résoudre la difficulté.

Par ailleurs, Alexandre avait de nouveau des problèmes de santé que son âge (cinquante-deux ans) rendait plus aigus. Il souffrait de migraines et de crises de goutte. Mais, si Napoléon compatissait, il ne songeait nullement à accorder un congé à son lieutenant pour lui permettre d'aller se soigner.

La première difficulté sérieuse surgit à propos de la contribution de guerre imposée à l'Autriche. Fixée d'abord à cent millions, elle avait été réduite à cinquante sous l'influence de Talleyrand. Même cette somme, pour l'Autriche qui, depuis des années, se débattait dans des difficultés budgétaires, représentait un montant ardu à réunir. Pourtant, Napoléon, dans le but de se montrer conciliant, avait accepté que trente-deux millions soient réglés sous la forme de lettres de change. Il fallut que Berthier menaçât de différer l'évacuation de Presbourg, Brünn et surtout Vienne où les Habsbourg avaient hâte de revenir pour obtenir que les sommes dues soient versées dans la caisse de l'armée.

Un article du traité de Presbourg stipulait que l'armée française verrait, tant qu'elle stationnerait en Autriche, son ravitaillement assuré par les populations locales. C'était là une lourde charge. Or, comme l'évacuation était retardée, l'armée continuait à réquisitionner des vivres, d'où un vif

mécontentement de la population et des protestations des autorités autrichiennes. Mais l'Autriche elle-même montrait de la réticence à retirer ses troupes et son administration des territoires qu'elle avait perdus. Elle alla jusqu'à imaginer de céder à la Russie les bouches de Cattaro, en Illyrie, pour ne pas les abandonner à la France, et Berthier dut se fâcher pour mettre un terme à ce tour de passe-passe. À la fin de janvier 1806, l'Autriche était évacuée et le quartier général transféré momentanément à Linz. À ce moment, Berthier et les autres maréchaux croyaient encore qu'ils allaient rentrer en France. Leurs illusions furent de courte durée. De nombreuses questions restaient en suspens. Les soldes de plusieurs corps étaient impayées ou alors les avances perçues apparaissaient comme dérisoires ; du coup un certain nombre de généraux trouvèrent plus simple de se servir tant pour eux-mêmes que pour leur entourage. Ils taxèrent les municipalités des villes où ils cantonnaient. De tels procédés risquaient d'amener des révoltes dans les populations et Berthier dut sévir. Il obligea les coupables à restituer le fruit de leurs rapines, non pas à ceux qui les avaient versées mais dans les caisses du receveur général de l'armée. Ces prélèvements forcés, ces réquisitions incessantes finirent par exaspérer les populations allemandes qui voyaient ces régiments français s'installer sur place pour ce qui semblait devoir être une longue période. Pourtant, Napoléon dans un premier temps avait prévu de ramener toutes ses troupes au-delà du Rhin. C'était le comportement de l'Autriche, puis celui de la Prusse, qui l'avait amené à maintenir la Grande Armée en Allemagne. Elle y était cantonnée en un vaste arc de cercle allant du Rhin au Danube.

Les milieux activistes allemands pangermanistes s'activèrent devant ce qu'ils considéraient comme une occupation injustifiée et s'agitèrent. Tracts et libelles fleurirent appelant à la résistance contre les Français. Il y eut même quelques attentats menés par des sociétés secrètes. Heureusement, la police militaire française connaissait son métier et ses adversaires n'étaient que des amateurs qui négligeaient les plus élémentaires précautions de sécurité. Un grand nombre fut arrêté et les tribunaux militaires, peu enclins à la clémence, condamnèrent presque tous les prévenus à mort. Berthier, dans la circonstance, put se montrer habile politique. Il n'en fit exécuter que trois et demanda à l'empereur la grâce des autres avec de solides arguments à l'appui. Napoléon, qui, dans des cas semblables, ne laissait pas éclater sa mansuétude, se rendit aux arguments du major général, écrivant au bas de la lettre de requête : « Je trouve que la grâce qu'il demande est très à propos. »

Une autre des tâches qui attendaient Berthier était le rééquipement en matériel de toutes sortes de la plus grosse partie de l'armée. Ainsi, le corps de Davout n'avait plus de chaussures ; les siennes étaient à bout et les hommes risquaient de rentrer pieds nus en France. Un autre manquait de capotes, un troisième de munitions, *etc.* Et puis, bien entendu, il fallait reconstituer les effectifs. Tant au combat que par maladies ou par désertions ils avaient fondu. L'état-major avait pensé que le prélèvement se ferait automatiquement dans

les dépôts au retour en France, mais puisque l'armée demeurait en Allemagne, il fallut faire venir les conscrits. Berthier fut également contraint de demander à ses alliés bavarois qui ne se montraient pas toujours très coopératifs de lui céder un millier de chevaux d'artillerie.

À la fin de janvier, Berthier venant de Linz arriva à Munich où le roi lui réserva un chaleureux accueil. Napoléon aurait souhaité qu'il y installât le quartier général et le roi de Bavière s'en montrait enchanté. Mais les fêtes et réceptions incessantes nuiraient, estima le maréchal, à la qualité du travail. Aussi, dès les premiers jours de février, annonça-t-il son intention de s'installer à Augsbourg au centre du dispositif français avec tous ses services. Ce fut de là que le major général se rappelant sa formation première fit exécuter entre avril et mai 1806 une série de cartes résumant les faits de la récente campagne. Ce travail fut ensuite envoyé à l'empereur qui l'apprécia énormément.

Au moment où il pensait avoir terminé le plus gros de sa tâche en remettant l'armée française en état, un nouveau travail attendait Berthier. Par le traité de Presbourg avait été consacrée la fin du Saint-Empire Romain Germanique et à Vienne l'empereur François n'était plus que souverain d'Autriche. Il existait donc un vide politique en Allemagne et c'était là un des desseins de Napoléon de le combler en créant la « Confédération du Rhin » qui fédérerait tous les États allemands hormis la Prusse et qui, sous influence française, serait présidée par Napoléon.

Les grands bénéficiaires de ce remaniement étaient les trois États alliés de la France : la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade, dont deux devenaient des royaumes théoriquement indépendants. La Saxe réussissait à tirer son épingle du jeu. Les petites principautés nombreuses et souvent minuscules se retrouvaient automatiquement les vassales des trois royaumes ou même disparaissaient. Ce fut Berthier qui fut chargé de mener les négociations avec les souverains intéressés, négociations au demeurant d'un type très particulier, car elles étaient conduites sous la menace permanente des baïonnettes de l'armée française et laissaient peu de choix aux malheureux. Le traité ratifiant ce nouvel état de choses fut signé à Munich dans le courant de l'été 1806. L'Autriche l'accepta de mauvais gré et la Prusse le perçut encore plus mal, car il mettait momentanément un terme à ses ambitions de domination de l'Allemagne. Quant à la Russie et à l'Angleterre, elles furent tout simplement effrayées par ce qu'elles le considéraient avec quelque raison comme un agrandissement de l'Empire français que rien ne justifiait.

Pourtant, Berthier réussit à faire agréer de bonne grâce dans la plupart des cas le nouvel état de fait en déployant politesse et bonnes manières et en évitant de laisser entendre qu'il avait la possibilité d'utiliser la force armée pour parvenir à ses fins. D'ailleurs, en ce début de l'été 1806, l'atmosphère était plutôt lourde et la reprise des hostilités semblait presque inéluctable aussi bien avec l'Autriche qu'avec la Prusse. Les petits États avaient donc intérêt à se rallier à la France.

Napoléon prescrivit à Berthier, qui avait quelques doutes sur l'utilité de la Confédération du Rhin, de maintenir l'armée à pleins effectifs et prête à entrer en campagne. Puis, sans doute illusionné par les flatteries dont il était sans cesse l'objet, l'empereur alla jusqu'à écrire à Berthier en août qu'il fallait qu'il se prépare à prendre des dispositions pour ramener en France la Grande Armée avant la fin de l'année !

Après avoir pris connaissance de la lettre et cru un instant qu'il s'agissait d'une plaisanterie, le major général ne cacha pas son étonnement à son entourage. Comment Napoléon pouvait-il faire preuve d'un tel optimisme confinant à l'aveuglement lorsque en réalité la situation continuait à se dégrader ainsi que le précisait tous les rapports envoyés quotidiennement par le quartier général ? Aussi, en complète contradiction avec les nouvelles directives impériales, Berthier ne changea-t-il rien aux dispositions précédentes et le déclara-t-il sans hésitation à l'empereur. Et, alors que pour répondre à une suggestion de celui-ci il aurait dû accorder des permissions à de nombreux officiers de tous grades pour aplanir la situation générale, il se hâta de n'en rien faire et n'autorisa à titre tout à fait exceptionnel que Davout et Ney à se rendre en France pour une très brève période. Ils avaient, du reste, tous deux des raisons impératives pour solliciter cette faveur.

Le climat politique devenait véritablement exécrable. Napoléon finit par en convenir. La Prusse multipliait les provocations et armait ouvertement à outrance ; le tsar refusait de ratifier le traité signé en son nom à Paris. En recevant cette dernière nouvelle, car pour ce qui était de la Prusse, son service de renseignements le tenait informé depuis plusieurs mois, Berthier comprit que l'ouverture des hostilités, cette fois avec la Prusse et peut-être la Russie, n'était qu'une question de semaines et il prit ses dispositions en conséquence, sans même demander l'autorisation à Paris. Il se contenta de rendre compte.

VIII

LA PRINCIPAUTÉ DE NEUCHÂTEL

(1806-1814) Durant toute l'année 1805, l'attitude du gouvernement prussien vis-à-vis de la France avait été des plus ambiguës. D'un côté, il clamait bien haut sa neutralité, mais en même temps (novembre 1805) à la suite de longs pourparlers secrets il signait un traité d'alliance avec la Russie et l'Autriche. On connaît la réponse célèbre que fit Napoléon au ministre prussien Haugwitz quelques jours après la victoire d'Austerlitz, lorsque celui-ci vint le féliciter de sa brillante victoire : « Voici un compliment dont la fortune a changé l'adresse ! » Aussi profita-t-il de ce qu'il était en position de force pour proposer un traité d'alliance à la Prusse surtout très avantageux pour la France. L'embarras du roi fut extrême, car l'accepter, c'était se renier.

indignation de son entourage. Le document prévoyait, entre autres, que la Prusse céderait Anspach à la Bavière et Clèves et Neuchâtel à la France, mais recevrait en compensation un autre territoire bavarois et le Hanovre dont Napoléon disposait d'autant plus facilement qu'il appartenait à l'Angleterre et espérait de cette manière brouiller la Prusse avec cette dernière.

La principauté de Neuchâtel dont la surface correspondait plus ou moins à celle du canton actuel était un territoire entouré de tous côtés par les cantons helvétiques et régi par un statut assez particulier. Après avoir vécu sous diverses souverainetés, elle avait été attribuée en 1707 par décision arbitrale au roi de Prusse qui avait alors joint à ses autres titres celui de prince de Neuchâtel. Contrairement aux autres sujets prussiens, les Neuchâtelois étaient traités par leur souverain avec beaucoup de douceur. Les gouverneurs représentant le pouvoir royal étaient priés de faire preuve de doigté et de prudence dans leur administration, car il était connu que les autres cantons suisses sauteraient sur la première occasion pour porter secours aux Neuchâtelois qu'ils considéraient, avec raison, comme faisant partie de leur ensemble. Le pays qui vivait en paix depuis de nombreuses années était prospère. L'industrie florissante était axée sur la production de toiles peintes dites « indiennes » utilisée en ameublement, sur la fabrication de dentelles noires exportées jusqu'au Mexique et sur l'horlogerie. Mais cette dernière rencontrait depuis les années 1780 des problèmes, car ses producteurs avaient eu l'imprudence de vendre une partie de leurs secrets de fabrication à des Français qui installés dans la région de Besançon leur faisaient une concurrence acharnée. Il existait également dans le val de Serrières une petite industrie métallurgique fort bien équipée, puisqu'elle comprenait des forges, des laminoirs et une forme primitive de marteau-pilon. Sa production était de très haute qualité ; toutefois, la principale activité économique était la production vinicole et le cru de Neuchâtel, vin blanc sec, très apprécié était exporté dans toute l'Europe.

Peuple heureux, vivant sous un prince débonnaire [!], les Neuchâtelois étaient fort peu belliqueux. Une infime partie d'entre eux s'était engagée dans l'armée prussienne, tel Jules de Pourtalès qui, fait prisonnier à Iéna, entra aussitôt dans l'armée française comme aide de camp de Berthier. Ils étaient seulement au service dans une milice dont le rôle était mal défini et qui, pauvrement équipée, pas entraînée et lamentablement encadrée, aurait été bien incapable de participer à des opérations militaires pour lesquelles elle ne se sentait aucune inclination.

Très tôt, sans qu'on s'en explique la raison, Bonaparte avait été intéressé par cette principauté. Lieutenant à Auxonne en 1791, il avait pris une série de notes sur un ouvrage dont la lecture l'avait captivé. C'était le *Voyage en Suisse* de Coxe et il avait souligné la prospérité de l'économie de ce territoire. Plus tard, en 1805, il avait eu son attention attirée sur cet État par un Suisse, ami de la famille Bonaparte, le commandant Petitpierre, qui avait adressé à l'empereur un « Projet pour la conquête des comtés de Neuchâtel et de

Valangin ».

Ce sont sans doute ces considérations qui amenèrent l'empereur à demander la cession de la principauté lors des négociations de 1805. Mais son argument principal fut que la population parlait le français, ce qui, au demeurant, était exact. Lorsque, le 9 mars 1806, le conseil d'État, sorte de parlement local, fut informé de la cession de la principauté à la France, la consternation fut générale, les habitants comprenant qu'ils avaient beaucoup plus à perdre qu'à gagner au changement. Cependant, le conseil d'État décida de gérer au mieux les intérêts de ses compatriotes et sur-le-champ écrivit à Napoléon une lettre d'une totale servilité dans laquelle il l'assurait de son indéfectible fidélité. En agissant de la sorte, il prenait le vent sans le savoir. En effet, depuis le 6 mars, Napoléon avait écrit à Berthier de diriger la division de grenadiers commandée par Oudinot sur Porrentruy dans le pays de Vaux. Trois jours plus tard, dévoilant son jeu, l'empereur prescrivit au major général de faire avancer cette unité forte de sept bataillons d'infanterie et d'une compagnie d'artillerie jusqu'à Neuchâtel. : « Vous vous rendrez à Neuchâtel et vous prendrez possession en mon nom de cette principauté, écrivait-il ; vous aurez soin de ne rien changer aux douanes qui séparent Neuchâtel de la France. »

L'opération se révéla difficile à réaliser en raison de l'épaisse couche de neige qui couvrait le pays. Oudinot, qui n'arriva que le 19 mars à Neuchâtel, précisa dans son rapport qu'il avait été contraint de faire atteler dix-huit chevaux par pièce de canon ou caisson et douze pour sa propre voiture. Mais en dehors de cet incident l'occupation se réalisa le plus paisiblement du monde. Oudinot fut très bien accueilli. La transmission des pouvoirs entre Prussiens et Français s'effectua le 22 mars et donna lieu à une cérémonie solennelle. Le seul problème que rencontra le général français concerna le ravitaillement de ses soldats, car Neuchâtel ne produisait qu'un seizième du grain qui lui était nécessaire et la fourniture des rations alimentaires des troupes incombait aux Neuchâtelois. La charge était lourde pour eux. Mais Oudinot prit toutes les mesures pour éviter que ses soldats ne se livrent au pillage ou à des excès de violence.

Bientôt, nouveau coup de tonnerre ! On apprit que Napoléon avait signé un décret, le 30 mars 1806, qui transférait la propriété de la principauté au commandant en chef de la Grande Armée, le maréchal Berthier. Le 1^{er} avril, Napoléon écrivait à celui-ci : « Je vous envoie *Le Moniteur*. Vous verrez ce que j'ai fait pour vous. Je n'y mets qu'une condition, c'est que vous vous mariiez et c'est une condition que je mets à mon amitié. Votre passion a duré trop longtemps. Elle est devenue ridicule et j'ai droit d'espérer que celui que j'ai nommé mon compagnon d'armes, que la postérité mettra partout à côté de moi, ne restera plus longtemps abandonné à une faiblesse sans exemple. Je veux donc que vous vous mariiez ; sans cela je ne vous verrai plus. Vous avez cinquante ans mais vous êtes d'une race où l'on vit quatre-vingt... Quand les circonstances le permettront, vous vous rendrez à Strasbourg. De là vous

passerez à votre principauté pour tout y arranger. Elle rendait cinquante mille écus à la Prusse. Elle doit vous rendre le double. Vous savez que personne ne vous aime plus que moi, mais vous savez aussi que la première condition de mon amitié est qu'elle soit subordonnée à mon estime... »

Une fois de plus, en se mêlant de la vie privée de son lieutenant et en subordonnant son cadeau à une condition qui ne le regardait pas, Napoléon avait manqué de tact. Il agira de la sorte toute sa vie.

Berthier était à Munich lorsque la lettre et le journal lui parvinrent. Il en fut surpris. Certes, il connaissait la générosité de l'empereur mais ne s'attendait pas à recevoir un don de cette importance. Il s'empessa de remercier mais il y avait un *hic* : la clause maritale à laquelle il n'avait nullement l'intention de souscrire puisqu'il ne pouvait épouser sa maîtresse. Il la passa donc sous silence et répondit en quatre lignes. Il avait tout de même conscience qu'il était le seul grand dignitaire non membre de la famille impériale à bénéficier d'une principauté fondée sur un État réel. Les deux seuls en dehors de lui étaient Talleyrand et Bernadotte. Les lieux dont on avait assorti leurs titres étaient d'infimes bourgades italiennes (Bénévent, Ponte-Corvo), en rien comparables à Neuchâtel.

En attendant, il prit contact avec ses nouveaux sujets et, ayant reçu une adresse que le conseil d'État s'était dépêché de lui envoyer, il se hâta d'y répondre, promettant de gérer le pays avec bienveillance et en bon administrateur. Bien entendu, il eut assez de présence d'esprit pour passer sous silence le conseil de Napoléon qui suggérait qu'il pourrait tirer du pays un revenu double de celui du roi de Prusse, ce qui n'entrait d'ailleurs pas dans ses intentions. Un peu plus tard, en avril, il reçut une délégation de notables de la principauté, venus prendre contact avec lui et s'enquérir de la date à laquelle il comptait faire son entrée à Neuchâtel. Comme ces bourgeois ne perdaient pas le sens des affaires, ils en profitèrent pour demander que l'administration leur rendît des marchandises anglaises stockées à Neuchâtel et sur lesquelles Oudinot, conformément à ses ordres, avait mis la main. Berthier promit d'intervenir auprès de Napoléon et, celui-ci ayant donné son accord, les biens furent restitués à la grande satisfaction de leurs propriétaires.

Quoique sa visite ait été plusieurs fois programmée et que dans les années qui suivirent, s'il l'eut véritablement voulu, Berthier aurait trouvé le temps de se rendre dans sa principauté, il ne vint jamais à Neuchâtel.

Ses sujets s'étaient imaginés qu'il pourrait être parmi eux en octobre 1806 et préparèrent donc une grande réception. Or, à ce moment, la France était en pleine guerre avec la Prusse et Berthier avait bien d'autres préoccupations ! Il envoya donc le général Jarry le représenter car il était impossible de tout annuler, et celui-ci rapporta au prince que la cérémonie lui avait paru plutôt ridicule !

Du reste, le nouveau souverain avait une manière assez particulière d'administrer son fief. Personnellement, il ne s'intéressa qu'aux affaires militaires et cynégétiques. Il créa bientôt un bataillon destiné dans son idée à

lui servir de garde personnelle mais qui ne devait jamais remplir cette fonction, car Berthier se ravisa entre-temps, craignant que Napoléon n'en prit ombrage. Il mit sur pied une gendarmerie, première véritable force de police, et eut dans l'idée de former un corps de gardes forestiers, étude qui resta à l'état de projet mais dont il s'amusa à dessiner l'uniforme.

Quant à la gestion proprement dite, il prit pour habitude de tenir des séances au cours desquelles étaient traitées en bloc des questions ayant peu de rapports les unes avec les autres.

Pour l'aider dans cette vaste tâche, il fit appel à quatre principaux collaborateurs. Le premier et le plus important, François de Lesperut, né en 1772, avait déjà servi de secrétaire à Berthier. C'était un royaliste rallié à l'Empire. Alexandre le nomma, pendant l'été 1806, commissaire extraordinaire à Neuchâtel. Il y arriva en octobre et étudia le pays, les mœurs et les institutions. Ses rapports avec le conseil d'État et les habitants furent plutôt bons. Il repartit avant la fin de l'année et se rendit à Varsovie pour rendre compte à Berthier de ce qu'il avait vu. Appelé alors à d'autres fonctions au sein de l'état-major général, il fut nommé gouverneur de Neuchâtel à la fin de 1808, n'y arriva qu'en septembre 1810, fut absent en 1811 et 1812, et revint périodiquement en 1813 et 1814. Il servit plutôt d'agent de liaison avec Berthier et son séjour sur le territoire n'excéda pas cinq mois en sept ans. Mais il laissa, à la fin du compte, une bonne impression, car les Neuchâtelois l'appelèrent « notre excellent gouverneur ». Sa principale activité consista à faire ouvrir des routes et abolir certains privilèges. En raison du blocus continental, une assez grave crise économique frappa le pays. Bon nombre d'ateliers fermèrent. Sur trois mille manufactures de toiles peintes en 1806, il n'en restait que mille quatre cents en 1814 ! Mais Lesperut ne se sentit pas de taille à essayer de résoudre ce problème et n'en entretint même pas son patron.

Le second représentant, le général Dutaillys, fut envoyé à Neuchâtel, en 1808, à titre de ministre plénipotentiaire, muni de pouvoirs étendus. Sage et modéré, il estima qu'il fallait « laisser tranquille ce petit peuple ».

Les deux derniers, Guillabert et Leduc, tous deux anciens secrétaires de Berthier, laissèrent peu de traces de leur passage et se contentèrent d'établir des taxes sur le vin et l'eau-de-vie, ce qui mécontenta la population.

En fait, ce fut le conseil d'État, cet organisme de vingt-deux membres déjà en place, recrutés dans la bourgeoisie aisée par cooptation, qui continua à gouverner la principauté. Tout de même, l'influence française se fit sentir dans quelques domaines, telles la remise en état de la poste qui fonctionnait mal, la création d'une caisse d'épargne, d'un hôpital et d'une chambre d'assurances. Berthier esquaissa même une réforme en profondeur de l'administration et ne la réalisa pas. En dépit des conseils de Napoléon, le prince maintint le niveau de ses revenus à cinquante mille écus, estimant que c'était déjà assez lourd pour ses sujets et, au moins au départ, ceux-ci lui en surent gré. Après 1811, l'influence de l'administration française se manifesta de plus en plus, en particulier sous la forme d'augmentation constante des impôts. Aussi ne faut-il

pas s'étonner de ce que la popularité du prince ait beaucoup baissé dans la dernière partie de son règne, que bon nombre de ses sujets aient commencé à regretter le roi de Prusse et que presque tous aient, à ce moment, jeté un oeil d'envie sur leurs voisins, les cantons suisses, dont ils se mirent plus ou moins ouvertement à aspirer à faire partie.

Le fameux bataillon de Neuchâtel fut ce qui intéressa le plus Berthier. Sa création fut décidée en 1806 et, dès les premiers moments, le prince prit des mesures peu propres à en assurer le succès. Pourtant, l'occupation du pays par Oudinot avait éveillé un certain intérêt dans la jeunesse neuchâteloise qui, à ce moment, avait songé à s'enrôler au service de la France. Mais, lorsqu'elle apprit que le dépôt du bataillon et son centre de recrutement seraient basés à Besançon, ville honnie par les Neuchâtelois à cause de la concurrence horlogère, l'ardeur se ralentit beaucoup. Aussi les engagements se révélèrent-ils peu nombreux. Berthier avait compté au départ sur un millier d'hommes, ce qui aurait constitué un bataillon étoffé à six compagnies, comme l'avait prescrit Napoléon. Il s'en présenta péniblement cent quatre-vingt-dix-huit. Aussi, la formation de l'unité fut-elle remise à l'année suivante. Son commandant, un officier suisse nommé Bosset, s'occupa dès ce moment de commencer à trouver des jeunes gens susceptibles de devenir des cadres et la chose ne se révéla pas des plus faciles puisqu'il fallut aller jusqu'à recruter des Neuchâtelois ayant servi dans l'armée prussienne et qui avaient été faits prisonniers en 1806 par l'armée française !

La majorité des volontaires n'avait jamais porté les armes. Il fallait donc les instruire en commençant par la base. Cela aurait pris du temps et le prince était pressé de voir son unité intégrée dans l'armée. Aussi l'enseignement fut-il un peu bâclé et le résultat au-dessous du médiocre.

L'uniforme avait été curieusement dessiné en s'inspirant des armoiries du pays de Neuchâtel. Aussi, à la culotte blanche et aux guêtres noires, venait s'ajouter un habit de couleur jaune plutôt inusité. Il valut aux malheureux soldats le surnom de « canaris » que lui donnèrent les autres régiments français. Certains plus féroces encore employèrent le terme de « serins ». En définitive, malgré les efforts de Bosset, les effectifs atteignirent péniblement 216 hommes. Toutefois les ordres étant les ordres il forma avec eux 6 compagnies : une de carabiniers, quatre de chasseurs et une de voltigeurs. Évidemment, leurs contingents étaient plutôt squelettiques, variant de trente à quarante et un hommes ! Un peu plus tard, les premiers renforts arrivèrent qui permirent d'avoir quatre cent soixante dix neuf soldats et officiers sous les armes.

Le bataillon fut alors dirigé sur Le Havre pour participer au service des gardes-côtes. En arrivant dans ce port, il ne comptait plus qu'environ trois cents rationnaires par suite de décès, de maladies... et de désertions ! Un moment, Berthier avait songé à le fusionner avec le bataillon du Valais dont les effectifs étaient tout aussi réduits mais avait dû y renoncer par suite de l'antagonisme existant entre les populations de ces deux territoires, rivalité

aggravée par le fait que les uns étaient protestants et les autres catholiques !

Au moment où se préparait la campagne de 1809, la question se posa de savoir où et comment utiliser un certain nombre de petites unités d'origine diverses, trop faibles pour être endivisionnées mais qui tenaient à conserver leur autonomie. Ce fut ainsi que le bataillon de Neuchâtel, un bataillon suisse, une compagnie de gendarmes hollandais et l'escadron des guides furent désignés pour aller renforcer le régiment de chasseurs à cheval au service du quartier général. Si ces troupes dépendaient de celui-ci, ce n'était pas pour en assurer la sécurité mais pour occuper des postes sur les lignes de communication en arrière de l'armée et également pour escorter les aides de camp (au moins pour la cavalerie). Le bataillon quitta donc Le Havre pour rejoindre la Grande Armée. Jusqu'à la bataille de Wagram, il ne tira pas un seul coup de fusil et au cours de celle-ci son rôle fut des plus modestes. Il fut chargé de garder un des ponts entre l'île Lobau et la plaine de Wagram. Aussi n'eut-il pas un seul tué pendant la bataille !

Ramené à Besançon à la fin de l'année, le bataillon n'allait pas tarder à partir pour l'Espagne où il resta deux ans. Là, il fut chargé d'assurer la sécurité sur la route reliant Valladolid à Salamanque et eut enfin l'occasion, au cours de nombreux engagements d'échanger des coups de feu avec les guérillas. Le terrain montagneux et accidenté convenait parfaitement à ces soldats et leur rappelait quelque peu celui de leur patrie.

En 1812, le bataillon fut rappelé en France pour participer à la campagne de Russie. Une fois de plus, il fut rattaché à l'état-major général et marcha pendant quatre mois entre Besançon et Smolensk (il ne progressait pas très vite). En fait, au moment du passage du Niémen par l'armée, il était très en arrière. Il n'arriva à Smolensk dont le commandant de place était un Neuchâtelois que le 7 octobre, à peine une dizaine de jours avant que ne commence la retraite. Il ne devait pas aller plus loin, Berthier ayant donné un ordre l'immobilisant sur place. Durant la retraite, le bataillon fut très éprouvé, un peu par les combats mais surtout par la faim et le froid, si bien qu'au mois de janvier 1813 il ne comptait plus que 12 officiers et 11 hommes. Tout le reste était resté en Russie.

Avec les soldats demeurés au dépôt, il fut possible de constituer une compagnie qui une fois de plus fut rattachée au G.Q.G. Ce n'était qu'une compagnie dite « d'élite ». Elle fit les campagnes de 1813 et 1814 mais combattit fort peu. En définitive, le « bataillon » fut licencié en mai 1814. Il n'alignait plus que trois officiers et trente-six sous-officiers et soldats qui regagnèrent à peu près tous leur pays. Les pertes qu'ils avaient subies surtout en Russie contribuèrent fortement à anéantir la popularité de Berthier auprès de ses sujets. Si l'on tient compte de la totalité des hommes qui formèrent l'effectif du bataillon, on atteint le chiffre de 983 à 2 250 suivant les sources, ce qui pour une population de 47 000 habitants est assez considérable. Or les pertes s'élevèrent au chiffre record de 985 : une hécatombe ! et ceci malgré que les engagements au combat aient été peu nombreux. C'est aux diverses

maladies qu'il faut attribuer ces morts. Le commandement français jugea toujours ce bataillon si médiocre qu'il évita systématiquement de l'envoyer au feu et que Berthier lui-même n'osa pas le mettre en avant. Dès 1813, les Neuchâtelois étaient las du régime qui les subordonnait par trop à la France. À ce moment, ils évoquèrent plus ou moins ouvertement un retour au système antérieur. Mais en même temps l'idée de voir leur entité rallier la Confédération helvétique faisait son chemin. Aussi, lors de la signature du traité de Paris en 1814, leur sort fit-il l'objet de sérieuses discussions. La Prusse les réclamait. Les Autrichiens auraient préféré les voir rattachés à la Suisse. La Russie voulait que Berthier demeurât en place, et Louis XVIII furieux de voir que Genève avait été détaché de la France incitait le maréchal à demander qu'on lui conservât sa principauté. Là-dessus, coup de tonnerre : les Neuchâtelois avaient demandé au gouvernement de Berne à entrer dans la Confédération. Berne avait accepté ! Du coup, le problème somme toute mineur prenait une dimension internationale. La Prusse allait-elle se heurter à la Suisse ? Le risque était d'autant plus grand que cette dernière bénéficiait de l'appui de l'Autriche, de la France et de l'Angleterre. Pourtant, le gouvernement de Berlin ne voulut pas avoir l'air de céder. Les Neuchâtelois cherchèrent un accommodement. Le roi de Prusse redevint donc prince souverain d'un territoire qui était un canton suisse. Cette suzeraineté se traduisit par l'envoi, chaque année, de quelques pièces de vin, et cette curieuse situation perdura jusqu'en 1852 où les autorités cantonales y mirent fin. À dater de ce jour, le roi de Prusse se contenta de faire figurer les armoiries de Neuchâtel à côté des siennes.

Quant à Berthier, il avait signé, le 3 juin 1814, l'acte de renonciation à la souveraineté et au titre de prince de Neuchâtel. Mais il avait discuté pied à pied et réussi à obtenir en compensation une pension de trente-quatre francs par an, réversible par moitié à sa femme en cas de décès. Et comme il voulait être certain d'être payé, il demanda à ce que ce revenu soit versé non pas par Neuchâtel mais par la Prusse qui accepta.

Une question demeure sans réponses à propos des rapports de Berthier et de sa principauté. Pourquoi ne s'y rendit-il jamais ? On a toujours avancé que le temps lui avait manqué, car il était trop absorbé par ses fonctions de major général. Mais, en fait, en 1807 ou 1808 et 1810, 1811, s'il l'avait véritablement voulu, il aurait parfaitement pu « faire un saut » à Neuchâtel. Il semblerait qu'il ait été retenu par une singulière pudeur. Dans sa jeunesse, il avait été fort bien reçu à la cour de Prusse et était resté longtemps en rapports épistolaires avec plusieurs personnalités de l'entourage royal. Dès lors, il devait se sentir quelque peu gêné d'avoir reçu un cadeau arraché à un souverain dans des conditions plus que discutables. Ne pouvant le refuser, il avait choisi avec son sens aigu des nuances de se comporter d'une manière qui, à défaut d'autre chose, lui permettrait de rencontrer éventuellement l'ancien souverain sans avoir à en rougir. C'est animé par un même état d'esprit qu'il accepta, en 1814, de rétrocéder la principauté sans trop se faire prier.

De nos jours, il ne reste pratiquement aucune trace de la période Berthier dans le canton de Neuchâtel. À la fin de son règne, il était même franchement détesté, encore que personnellement il n'y fut pour rien et que la cause de la colère des Neuchâtelois ne fut pas tant la qualité de sa gestion que le système napoléonien. Des libelles injurieux coururent le pays, le traitant de « polisson Berthier, ancien frotteur et laquais de l'ancienne cour » !

Même s'il ne fut pas regretté, il ne méritait pas une telle indignité.

IX

DES MOMENTS DE GLOIRE

(1806-1808)

La guerre qui éclata en 1806 entre la France d'une part, la Prusse, la Russie et la Suède de l'autre, ne fut nullement le fait de Napoléon qui aurait souhaité la paix. Ce furent ses adversaires qui la déclarèrent par une lettre adressée par le roi de Prusse à l'empereur, qui prit effet le 8 octobre.

En réalité, le conflit était en gestation depuis la fin de l'été. L'état-major prussien avait, dès le mois d'août, procédé à des mouvements de troupes, prélude évident à une concentration suivie d'une invasion. Son idée était d'attaquer successivement les différents corps de l'armée française avant qu'ils n'aient le temps de se prêter mutuellement assistance. Mais un tel plan pour avoir quelques chances de succès devait être entouré du plus grand secret et ce ne fut pas le cas. Dès les premiers jours de septembre, Napoléon mit Berthier en garde contre les risques d'un conflit. En fait, le maréchal, bien renseigné, avait déjà pris sur lui de prescrire des reconnaissances de cavalerie. Mais comme, en théorie, la France était toujours en paix et même en bons termes avec la Prusse, il nuança ses instructions pour que les observations aient l'air de manoeuvres et ne présentent aucun caractère belliqueux. En même temps, il questionna l'ambassadeur de France à Berlin, Laforest, sur les mouvements de l'armée et l'état d'esprit du gouvernement et de la population. Dans sa lettre, il feignit une grande ignorance pour le cas où son courrier serait intercepté alors que, par son service de renseignements, il était au fait de la situation.

À ce moment, l'armée française, forte de six corps d'armée, sans compter la garde impériale encore en France et la réserve de cavalerie, était déployée dans une dizaine de cantonnements entre le Rhin et le Danube. Mais ils étaient moins éloignés les uns des autres que le quartier général se plaisait à le laisser croire. Même le 7^e corps d'Augereau, le plus au nord, bivouaquait à Francfort et, de ce fait, se trouvait à proximité du point de concentration déjà déterminé par Berthier. La raison principale de cet éparpillement tenait à des problèmes de fournitures de vivres et de facilités d'entraînement. Mais les maréchaux

chefs de corps n'étaient pas fâchés de vivre indépendamment les uns des autres, aussi éloignés que possible du commandant en chef. Tous étaient dotés d'une forte personnalité. C'étaient Bernadotte, Davout, Soult, Lefebvre, Ney, Augereau, Bessièrès pour la garde et Murat pour la cavalerie. Par ailleurs, commençait à être rassemblée à Mayence une armée dite de réserve, commandée par le vieux Kellermann. Mais l'ensemble de l'armée de ligne dont chaque corps comptait de 20 à 30 000 hommes en totalisait environ 200 000.

Dans leur échange de correspondance des premiers jours de septembre, Napoléon et Berthier déterminèrent que la concentration des troupes françaises devrait se faire en Franconie entre les villes de Bamberg et de Würzburg, ce qu'avait déjà planifié Berthier. Depuis cette région centrale d'Allemagne, franchissant la trouée de Hof entre les monts de Thuringe et de Fichtelgebirge, il serait aisé de marcher sur Leipzig et Berlin. Or, c'était précisément derrière ces deux massifs qu'allait, de son côté, se rassembler l'armée prussienne.

S'il était facile sur le papier de prévoir cette concentration, cela représentait dans la réalité un travail d'état-major assez considérable. En effet, pour opérer ce regroupement, Berthier ne disposait que d'un nombre limité de chaussées, pas toutes en excellent état, et s'il était possible de faire circuler plus ou moins lentement par des chemins l'infanterie et la cavalerie, les deux cent cinquante-six pièces d'artillerie, leurs caissons et le train qui les accompagnaient, devaient obligatoirement emprunter les grandes routes. L'état-major était rompu à ce genre d'opérations. Berthier avait eu grand soin de conserver la plupart des officiers et commis qui avaient fait la campagne de 1805. Seule modification profonde correspondant à une de ses fantaisies depuis qu'il était prince souverain, il avait renouvelé tous ses aides de camp, ne conservant de l'ancienne équipe que le commandant Lejeune dont les talents de peintre et de géographe étaient indiscutables. Pour les autres, il les recruta de haute taille, de figure de préférence avenante et surtout d'origine aristocratique. Il écuma le faubourg Saint-Germain, du moins celui qui était rallié à l'Empire. Ce fut Lejeune qu'il chargea de dessiner leur uniforme qu'il voulut rutilant : pelisse en drap noir, dolman blanc, pantalon et shako écarlates surmonté d'une aigrette blanche, le tout abondamment galonné d'or. Quant à l'équipement des chevaux, propriété personnelle de ces officiers, donc de bonne race, ils portaient une selle dont la chabraque était en peau de panthère et les plaques de frottement, écarlates. Audacieux, braves mais souvent superficiels, et faisant sonner trop haut leur nom et leur fortune, ils ne valaient pas ceux qu'ils remplaçaient, encore qu'ils étaient capables de se faire tuer comme les autres. Mais ils excitèrent la jalousie de l'armée et ne tardèrent pas à être surnommés les « geais » de Berthier par allusion à la fable « Les geais parés des plumes du paon ». Napoléon qui aimait le faste ne critiqua pas cette fantaisie de son major général, trouvant peut-être judicieuse l'idée de s'attacher ainsi une jeunesse dorée. Mais, par moments, il les trouvait tout de

même exaspérants. D'ailleurs, s'ils bénéficièrent d'un avancement rapide, ils le payèrent très cher, car bon nombre d'entre eux restèrent sur les champs de bataille.

Les mouvements de l'armée française se préparèrent pendant la première quinzaine de septembre et Berthier, appliquant les consignes de prudence de Napoléon, ne cessa de recommander aux maréchaux de faire preuve de la plus grande discrétion dans leurs dispositions, ce qui compliquait d'autant leur tâche alors que les Prussiens poussaient les leurs au grand jour. Ce camouflage, s'il est permis d'employer ce terme, se révéla d'autant plus bénéfique que l'état-major prussien resta persuadé que son plan primitif de détruire l'armée française corps après corps demeurerait valable.

Ce ne fut qu'après le 15 septembre que Berthier mit ses corps d'armée en marche pour les rapprocher, mais alors le mouvement se fit avec rapidité. Chacun des chefs de corps avait reçu des instructions précises sur le lieu où il devait se rendre et la date à laquelle il devrait être en place. Ce fut alors que survint un contretemps que n'avaient prévu ni Berthier ni l'état-major. Étant donné le délai très bref qui leur était accordé pour gagner leurs positions, les maréchaux estimèrent que même pour accomplir un trajet aussi court ils devraient couvrir les étapes à marches forcées. Aussi, afin de se déplacer avec un maximum de célérité et sans s'être donné le mot, ils réquisitionnèrent tous les véhicules et attelages sur lesquels ils purent mettre la main.

Seulement, lorsque l'intendance à qui Berthier avait prescrit de réunir des stocks importants de blé, de farine et autres subsistances puis de les transporter jusqu'aux points de concentration, voulut, elle aussi, procéder à la réquisition de matériel roulant, fut-elle dans l'impossibilité de mettre la main sur une seule charrette, et les régiments en marche furent contraints de vivre tant bien que mal sur le pays, ce qui était fâcheux avant l'ouverture de la campagne. Napoléon, lorsqu'il l'apprit, entra dans une colère d'autant plus violente qu'il en était en partie responsable, ayant retardé le plus possible le déplacement de ses corps d'armée. Il oubliait, du reste, qu'il avait utilisé le même procédé pour transporter sa garde de France en Allemagne. Il s'en prit à l'intendant général que pourtant il appréciait, et il fallut que Berthier lui expliquât les raisons de la pénurie de voitures absolument nécessaires pour le calmer.

La concentration de l'armée française s'opéra donc à une vitesse suffisante pour que tous ses éléments soient en place dans les derniers jours de septembre avant la date butoir qui leur avait été assignée. Elle occupait le terrain entre Amberg qui formait l'aile droite et Würzburg, l'aile gauche, le corps de Davout occupant le centre à Bamberg bordant les deux massifs forestiers qui la séparaient de l'armée prussienne. Néanmoins chacun des généraux en chef avait lancé en avant des patrouilles légères et elles étaient de part et d'autre au contact.

Quant à l'état-major, Berthier l'avait maintenu le plus longtemps possible à Augsbourg, jugeant qu'il avait suffisamment de travail pour ne pas lui

infliger en plus un déménagement. Ce ne fut que le 2 octobre, en apprenant que l'ambassadeur Laforest avait quitté Berlin, qu'il donna ordre à ses adjoints de rejoindre Würzburg. Ce déplacement s'effectua en deux jours. Berthier voulant en toutes circonstances faire preuve de la même politesse avait, dès le 25 septembre, écrit à l'électeur de Würzburg pour lui demander la permission d'installer chez lui son quartier général, requête, d'ailleurs, de pure forme.

Napoléon arriva assez tard sur le terrain. Il quitta Paris seulement le 25 septembre et, après s'être arrêté à Mayence, parvint à Würzburg, le 2 octobre. Depuis plusieurs jours déjà, agissant de son propre chef, Berthier avait jeté une nuée d'espions chez l'adversaire pour en apprendre le plus possible sur ses positions et ses projets. Le 24 septembre, il avait signalé à Napoléon que l'un de ses agents avait été démasqué, pris et pendu. Le travail de ses informateurs avait, du reste, été rendu difficile, car les Prussiens, devenus méfiants, écartaient systématiquement les voyageurs civils des lieux où se réunissait leur armée. C'est pourquoi, au moment où Napoléon arriva, tout ce que les recoupements des renseignements fournis au service d'état-major lui permirent d'apprendre, c'était que les forces prussiennes étaient articulées en deux armées commandées respectivement par le vieux duc de Brunswick par ailleurs commandant en chef, et par le prince de Hohenlohe. Forte d'environ 60 000 hommes, la première semblait être cantonnée dans la région de Weimar. La seconde, comptant 40 000 combattants, aurait été positionnée vers Iéna. Quant au plan de campagne prussien, il avait été impossible d'en avoir connaissance. Simplement, un avis si curieux qu'il était à peine croyable indiquait que le roi Frédéric-Guillaume entendait prendre part à la direction des opérations. Or, il était de notoriété publique qu'il n'y entendait rien !

Devant ces incertitudes, l'empereur décida de franchir les monts de Thuringe et de passer par la trouée de Hof pour tourner, pensait-il, la gauche de l'ennemi et marchant rapidement se porter sur Berlin. De là, se trouvant entre les Prussiens et les Russes, il aurait la possibilité de les battre séparément. En fait, ce fut ce qu'il advint mais d'une manière qu'il n'avait pas du tout prévue.

Alors que Napoléon était tout à ses combinaisons stratégiques, Berthier s'évertuait à pallier de son mieux la carence de l'intendance. Au moment où il était question de marche en avant, il demanda à Davout et à Bernadotte de faire le nécessaire (comment, il ne le précisa pas) pour rassembler 20 000 quintaux de farine afin de cuire 60 000 rations de pain par jour et dans le même ordre d'idées de faire construire par leurs unités de génie chacun huit grands fours à pain. Grâce à ces mesures énergiques, le déroulement des opérations ne devait pas être retardé.

Au moment où la lutte allait commencer, l'état-major était tout à fait prêt. Le seul changement important intervenu au dernier moment sur ordre de l'empereur avait été la nomination dans le groupe des officiers généraux rattachés au G.Q.G. et chargés de commandements temporaires ou de missions spéciales de deux généraux. C'étaient Oudinot et Grouchy sur qui

l'empereur fondait de grands espoirs.

La campagne s'ouvrit le 5 octobre, donc trois jours avant la réception de la lettre du roi de Prusse déclarant officiellement la guerre. Si le rôle de Napoléon fut primordial dans la conception et la direction des opérations, celui de Berthier n'en fut pas moins essentiel, mais il est assez difficile à dégager. Les ordres en leur essence émanaient, évidemment, de Napoléon, mais leur rédaction avec la clarté et la précision nécessaires était l'oeuvre de Berthier et de son équipe. Aussi, dans plus d'un cas, si les instructions verbales de Napoléon portées par un aide de camp de l'empereur se virent modifiées, voire contredites par la confirmation écrite émanant de l'état-major général, ce fut sans hésiter ces dernières qu'appliquèrent les intéressés qui les reçurent et jamais on ne vit Napoléon se rebiffer contre de tels faits.

Par ailleurs, entre les chefs de corps d'esprit quelque peu indépendant et l'état-major général les rapports furent pendant toute la campagne excellents et jamais les maréchaux ne manquèrent de rendre compte de leurs actions, ce qui permit à Berthier de tenir Napoléon au courant de manière très ponctuelle.

Groupée en trois colonnes comprenant chacune deux corps d'armée, l'armée française entama sa progression le 6 octobre. Si le groupe du centre qui passait par la trouée de Hof eut un parcours relativement aisé, il n'en fut pas de même pour les deux autres qui durent traverser des massifs forestiers et montagneux. Néanmoins, jusqu'à la rivière Saale, de l'autre côté des montagnes, ils ne rencontrèrent aucune résistance. Devant la rapidité de l'avance des corps d'armée, Berthier décida de rapprocher l'état-major général du futur théâtre des opérations malgré l'inconvénient inhérent à un déplacement. Le 7 octobre, celui-ci gagna donc Bamberg et, comme les nouvelles concernant l'armée prussienne continuaient à être imprécises, Berthier demanda à Murat commandant de la cavalerie d'envoyer des reconnaissances dans toutes les directions en précisant qu'elles devaient avancer aussi loin qu'il le faudrait pour venir au contact de l'ennemi. Le G.Q.G. ne resta que deux jours à Bamberg. Il reprenait la vie itinérante qu'il avait connue en 1805. Le 9, il était à Ebersdorf. Le même jour, eurent lieu les premiers affrontements, et ce fut le lendemain qu'au passage de la Saale le corps d'armée de Lannes balaya l'avant-garde prussienne. Son commandant, le prince Louis de Prusse, un des dirigeants les plus virulents du parti anti-français que Berthier connaissait personnellement, y fut tué en combat singulier par un sous-officier de hussards.

Dans les jours qui suivirent, il arriva à Berthier, pour gagner du temps, de transmettre directement des ordres aux généraux de division sans passer par leurs chefs de corps, mais en prévenant ceux-ci, ce qui était contraire à tous les usages. Et aucun des maréchaux ne se permit de récriminer ou de se plaindre à l'empereur.

Le 10 octobre, Berthier était à Schleitz sur la Saale, déjà dans la plaine de Saxe. À ce moment, lui et Napoléon supposaient que le gros des forces prussiennes se trouvait sur leur gauche du côté d'Erfurt. À dire vrai, ils

n'avaient aucune certitude et Murat fut prié de battre la plaine vers Leipzig où l'ennemi pouvait également se trouver. Malgré tous ses efforts, le service de renseignements n'arrivait pas à localiser les armées prussiennes. Puis, le 13, Lannes qui venait de s'installer sur le plateau du Landgrafenberg dominant Iéna, signala la présence d'importantes unités prussiennes devant lui, et Napoléon crut que c'était là le gros de l'armée. Le service de renseignements qui, dans la circonstance, ne fut pas à la hauteur de sa réputation, fut incapable de confirmer ou d'infirmer le fait. Aussi ce ne fut pas aux soixante mille hommes du duc de Brunswick mais aux quarante mille du prince de Hohenlohe qu'il livra bataille, le lendemain 14 octobre. Le même 13 octobre, Berthier, trompé lui aussi, écrivit à son ami Davout que Lannes avait devant lui 50 000 hommes et lui demanda, puisqu'il était assez en avant, de manoeuvrer pour les déborder par sa gauche. En réalité, c'était Davout qui, sans en être prévenu, avait devant lui l'armée du duc de Brunswick, forte de 60 000 hommes, alors que lui-même n'en disposait que de 25 000. Mais se conformant à la note de Berthier du 13, se jugeant suffisamment informé, il avait marché à l'est et s'était heurté de front au gros de l'adversaire. Pis, au début de la bataille d'Auerstedt, il n'avait sous la main qu'une seule division, les autres n'entrant en ligne que plus tard dans la matinée. Ce fut d'ailleurs en vain qu'il envoya des aides de camp demander de l'aide à Bernadotte. Celui-ci, qui avait reçu l'ordre d'occuper la ville de Dornburg à mi-chemin entre le gros de l'armée et le corps de Davout, servait en quelque sorte de trait d'union. Napoléon qui avait la critique facile lui reprocha de ne pas avoir marché au canon, ce à quoi le maréchal répliqua qu'il avait entendu des bruits de bataille sur sa droite et sur sa gauche et que, ne recevant aucun ordre, il avait jugé plus sage de demeurer sur place. Il ajouta qu'à la fin du compte, il avait dépêché une division pour renforcer Davout, mais que le mauvais état des chemins avait considérablement ralenti sa marche. C'était tout de même un miracle que Davout ne se soit pas fait écraser !

Dans cette erreur d'estimation qui précéda la double bataille, la faiblesse de l'état-major fut patente. La rumeur en fit porter la responsabilité à Berthier qui n'y était pour rien. En fait, la couverture des forces prussiennes avait été fort bien assurée et il avait été impossible de la percer. Pendant la bataille d'Iéna, Berthier, qui demeura en permanence aux côtés de Napoléon, ne joua aucun rôle. En revanche, les jours suivants, alors que Napoléon lançait la poursuite contre les débris de l'armée prussienne, ce qui nécessita la rédaction et l'expédition d'un grand nombre d'ordres alors que, par voie de conséquence, le G.Q.G. était sans cesse en mouvement, Berthier se retrouva avec un nouveau problème sur les bras.

Le 14 octobre, à l'issue de leurs victoires, Napoléon et Davout s'étaient retrouvés avec plus de trente mille prisonniers et il n'était que trop certain que leur nombre augmenterait dans les jours suivants. Ils encombraient l'armée. Il fallait les encadrer, les escorter et les diriger sur un point d'où on pourrait les acheminer dans des camps, peut-être jusqu'en France. Würzburg fut choisie

comme lieu de rassemblement encore que rien n'ait été préparé pour les loger, les nourrir et les garder. C'était une des tâches incombant au troisième bureau de l'état-major qui réussit à s'en acquitter.

Entre le 18 et le 26 octobre, Napoléon et le G.Q.G. s'écartèrent de plus en plus du théâtre d'opérations, voyageant toujours mais à petites journées, ce qui eut pour conséquence d'allonger la durée de transmission des ordres et des comptes rendus pour des corps d'armée qui s'éloignaient chaque jour davantage. L'empereur faisait preuve à juste titre d'un optimisme débordant, mais Berthier voyait s'accumuler les causes de soucis. Si brève qu'ait été la campagne qui pouvait être considérée comme virtuellement terminée, le matériel et les hommes avaient beaucoup souffert. Le troisième corps, celui de Davout, avait perdu le tiers de ses effectifs. Le major général pensait, et il n'était pas le seul, que la prise de Berlin mettrait un terme aux opérations pour l'année 1806, car l'automne tirait à sa fin. L'hiver dans ces contrées pouvait se montrer particulièrement rigoureux et l'armée n'était pas équipée pour y faire face. D'ailleurs, le seul adversaire était à présent l'armée russe encore bien loin, car elle n'était pas sortie des limites de ses États.

Le 25 octobre, l'empereur et le major général se trouvaient à Potsdam dans le palais de Sans-Souci. Le maréchal ne cacha pas à son souverain ce que fut son émotion en revisitant 23 années plus tard, mais dans quelles circonstances, les lieux où il avait été reçu par Frédéric II, la chambre du vieux roi et son tombeau.

Le 27, Napoléon escorté de Berthier et de Davout fit son entrée à Berlin. Berthier dans le même temps apprenait que les têtes de colonnes françaises atteignaient l'Oder et incidemment que le roi de Prusse s'était enfui au-delà de Varsovie. Les dernières unités prussiennes capitulaient les unes après les autres. Blücher se rendit le 7 novembre. Cependant, un incident avait opposé Napoléon à Berthier appuyé par Rapp, Caulaincourt et Duroc. Le prince prussien de Hatzfeld, gouverneur de Berlin, demeuré sur place, avait été chargé par le roi Frédéric-Guillaume de lui faire parvenir des renseignements sur l'armée française ; la lettre qu'il écrivit à son maître ne contenait que des informations assez anodines. Mais elle fut interceptée. Napoléon rendu furieux lorsqu'il l'apprit décréta qu'il s'agissait d'une affaire d'espionnage et décida de faire fusiller le coupable. Le cas n'était pas douteux mais la faute plutôt bénigne.

Arguant qu'il s'agissait d'un homme appartenant à une des premières familles de Berlin, Berthier alla jusqu'à refuser de rédiger l'ordre de comparution devant une cour martiale. Pourtant, aucun de ses quatre interlocuteurs ne parvenait à faire changer Napoléon d'avis. Le maréchal s'avisa alors d'un subterfuge. Il connaissait bien Napoléon et fit entrer dans son cabinet la femme du prince, de surcroît enceinte, qui se jeta en larmes aux pieds de l'empereur. Quoiqu'il méprisât les femmes, celui-ci se laissait facilement attendrir et fit grâce au coupable.

À présent, de plus en plus porté à l'optimisme, Napoléon estimait que

l'armée française qui occupait Berlin depuis une quinzaine de jours avait eu le temps de se reposer. Il fit part à Berthier de son intention de franchir l'Oder, d'entrer en Pologne et de marcher contre l'armée russe. Pour la première fois, depuis qu'ils collaboraient, Berthier s'opposa violemment à Napoléon. Il lui décrivit l'état des troupes incapables, estimait-il, de faire campagne en hiver. Du reste, Napoléon n'était pas sans être au courant de la situation puisque, le 10 novembre, il avait expédié une note à Berthier demandant qu'on lui envoyât de France des renforts composés de conscrits qui n'avaient que quinze jours d'instruction et n'ayant même pas touché toutes les pièces de leur équipement. La scène entre les deux hommes eut lieu à Berlin un peu après le 10 novembre. Berthier conseilla de faire la paix ; mais Napoléon lui répondit avec grossièreté : « Vous voudriez bien aller pisser dans la Seine ! »

Le major général fut-il tenté de mettre sa démission dans la balance ? Certains l'ont soutenu, mais il n'en existe aucune preuve. En tous les cas, il est certain que l'état-major qui prévoyait de grandes difficultés tant sur le plan ravitaillement que par un manque de tenues d'hiver ignorait tout des positions des armées russes et n'en faisait pas mystère. Tout ce qu'il savait, c'était qu'elles avaient franchi le Niémen et étaient articulées en deux armées comprenant en tout un peu plus de cent vingt mille hommes. Quelles étaient leurs intentions ? Marcher contre les Français ou laisser passer l'hiver en demeurant au-delà de la Vistule ? Personne n'en savait rien. Simplement l'état-major apprit que Bennigsen, son commandant en chef, était entré le 14 novembre à Varsovie mais n'avait pas débouché de la ville, faisant preuve de beaucoup de prudence.

Napoléon décida de se porter sur l'ennemi et quitta Berlin le 25 novembre en compagnie de Berthier. Au même moment, Murat avançait déjà sur Varsovie où il entra le 28 novembre, occupant la moitié ouest de la ville sur la rive gauche de la Vistule, alors que les Russes s'étaient repliés sur la rive droite.

L'empereur et le major général arrivèrent à Posen à la fin du mois. Ils constatèrent que le pays déjà extraordinairement pauvre ne pouvait ravitailler l'armée. Si les Polonais étaient tout disposés à acclamer les Français, leur coopération s'arrêtait là. Les paysans camouflaient réserves de vivres et bétail. Par ailleurs, il n'existait aucune carte de la région, et s'il avait constaté que les corps d'armée tourmentés par les soucis de ravitaillement étaient trop dispersés, Berthier ne pouvait, faute de repères, tenter de les rallier. Ce fut ainsi que, le 26 décembre, Lannes, avec des forces inférieures, battit difficilement Bennigsen. Davout fit de même avec Buxhowden. Trop épuisées, leurs divisions ne purent poursuivre les Russes sur un sol épouvantablement glissant. Napoléon n'avait assisté à aucun de ces combats car, en essayant de parvenir sur le terrain avec le renfort de la garde, il se perdit.

On sait qu'il n'existait aucune bonne carte de Pologne, et devant l'ampleur de la tâche qui les attendait pour en dresser une, le général Sanson réorganisa le corps des ingénieurs géographes. Il le divisa en deux

détachements, chacun étant chargé des relevés dans une zone bien définie. Chaque jour, les ingénieurs devaient faire parvenir leur travail au major général qui le centralisait et procédait à l'assemblage pour construire des plans. Ces travaux, réalisés avec de faibles escortes, voire pas d'escorte du tout, n'étaient pas sans péril, car des patrouilles de cavalerie russes, souvent des cosaques assez sanguinaires, battaient le pays.

Les armées russes avaient disparu dans les profondeurs de la Pologne et les difficultés de se déplacer avaient empêché le corps de Soult de leur barrer la retraite. Toute poursuite était impossible. Napoléon retourna à Varsovie où il allait nouer une intrigue amoureuse avec une Polonaise, la comtesse Walewska, et laissa une fois de plus Berthier faire face comme il le pourrait à la situation. Ils estimaient tous deux que l'armée française devait prendre ses quartiers d'hiver et le quartier général fut ramené à Varsovie pour des raisons de commodité. Afin d'assurer un minimum de ravitaillement, il était nécessaire de disperser les corps d'armée, ce qui d'un point de vue purement stratégique ne cessait d'inquiéter Berthier. Du reste, même ainsi, l'acheminement des vivres posait d'énormes problèmes tant en raison des attaques des cosaques que de celles des loups, les convois, rapporte Parquin, devant être fortement escortés. Malgré cela, les soldats manquaient souvent de pain et d'eau-de-vie. Coignet raconte que, pour avoir découvert une cache de pommes de terre en sondant le sol avec sa baguette de fusil, il fut promu caporal. Afin d'occuper les hommes, Berthier fit procéder à l'élévation de fortifications de campagne autour de chacun des cantonnements pour les mettre à l'abri d'une attaque surprise. Il demanda à Paris qu'on lui expédiât des renforts car, outre les pertes occasionnées par la campagne d'automne en Prusse, la maladie faisait de terribles ravages dans les rangs : gel, pneumonie, et divers autres affections étaient cause que les hôpitaux de campagne trop peu nombreux étaient débordés, ainsi que le note le chirurgien Percy dans son journal. Tous ces problèmes relevaient de l'état-major qui était sur la brèche et s'efforçait de les résoudre les uns après les autres avec plus ou moins de succès.

Brusquement, au milieu de janvier 1807, Ney qui avait ses quartiers autour de la ville de Mlava décida, sans en référer à personne au préalable, de faire mouvement avec tout son corps sur le port d'Elbing sur la Baltique afin d'y assurer son ravitaillement par trop défectueux. Il prévint toutefois ses camarades, Soult et Bernadotte, qui se trouvaient sur sa gauche et sur sa droite et envoya son chef d'état-major Jomini informer après coup Berthier de son déplacement. En agissant de la sorte, il ouvrait une brèche de vingt-cinq lieues dans le dispositif français. Ce fut Soult qui, le premier, alerta le quartier général, ravi de jouer un tour à son camarade et en même temps inquiet, car il était conscient de la précarité de sa propre situation. Berthier et Napoléon entrèrent dans une violente colère. La lettre qu'expédia le major général au commandant du 6^e corps était rédigée dans des termes particulièrement sévères : « L'empereur, écrivait-il, n'a besoin ni de conseils ni de plans de

campagne et notre devoir est d'obéir... » Et comme Ney persistait dans son mouvement, il eut droit à une seconde missive encore plus virulente que la première.

En réalité, celui-ci venait involontairement de rendre un immense service à Napoléon, car il tomba en plein sur l'armée russe en mouvement qui avait déclenché une offensive, alors que le service des renseignements n'en savait rien. Dans les jours qui suivirent, par un temps épouvantable, Berthier s'efforça et réussit à concentrer les différents corps français, encore que plusieurs s'égarèrent dans leur déplacement. Grâce au travail de l'état-major dont les estafettes accomplirent de véritables prouesses, Napoléon fut à même de monter une contre-offensive dans les premiers jours de février. Mais un ordre envoyé à Bernadotte fut intercepté par les Russes qui évitèrent ainsi le piège qui leur était tendu. Le 7 février, les deux armées étaient en présence à Eylau et, le lendemain, se déroula une bataille indécise qui tourna à la boucherie et où chacun se proclama vainqueur. Les Français, toutefois, demeurèrent maîtres du champ de bataille et, après cet affrontement, les adversaires prirent leurs quartiers d'hiver.

Toutefois, Berthier, qui jugeait la position de l'armée française quelque peu hasardeuse, ne put ou ne voulut empêcher ses camarades d'exprimer des opinions dans le même sens. Tous étaient conscients des sentiments de la troupe dont le mécontentement était patent. Ils chargèrent donc Berthier et Murat de se faire leurs interprètes et d'exprimer leurs craintes à l'empereur. Une fois de plus, celui-ci refusa de les écouter !

Les Russes n'acceptaient qu'à regret cette situation transitoire où une puissante armée ennemie stationnait non loin de leur frontière et, à plusieurs reprises, Bennigsen « tâta » nos positions sans succès, puis, sur l'ensemble du front, le calme revint.

Durant toute cette crise d'Eylau, Berthier assumait sans défaillance son rôle de major général et eut d'autant plus de mérite qu'il supportait mal la rudesse de l'hiver. À plusieurs reprises, il fut sujet à des crises de goutte et il crut un moment qu'il serait obligé de demander à Napoléon de lui désigner un remplaçant car, pendant quelques jours, il fut incapable de monter à cheval.

La grande affaire de la fin de l'hiver et du printemps 1807 fut le siège de Dantzig. Lannes, gravement malade, avait, avant la bataille d'Eylau, été remplacé par Savary qui, meilleur policier que tacticien, avait laissé échapper un corps d'armée russe, lequel était venu renforcer Bennigsen pendant la bataille. Du coup, Berthier lui écrivit, le 13 février, une lettre de remontrances dans laquelle il lui faisait la leçon. Savary était vindicatif. Cette longue lettre aurait, beaucoup plus tard, ses conséquences. Pour sa part, Berthier estima que ce général n'était pas capable de manoeuvrer correctement et il n'eut de cesse qu'il n'eût été remplacé par Masséna.

Dans les mois qui suivirent, la préoccupation principale de Napoléon fut d'empêcher l'armée russe de se porter au secours de Dantzig qu'assiégeait le corps de Lefebvre. Pendant ce temps, Berthier, un peu moins bousculé dans

son travail, redéfinissait, une nouvelle fois, les fonctions des différents services de l'état-major général. Au général Panetier qui avait remplacé Andréossy, il précisait : « Vu tout ce qui se passe, veiller à la police et à la sûreté du quartier général, passer en revue tous les détachements qui passent... enfin rendre compte au major général deux fois par jour... », car il avait constaté un certain relâchement dans le travail de ses subordonnés et voulait maintenir une extrême rigueur dans le service.

Napoléon maintenait la pression sur son major général. À la fin de mars, il le chargea de mettre sur pied un nouveau corps dit « de réserve », dont le commandement serait confié à Lannes lorsqu'il serait guéri. La tâche était d'autant plus difficile que Berthier avait déjà beaucoup de mal à reconstituer les autres corps d'armée, dont les effectifs avaient fondu et ce bien que Napoléon, depuis janvier, eût obtenu du Sénat la levée de la conscription de 1807, fixée à 100 000 hommes.

Enfin, le 20 mai, Dantzig capitula, ce qui libéra le corps de Lefebvre et permit à Napoléon de recommencer à manoeuvrer face aux Russes. Ceux-ci tentèrent sans succès de prendre l'offensive au début de juin. À ce moment, Napoléon voulait enlever la dernière place prussienne, Koenigsberg. Bennigsen, qui semblait avoir deviné le projet, se mit en route pour la secourir et le résultat de ces divers déplacements fut la bataille de Friedland. L'état-major se contenta de transmettre les instructions de l'empereur aux corps d'armée de Lannes, Victor, Mortier, Bessières et Ney pour les faire converger sur Friedland et se déployer en vue de la bataille (14 juin). Pendant les quelques jours que dura la poursuite après la victoire, si Napoléon se montra plein d'optimisme, il n'en fut pas de même pour Berthier. On approchait du Niémen, fleuve frontière. Or, si elle avait été sévèrement battue, l'armée russe n'était pas détruite. Le major général avait lu *l'Histoire de Charles XII* de Voltaire et étudié ses campagnes. Si, continuant à refuser le combat, Alexandre s'enfonçait dans les profondeurs de la Russie, quitte à abandonner un certain nombre de villes à ses poursuivants, comment l'armée française pourrait-elle parvenir à le poursuivre avec des lignes logistiques démesurément étendues ? D'ailleurs, pourrait-elle supporter un peu plus tard une seconde campagne d'hiver ? Tous les jours, le maréchal ressassait ses arguments à Napoléon et, quoique celui-ci affectât de les prendre à la légère, ils durent tout de même l'influencer car, lorsque le 20 juin Alexandre qui estimait que pour le moment ses troupes étaient hors d'état de poursuivre la lutte sollicita une suspension d'armes, Napoléon l'accorda sur-le-champ. La première entrevue entre les deux souverains eut lieu, le 25, à Tilsit. Berthier y assista. Il avait renvoyé tout le quartier général à Koenigsberg, le chargeant d'y fortifier la rive « française » du Niémen. Le tsar, qui était très capable de se montrer aimable, voire chaleureux, tint à complimenter Berthier, car il savait, comment ? il ne le dit pas, quel remarquable travail lui et son équipe avaient accompli depuis quelques mois. Il devait, quelques jours plus tard, le décorer de la croix de Saint-André, ce qui était un honneur fort rare et très

recherché. Pour ne pas être en reste, Napoléon en fit un vice-connétable, le 25 août. Cette promotion purement honorifique le plaçait dans certaines cérémonies juste après Joseph, frère aîné de Napoléon, et avant les autres membres de la famille impériale. Déjà, le 30 juin, Berthier avait reçu une première dotation de 54 000 francs de rentes sur le duché de Varsovie ; elle devait être suivie d'une seconde, le 23 septembre, de 300 000 francs de rentes sur le grand livre. Si cette dernière était tout bénéfice, il n'en allait pas de même pour la première car, lorsque ces revenus perçus à l'étranger parvenaient en France, le fisc les frappait de taxes importantes, ce qui en diminuait d'autant l'intérêt.

La paix entre la France et la Russie ayant été signée le 8 juillet, Berthier quitta Tilsit le surlendemain pour se rendre en compagnie de Napoléon à Koenigsberg où allait se signer la paix avec la Prusse. Le 13, l'empereur prit la route de Paris, laissant une fois de plus le commandement de l'armée à Berthier. Celui-ci était chargé d'organiser l'évacuation d'une partie des territoires prussiens. Toutefois, l'armée restait en Allemagne et continuait à occuper une grande portion de la Prusse. Elle allait être articulée, précisa Berthier aux intéressés dans une lettre confidentielle, en quatre commandements : le duché de Varsovie confié à Davout, la vieille Prusse jusqu'à l'Oder à Soult, la haute et basse Silésie à Mortier, la Bavière et la Saxe à Brune. Étant donné le nombre de questions qu'il avait à régler, Berthier passa la fin du mois sur les routes allant de Tilsit à Stralsund en Poméranie suédoise, puis revenant à Berlin. Son ami Davout vint l'y entretenir d'un problème délicat. Au moment de la signature de la paix, Napoléon avait décidé de ne pas payer les arriérés de solde dus à la Grande Armée pour 1806. En souvenir des exploits de son corps d'armée à Auerstedt, Davout demandait que la mesure ne s'appliquât pas à celui-ci. Berthier qui avait autorité pour décider en lieu et place de Napoléon pour de telles questions s'empressa de répondre au désir de son ami en faisant débloquer 1 600 000 francs. Simplement, il rendit compte à Napoléon qui approuva.

Toutes les questions étant réglées au mieux des intérêts de la France, Berthier à son tour prit le chemin de Paris dont il était absent depuis deux ans et où Giuseppa l'attendait. Parti de Berlin le 3 août, il arriva chez lui le 10, pour y retrouver l'élue de son cœur. Ils n'avaient pas cessé de s'écrire un seul jour durant cette trop longue absence et, si chacun de son côté n'avait pas été d'une fidélité exemplaire, ils eurent le bon goût de ne pas chercher à savoir ce qu'avaient pu être les coups de canif dans le contrat.

La veille de son arrivée à Paris, Berthier avait été remplacé, en tant que ministre de la Guerre, par son ami, le général Clarke. Ce n'était nullement une mesure coercitive de la part de l'empereur. Il entendait simplement le soulager et du reste il continuait à être major général. Il espérait jouir d'une permission de détente pour se reposer des fatigues accumulées en deux ans, surtout que sa santé lui causait quelques soucis. Mais si le conflit ne subsistait plus qu'avec l'Angleterre (encore que l'Autriche avait du mal à accepter sa défaite de 1805),

l'empereur se préoccupait de la manière dont les deux États de la péninsule Ibérique, surtout le Portugal, appliquaient le blocus continental décrété l'automne précédent depuis Berlin par Napoléon.

En fait, le Portugal, s'il avait officiellement adhéré au blocus avec réticence et de manière tardive en novembre 1807, ne l'appliquait pas avec beaucoup de zèle et, même si le trafic avec la Grande-Bretagne avait baissé de 40 % entre 1806 et 1807, il n'en continuait pas moins à se poursuivre d'une manière active.

Aussi, au mois d'octobre, un traité fut-il signé à Fontainebleau entre la France et l'Espagne qui prévoyait simplement le partage du Portugal. Le Premier ministre espagnol, Godoy, prince de la Paix, espérait une fois de plus dans l'affaire se tailler, aux dépens des Portugais, une principauté indépendante.

Napoléon avait commencé à planifier cette agression depuis plusieurs mois. Dès son retour d'Allemagne, c'est-à-dire en août, Berthier avait reçu pour mission de mettre sur pied une armée qui serait chargée d'envahir le Portugal en collaboration avec les troupes espagnoles et qui porterait provisoirement le nom de « corps d'observation de la Gironde ». Décision pour le moins étonnante, l'empereur en confia le commandement à Junot dont il avait favorisé la carrière depuis la lointaine époque du siège de Toulon. Ce dernier était totalement incapable d'assumer de telles responsabilités surtout en cas de crise, mais Napoléon estimait que cette invasion se résumerait à une promenade militaire. Outre la constitution de cette nouvelle armée, Berthier, en tant que major général, devait superviser l'administration de toutes les troupes françaises en opérations à l'étranger, c'est-à-dire quatre corps d'armée en Allemagne, un en Pologne, un en Dalmatie, un en Italie, un à Naples, plus en France celui qui, à Boulogne, devait théoriquement envahir l'Angleterre. Le tout représentait plus de 800 000 hommes, et il était évident que Berthier ne pouvait à la fois les gérer et se pencher sur les problèmes propres au ministère. Dès qu'il fut à Paris, il y fit venir la quasi-totalité des officiers de l'état-major général et grâce à la complaisance de son ami Clarke les logea dans les locaux du ministère de la Guerre.

Ce corps d'observation de la Gironde comprit initialement 18 000 fantassins, 2 000 cavaliers et six batteries d'artillerie chacune à six pièces. Avant même d'entrer en Espagne, il fut renforcé à vingt-huit mille hommes. De plus, il pouvait compter sur l'appui de dix mille Espagnols pour ses opérations au Portugal. Napoléon, avec raison sans doute, ne faisait pas grand fond sur la valeur militaire de ses alliés. À la fin d'octobre 1807, Berthier fut prié par l'empereur de constituer un nouveau corps de quarante mille hommes qui devrait se préparer à entrer en Espagne pour soutenir les forces combinées de Junot et de Godoy. Cette fois, Berthier s'alarma. Déjà, le premier corps était en grande partie composé de conscrits qui n'avaient pas terminé leur instruction et dont les officiers redoutaient, avec raison, qu'ils supportent mal les fatigues imposées par la traversée de pays aussi arides et chauds que

l'Espagne. Pour le second, ce serait sans doute encore pis. L'avenir allait montrer à quel point ses craintes étaient fondées, mais Napoléon ne voulut rien entendre.

Comme si cette préparation de la campagne de Portugal n'avait pas suffi, il fallut que l'état-major réorganise, au début de novembre, les grands commandements en Allemagne car ils étaient trop étendus. Ils passèrent de quatre à six.

Cependant, le 12 octobre, Berthier avait expédié à Junot l'ordre de franchir la frontière, ce que celui-ci fit, le 18, avec des forces légères. Il fut bien accueilli par les Espagnols aux yeux de qui il était encore un allié. Il avança sans difficulté ; mais ses soldats trop jeunes ne tardèrent pas à souffrir du manque de confort, de l'absence d'hygiène et de la rareté des vivres. Le nombre des malades et des blessés par incapacité de marcher se mit à augmenter de manière inquiétante. De même, les chevaux mal nourris commencèrent à crever en nombre. Faisant preuve d'une témérité extrême, Junot continua à avancer alors que son armée se décomposait sous la pluie, dans la boue et par manque de vivres. Elle faisait à présent la plus mauvaise impression sur ses alliés. Quoi, c'était cela les terribles soldats de Napoléon ? Des enfants, malades, épuisés ! Comment avait-il été possible pour d'aussi faibles troupes de battre l'Europe ? Si elle l'avait voulu, l'armée portugaise, forte d'environ 25 000 hommes, les aurait arrêtés sans difficulté. Mais en apprenant l'avance des Français, le gouvernement portugais ne songea qu'à s'enfuir au Brésil ; et ce fut dans ces conditions que Junot, téméraire, inconscient et hardi, fit, le 30 novembre, son entrée à Lisbonne.

Berthier n'était plus à Paris depuis le 16, ayant accompagné Napoléon dans son voyage en Italie, mais il restait en rapport avec ses services eux-mêmes, plus ou moins tenus au courant de la manière dont s'opérait l'invasion du Portugal. Aussi son inquiétude augmentait-elle d'autant plus qu'à présent Napoléon songeait à occuper toute l'Espagne et que le second corps de la Gironde, au lieu de se préparer à aller renforcer Junot, devrait en quelque sorte ouvrir la voie à cette invasion. Cette fois, l'empereur mit à sa tête un officier de grande valeur, le général Dupont, dont la rumeur disait qu'il irait chercher outre-Pyrénées son bâton de maréchal.

Pendant tout ce voyage en Italie, qu'il accomplit aux côtés de son souverain, Berthier se sentit mal à l'aise. Il s'estimait trop loin de son personnel et pensait que la situation dans la péninsule Ibérique requérait toute son attention. Napoléon prenait les choses trop à la légère. Dupont, qu'il n'était plus question de diriger sur le Portugal, était prié de marcher sur Valladolid mais rencontrait les mêmes difficultés que Junot : ses troupes étaient, elles aussi, majoritairement composées de conscrits. Puis, Moncey, avec un troisième corps d'armée, entra à son tour en Espagne et, suivant ses instructions, mettait la main sur les forteresses espagnoles en chassant les garnisons, ce qui ne manquait pas d'inquiéter les populations locales. Enfin, la garde impériale, à peine rentrée d'Allemagne, prenait la route de Bordeaux.

Aussi, lorsque, après avoir visité Venise, Milan, Alexandrie et Turin, Napoléon, traînant toujours Berthier avec lui, reprit, le 28 décembre, la route de Paris où il arriva le 1^{er} janvier 1808, le major général poussa un soupir de soulagement. Il était contrarié, car il pensait qu'en Italie, où il n'avait été d'aucune utilité à Napoléon, il avait perdu son temps alors qu'un énorme travail l'attendait en France. Il saisissait mal le dessein de l'empereur vis-à-vis de l'Espagne et considérait que c'était un peu trop à la légère que celui-ci, ignorant des Espagnols et de leur caractère ombrageux et indépendant, s'engageait.

Quelques jours après son retour, Berthier se sentit blessé par une décision de Napoléon pour laquelle celui-ci n'avait pas pris la peine de le consulter. Son frère, le général César Berthier, qui était gouverneur des îles Ioniennes depuis août 1807, fut relevé brutalement de son commandement par suite de quelques maladroites. Le roi Joseph de Naples, frère de l'empereur, s'était plaint de lui. L'affaire était peu claire. Mais le major général qui avait un profond sens de la famille prit assez mal la chose. Napoléon reconnut un peu plus tard qu'il avait agi avec précipitation et, à titre de réparation, nomma César commandant de la 27^e division militaire à Turin, au mois de mai. Peu de temps après ce retour à Paris, parut le décret qui organisait la nouvelle noblesse d'Empire. Les maréchaux furent, pour la plupart, nantis de titres et cela donna d'ailleurs lieu à un curieux marchandage dans le choix de ceux-ci. Berthier fut un des seuls à ne pas bénéficier de ces promotions. Il était déjà pourvu.

Il avait à ce moment un nouveau travail d'une importance capitale. L'empereur lui avait demandé de réorganiser toute l'infanterie sur de nouvelles bases. Les effectifs des régiments furent portés de quatre à cinq bataillons, dont quatre en campagne et un au dépôt, et chaque bataillon vit ses compagnies passer de quatre à six, dont deux au dépôt. Cette transformation qui permit de puiser plus facilement des réserves instruites nécessita une coopération étroite entre le ministère et l'état-major général. Heureusement, Berthier et Clarke s'entendaient fort bien et ne demandaient qu'à travailler ensemble.

Profitant de son séjour à Paris, Napoléon, qui avait de la suite dans les idées, remit sur le tapis la question du mariage de Berthier. Il espérait en cette occasion le voir mettre un terme à sa liaison avec la marquise, mais il se trompait complètement.

Le mariage de Berthier se déroula un peu comme une comédie de Molière. Dans un premier temps, le maréchal persista à ne rien vouloir entendre malgré les pressions de Napoléon. Ce fut la marquise qui finit par lui faire comprendre qu'il était bien forcé de se soumettre aux désirs de l'empereur. Et, comme elle l'assura que cette union n'altérerait en rien les liens qui les attachaient, il finit par accepter, à demi consolé à l'idée de ne pas perdre sa chère Giuseppa. Restait à trouver la fiancée. Napoléon, après s'être arrêté un instant sur Fanny Dillon, une cousine de Joséphine, ce qui eût fait

entrer Alexandre dans la famille impériale, porta son choix sur deux princesses allemandes : la princesse Amélie de Leyen, dont le père était un des souverains de la Confédération du Rhin, et la princesse Élisabeth de Bavière, fille du duc Guillaume en Bavière et de la soeur du roi. Ce fut cette dernière qui fut choisie par Napoléon pour des raisons purement politiques. En fait, d'autres considérations étaient entrées en jeu. Un peu manipulé par l'impératrice qui, elle-même, répondait aux suggestions de la marquise, Napoléon avait désigné sans le savoir la Bavaroise parce qu'elle passait, à raison, pour ne pas être particulièrement jolie.

Tout de même, elle appartenait à la famille des Wittelsbach, une des plus grandes et illustres d'Allemagne. En 1808, son père ne pouvait se résoudre à avoir perdu le duché de Berg que le roi de Bavière, son beau-frère, avait cédé à Napoléon au profit de Murat. Aussi décida-t-il d'aller porter ses doléances à l'empereur qui se souciait fort peu des intérêts du duc. Il le reçut néanmoins, mais ce fut pour lui annoncer qu'il donnait sa fille en mariage à Berthier. Stupeur du visiteur qui mesurant toute l'importance du parti se hâta de remercier ! Napoléon écrivit personnellement au roi de Bavière, son allié, pour le lui annoncer et, dès lors, il n'était plus possible de reculer. Bien sûr, le futur était maréchal de France, grand dignitaire de l'Empire et prince régnant de Neuchâtel, mais elle avait vingt-trois ans et lui, cinquante-cinq ! Trente-deux ans d'écart ne les troublèrent ni l'un ni l'autre même s'il aurait pu être son père. Il épousait un titre et elle une position sociale. Très consciente de pouvoir tenir une place de premier plan à la cour impériale de France, elle échappait à la tutelle de ses parents. Peut-être, après tout, son mari serait-il amoureux de sa jeunesse ? Il semble que personne n'eut la charité ou la cruauté de la mettre au courant de la véritable situation et de lui décrire le rôle de la marquise Visconti. De son côté, Alexandre pouvait dire à sa famille et à ses amis : « C'est une vraie princesse. » Il n'était pas sans éprouver une certaine satisfaction d'une alliance aussi illustre et, dès le départ, entretenait d'excellentes relations avec les membres de sa belle-famille.

En raison de leur différence d'âge, tout de même un peu trop flagrante, le mariage fut célébré avec une certaine intimité, le 9 mars 1808. Seuls, les parents proches des futurs étaient présents : ceux d'Alexandre étant son frère César (Léopold était mort l'année précédente) et ses soeurs. Mais les témoins, tous français, avaient été choisis parmi des personnages de premier plan : Cambacérès, le comte de Ségur, grand chambellan et vieil ami de Berthier, et le ministre Regnault de Saint-Jean-d'Angely, pour Alexandre ; Talleyrand, Gaudin, ministre des Finances, et le général Dutaillys, proche collaborateur du major général, pour Élisabeth. Les souverains français assistèrent au mariage religieux et, comme cadeau, Napoléon offrit à son plus proche collaborateur cent quatre-vingt mille francs de rentes sur la Westphalie et cent quarante et un mille sur le Hanovre. Lui qui était déjà abondamment pourvu allait pouvoir mener grand train !

Mais la farce n'allait pas s'arrêter là ; à la stupéfaction de la cour, au

mécontentement de Napoléon qui se sentit joué, Alexandre dans les jours qui suivirent la cérémonie présenta sa maîtresse à sa femme comme une très vieille et très chère amie et lui recommanda de cultiver cette sympathie. Le plus extraordinaire est que les deux femmes s'entendirent très vite. Forte de son expérience et de sa beauté, la marquise domina rapidement la princesse ravie d'avoir à ses côtés pour lui servir de conseil une femme qui connaissait tout le monde à la cour et à la ville. Toutes deux passionnées par les jeux de cartes passèrent de nombreuses soirées ensemble, et il fut bientôt admis à l'amusement des uns mais à l'indignation des autres qu'elles jouaient côte à côte les maîtresses de maison à Grosbois. Pour la remercier de la manière dont elle avait su maîtriser la situation, Berthier commanda à Gérard un portrait en pied de la marquise. Deux ans plus tard, à sa demande, le peintre Boze réalisa celui de la princesse qui dut se contenter d'être en buste.

Mais Alexandre n'allait pas jouir longtemps de la félicité de ce ménage à trois. Les affaires espagnoles allaient amener Napoléon à se rendre à Bayonne pour tenter d'obtenir des souverains qu'ils lui cèdent leurs droits, leur trône et leur empire. Dans ce but, il quitta Paris le 2 avril. Berthier le suivit dans les 48 heures avec une grande partie des membres de l'état-major général. En effet, les troupes françaises, de plus en plus nombreuses en Espagne, nécessitaient sa présence à proximité. Et puis il y avait Junot, très en flèche au Portugal, qu'il fallait sans cesse rappeler à l'ordre, car il ne semblait pas réaliser la précarité de sa situation et ne faisait rien pour organiser le pays. Au-delà des Pyrénées, se trouvaient à présent les corps de Moncey, de Dupont, les divisions de Mouton, de Merle, de Duhesme et une partie de la garde impériale sous Lepic. Le commandement du tout incombait à Murat qui portait le titre de « lieutenant général de l'empereur » et se voyait déjà roi d'Espagne. Comme d'habitude, les problèmes matériels concernant cette armée relevèrent de l'état-major qui, lui, demeurait en France, car au même moment Napoléon lui demandait de planifier une expédition avec des troupes françaises, danoises, hollandaises et espagnoles pour envahir la Suède ! Utiliser des Espagnols alors qu'on occupait en force leur pays ! Un moment, Berthier se demanda si l'empereur n'avait pas perdu l'esprit ! Surtout, il était à craindre que cette occupation de pays étrangers en pleine paix n'amenât les grandes puissances à resserrer leurs liens pour mettre un frein à la boulimie napoléonienne. Mais, dans cette circonstance, Berthier entièrement accaparé par des problèmes purement militaires avait peu de temps à consacrer aux côtés politiques de la volonté impériale. Un de ses premiers soins en arrivant à Bayonne avait été de faire établir un mémoire détaillé sur les provinces basques espagnoles proches de la frontière. Et puis il avait bien d'autres sujets de préoccupations.

Plus lucide dans son ensemble que la famille royale, le peuple espagnol était en train de se soulever en sa faveur. Si Murat sut mater avec énergie la révolte madrilène, en d'autres endroits les troupes impériales se trouvèrent très vite aux prises avec de graves difficultés, d'autant que la nature très

particulière du terrain empêchait souvent d'établir une coordination entre les différents corps d'armée.

Bien qu'il fût très occupé par ses combinaisons diplomatiques, Napoléon, chaque matin, réservait une ou deux heures pour recevoir Berthier qui le tenait au courant de l'évolution de la situation militaire. Il était particulièrement inquiet sur le sort de Junot au Portugal et de Dupont en Andalousie. Depuis le commencement de l'insurrection, les Espagnols qui flanquaient Junot au nord et au sud avaient abandonné leurs positions pour rentrer en Espagne et se mettre aux ordres des juntes insurrectionnelles qui se créaient un peu partout. Comme les Portugais commençaient eux aussi à se révolter, les communications entre Junot et le quartier général devenaient de plus en plus aléatoires. Certes, Junot tenait solidement Lisbonne et ses environs mais avait eu le tort d'envoyer des troupes occuper les places d'Almeida et d'Elvas, carrefours importants qui affaiblissaient d'autant son corps de bataille.

Quant à Dupont, il s'était hardiment avancé en Andalousie pour se porter au secours de l'amiral Rossily et de ses marins qui, avec quelques vaisseaux français rescapés de Trafalgar, mouillait dans le port de Cadix. En agissant de la sorte, il n'avait fait que se conformer à ses instructions. Il campait sur les bords du Guadalquivir et se rendant compte que ses communications étaient coupées attendait de voir comment évoluerait la situation pour juger de quelle manière il manœuvrerait. Mais assez sagement il avait décidé pour le moment de ne pas pousser plus avant en direction de Cadix.

Or, pendant ce temps à Bayonne, un matin où à son habitude il s'était rendu chez Napoléon, celui-ci découvrit un Berthier complètement désespéré qui déclara tout de go :

— « Il est mort !

Passablement étonné, l'empereur demanda :

— « Et qui ?

— « Son mari !

— « Qui, vous dis-je ?

— « Monsieur Visconti. J'ai manqué mon bonheur ! Pourquoi me suis-je déjà marié ? »

C'est du moins de cette manière que Mlle Ducrest l'a raconté dans ses mémoires après que Joséphine lui eut rapporté la scène.

Napoléon, assez gêné parce qu'il était pour beaucoup dans ce mariage, entreprit de consoler son chef d'état-major davantage en ami qu'en souverain. Mais, dans les jours qui suivirent Berthier tomba malade, se cloîtra dans la petite maison qu'il occupait à un kilomètre de la résidence de Napoléon, s'abandonna au désespoir et ce fut Napoléon qui se crut obligé de venir lui rendre visite quotidiennement. Néanmoins la gravité de la situation l'obligea à prendre sur lui et il ne tarda pas à se remettre au travail. Lorsque l'empereur quitta Bayonne, le 21 juillet, Berthier partit avec lui. Ni l'un ni l'autre ne savaient et ne pouvaient savoir que Dupont avait capitulé en rase campagne, abandonné par son régiment suisse dans des conditions étonnantes, car celui-

ci avait mis bas les armes en découvrant que des compatriotes combattaient aux côtés des rebelles, dont la majorité des troupes était composée de conscrits à bout de forces. Ses adversaires, il est vrai, étaient deux fois et demie plus nombreux que les siens.

Berthier apprit la nouvelle, le 2 août, alors qu'en compagnie de Napoléon, il arrivait à Bordeaux. Là, il fut témoin de la colère de l'empereur qui accabla le malheureux Dupont alors que lui, Napoléon, était en grande partie responsable pour l'avoir chargé d'une mission difficile sans lui en donner les moyens. La situation déjà inquiétante devint plus sérieuse encore lorsque Joseph, nouveau roi d'Espagne, pris d'une panique que rien ne justifiait, évacua Madrid et que les Anglais débarquèrent au Portugal. Tous ces faits additionnés montraient que Napoléon pouvait commettre des erreurs de stratégie et d'appréciation. En particulier, le major général connaissait le peu de valeur des troupes qui avaient été envoyées dans la péninsule. Mais, aux yeux de l'Europe qui voyait pour la première fois l'Empire français mis en échec, le distinguo importait peu. Affectant de considérer l'affaire de Baylen (lieu de la capitulation de Dupont) comme un incident sans importance, Napoléon, tout en accablant ce général, poursuivit son voyage dans le sud-ouest de la France. Tout le monde trouva facile de faire de Dupont un bouc émissaire et Berthier fit comme les autres.

Cependant, au Portugal, la position de Junot devenait de jour en jour plus critique. Les Anglais avaient rassemblé à Cork en Irlande un corps expéditionnaire de 11 000 hommes, destiné à la conquête du Venezuela. Sur les conseils de son commandant, Sir Arthur Wellesley, le gouvernement britannique avait pris le risque de l'envoyer dans la péninsule Ibérique, ce qui semblait d'une singulière témérité face aux armées napoléoniennes. Bientôt, le corps de 5 000 hommes, débarqué à Gibraltar au printemps précédent, eut ordre de le rejoindre et, peu après, il allait être renforcé par les 14 000 soldats de Sir John Moore, rapatriés de Suède. C'étaient donc 30 000 Anglais, appuyés par 300 000 Portugais de faible valeur militaire, qu'allait devoir affronter Junot.

Prévenu très tôt du débarquement britannique à l'embouchure du Mondégo, non loin de Coïmbra, le général français aurait eu largement le temps de se replier sur l'Espagne en remontant la vallée du Tage. Mais jusqu'au 15 août, date à laquelle le faible détachement du général de Laborde envoyé en reconnaissance se heurta à une force anglaise quatre ou cinq fois plus nombreuse et se replia, il ne bougea pas. À ce moment, Junot décida de marcher contre ses adversaires. Il n'avait plus que 9 000 combattants valides à opposer à plus de 20 000. Battu à Vimeiro, il perdit la tête et demanda une suspension d'armes, prélude à une capitulation. Cette requête stupéfia tellement le commandant en chef anglais, le général Darlymple, que ce dernier crut d'abord à une ruse de guerre et accéda à toutes les demandes de Kellermann fils, l'envoyé de Junot ! L'armée française de Portugal, y compris les détachements assiégés par les Portugais dans différentes places, serait et

fut rapatriée en France par les bons soins de la marine anglaise, au début de septembre.

Il fallut attendre presque quatre ans pour que les deux affaires de capitulations arrivent à leur terme. Et là éclate tout l'arbitraire du comportement de Napoléon. Car, alors que le malheureux Dupont, jeté en prison depuis son retour en France (21 septembre 1808), allait, en 1812, être traduit devant une commission d'enquête pour des erreurs dont le principal fautif était Napoléon, Junot, parce qu'il était un ami proche de l'empereur, s'en tira avec de légères remontrances.

Depuis son retour à Paris à la fin d'août, Napoléon, tout en préparant sa prochaine entrevue avec le tsar, avait repris sa vie ordinaire et, en tant que grand veneur, Berthier fut prié d'organiser au début de septembre une chasse à Fontainebleau. Y fut convié, entre autres, Masséna qui était, comme son camarade, un excellent fusil. Au cours d'un tiré au faisan, dans des circonstances qui ne furent jamais éclaircies, Napoléon, médiocre tireur se souciant peu des règles de sécurité, lâcha un coup de fusil en direction de Masséna. Celui-ci, couvert de petits plombs, en reçut un dans l'oeil. Sur le moment, tout le monde le crut crevé. Seule, la présence fort opportune de Corvisart permit de le sauver. Interrogé sur la personne qui l'avait blessé, Masséna, sans hésiter, désigna Berthier qu'il détestait. Le grand veneur se trouvait au moment de l'accident, protocole oblige, aux côtés de l'empereur. Si Masséna avait laissé éclater sa vindicte, il s'était également comporté en bon courtisan. De son côté, Berthier, qui connaissait comme tout le monde le coupable, endossa sans piper la responsabilité de la maladresse, se montrant aussi bon courtisan que le duc de Rivoli. Napoléon, au fond pas très fier de lui, lui en sut gré.

Quelques jours plus tard, il partait pour Erfurt rencontrer le tsar Alexandre. À son corps défendant, Berthier l'accompagna. Il savait qu'il y serait un simple spectateur et fût volontiers demeuré à Paris, car la réorganisation de l'armée d'Espagne allait nécessiter au sein de l'état-major du personnel supplémentaire. Cette armée était désormais forte de 6 corps d'armée : le 1^{er} sous Victor, le 2^e sous Bessièrès, le 3^e sous Moncey, le 4^e sous Lefebvre, le 5^e sous Gouvion-Saint-Cyr et le 6^e sous Ney ; la garde servirait de réserve générale. En principe son major général était Jourdan qui remplissait ces fonctions auprès du roi Joseph. Donc toute la correspondance de Berthier avec les chefs de corps devait transiter par les services de Jourdan, ce qui ralentissait la transmission. Aussi arriva-t-il souvent que Berthier le court-circuitât, contrairement aux volontés de Napoléon. Il allait en résulter toute une série de froissements et de conflits qui ne facilitèrent pas la direction des opérations.

À son retour d'Erfurt où il avait tout de même trouvé le temps d'aller saluer ses beaux-parents, Berthier ne demeura que deux jours à Paris. Arrivé le 19 octobre, il en repartit le 21 pour Bayonne Napoléon qui allait lui aussi partir en Espagne « remonter la machine » lui demandait d'organiser le

transfert à l'armée d'Espagne des deux corps d'armée de Lannes et de Soult venant d'Allemagne ainsi que de la garde. Cette fois il ne s'agissait plus de troupes comprenant une majorité de conscrits mais de vieux soldats durs à cuire que n'impressionnaient ni les Espagnols ni les Anglais.

Le voyage de Berthier ne se déroula pas aussi rapidement qu'il l'eût désiré. À Bordeaux, la poste manquait de chevaux. Des officiers en route pour l'Espagne se les étaient tous appropriés. Il fallut les remplacer par des boeufs. La vitesse n'était pas la même ! Arrivé à Bayonne, il fut effaré par le désordre qui régnait dans les services. Les instructions qu'il avait envoyées les mois précédents pour la constitution de stocks de vivres, d'armes et de munitions n'avaient pas été suivies. Joseph lui avait dépêché le général Belliard pour le mettre au courant. Frappé par la clarté des exposés de ce dernier, Berthier décida de le conserver près de lui au G.Q.G. et ce jusqu'au moment où il le fit nommer gouverneur de Madrid (4 décembre 1808). En même temps, sur place, il se constituait un nouvel état-major qui comprit rapidement neuf aides de camp et quatre généraux, plus une vingtaine de subalternes. Très vite, le service des renseignements fonctionna bien et, quand Napoléon arriva le 3 novembre, Berthier put lui annoncer que les Espagnols étaient articulés en quatre armées dont, du reste, les chefs ne s'entendaient pas mais qui représentaient 134 000 hommes sans compter les Anglais encore au Portugal.

L'armée française en alignait 173 000 mais ses corps étaient assez dispersés. Dès l'arrivée de l'empereur, celui-ci demanda au major général de les concentrer en vue d'une offensive immédiate en direction de Burgos. Sous la double poigne de Napoléon et d'Alexandre, les chefs de corps, qui obéissaient plus ou moins à Jourdan, comprirent que la période où ils manifestaient une certaine indépendance était close. Ils se hâtèrent de mettre leurs troupes en mouvement, attaquèrent d'eux-mêmes les Espagnols et les succès qu'ils remportèrent leur valurent des reproches de la part de Berthier ! On ne leur demandait pas de faire du zèle et, par leur précipitation, ils avaient empêché d'obtenir des victoires plus complètes. Ils n'étaient pas habitués à un tel langage, mais la correspondance de Berthier n'était que le reflet de l'irritation que les affaires d'Espagne provoquaient chez Napoléon. Tout concourait à alimenter cette mauvaise humeur, y compris le comportement de Joseph qui estimait que Berthier le reléguait au second plan, boudant et refusant d'entrer à Burgos aux côtés de son frère et de Berthier.

Devant la poussée des armées françaises, deux armées espagnoles furent balayées et plus aucun obstacle ne se dressait entre elles et les Anglais encore fort éloignés. Sur la route de Madrid il n'y avait plus que les forces retranchées dans la montée du col de Somo Sierra avec une assez forte artillerie. Une brillante charge des chevaux-légers polonais les fit voler en éclats, y laissant, il est vrai, les deux tiers de leurs effectifs. Le 27 novembre, Berthier put écrire à sa femme que « l'armée avait battu 200 000 hommes et pris 150 canons ».

Après une résistance de façade, Madrid capitula au début de décembre et

Napoléon y fit son entrée, le 8. Aussitôt, Berthier se remit au travail et, grâce à ses renseignements, il put annoncer, le 19, à Napoléon que l'armée anglaise de Sir John Moore, forte de 25 000 hommes, marchait sur Valladolid pour couper les communications avec le nord. Aussitôt, l'empereur décida d'aller à sa rencontre et Berthier constituait déjà un état-major volant lorsqu'il reçut la visite de Belliard, dégoûté d'un poste de gouverneur impossible à tenir. Il demanda au major général de le reprendre avec lui, ce que Berthier ne put faire car, alors, Joseph serait allé pleurer dans le giron de son frère pour qu'on le lui rendît. Napoléon n'avait pas besoin de cette complication.

Le 22 décembre, ayant avec lui la garde et le corps de Ney, l'empereur se mit en route par un temps épouvantable. La traversée de la sierra de Guadarrama fut une épreuve particulièrement pénible. Napoléon et Berthier furent contraints de mettre pied à terre et d'atteindre le sommet du col en tirant leurs chevaux par la bride dans une tempête de neige. Leur exemple incita les hommes stoppés par les éléments déchaînés à les suivre. Apprenant l'arrivée de plusieurs corps d'armée français et surtout de Napoléon, Sir John Moore interrompit son offensive et retraits sur sa base de La Corogne où il comptait rembarquer son armée. Napoléon s'était lancé à sa poursuite mais, le 4 janvier 1809, il reçut des dépêches de Paris qui lui annonçaient d'une part que dans la capitale un mouvement qui prenait des allures de conspiration était tramé par Talleyrand et Fouché dans le but de mettre Murat sur le trône et d'autre part que les armements de l'Autriche jusque-là plutôt discrets étaient menés à ciel ouvert. Il décida donc de rentrer en France estimant ses lieutenants capables d'achever d'écraser les Anglais. Berthier restait pour coordonner leurs mouvements, le rôle le plus important devant être joué par Soult. L'empereur partit le 17 au matin. Berthier devait rester jusqu'à ce que les Anglais aient été jetés à la mer, et s'il estimait son rôle terminé, il pourrait rentrer au bout de huit jours car Napoléon avait besoin de lui. Soult avait livré bataille à La Corogne, le 16. L'armée anglaise parvint à se rembarquer en partie mais perdit tous ses chevaux, son matériel et laissa un bon nombre de ses prisonniers, plus la dépouille de son chef tué dans la bataille et à qui Soult, chevaleresque, fit rendre les honneurs. Parce que ses troupes n'avaient pas été écrasées, le gouvernement britannique se hâta de transformer cette défaite en victoire.

Berthier n'avait plus rien à faire, Soult remplaçant Jourdan comme major général. Il quitta Valladolid le 24 janvier et, huit jours plus tard, arriva à Paris.

X

L'ANNÉE DE WAGRAM

(1809)

Depuis le milieu de 1808, Davout, toujours en Allemagne, avait signalé à plusieurs reprises à l'état-major général que l'Autriche qui n'avait pas supporté sa défaite de 1805 réarmait. Opérant au début avec beaucoup de discrétion sous la direction intelligente de l'archiduc Charles, frère de l'empereur François, elle s'était peu à peu mise à agir au grand jour.

Berthier avait, dès le départ, tenu Napoléon au courant des avertissements de Davout, mais pendant plusieurs mois l'empereur n'en avait tenu aucun compte. Ce ne fut qu'à son retour précipité d'Espagne qu'il mesura pleinement la gravité de la situation. Aussi, lorsque le major général arriva à Paris à son tour, au début de février, il fut invité par Napoléon à abandonner tout son travail concernant l'Espagne et à reprendre à plein temps ses fonctions à l'armée d'Allemagne. Ce fut chose faite le 4 mars. Ces nouvelles responsabilités allaient lui laisser bien peu de temps pour s'occuper de sa femme et de sa maîtresse, et du reste il séjourna à peine deux mois à Paris.

Il comprit d'emblée que la préparation de l'armée française d'Allemagne était entreprise bien tard. Déployée sur une très grande, une trop grande surface, elle présentait des liaisons trop lâches entre ses différentes unités. Forte de quatre corps d'armée, elle comptait s'appuyer sur un certain nombre de divisions allemandes alliées : Bavares, Saxons, Westphaliens, dont Berthier ignorait quelle serait leur efficacité au combat contre des Autrichiens, frères de race, parlant la même langue. En même temps, se constituait un corps de réserve formé avec des conscrits de 1810. Au début de mars, y voyant plus clair, Berthier put commencer à donner des ordres pour que l'armée d'Allemagne se concentrât, comme en 1805, entre Würzburg et Bamberg d'où il lui serait facile de se porter sur le Danube et qui serait sur le flanc d'une offensive visant la Bavière.

Il s'agissait de réunir Davout, Oudinot et Masséna qui, guéri, était en état de reprendre un commandement. Du reste, curieusement optimiste, Napoléon

ne croyait pas les Autrichiens capables d'entrer en guerre avant la seconde quinzaine d'avril et, par voie de conséquence, ne voyait aucune raison de quitter déjà Paris.

Pour compléter son dispositif, Berthier écrivit à Lefebvre qui revenu d'Espagne commandait l'armée bavaroise en lui demandant de prévoir de marcher sur Donauwerth sur le Danube où il ferait sa jonction avec ses camarades venant du nord, ceci dans l'idée de faire face à une offensive autrichienne qui déboucherait de Bohême.

Cependant, les événements se précipitaient et, le 15 mars, il apparut que quatre corps d'armée autrichiens faisaient mouvement depuis la Bohême sur l'Inn, donc en direction de Lefebvre. Napoléon, à ce moment, imaginant une offensive autrichienne dans plusieurs directions divergentes, en tira des conclusions logiques mais contradictoires l'amenant à prévoir plusieurs points de concentration pour l'armée française. La grande difficulté pour les Français venait de ce que les adversaires présumés effectuaient leurs déplacements de troupes à l'intérieur de leur pays, ce qui les rendait d'autant plus difficiles à suivre.

Berthier quitta Paris le 31 mars au soir, pour n'arriver à Strasbourg que le 4 avril. Il avait reçu l'ordre d'établir le quartier général dans cette ville, ce qui était une erreur, car si elle était en communication télégraphique avec Paris, elle était, par contre, assez éloignée du théâtre des opérations. Quant aux ordres de l'empereur qui, une fois de plus, lui confiait provisoirement le commandement de l'armée, ils étaient uniquement basés sur des hypothèses que ne confirmait aucun renseignement sérieux. En deux jours, il avait été jusqu'à modifier plusieurs fois la composition de l'armée française et la manière dont les différents corps se trouvaient articulés.

Berthier était dans une situation impossible. Il était commandant en chef mais devait rendre compte à l'empereur de tous ses actes. Celui-ci prenait seul des décisions qui, lorsqu'elles parvenaient au quartier général, ne correspondaient plus à la situation. Dans le même temps, le major général devait batailler avec ses commandants de corps d'armée à qui manquaient des équipements et des munitions et qui avaient tendance, lorsqu'ils voyaient passer dans leur secteur des convois qui ne leur étaient pas destinés, à mettre la main dessus pour le bénéfice de leur corps. De tels actes déchaînaient la colère de Berthier qui, avec raison, estimait que ceux-ci ne pouvaient que générer un désordre auquel il serait difficile de mettre fin. Il y eut plus grave. La nature des ordres faisait que ceux-ci étaient souvent contraires à ce qui était attendu par les commandants d'unités.

Ce fut ainsi qu'une querelle éclata entre Berthier et Davout qui était pourtant son ami. Napoléon voulait que le duc d'Auerstedt occupât Ratisbonne, car il croyait que l'archiduc chercherait à manoeuvrer sur ses ailes et non sur son centre. Rien ne venait étayer ce raisonnement. Pourtant, Berthier demanda à son ami de faire mouvement sur la ville et de s'y maintenir. Il croyait, du reste, que Masséna se trouvait à Augsbourg. Ces

instructions étaient en elles-mêmes dangereuses et, si l'archiduc agissait vite et bien, il pourrait accabler successivement les deux corps français. Berthier comprit l'importance du risque mais, et c'est ce qui lui a été le plus reproché, il ne voulut pas prendre sur lui de contredire les ordres de Napoléon.

Cependant, sur le terrain, Davout, qui avait un jugement plus juste des dangers que courait une partie de l'armée, se mit à bombarder Berthier de notes lui exposant les difficultés de la situation et le suppliant de lui permettre de se replier sur Ingolstadt. Berthier se vit contraint, à son corps défendant, de lui opposer un refus. Mais, en même temps, il rendit compte à Napoléon, en attirant son attention sur les périls qu'entraînait l'exécution de tels ordres. Au même moment, il l'avertit qu'il transportait sans demander son avis le quartier général à Donauwerth (10 avril), car il avait appris que, sans déclaration de guerre, les Autrichiens avaient traversé l'Inn, donc franchi la frontière. Certes, le nouveau siège du quartier général était plus proche des différents corps d'armée mais, en revanche, Berthier ne disposait plus du télégraphe qui lui avait permis d'entrer en relation avec l'empereur en moins d'une heure.

Napoléon partit de France assez tard, le 13 avril, et il arriva au quartier général le 17. Là, il comprit immédiatement que ses ordres précédents n'avaient plus aucun sens et autorisa donc Davout à évacuer enfin Ratisbonne, mais dans des termes tels que celui-ci s'imagina que l'idée émanait de Berthier, ce qui n'était pourtant pas le cas. D'où un sentiment de suspicion qui allait désormais miner les rapports entre les deux maréchaux.

Sur d'autres points, la position des Français était critique. Les Autrichiens avaient attaqué les Bavares de Lefebvre et les avaient mis en déroute. Il n'est pas certain que ces soldats alliés aient fait preuve de beaucoup de pugnacité.

À présent que Napoléon était là, Berthier reprenait son poste de major général qu'en fait il n'avait pas cessé d'être. C'est la chose dont il lui a été fait grief, qu'il n'ait pas pris les dépêches de Napoléon pour les fourrer dans sa poche puis de prendre les décisions qu'imposait la situation. Plusieurs de ses camarades qui ne l'aimaient pas ne se firent pas faute de le lui reprocher, et c'est de là qu'est née la légende, qui pour une part correspond à la vérité, selon laquelle le prince de Neuchâtel était incapable de commander une armée. Pour sa part, Napoléon qui l'avait vu exécuter ses ordres sans élever la moindre protestation se déclara satisfait de la manière dont il avait géré la crise. À présent, la véritable campagne de 1809 allait commencer.

Depuis qu'il avait transporté le quartier général en Allemagne, Berthier disposait d'un état-major composé de quatre généraux et de trente-cinq officiers, allant du colonel au capitaine. Le service topographique était particulièrement étoffé puisqu'il ne comprenait pas moins de dix-sept ingénieurs géographes. Chaque corps d'armée avait également son état-major et l'ensemble allait assurer un bon fonctionnement et même la supériorité de l'armée française. Pourtant, celle-ci présentait bien des défauts. Composée souvent de soldats n'ayant que deux ou trois ans d'ancienneté, mal instruits,

piètres manoeuvriers, elle ne valait pas celle des campagnes précédentes. Il est vrai que, sous cet angle, l'armée autrichienne n'était pas mieux lotie et son état-major était loin d'avoir la même valeur et la même efficacité que celui dont disposait Napoléon.

Les opérations débutèrent entre le 17 et le 20 avril. Si les Autrichiens comptaient sur un effet de surprise, ce fut en vain car ils manoeuvraient trop lentement. Toutefois, il apparut très vite que les soldats de l'archiduc Charles se battaient bien et les premières victoires autour de Ratisbonne furent difficilement acquises. Elles ne présentaient aucun caractère définitif. Si Ratisbonne fut conquise de haute lutte, l'armée autrichienne loin de capituler traversa le Danube et battit en retraite en direction de Vienne suivie par Davout qui, conformément à ses ordres, interrompit bientôt la poursuite. Le 18 avril, après la prise de Ratisbonne, Napoléon dans une proclamation à l'armée raconta les derniers combats et cita quatre maréchaux qui s'étaient particulièrement distingués. Parmi eux, il y avait Berthier et ce n'était que justice si l'on songe aux difficultés qu'il avait eues à surmonter depuis qu'il était arrivé à Strasbourg.

La suite de la progression de l'armée s'opéra sans difficultés majeures et, le 10 mai, elle était devant Vienne qui résista à peine. Mais, alors qu'en 1805, Murat et Lannes s'étaient emparés par ruse du grand pont sur le Danube, il était, cette fois-ci, détruit et la traversée du fleuve allait poser un sérieux problème.

Napoléon s'installa en dehors de Vienne, à Schönbrunn, résidence des Habsbourg, et comme la place n'y manquait pas, le quartier général y prit également ses quartiers. Les deux armées étaient séparées par un important obstacle : le Danube, fleuve large au lit semé d'îles de surfaces inégales, sujet à des crues aussi brusques que d'amplitude variée. Ce cours d'eau pouvait voir son débit et la force de son courant se multiplier par deux ou trois en quelques heures, ce qui rendait la navigation difficile. Après avoir envisagé de faire venir par terre la flottille de canonnières qu'il avait fait construire à Strasbourg, Napoléon y renonça. Mais, pour l'heure, il lui fallait pour attaquer l'armée de Charles traverser le Danube. Or l'état-major et Berthier absorbés par le mouvement des troupes et les problèmes de logistique avaient négligé de s'occuper de l'acheminement des équipages de pont. Il existait bien un parc de bateaux destinés à cet usage mais il était demeuré à Strasbourg et le faire venir aurait demandé plusieurs mois.

Pour augmenter les difficultés que rencontreraient les Français, l'archiduc Charles avait demandé à son frère Maximilien, gouverneur de Vienne, de ramener sur la rive gauche du fleuve toutes les embarcations, grandes ou petites, sur lesquelles il pourrait mettre la main. Mais Maximilien s'était montré négligent et les soldats de Masséna chargés de l'opération trouvèrent suffisamment de bacs, péniches, chaloupes et autres barques pour bréler un pont. Par contre, si le génie mit la main sur des madriers également nécessaires, ce ne fut pas en nombre suffisant et il fut impossible de construire

des estacades de protection en amont de l'ouvrage. Mais surtout, malgré les recherches, on ne trouva pas de grosses ancrs pour fixer au fond du lit du fleuve les câbles d'amarrage. Sur une suggestion de Napoléon mise en forme par Berthier, on les remplaça par des caisses en bois pleines de pierres et de boulets. Mais ce n'était là qu'un expédient et l'expérience montrerait la fragilité du procédé, car au lieu de « crocher » dans le fond du lit elles avaient tendance à déraiper sous l'action du courant.

Commencée le 18 mai, la construction du pont de bateaux dura jusqu'au 21. Pourtant, le colonel Bacler d'Albe, chef du cabinet topographique de l'empereur et le général Sanson, chef du bureau cartographique de l'état-major général, s'étaient tous deux prononcés contre le lancement des ponts (il devait y en avoir un sur le bras principal du Danube entre la rive droite et l'île Lobau et un second entre l'île et la rive gauche) en raison de la fonte des neiges et des crues soudaines et fréquentes du Danube en cette saison. Mais Napoléon passa outre.

L'absence de réaction des Autrichiens étonna le commandement français. Le 21 au matin, en dépit d'une rupture du pont principal, une solide tête de pont était déployée sur la rive gauche. Berthier qui avait en compagnie de l'empereur passé le fleuve avec les premiers éléments, prit alors sur lui de monter dans le clocher du village d'Essling et là découvrit des forces ennemies considérables qu'il estima, avec son coup d'oeil habituel à environ quatre-vingt dix mille hommes qui s'avançaient en direction de la tête de pont. À ce moment, les forces françaises n'excédaient pas vingt mille soldats et, un instant, Napoléon décida de battre en retraite puis, changeant brusquement ses plans, décida de s'accrocher. Pendant cette bataille acharnée qui dura deux jours, le rôle de Berthier, demeuré aux côtés de Napoléon, se borna à envoyer des estafettes à Davout, qui était encore sur la rive droite du Danube avec son corps d'armée, en amont de Vienne, pour le prier de se hâter de parvenir sur le terrain. Mais la rupture des ponts, à plusieurs reprises, provoquée autant par la montée des eaux que par les péniches et moulins chargés de pierres ou enflammés que les Autrichiens lançaient dans le courant, empêcha Davout de traverser le fleuve ; et l'armée française, à court de munitions, fut contrainte de se retirer dans l'île Lobau. La victoire des Autrichiens était loin d'être totale. Avec les forces très supérieures qu'ils avaient mises en ligne, ils auraient pu écraser celles de Napoléon. Mais celui-ci, même s'il avait du mal à le reconnaître, avait subi un revers. Les pertes étaient lourdes. Un maréchal, Lannes et plusieurs généraux, dont Espagne, avaient été tués.

L'empereur estima avec raison ne pouvoir rester sur cet échec même s'il était dû aux éléments. Ce fut donc à Berthier et à l'état-major de travailler d'arrache-pied pour préparer une nouvelle traversée du Danube qui permettrait de prendre pied dans la plaine de Wagram.

Tout d'abord, il fut admis que celle-ci ne se produirait pas avant juillet, période d'étiage où une crue du fleuve serait peu à craindre. Au lendemain d'Essling, l'armée d'Italie, qui avait battu et rejeté l'archiduc Jean vers la

Hongrie, faisait sa jonction avec celle d'Allemagne et presque immédiatement un officier de son état-major prévint les services de Berthier que, par hasard, on venait de découvrir dans un magasin autrichien des ancres propres à fixer les ponts de bateaux. Berthier ordonna qu'on les amenât sur-le-champ.

À ce moment, il fut chargé d'une négociation très délicate. Le général autrichien Chasteler qui se battait à la tête des insurgés tyroliens se livrait à des atrocités sur ses prisonniers et Napoléon avait ordonné, s'il était pris, de le passer immédiatement et sans jugement par les armes. L'ayant appris, l'empereur François d'Autriche prescrivit, le cas échéant, de faire subir le même sort à deux généraux français prisonniers. Aussitôt prévenu, Napoléon fit arrêter le prince Colloredo qui résidait à Vienne et l'ambassadeur Metternich pour les faire momentanément incarcérer en France. Jusqu'où monteraient les enchères ? Berthier prit donc contact, par l'intermédiaire d'un parlementaire, avec son homologue, le major général autrichien prince de Schwarzenberg, pour réaliser un échange de prisonniers. Dans ses propos et dans ses actes, il fit preuve à la fois de tact et de fermeté. Si le gouvernement autrichien entendait intensifier la lutte, il n'était pas sanguinaire. Un terrain d'entente finit par se trouver où les échanges s'effectuèrent homme par homme et grade par grade pour la satisfaction des deux parties.

Pendant le mois de juin, Napoléon entreprit de concentrer dans l'île Lobau, qui s'appelait maintenant l'île Napoléon, le plus de troupes possible pour leur permettre de traverser rapidement le petit bras du Danube. Amener, faire bivouaquer, ravitailler, assurer le service d'hygiène pour autant d'hommes et de chevaux dans un espace aussi restreint, posaient des problèmes qui étaient de véritables casse-tête pour l'état-major. Napoléon se désintéressait de ces détails et laissait à Berthier le soin de les régler. Ceux-ci étaient d'autant plus délicats que pour que les Autrichiens ne devinent pas les intentions des Français cette concentration devait s'opérer avec un maximum de célérité et de discrétion.

Commencée le 1^{er} juillet, elle devait être achevée le 5. Sur l'île Napoléon, avaient été littéralement entassés cinq corps d'armée sans compter les nombreuses batteries totalisant plus de cent cinquante pièces lourdes chargées de « couvrir » la traversée. De plus, on y avait établi des forges, des corderies et des chantiers de radoub.

Un orage éclata le 4 au soir et Berthier en voyant les trombes d'eau s'abattre sur les soldats suggéra de reporter l'opération de vingt-quatre heures. Napoléon refusa, arguant que ce serait donner à l'archiduc Jean le temps d'accourir au secours de son frère. En fait, l'orage servit le dessein des Français, car il masqua leurs mouvements. Les ponts furent lancés sans difficulté et, le 5 au matin, toute l'armée française qui avait traversé le petit bras était déployée dans la plaine de Wagram. L'archiduc Charles devait plus tard, au cours d'une conversation avec Berthier, reconnaître qu'il avait été surpris et surtout qu'il avait escompté que les Français mettraient bien davantage de temps à franchir le fleuve.

Le 5, dans la journée, les deux armées vinrent au contact, Napoléon améliorant ses positions. Le 6, eut lieu la véritable bataille. Elle fut particulièrement meurtrière car les champs de blé, où allaient tomber les blessés, n'avaient pas été moissonnés. Or les tirs de l'artillerie allumèrent de nombreux incendies et les malheureux demeurés à terre furent brûlés vifs sans pouvoir être secourus. Le rôle de Berthier, comme c'était presque toujours le cas, se borna à être spectateur, mais il donna à son entourage et à quelques-uns de ceux qui le dénigraient systématiquement un bel exemple de courage. Le colonel Lejeune raconta qu'il resta près de deux heures sous le feu avec ses officiers et que, par un véritable coup de chance, ils n'eurent que quelques chevaux tués, dont celui du maréchal.

Les jours suivants, la poursuite s'organisa mais elle ne fut pas aussi ardente qu'en 1805, car l'armée était épuisée. Et Berthier le fit à plusieurs reprises remarquer à Napoléon. Le 16 juillet, Masséna d'un côté, Marmont d'un autre, atteignaient la plaine de Znaïm, talonnant l'armée autrichienne. Ce soir-là, un émigré français au service de l'Autriche, le général de Fresnel, se présenta aux avant-postes du duc de Raguse pour solliciter un armistice. Marmont répondit qu'il devait d'abord en référer à l'empereur et prévint aussitôt le quartier général. Ce ne fut que le lendemain que Napoléon envoya Savary à Marmont, l'autorisant à accorder une suspension d'armes. Aussitôt informé, l'entourage direct de Napoléon, c'est-à-dire Duroc, Maret et surtout Berthier, s'éleva vivement contre l'idée d'arrêter les hostilités et ils tinrent une sorte de conseil de guerre assez houleux. Ils représentèrent à l'empereur que, si l'armée française était fatiguée (et incontestablement elle l'était), celle de l'archiduc Charles, encore plus épuisée et de plus vaincue, était au bord de la déroute. D'ailleurs, pour que celui-ci demandât un arrêt des hostilités, il fallait qu'il sentît à quel point il était au bord de l'écrasement. Encore un léger effort, plaida Berthier qui quelques jours plus tôt parlait de ménager l'armée, et la victoire serait comparable à celle de 1805.

Mais Napoléon ne voulut pas les écouter. Il se montra imperméable à leurs arguments, expliqua qu'il n'avait plus de réserves et que l'immobilité de ses alliés russes le troublait beaucoup. En réalité, depuis le début de la guerre il avait comme un sentiment d'amertume et de frustration. Rien n'avait marché comme il l'aurait désiré. Devant Ratisbonne, il n'avait pas réussi à réaliser le même encerclement qu'à Ulm. Puis il y avait eu la semi-défaite d'Essling et même la victoire de Wagram n'avait été emportée qu'au prix d'un effort énorme sans avoir pu réaliser la destruction de l'armée ennemie. C'est pourquoi il autorisa Marmont à faire savoir au prince de Schwarzenberg, major général de l'armée autrichienne, qu'il était disposé à arrêter les hostilités.

Il est intéressant de noter que dans son remarquable ouvrage sur Berthier le général Derrecagaix, d'ordinaire très bien informé, affirme que le major général apporta son soutien à Napoléon lorsque celui-ci exprima son désir d'accorder un armistice alors que les témoins de la scène, dans leurs

mémoires, assurent du contraire. Quoi qu'il en soit, lorsque le prince de Liechtenstein franchit les lignes en parlementaire, Napoléon le reçut assez aimablement. Lui et Berthier se connaissaient depuis plusieurs années, ce qui facilita les premiers pourparlers, et il fut convenu que le soir même deux officiers généraux, un de chaque camp, se réuniraient pour discuter des conditions de la suspension d'armes. C'était le prélude, chacun l'avait compris, à l'arrêt définitif des hostilités. Du côté autrichien, ce fut le général de Wimpfen et, chez les Français, Berthier qui représentèrent leurs souverains. La séance se tint entre les lignes dans la métairie de Zuckerhandel que les récents combats avaient laissée intacte. Berthier se montra exigeant et même assez dur sous des dehors de politesse, si bien que lorsque le texte fut soumis à Napoléon, il ne trouva à ajouter que deux points. Il voulait occuper Presbourg et le fort de Sachsenburg. Pour le reste, jusqu'à nouvel ordre, l'armée française ne reculerait pas d'un pouce. Wimpfen s'inclina. Le document fut signé à minuit et daté curieusement du 12 juillet. L'armistice devait durer un mois, était renouvelable et ne pourrait être dénoncé, avec reprise des hostilités, que sous un préavis de quinze jours.

Mais les Autrichiens voulaient davantage de garanties. Quels étaient les desseins de Napoléon ? Renvoyé auprès de lui, le prince de Liechtenstein, qui voulait savoir si Napoléon désirait vraiment faire la paix, y fut cette fois mal accueilli. L'empereur lui fit une scène violente et Berthier qui y assista demeura muet de surprise. Le prince s'entendit dire que l'Autriche allait être écartelée en plusieurs États et la dynastie des Habsbourg chassée du trône. Peut-être cette comédie n'avait-elle pour but que d'annoncer des conditions qui pour être plus douces n'en étaient pas moins sévères.

Le 18 juillet, Napoléon accompagné de Berthier était de retour à Schönbrunn.. Le major général avait laissé sur place son ami Mathieu Dumas pour superviser l'exécution de la convention d'armistice. Lui-même se mit à travailler sur les mesures à prendre lors de la réouverture éventuelle des hostilités. Napoléon ne croyait qu'à demi à la bonne foi de l'Autriche et Berthier partageait les mêmes craintes que lui. Elles étaient d'autant plus fondées que par son excellent service de renseignements il était tenu au courant de conversations « secrètes » entre Autrichiens, Prussiens et Russes. Très inquiet, le gouvernement de Berlin estimait que si l'Autriche était dépecée, le tour de la Prusse suivrait automatiquement ; et il faisait pression sur le tsar pour essayer de le détacher de l'alliance française et de l'inciter à former une nouvelle coalition à trois. Mais, plus réaliste, Alexandre I^{er}, impressionné par les récents succès français, se déroba derrière un flot de paroles aimables, ne s'estimant nullement prêt à affronter son allié. Dans cette atmosphère diplomatique assez trouble, Berthier travaillait donc à remettre l'armée en état de rentrer en campagne, et il avait d'autant plus de mal que la plupart des chefs de corps n'ayant aucune raison de s'alarmer ne montraient pas d'empressement à exécuter les directives du major général. Au début d'août, Napoléon retira à Berthier ainsi qu'aux différents corps d'armée leurs

ingénieurs géographes et les centralisa sous les ordres de Bacler d'Albe de manière, expliqua-t-il, à améliorer encore les renseignements sur les intentions de ses adversaires.

Berthier était trop occupé par ailleurs pour trouver à redire. Au milieu de tout ce travail, il eut la joie d'apprendre le 15 août qu'il était créé prince de Wagram, touchant en différentes dotations 600 000 francs de nouvelles rentes et se voyant offrir le château de Chambord érigé pour la circonstance en principauté de Wagram. Deux de ses camarades, Masséna et Davout, se voyaient également attribuer une principauté. Il les félicita chaleureusement, oubliant provisoirement leurs différends. Mais, à court d'imagination, il envoya aux deux ainsi qu'aux nouveaux maréchaux ducs Oudinot et Macdonald exactement la même lettre : « Je vous fais mon compliment, mon cher duc d'Auerstedt (ou de Rivoli). L'empereur vient de vous conférer la dignité de prince d'Eckmühl. Ce nom célèbre par votre gloire personnelle et par celle des armées de l'empereur commandées par Sa Majesté en personne est un beau titre transmis à votre famille. Je vous embrasse.

Alexandre. »

Toutefois, pour sa part, Masséna, éternel mécontent, ne cacha pas qu'il aurait préféré Wagram à Essling et qu'il ne voyait pas pourquoi l'empereur l'avait attribué à Berthier qui selon lui n'avait rien fait pendant la bataille !

Les négociations de paix entamées à Vienne piétinèrent pendant tout le mois d'août. Les Autrichiens avaient appris le débarquement d'une armée anglaise dans les îles bordant la côte hollandaise à Walcheren. Ils espéraient beaucoup des suites de cette action et faisaient traîner les pourparlers en longueur d'autant que les conditions posées par Napoléon étaient très dures. Aussi celui-ci commença à s'impatisser, et Berthier fut chargé de demander à Masséna de lancer une série de reconnaissances sans discrétion en vue de préparer aux yeux des Autrichiens l'invasion de la Bohême. Les Autrichiens prirent peur, et comme de son côté Napoléon commençait à se montrer un peu moins exigeant dans ses demandes, la paix put enfin être signée le 14 octobre. Elle coûtait tout de même cher à l'Autriche qui perdait au profit de la France et de ses alliés des territoires peuplés de trois millions et demi d'habitants, voyait réduire son armée à 150 000 hommes et était frappée d'une contribution de guerre de 85 millions. Ce dernier point enchantait d'autant plus Napoléon qu'il était prêt à transiger à 75. Il l'aurait sans doute été moins s'il avait connu les pensées intimes de Metternich qui avait fermement poussé son maître à accepter ce traité afin, disait-il, de mieux ménager un avenir incertain.

Le 16 octobre, Napoléon quitta Vienne pour Fontainebleau où il arriva en dix jours. À son habitude, il avait laissé à Berthier le soin d'organiser le repli de l'armée. Il commença le 1^{er} novembre en rassemblant 80 000 hommes autour de Vienne sous le commandement de Davout. Ensuite, du 15 au 18 novembre, Vienne fut évacuée. Berthier, avant même d'amorcer le retrait de ses divisions, avait fait sauter les fortifications de Vienne, de Brunn, de Raab et de Graz. Ces destructions n'avaient pas été prévues lors des négociations ;

mais, malgré leur indignation, les Autrichiens n'osèrent pas protester et y assistèrent la rage au coeur.

Lorsque Napoléon l'apprit un peu plus tard de la bouche de l'ambassadeur d'Autriche, il approuva entièrement l'initiative du major général. Berthier resta assez peu de temps au commandement de l'armée d'Allemagne. Il n'avait pas de grandes décisions à prendre. La plus importante fut le renvoi de la garde impériale en France. Mais un incident sans grande importance lui permit d'affirmer que c'était lui le patron. Un incendie éclata à Penzing, localité voisine de Schönbrunn. Aussitôt Berthier fit battre la générale mais ses aides de camp emportés par leur ardeur coururent au secours des victimes du feu. Le maréchal dans une note assez sèche rappela à ces jeunes gens qu'incendie ou pas lorsqu'on battait la générale le devoir d'un officier était de se rendre à son poste. « La moindre négligence à cet égard, précisait-il, est un crime militaire... » Les jeunes officiers qui se le tinrent pour dit furent d'autant plus choqués qu'ils s'étaient attendus à recevoir des félicitations.

Comme les Autrichiens remplissaient leurs obligations sans qu'il y eût lieu à la moindre récrimination, la présence de Berthier devenait chaque jour moins indispensable. Les corps d'armée français allaient regagner leurs cantonnements sur les terres de la Confédération du Rhin et seraient tous placés sous le commandement de Davout. Le 28 novembre, Berthier prévint les chefs de corps qu'il cesserait ses fonctions le 1^{er} décembre et que l'état-major général l'accompagnerait à son retour en France. Il abandonnerait les affaires d'Allemagne pour se consacrer à celles d'Espagne. Ainsi en avait décidé Napoléon. Berthier accueillit la nouvelle avec un manque certain d'enthousiasme. D'abord, il existait un major général de l'armée d'Espagne très compétent mais de caractère difficile : Soult. Et puis Berthier voyait mal quel rôle pourrait jouer son propre état-major en demeurant à Paris si loin du théâtre des opérations. Déjà l'empereur lui avait demandé un rapport sur la formation d'un corps de réserve pour l'armée d'Espagne fort de 100 000 hommes. Le prince de Wagram, peu soucieux de dégarnir l'armée d'Allemagne et connaissant le handicap que représentaient les formations de conscrits outre-Pyrénées, se demandait où il pourrait bien les trouver. Il demanda donc après réflexion des contingents assez importants à tous les souverains de la Confédération du Rhin et à la Hollande. Tous durent s'exécuter, mais plus d'un d'entre eux commença à trouver la protection de la France plutôt pesante et se demanda si là était vraiment l'intérêt de son État. Certains d'entre eux ne cachèrent pas leurs opinions à Berthier qui s'efforça de les ramener à des sentiments plus amicaux en leur affirmant que la prochaine victoire de la France en Espagne les libérerait de cette servitude.

Napoléon l'accueillit en lui reprochant de ne pas assez s'occuper des affaires d'Espagne. La mercuriale était d'autant moins méritée que l'empereur lui-même éprouvait de plus en plus de répugnance à se pencher sur cette question. Dans les mois qui suivirent, il annonça à plusieurs reprises son

intention de se rendre sur place pour régler définitivement les problèmes et prévint Berthier de se tenir prêt à l'accompagner. Jamais il ne mit son projet à exécution, se raccrochant à des questions d'importance secondaire pour trouver des motifs à différer son départ.

En même temps qu'il s'attelait à l'hypothétique préparation d'un voyage de l'empereur en Espagne, où la présence de deux états-majors compliquerait, estimait-il, singulièrement les problèmes, Berthier commençait à mettre sur pied un plan d'invasion du Portugal pour en chasser l'armée anglaise accrochée au flanc de l'édifice impérial.

L'année 1809, si elle avait été frustrante pour Napoléon, s'était révélée extrêmement pénible pour Berthier. Âgé à présent de cinquante-six ans avec près de vingt ans de campagnes derrière lui, il se sentait par moments fatigué, usé. Pourtant, il continuait à assumer sa tâche, et Napoléon qui souvent ne voulait pas voir les choses en face ne le ménageait guère. Plus d'une fois il aspira au repos mais se savait irremplaçable auprès de l'empereur qui ne voulait pas entrer dans les détails d'exécution. Aussi le maréchal continuait-il à piloter la marche de l'immense machine qu'était l'armée.

XI

TOUJOURS SUR LA BRÈCHE

(1810-1812) En 1810 et 1811, Berthier allait avoir le plaisir de vivre presque deux années consécutives à Paris. Et, en septembre 1810, sa femme mit au monde leur premier enfant, son seul fils. Ils eurent amplement le loisir de mener une vie mondaine que tous deux appréciaient. Et il eut également le temps de se livrer à son délassement favori : la chasse aussi bien à courre qu'à tir. Les siennes se déroulaient à Grosbois. Mais, en tant que grand veneur, il se devait d'organiser celles de Napoléon à Saint-Cloud ou à Fontainebleau. Comme il n'avait guère le temps, il laissait ce soin à son aide de camp, Alexandre de Girardin, qui faisait fonction de capitaine des chasses et était parfaitement compétent. Et puis, voir l'empereur méconnaître les règles les plus élémentaires de ce noble art exaspérait Berthier au plus haut point, car il estimait cette

forme de mépris indigne d'un souverain. Aussi, plus d'une fois, alors que Napoléon le faisait chercher partout pour commencer une journée de chasse, Berthier demeura introuvable. Il s'était subrepticement éclipsé et était parti tranquillement à Grosbois où, un fusil à la main, en compagnie de quelques proches amis, il battait la plaine derrière ses chiens. Et l'empereur ne lui en tint pas rigueur.

Durant l'hiver 1810, les Berthier donnèrent réception après réception, plus somptueuses les unes que les autres, tant à Paris qu'à Grosbois, et l'empereur accompagné de l'impératrice puis un peu plus tard seul y fit de nombreuses apparitions d'autant que Berthier organisa, durant le carnaval, des bals masqués où Napoléon avait la facilité de courir le guilledou.

Cependant, il allait avoir besoin de l'aide de Berthier pour résoudre plusieurs problèmes plus sérieux. Le premier concernait son divorce. Depuis que Marie Walewska avait accouché d'un fils, Napoléon, qui avait eu des doutes jusque-là, était à présent certain de pouvoir procréer, ce qui, par contrecoup, scellait le sort de Joséphine. Mais si, sur le plan civil, un divorce était aisé à concrétiser – et il le fut dans les derniers jours de l'année 1809 –, sur le plan religieux, l'affaire était beaucoup plus délicate. Il était bien évident que s'adresser au pape, à priori seule autorité religieuse qualifiée, serait courir au-devant d'un échec car, depuis l'annexion de ses États et son arrestation en juillet 1809, il n'avait aucun motif de vouloir faire plaisir à Napoléon. C'eût plutôt été le contraire ! Ce fut alors que Cambacérès, toujours excellent juriste à l'esprit fertile, eut l'idée d'avoir recours à l'officialité diocésaine de Paris compétente pour les cas de nullité de mariage. Et il rappela à l'empereur que cet office avait prononcé la nullité du mariage de Jérôme, frère de Napoléon, avec l'Américaine Elizabeth Patterson.

Les prêtres de l'officialité de Paris ne firent pas, au départ, preuve d'une docilité exemplaire comme l'empereur aurait été en droit d'attendre d'eux. Ils commencèrent par soutenir que « la cause était si grave qu'elle était réservée, sinon en droit, du moins en fait, au pape ». Moyen élégant d'éviter d'avoir à prendre une décision.

Cambacérès fit alors réunir une commission ecclésiastique, mais un obstacle de taille demeurait. Il fallait trouver un motif de nullité et

Cambacérés, sur ordre de l'empereur, affirma qu'au cours de la cérémonie du mariage qui s'était déroulée secrètement, il n'y avait pas eu consentement des époux. C'était faux et surtout un artifice par trop grossier. On imagina alors que cette union avait été célébrée sans témoins, autrement dit Talleyrand et Berthier, en ayant assuré qu'ils avaient été témoins, auraient menti, ce qui était inexact.

Talleyrand, qui n'en était pas à un reniement près et voulait rentrer en grâce auprès de Napoléon, signa tout ce qu'on voulut. Mais le prince de Wagram fit montre de davantage de scrupules. On lui demandait, en somme, de faire un faux et de mentir sous serment. Quel que fût son dévouement à l'empereur, c'était énorme. Il semble qu'il hésita et alla demander à sa maîtresse, très proche de Joséphine, de la consulter. Celle-ci, qui savait la partie perdue mais qui matériellement s'en tirait fort bien, aurait fait dire à Berthier qu'il pouvait signer tout ce qu'on lui demandait. Restait à obtenir le témoignage du cardinal Fesch, oncle de Napoléon, qui avait célébré son mariage religieux et n'eut pas honte de s'abaisser à effectuer une déclaration mensongère. Aussi, dès ce moment, la procédure devant l'officialité apparut-elle à tout le monde assez douteuse pour ne pas dire davantage. Mais Napoléon ne s'arrêta pas à ces « détails ».

Il réunit à Paris, à la fin de janvier 1810, un grand conseil afin de demander aux participants, tous grands dignitaires de l'Empire, de l'aider dans son choix d'une nouvelle impératrice. Devrait-elle être russe, autrichienne, saxonne ou française ? Une discussion animée suivit. Le seul qui émit un avis plein de bon sens fut l'architrésorier Lebrun qui se déclara en faveur de la princesse saxonne, « parce que ce mariage ne brouillerait avec personne ». Berthier, ainsi que Talleyrand, Champagny et Duroc, se prononcèrent pour l'archiduchesse d'Autriche. Mais quand, un peu plus tard, un ami lui demanda de justifier son choix, il fut incapable de trouver des arguments. La discussion s'acheva dans la confusion, ce qui permit à Napoléon de ne pas prendre immédiatement position.

Si les péripéties du divorce avaient occupé une partie du temps de Berthier, il en consacrait bien davantage aux affaires d'Espagne. Il bombardait de questions, sans passer par l'état-major de Madrid, les différents chefs de corps, car il estimait que ni lui ni l'empereur n'étaient réellement tenus au courant de ce qui se passait dans le royaume. Les rapports qu'il recevait étaient vagues, embrouillés, nébuleux, chacun accusant plus ou moins ses voisins d'être à l'origine de ses propres mécomptes. Au demeurant, les mêmes sujets, jamais résolus, revenaient sans cesse sur le tapis, et si elle n'était pas ouvertement évoquée, la médiocrité et la mauvaise volonté pour ne pas dire plus du roi Joseph transparaissaient dans les comptes rendus de tous les généraux français.

Au début de février, le choix de Napoléon s'était arrêté sur une archiduchesse autrichienne. L'empereur informa son ministre des Affaires étrangères, Champagny, que la demande officielle en mariage et l'union par

procuration seraient effectuées par « le prince de Neuchâtel et de Wagram ». Il se rendrait à Vienne avec le titre d'ambassadeur extraordinaire. Son départ fut programmé pour le 22 février et Berthier se prépara avec sa célérité ordinaire. Pourquoi l'avoir choisi pour un rôle aussi particulier ? Napoléon voulait être représenté par un soldat. Or la plupart d'entre eux avaient des manières de soudards, et Alexandre était peut-être le seul rompu aux manières d'une cour très rigoureuse sur l'étiquette. Avec sa politesse bien connue, il n'y détonnerait pas.

Étant donné le caractère solennel de la mission, il se fit accompagner d'une suite particulièrement brillante mais entièrement masculine : quatre aides de camp, une demi-douzaine de civils dont le gouverneur de Neuchâtel, Lesperut, au demeurant tous gentilshommes. On était loin des « citoyens » de la Révolution !

Les Autrichiens ne voulurent pas être en reste et l'accueillirent avec faste, faisant montre d'une joie qui semblait sincère. Le prince Esterhazy qui les attendait à la frontière se montra particulièrement attentionné. Si l'ambassadeur de France à Vienne fit montre d'enthousiasme dans ses rapports à Champagny sur l'accueil qui était réservé à Berthier, celui-ci fut plus nuancé dans les siens à l'empereur. La famille impériale entière adopta une attitude polie mais froide. Visiblement, l'empereur François II avait quelque peine à admettre que son futur gendre était le même individu qui moins d'un an avant était entré en vainqueur dans sa capitale et avait couché dans son lit. Sa femme et ses frères calquèrent leur comportement sur le sien. Seul l'archiduc Charles, incontestablement le plus intelligent de tous, se montra chaleureux et presque amical. Mais il passait pour libéral, ce qui n'était pas une bonne note au sein de sa famille. Berthier était trop fin pour ne pas avoir saisi toutes les différences de ce comportement collectif. Aussi, lorsque après la cérémonie d'accueil il eut regagné ses appartements, ce fut incognito qu'il se rendit au palais du prince Charles qui l'attendait. Ils parlèrent d'abondance de la campagne de 1809 et se séparèrent fort contents l'un de l'autre. En fait, Berthier avait un service à demander à l'archiduc qui, suivant ses dispositions d'esprit, pourrait lui paraître un honneur ou une corvée, et il tenait à le sonder avant d'aborder le sujet. Le protocole de la cour de Vienne exigeait, en effet, que le futur mari d'une archiduchesse, s'il n'était pas présent au mariage, fût représenté, et par quelqu'un d'autre que celui qui épouserait la jeune fille par procuration. Tenu au courant de cette bizarrerie, Napoléon, qui n'avait aucune idée de la personne à qui demander de jouer ce rôle, en avait laissé le choix à Berthier, se fiant à son savoir de la vie de cour et à son tact.

Dès le moment où Berthier arriva à Vienne, ce ne furent que fêtes, bals, banquets et autres festivités. Le peuple à qui des distributions de vivres et de vin avaient été généreusement faites, manifesta son enthousiasme. Deux jours après la réception solennelle, au cours d'une audience impériale à grand spectacle, il demanda officiellement la main de l'archiduchesse pour son maître. Bien entendu, François II donna son consentement. Mais, également

consultée pour la forme, l'archiduchesse, répondant qu'elle obéirait à son père, manqua à tel point d'enthousiasme que Berthier se demanda si Napoléon ne commettait pas une erreur. Il ignorait que la princesse avait déclaré à une amie, quelques jours plus tôt, que l'idée de devoir épouser ce « monstre » buveur de sang » la remplissait d'effroi !

Le maréchal offrit à l'archiduchesse un portrait de l'empereur, orné de diamants. Puis, il se rendit avec la même pompe à l'appartement d'apparat de l'archiduc Charles à qui il exprima le désir de Napoléon d'être représenté par lui dans les cérémonies du mariage (mais on sait que ce choix avait été laissé à Berthier). L'archiduc fut très flatté de ce choix, comme le prince de Wagram – qui, depuis quelques jours, avait demandé à son entourage d'éviter de lui donner ce titre – l'avait prévu. Celui-ci répondit par des paroles tout à fait de circonstance, évoquant l'amitié et la paix entre les deux peuples, comme s'il avait pressenti l'honneur qui lui était fait et auquel il se serait préparé.

Chaque jour, Berthier écrivait à Napoléon mais lui décrivait davantage l'ambiance qui avait tendance à se réchauffer (les manières très « vieille France » de Berthier y étaient pour beaucoup) plutôt que le détail des cérémonies au protocole assez désuet. Toutefois, ses propos plutôt optimistes auraient certainement été tempérés s'il avait eu connaissance des paroles cyniques du prince de Ligne qui, parlant de l'archiduchesse, l'avait qualifiée de « belle génisse sacrifiée au Minotaure », traduisant ainsi la pensée profonde du gouvernement autrichien.

Le mariage fut célébré le 11 mars, dans la soirée. Par une de ces étrangetés de l'étiquette autrichienne, ce fut l'archiduc Charles, oncle de la mariée et représentant de son futur époux, qui conduisit l'archiduchesse à l'autel et non son père. Au moment de l'échange des anneaux, Marie-Louise tint à reprendre celui de Napoléon « pour le lui remettre elle-même », précisa-t-elle. Suivit un grand banquet et, dans toutes les festivités, la place de Berthier venait après celle des archiducs. Le lendemain, les acteurs un peu épuisés se reposèrent ; mais Berthier, qui connaissait l'impatience de Napoléon, partit le soir même, après avoir pris congé de la famille impériale qui ne fit pas grand effort pour le retenir. Il précédait d'une journée la nouvelle impératrice des Français.

À Braunau eut lieu ce qu'on appelait la « remise de l'archiduchesse », c'est-à-dire que le personnel de la cour autrichienne céda la place à celui de France. Ce fut encore une cérémonie longue et fastidieuse : adieux, présentation et prise en main de Marie-Louise par Caroline de Naples, épouse de Murat et soeur de Napoléon, qui, à en croire certains propos, s'employa à la dénier, au moins en paroles.

De là, le cortège gagna Munich où les attendaient de nouvelles fêtes. Tout au long de la route, ce ne fut que manifestations de joie et le cortège arriva le 27 mars à Compiègne. Napoléon était venu au-devant de l'archiduchesse et, sans même attendre le second mariage qui fut célébré le 31 mars à Paris, il la mit dans son lit, le soir même de son arrivée.

Cette ambassade, tout en représentation, avait fatigué Berthier. Il aurait souhaité prendre quelque repos, car il approchait de la soixantaine et avait des ennuis de santé. Mais il sentait que Napoléon ne se passerait pas aisément de ses services. Par ailleurs, il n'était pas mécontent de jouir de tous les avantages que lui procurait sa position sociale élevée et savait que s'il voulait prendre sa retraite, du jour au lendemain, il ne serait plus rien et risquerait de perdre tout ou partie des importants revenus dont Napoléon l'avait gratifié. Il est curieux de noter que lui qui prenait grand soin de bien gérer ses intérêts se désintéressa en quelque sorte de ses deux plus grandes propriétés terriennes : Neuchâtel où il n'alla jamais et Chambord où il ne se rendit qu'une fois pour inspecter des travaux. Seul, le domaine de Grosbois fut pour lui l'objet de son attention. Il l'embellit, l'agrandit par des achats de terrains jusqu'à en faire une propriété de deux mille hectares d'un seul tenant. À Paris, il se rendit propriétaire d'un hôtel près de la Madeleine et, comme il était alors absent de France, ce fut la chère marquise qui mena en son nom les négociations. Il en acquit un second, proche du premier, en 1807 pour loger ses écuries et son personnel et, dans un troisième plus petit, il installa la marquise et son fils.

Son train de maison était royal. Rien qu'à Paris, son grand chambellan commandait à cent cinquante personnes. Aussi s'était-il constitué une espèce d'état-major civil pour diriger l'ensemble de sa « maison ». Paris, Grosbois, Fontainebleau (encore un hôtel), le plus triste pour Berthier fut qu'il n'en jouit que pendant de brèves périodes, ses fonctions de major général l'ayant obligé à séjourner trop souvent hors de France. C'est pourquoi, tout bien pesé, il choisit de continuer à servir l'empereur.

Aussitôt après son mariage, Napoléon eut la singulière idée de faire visiter à la nouvelle impératrice une partie de son Empire. Ce fut le voyage en Belgique, qui se déroula d'avril à juin 1810. La suite du couple impérial était nombreuse et, quoique il estimât que sa présence serait plus utile à Paris, Berthier fut invité à en faire partie. Mené à un train d'enfer par un Napoléon infatigable, ce périple fut ennuyeux à souhait : réceptions, bals, discours, banquets, visites de manufactures, d'arsenaux, de fortifications, lancement à Anvers d'un vaisseau de ligne se succédèrent. Marie-Louise que tout cela n'intéressait guère montra partout un visage de bois. Ses seuls moments de détente furent les trajets en compagnie de Catherine de Westphalie, femme de Jérôme Bonaparte, qui, née princesse de Wurtemberg, parlait parfaitement l'allemand. Dès son retour en France, le major général put enfin consacrer tout son temps aux affaires d'Espagne dont il ne voyait pas le terme. Il savait parfaitement qu'éloigné comme il était du théâtre des opérations avec, entre lui et les corps de troupe, l'écran de l'état-major de Madrid, son rôle, en dehors de la transmission des désirs de l'empereur, serait des plus réduits. Aussi, prenant de la hauteur, il décida de se borner à analyser la situation et à en tirer des conclusions qu'il soumettrait à Napoléon.

La position de l'armée française en Espagne avait quelque chose de ridicule. Elle comptait près de 200 000 hommes et perdait une partie de son

temps à courir après de médiocres adversaires qui fuyaient pour se regrouper un peu plus loin. Le seul ennemi sérieux était l'armée anglaise de Portugal dont les effectifs n'excédaient pas 50 000 hommes, commandée par un général sans grand génie militaire qui ne savait que se retrancher dans une position forte et y attendre les assauts de l'adversaire. Mais par sa présence au Portugal cette armée anglaise encourageait la résistance de toutes les populations ibériques.

En réalité, ce qui nuisait à l'action de l'armée française était un problème de commandement. Berthier le perçut immédiatement. Les chefs des différents corps avaient pris l'habitude d'agir isolément et ne coordonnaient pas leurs actions. Tous méprisaient profondément le roi Joseph dont l'incompétence était notoire. De son côté, celui-ci les jalousait, les accusait de lui voler une gloire qu'il ne méritait pas. Aussi pour se venger retenait-il autour de Madrid les renforts ou le matériel que le ministère à Paris leur destinait et ceux-ci demeuraient inemployés et inutiles soi-disant pour protéger la capitale qui n'en avait pas besoin. La manière dont Berthier devait exposer le problème à l'empereur exigeait beaucoup de doigté.

Il aurait fallu prier Joseph de ne plus se mêler de diriger les opérations militaires ni de les mélanger aux affaires civiles ; mais Berthier savait que pour des considérations d'ordre familial Napoléon y répugnait. Il aurait surtout été nécessaire que l'empereur se rendît lui-même en Espagne. En sa présence, les corps d'armée étant concentrés et synchronisant leurs mouvements, l'armée anglaise n'aurait pas pesé lourd. Mais Napoléon ne parvenait pas à se décider. Il aurait voulu que l'affaire se terminât d'elle-même sans qu'il eût à y mettre la main. Curieusement, il était retenu par sa nouvelle épouse en faveur de qui il multipliait les attentions et qui lui en savait à peine gré.

Au cours de l'été 1810, comme s'il avait voulu le distraire du problème espagnol, parce qu'il sentait que dans son insistance le major général voyait juste, l'empereur désigna Masséna pour aller prendre le commandement d'une armée qui serait chargée d'envahir le Portugal et d'en chasser les Anglais. Ce choix était bon. Quoique vieilli, le prince d'Essling était un des meilleurs généraux de l'armée française, et à défaut de Napoléon lui-même, il devrait réussir dans cette mission. Pour remercier Alexandre qui lui remit un premier volume relatant les précédentes campagnes, et n'oubliant pas non plus le rôle qu'il avait joué dans son remariage, Napoléon lui conféra le titre de colonel général des Suisses, vacant depuis la mort de Lannes. C'était une fonction purement honorifique, mais toujours curieux, Berthier demanda à son ami Clarke en quoi consistaient ses droits et devoirs.

Jusqu'à la fin de l'année, Napoléon fut enclin à blâmer le comportement de ses généraux en Espagne, et comme c'était Berthier qui signait les dépêches, il s'attirait, encore qu'il n'y fût pour rien, une part du mécontentement qu'elles causaient. Mais, en même temps, force lui était de constater que, peu à peu, l'armée d'Espagne perdait de son énergie à mesure qu'elle s'épuisait. Depuis 1808, quelque 600 000 hommes avaient passé les

Pyrénées et toute la politique de pacification était sans cesse remise en question. Les généraux estimaient cette guerre sans issue et certains d'entre eux laissaient percer leur découragement. L'empereur courait trop de lièvres à la fois. Berthier était témoin d'erreurs qu'il ne voulait pas reconnaître et qui se traduisaient par des colères non fondées, ainsi que de ses illusions sur l'état réel de la situation.

L'année 1811 vit un changement notable dans les occupations du prince de Wagram. Il nota que l'Espagne tenait de jour en jour une place de moins en moins importante dans les préoccupations de l'empereur et que celui-ci tournait ses regards vers la Russie avec qui les relations se refroidissaient, ce qui ne manqua pas d'inquiéter Berthier. Il considérait en effet qu'une nouvelle guerre avec cette puissance serait une aventure douteuse qui nécessiterait la mise en oeuvre de moyens qu'il n'était pas certain d'être en mesure de réunir. Au début de février, il fut informé par Clarke de nouveaux ordres de Napoléon pour réorganiser secrètement l'armée d'Allemagne et pour la renforcer. Davout qui la commandait toujours vit ses effectifs portés à 140 000 hommes cantonnés autour de Dantzig, et en même temps une seconde armée de 80 000 soldats était concentrée à Hambourg. C'étaient là des signes qui ne trompaient pas Berthier, qui comprit que la guerre contre la Russie avait de plus en plus de chances d'éclater alors que lui-même n'en saisissait pas les motifs.

Ce fut cette année-là que la maîtresse du maréchal, la marquise Visconti, eut une attaque cérébrale qui la laissa à demi paralysée. En juillet, Napoléon nomma Berthier président du conseil de l'ordre des Trois Toisons, une décoration qu'il voulait créer pour faire pièce à la Toison d'or. Mais il ne donna pas suite à son idée, sentant l'hostilité monter chez les grands dignitaires de la Légion d'honneur.

Et puis, au même moment, comme s'il avait voulu hâter la conclusion des affaires d'Espagne, l'empereur demanda au major général d'organiser un bureau spécial d'état-major à Bayonne sous le commandement du général de Monthyon. Ses fonctions consisteraient à traiter toutes les affaires concernant les détachements et le matériel entrant en Espagne et en même temps à collecter les renseignements et les adresser à Paris, à Berthier. C'était créer un intermédiaire de plus entre les armées en campagne et le commandement en chef à Paris. Encore qu'au départ, le prince de Wagram n'en comprît pas l'utilité, habilement dirigé, ce bureau allait réussir à rendre de grands services. Un instant, Berthier crut que cette création était un prélude au départ pour l'Espagne de Napoléon. Il en fut pour ses illusions.

Le comportement de l'empereur qui, après avoir réuni à la France les villes hanséatiques, avait fait saisir en pleine paix le grand-duché d'Oldenbourg dont le souverain était le beau-frère du tsar (il avait épousé sa soeur Catherine), n'était pas fait pour rapprocher la France et la Russie. Il est vrai qu'au même moment, Alexandre 1^{er} avait fait monter au travers de son ambassade parisienne un vaste réseau d'espionnage qui avait des agents

jusqu'au ministère de la Guerre et qui le tenait parfaitement informé des renforcements de l'armée d'Allemagne. Peu à peu, la pensée de l'empereur se précisait, et ses actes que Berthier était le premier à connaître puisqu'il transmettait ses volontés lui inspiraient de plus en plus de craintes. Pendant l'été, il avait demandé à Davout de préparer un plan d'invasion de la Prusse, prélude à celui de la Russie. Jusqu'où Napoléon pensait-il aller ? Il ne le précisa pas. Davout adressa au major général le document à la fin de novembre. Mais comme entre-temps la Prusse fit acte de soumission, il fut à la fin du compte sans utilité.

Peu après, dans les premiers mois de 1812, furent signés des traités d'alliances avec la Prusse et l'Autriche qui s'engagèrent à fournir d'importants corps de troupes pour le cas où Napoléon devrait envahir la Russie. Berthier et plusieurs de ses collaborateurs en furent tellement abasourdis qu'ils se demandèrent un moment si Napoléon n'avait pas perdu l'esprit. La Prusse et l'Autriche, les ennemis d'hier qui n'avaient jamais accepté leur défaite ! Par son service de renseignements toujours bien informé, le major général apprit que le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche continuaient à entretenir une correspondance secrète avec le tsar. Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour en deviner le contenu. Mais Napoléon ne voulut pas tenir compte de ces inquiétantes nouvelles. En cette fin d'hiver 1811-1812, Berthier eut l'occasion d'avoir plusieurs conversations avec Cambacérès, et tous deux tombèrent d'accord pour mesurer à quel point le comportement de Napoléon suscitait leur inquiétude. Dans le même temps, le maréchal constatait que, loin de renforcer ses troupes d'Espagne ainsi que le réclamaient le roi Joseph et les maréchaux, Napoléon retirait des divisions entières : la garde, les Polonais ; et il s'illusionnait en les remplaçant par quelques unités de conscrits mal instruits.

À ce moment, les généraux en Espagne avaient à peine les forces suffisantes pour se maintenir dans leurs provinces. Ce fut alors que l'empereur chargea Berthier, déjà débordé par les problèmes de constitution de la nouvelle Grande Armée, d'une mission des plus désagréables. Il lui ordonna de constituer une commission d'enquête dont il ferait lui-même partie et qui aurait pour objet de juger le malheureux Dupont, le vaincu de Baylen, en étant prié de trouver des arguments qui permettraient de le condamner à mort !

Les membres de cette espèce de tribunal furent fort gênés d'entrée de jeu, d'une part parce qu'ils savaient que Dupont, en s'avancant comme il l'avait fait jusqu'en Andalousie, n'avait fait qu'obéir aux ordres de Napoléon, et, d'autre part, parce qu'ils considéraient que, si Dupont devait être condamné, Junot en toute justice devait subir la même peine. L'avis de Berthier fut capital aux yeux de ses camarades et il s'efforça de ne pas mêler les deux affaires. Assez judicieusement, il déclara que Dupont avait commis plusieurs fautes mais que ce n'était pas au conseil de les juger d'autant qu'aucune n'était réellement grave. Il centra donc son raisonnement sur la seule capitulation visant ainsi indirectement l'attitude de Junot, et déclara qu'il n'était coupable que d'avoir

capitulé. Un corps d'armée, développait-il, « ne doit jamais capituler en campagne. S'il se voit entouré par l'ennemi, son devoir... est de se faire jour à la baïonnette ou de mourir ». Ses camarades partagèrent cette opinion.

Les juges condamnèrent donc Dupont, ainsi que les généraux Marescot et Vedel, à la dégradation et à la prison à vie. L'ombre de l'affaire Junot les avait empêchés de voter la mort au grand mécontentement de Napoléon. Dupont eut sa revanche à la chute de l'Empire puisque la première Restauration en fit un ministre de la Guerre. À ce moment, dans les milieux royalistes, on reprocha à Berthier son attitude lors du procès alors qu'il avait sauvé en quelque sorte Dupont.

Depuis le 1^{er} février 1812, Berthier n'était plus censé s'occuper des affaires d'Espagne mais devait consacrer toute son énergie (le procès Dupont mis à part) à ses fonctions de major général de la Grande Armée. Sa dernière dépêche concernant la péninsule avertissait Joseph que, dans le but de rétablir l'unité de commandement, Napoléon le nommait général en chef de toutes les armées d'Espagne, décision d'autant plus aberrante lorsqu'on connaissait l'incapacité du roi à remplir une telle fonction tandis qu'il allait au contraire s'imaginer apte à remplir ce rôle.

Berthier reçut l'ordre de prévoir l'arrivée à Mayence du nouvel état-major général pour la première quinzaine de mars. Les effectifs qui allaient composer cette armée avaient de quoi donner le vertige, mais si rodé qu'il fut, l'état-major général n'avait jamais eu à organiser la logistique nécessitée par une masse pareille. L'empereur s'en montrait très fier mais ne voulait pas connaître la complexité du problème. Toutes armes confondues, l'armée comptait 350 000 Français, mais parmi eux il y avait près de 80 000 étrangers venant de pays récemment annexés comme l'Italie ou la Hollande et 296 000 hommes de troupes véritablement étrangères comme des Bavares, des Espagnols, des Danois ou des Prussiens. S'y ajoutaient les 30 000 Autrichiens du prince de Schwarzenberg qui avaient demandé à faire l'objet d'un décompte à part. On pouvait avoir des doutes, et Berthier n'y manquait pas, non pas sur la valeur intrinsèque de ces « alliés » mais sur leur ardeur à vouloir combattre et mourir pour un souverain qu'ils détestaient. Le nombre d'actes de pillage, d'insubordination sans parler des désertions, fut incroyablement élevé chez ces soldats si bien qu'en fait, tout l'effort de la campagne allait porter sur les Français qui, du reste, au moment de l'entrée à Moscou ne seraient plus que 93 000.

En face de cette masse de 600 000 hommes dont l'hétérogénéité n'était pas un des moindres soucis de Berthier, l'armée russe pouvait paraître chétive. Elle n'alignait qu'un peu moins de 240 000 hommes articulés en trois grandes unités d'importance inégales. L'infanterie comptait 180 000 soldats, la cavalerie 40 000 et les irréguliers (cosaques) 19 000. Mais avec ses 1 600 pièces, son artillerie était plus importante que celle des Français qui n'en alignaient qu'un millier. De plus, composée exclusivement de Russes fortement motivés à défendre leur patrie, elle présentait une cohésion qui

n'était pas à négliger. D'ailleurs, l'intention de son commandant en chef, le prince Barclay de Tolly, qui avait également pris la tête de la première armée, était de ne pas accepter de bataille et de céder tout le terrain nécessaire pour épuiser les assaillants. Une telle stratégie n'était pas nouvelle pour les Russes. Ils l'avaient jadis appliquée avec succès contre le roi de Suède, Charles XII, du temps du tsar Pierre le Grand. Pour sa part, Alexandre I^{er} se déclarait prêt à reculer, si nécessaire, jusqu'au Kamchatka. Grâce à son service de renseignements, Berthier était assez bien au courant des intentions des Russes mais il savait qu'il était inutile, du moins dans une période initiale, d'essayer de faire partager ses craintes par Napoléon.

Depuis le mois de mars, Berthier coordonnait les mouvements des corps de troupes qui depuis différents points d'Europe convergeaient vers la Vistule. Cette concentration ne prit pas moins de deux mois. Napoléon, de son côté, ne se hâtait pas d'aller se mettre à la tête de son armée. Il ne quitta Paris, en compagnie de Marie-Louise et de Berthier, que le 9 mai, ne voulant pas tenir compte des avis que l'été en Russie était court et la mauvaise saison souvent précoce. Le major général laissait la princesse de Wagram de nouveau enceinte, qui allait lui donner une fille au mois d'août.

L'empereur allait encore perdre du temps à Dresde (près de quinze jours) devant « un parterre de rois » à ses pieds, même si plusieurs d'entre eux auraient plutôt souhaité l'étrangler !

Berthier, pestant qu'il avait d'autres sujets de préoccupation, participa à cette espèce de mascarade en tant que prince souverain. Il était le seul Français, en dehors de la famille impériale, à remplir ce rôle. Mais il dut avaler quelques couleuvres, en particulier lorsque, en tant que grand veneur, il entendit Napoléon déclarer, à l'issue d'une chasse au sanglier, que la meute du roi de Saxe était supérieure à la sienne.

Ensemble, l'empereur et le major général quittèrent Dresde le 30 mai. Les sept corps de la Grande Armée et la réserve générale de cavalerie étaient déployés entre le nord de la Vistule et le sud de Varsovie. Le plan de Napoléon était d'accrocher et de battre successivement les deux principales armées russes assez éloignées l'une de l'autre. Mais la nonchalance de son frère Jérôme qui avait été chargé d'exécuter une partie de la manoeuvre la ferait échouer. Tandis que les corps d'armée reprenaient leur avance, Berthier organisait l'état-major de manière à le rendre le plus mobile possible, et dans ce but il renvoya délibérément à Königsberg l'intendant général et tous ses services ainsi que le payeur général et sa caisse, le médecin en chef et une grande partie de ses adjoints. Il leur confia le plus gros des bagages. Malgré cet allègement, Berthier gardait à ses côtés six aides de camp ainsi qu'une cinquantaine d'officiers de tous grades et une dizaine de civils. Il conservait un état-major aussi important que lors des précédentes campagnes et composé des mêmes individus, car il avait de plus en plus de mal à s'habituer à côtoyer de nouvelles têtes. Il vieillissait, mais admettait difficilement qu'il lui arrivait de se sentir fatigué. C'était toujours un bourreau de travail mais il oeuvrait

plus lentement. Son âge, note le général Derrecagaix, n'était plus celui des hommes appelés à prendre part à des guerres de mouvement. En toute objectivité, Napoléon aurait dû chercher un major général plus jeune, plus dynamique, mais habitué à travailler avec Berthier, il aurait répugné à en changer.

Le 23 juin, alors que l'empereur en compagnie de Berthier et de Caulaincourt effectuait une ultime reconnaissance sur les rives du Niémen, son cheval fit un écart. Napoléon qui pensait à autre chose fut désarçonné. À en croire Caulaincourt, Berthier lui aurait pris la main et dit : « Nous ferions mieux de ne pas passer le Niémen ; cette chute est d'un mauvais augure » ; et le grand écuyer qui aurait eu la même pensée aurait acquiescé. Napoléon aurait affecté d'en rire mais aurait paru préoccupé tout le restant de la journée. Cette anecdote célèbre eut-elle réellement lieu ? Ce qui est certain, c'est que dans les jours précédant la traversée du Niémen Berthier, au cours de nombreux tête-à-tête qu'il eut avec l'empereur, le supplia d'ajourner l'invasion et d'essayer de négocier avec Alexandre. Mais Napoléon semblait d'autant plus obstiné qu'il savait que toute l'Europe suivait avec intérêt les difficultés qu'il rencontrait en Espagne. Puis la France traversait une crise économique et il soutenait qu'une grande victoire à l'est rétablirait tout son prestige.

La traversée du Niémen, le 24 juin, s'opéra sans difficulté, les Russes ne cherchant pas à s'y opposer. Assez rapidement des difficultés apparurent. Les cartes étaient « si défectueuses qu'on n'y trouvait plus rien », déclara l'empereur qui travaillait beaucoup sur les cartes et demanda que les officiers d'état-major effectuent des relevés et des croquis, ce qui ne servit pas à grand-chose.

Les Russes en reculant faisaient le désert et le ravitaillement posait déjà des problèmes insolubles. Le temps s'en mêla. Une série d'orages très violents noya tout et fut suivi d'une chaleur torride. Mais surtout le nombre des malades et des déserteurs (en particulier dans les troupes étrangères) croissait suivant une courbe exponentielle. Les chevaux nourris de seigle vert crevaient par milliers. Il fallut abandonner des quantités de voitures et de fourgons. Ces désordres apparurent avant même d'arriver à Vilna où Napoléon qui aurait dû presser sa progression décida de s'arrêter 15 jours pour remettre de l'ordre dans l'armée. Sa colère devant cette situation se tourna contre Berthier et l'état-major qu'il accusa de ne rien prévoir alors qu'il était au moins aussi fautif. Un autre grave problème se présenta que Berthier eut à résoudre, celui des lignes de communication plus grandes que par le passé en raison des distances et de l'importance des effectifs. L'empereur qui avait vu sa manœuvre initiale mal exécutée décida de placer son plus jeune frère sous le commandement de Davout. Ce fut encore une fois Berthier qui fut chargé de lui adresser à la fois des reproches et de lui annoncer la nouvelle. Plein de morgue et de fatuité, Jérôme se regimba. Comment, un simple maréchal osait adresser des remontrances à un roi ! Furieux, il donna sa démission et rentra chez lui sans réaliser qu'il désertait.

La marche en avant reprit le 16 juillet, et s'il y eut quelques occasions d'accrocher l'ennemi, il réussit toujours à échapper. En arrivant à Witebsk, le 28 juillet, l'état-major en collationnant ses documents constata que l'armée d'attaque qui, le 24 juin, comptait 420 000 hommes, en avait perdu plus de la moitié et n'en alignait plus que 235 000. Appuyé par Caulaincourt, Duroc et Rapp, Berthier prit le taureau par les cornes et parla franchement à l'empereur. Selon lui et ses camarades, il ne fallait pas aller plus loin, à la rigueur à Smolensk, mais il était impératif de ne pas dépasser cette dernière ville, de s'y organiser pour passer l'hiver et recommencer les opérations beaucoup plus tôt dans la saison en 1813. Ce fut l'occasion d'une violente altercation entre le major général et l'empereur qui s'obstinait dans son idée de vouloir poursuivre l'armée russe pour la forcer au combat et la vaincre. Il se laissa aller à dire : « Berthier, je donnerais un bras pour que vous soyez à Grosbois. Non seulement vous ne m'êtes bon à rien mais vous me nuisez ! » Sans un mot, le major général sortit de la pièce et rentra dans son logement. Sentant qu'il était allé trop loin, l'empereur lui fit peu après des excuses. Mais il était évident que le major général aurait du mal à supporter la répétition de ce genre d'affrontements.

Smolensk tomba, mais cette conquête ne résolut en rien les problèmes que rencontrait l'armée. Les Russes en évacuant une ville ne laissaient derrière eux que des magasins vides ou incendiés.

Sans doute, en un sens, Napoléon avait-il raison de vouloir poursuivre l'offensive. L'interrompre lui eût donné des allures de vaincu. Mais en avait-il encore les moyens ? Il subodorait que l'opinion publique russe n'accepterait pas d'abandonner Moscou sans avoir livré bataille. Mais aurait-il la possibilité non pas seulement de battre mais également d'écraser l'armée russe ? D'un autre côté, contrecoup des nombreuses difficultés, l'empereur voyait chaque jour la discipline se relâcher, les pillages augmenter, le service manquer de rigueur. Le 2 septembre, il adressa une note assez sèche à Berthier : « L'état-major ne m'est d'aucun service ; aucun officier d'état-major ne sert comme il devrait... Faites en sorte que les premiers bagages que je ferai brûler ne soient pas ceux de l'état-major... Il est impossible de voir un plus mauvais ordre que celui qui y règne. » Paroles blessantes, injustes, car c'était au travail de l'état-major qu'était dû le fait qu'il régnait encore un certain ordre dans l'armée ; mais elles traduisaient le désarroi de l'empereur.

Deux jours plus tard, le 4 septembre, il demanda à Berthier d'adresser aux chefs de corps des recommandations pour « faire cesser ces désordres ». Mais les généraux mécontents commençaient à se demander dans quelle aventure les entraînait Napoléon. Ils firent connaître leurs doléances à Berthier et celui-ci une fois de plus se décida à affronter le « patron ». La réaction des généraux avait été rapide puisque le choc eut lieu le lendemain du jour où la note leur avait été adressée. La situation des troupes, estimaient-ils, devenait de plus en plus précaire. Certaines unités ne recevaient plus de vivres et le pays offrait de moins en moins de ressources. Aussi Berthier, une fois de plus,

essaya de raisonner l'empereur. Il n'était pas possible, plaïda-t-il, de continuer dans ces conditions. Napoléon entra dans une violente colère d'autant qu'il savait bien que Berthier n'avait comme objectif que l'intérêt général : « Allez-vous-en, cria-t-il, je n'ai pas besoin de vous. Vous n'êtes qu'une merde. Rentrez en France. Je ne retiens personne de force ! »

Dennie, un des employés civils de Berthier qui assistait à la scène, raconte dans son *Itinéraire de l'empereur* à quel point il avait été frappé par la dignité du maréchal qui répondit : « Quand l'armée est devant l'ennemi, le vice-connétable ne la quitte pas. Il prend un fusil et se met dans les rangs des soldats ! »

Cette fois la brouille fut sérieuse. Pendant plusieurs jours, en dehors des questions de service, les deux hommes ne s'adressèrent plus la parole et Napoléon s'abstint de recevoir le maréchal à sa table. Puis les choses se tassèrent, mais le motif profond de la querelle n'avait fait l'objet d'aucun examen approfondi. Toutefois, dès ce moment, Berthier cessa d'être dévoué corps et âme à Napoléon et là sans doute faudra-t-il voir une des causes de son comportement en 1814.

Napoléon avait, lui aussi, changé. De plus en plus despotique, il ne souffrait plus la contradiction et offensait facilement ses serviteurs les plus dévoués. Berthier ne méritait pas un tel affront.

L'empereur avait vu juste. Les Russes acceptèrent enfin la bataille mais contre une armée française très affaiblie et à quatre cent cinquante kilomètres de ses bases (7 septembre). Elle n'eut aucun caractère décisif. Si les pertes des Russes furent le double de celles des Français et si ceux-ci restèrent maîtres du terrain, les vaincus n'abandonnèrent pas un canon et ne laissèrent pas de prisonniers. Chaque parti cria victoire, ce qui était d'une certaine impudence de la part des Russes et de Koutousov, leur nouveau général en chef.

Le 14 septembre, Berthier, aux côtés de l'empereur, entra à Moscou en se demandant si, tout compte fait, celui-ci n'avait pas eu raison. Toutefois, il continuait à estimer qu'il serait sage de reculer jusqu'à la frontière avant l'hiver. Il mit sous les yeux de Napoléon un état du 28 septembre. L'armée ne comptait plus que 93 000 combattants. Convaincu, cette fois, l'empereur lui demanda de préparer la retraite. Il comptait l'arrêter entre le Dniepr et la Dvina, ou alors entre Smolensk et Minsk, pour marcher de là sur Saint-Pétersbourg. Mais, alors que Berthier le suppliait de hâter le départ, Napoléon se montrait irrésolu et traînait. Contre toute raison, il espérait qu'Alexandre serait enfin disposé à traiter. Le 13 octobre, il réunit un conseil de guerre et demanda à ses généraux leur avis sur l'opportunité de partir. Tous, sauf Daru qui préconisait d'hiverner sur place, se déclarèrent partisans du retour. Le 17, Berthier expédia les premiers ordres pour préparer le repli général. Le même jour, à Winkowo, les Russes attaquèrent les avant-gardes de Murat. Ils furent difficilement repoussés au prix de pertes sévères et Napoléon admit enfin qu'il fallait partir.

Berthier quitta Moscou avec l'empereur, le 18 octobre. Eugène

commandait l'avant-garde, suivi par Davout, Ney, puis par la garde impériale. Ce fut en vain que le major général tenta de faire réduire le train de bagages, fruit d'un immense pillage de la ville. Napoléon avait prévu de passer par la ville de Kalouga, empruntant une route plus au sud que celle qu'il avait prise à l'aller, mais l'armée russe lui barra la route, offrant cette fois la bataille. Le 25 octobre au matin, alors que l'empereur effectuait une reconnaissance, il faillit être enlevé par un détachement de cosaques. Les maréchaux et généraux qui l'entouraient, Berthier, Bessières, Murat, Rapp et leurs officiers mirent le sabre en main pour le protéger jusqu'à ce que les cavaliers de l'escorte accourent le dégager. Peut-être impressionné, Napoléon refusa de tenter de percer sur Kalouga et ordonna de prendre la route directe de Smolensk qui bénéficiait d'une bonne chaussée. Mais sur celle-ci, ravagée par le conflit, on ne trouverait aucun ravitaillement. Alors commença ce long calvaire entrecoupé de combats d'arrière-garde où Davout puis Ney firent preuve de qualités de courage et de sang-froid hors pair. Et on ne vit jamais Napoléon, toujours en avant entouré des débris de la garde, se porter vers l'arrière sur la ligne de feu. Ce comportement peu brillant est passé sous silence. Berthier et ce qui restait de l'état-major toujours à ses côtés observaient avec de plus en plus de réprobation cette étrange conduite. Mais Napoléon n'abandonnait pas le commandement et Berthier avait de plus en plus de mal à transmettre les ordres faute d'officiers et surtout de chevaux. Car à partir du 6 novembre un froid terrible s'était abattu qui, en plus de la faim, tuait hommes et animaux.

La situation s'aggravait de jour en jour. L'armée peu à peu tournait à la cohue. Faute d'instructions, les chefs de corps étaient livrés à eux-mêmes. Napoléon semblait perdre le sens des réalités. Il eut une scène d'une rare violence avec Davout à qui il fit des reproches que le maréchal ne méritait pas. D'un caractère peu commode, le prince d'Eckmühl riposta vertement et tomba dans une sorte de disgrâce. Berthier qui avait été témoin de l'altercation ne put rien faire pour en atténuer les effets. Dans cette atmosphère de tragédie, Berthier tenta par un ordre du jour inspiré par Napoléon de galvaniser les énergies.

À ce moment le major général comptait sur plusieurs divisions du corps d'Augereau stationnées en Pologne et en parfait état pour renforcer l'armée. Il espérait également ravitailler les troupes à Smolensk où il avait ordonné de constituer des stocks importants. Bientôt il devait constater que ses ordres, s'ils avaient reçu un commencement d'exécution, n'avaient été concrétisés que très partiellement. Et le désordre qui continuait à régner allait amener le pillage et le gaspillage de ces approvisionnements déjà réduits. Quant aux divisions d'Augereau, il fallut les envoyer en toute hâte sur les ailes qui menaçaient d'être tournées. La catastrophe prenait des dimensions colossales. L'état-major se trouvait de plus en plus impuissant à jouer son rôle. Les effectifs continuaient à fondre. La garde qui conservait un reste de cohésion ne comptait plus que dix mille hommes alors qu'à Moscou elle en avait plus du double. Il fallut évacuer Smolensk où Napoléon avait pensé s'arrêter. Ses

ordres devenaient incohérents et il s'en prenait à Berthier lorsqu'il découvrait qu'ils n'étaient pas parvenus à destination. Le 20 novembre, le quartier général était à Orcha. La marche devenait chaque jour plus difficile car, sur les flancs, Oudinot, Victor et Schwarzenberg étaient menacés d'être débordés, ce qui allait rendre problématique le passage de la Bérézina à un moment où les effectifs ne comptaient plus que 25 000 combattants et vraisemblablement autant de traînards. Puis, le 22 à Toloczyn, on apprit que la tête de pont sur la rivière était tombée aux mains de l'ennemi. Devant l'imminence du danger, l'empereur et le major général retrouvèrent toute leur énergie. Oudinot réussit à reprendre la tête de pont et rétablit l'ouvrage en partie détruit. Berthier prépara activement le passage des restes de l'armée, fit passer sur la rive droite ce qui demeurerait du corps d'Oudinot et toute la journée du 27 supervisa cette opération car Napoléon paraissait absent. Au prix d'efforts énormes les corps de Victor et d'Oudinot repoussèrent les attaques acharnées des Russes et le duc de Bellune se replia, le 28, en incendiant les ponts mais en laissant derrière lui les traînards et les blessés qui n'avaient pas obéi aux ordres de Berthier de traverser dans la nuit.

Le 29 novembre, Napoléon annonça pour la première fois à son état-major muet de surprise son intention d'abandonner l'armée pour rentrer à Paris. Il avait agi de même en Égypte et réitérerait de même après Waterloo, sachant pertinemment qu'un tel acte était une désertion. Pour tenter de dissiper le malaise, il fit une scène violente à Victor qu'il n'aimait pas pour avoir perdu une division lors du passage de la Bérézina. Le maréchal en fut d'autant plus scandalisé que la division était restée sur place sur ordre express de l'empereur. Depuis la Bérézina, Berthier qui y avait perdu son dernier cheval marchait à pied derrière la voiture de Napoléon montée sur patins, en compagnie de Caulaincourt, Duroc, Daru et des aides de camp survivants. Tous, peu habitués à couvrir de longues étapes à pied et au surplus chaussés de façon inadéquate, peinaient horriblement.

Ce fut le 5 décembre que l'empereur décida de rentrer à Paris. Les deux premières personnes à qui il s'en ouvrit, Daru et Bassano, se déclarèrent hostiles à ce départ. Napoléon n'osait consulter en premier ses généraux, connaissant d'avance leur réponse. L'empereur leur répliqua que n'ayant plus d'armée il risquait d'être capturé. C'était inexact. Il disposait de près de cent mille hommes entre la Pologne et l'Allemagne et grâce à eux aurait été en mesure d'écraser les Russes eux aussi épuisés. En réalité, frappé par la manière dont s'était déroulée la tentative de coup d'État de Malet et qu'à l'annonce (fausse) de sa mort personne n'avait songé qu'il avait un successeur dans le roi de Rome, il estimait sa présence nécessaire à Paris même si l'affaire était depuis longtemps jugulée.

Dans la soirée du 5 décembre, il fit appeler Berthier, Murat et Eugène et leur annonça son départ. Il désigna Murat pour le remplacer. Le choix était assez judicieux. Berthier le supplia-t-il de l'emmener avec lui ? Certains qui n'étaient d'ailleurs pas témoins de l'entretien l'ont soutenu. Thiers y a cru,

mettant cet étrange comportement sur le compte de l'état de santé de Berthier. Mais souvent Thiers s'appuie sur des ragots. L'anecdote est d'autant moins crédible que les lettres de Berthier à ce moment sont assez explicites. Il ne songeait qu'à continuer à assurer ses fonctions de major général. Il est toutefois possible que le maréchal ait suggéré à l'empereur de l'emmener avec lui, sa place étant à ses côtés, et surtout il s'entendait assez mal avec Murat. Il n'était pas le seul à contester cette nomination. Eugène y était tout autant opposé et aura un peu plus tard un mot cruel lorsqu'à son tour Murat quittera l'armée pour regagner son royaume afin d'en préparer la défense.

Mais Napoléon refusa de revenir sur sa décision. D'ailleurs, la présence de Berthier au quartier général était, estimait-il, un facteur de cohésion dont l'armée avait le plus grand besoin et pouvait aider à atténuer le mauvais effet que ne manquerait pas de produire ce départ de l'empereur.

À partir de ce moment, le rôle de Berthier prit un caractère particulier. Un certain nombre de généraux qui n'avaient pas apprécié la nomination de Murat entreprirent de s'adresser directement au major général comme s'il était le véritable commandant en chef, ce dont il se défendit. Mais ceci n'améliora pas ses rapports avec le roi de Naples. Continuant à reculer, l'état-major atteignit la frontière, puis gagna Königsberg le 19 décembre. Les Russes avaient interrompu leur poursuite dès que les Français avaient repassé le Niémen. Koutouzov avait agi de sa propre autorité, contre la volonté du tsar, jugeant que ses divisions avaient besoin de repos. À Königsberg dont la population se montra plutôt hostile, les Français purent séjourner et jouir de quelque répit. Cependant Berthier se préoccupait des unités avec lesquelles il pouvait avoir un contact direct. Il chercha à se mettre en rapport avec Macdonald qui tenait l'extrême gauche du dispositif français et avait été assiéger Riga sur la rive de la Dvina. Celui-ci avait participé sans trop de difficultés au repli général et se trouvait à présent à Tilsit. Mais il informa Berthier que le corps prussien de Yorck jusque-là sous ses ordres avait fait défection. Officiellement il se contentait d'afficher sa neutralité, mais il était douteux qu'il restât immobile et selon toute probabilité il passerait bientôt à l'ennemi. Réduit à une division, sans cavalerie, Macdonald réussit tout de même à rallier l'armée.

Puis ce fut Murat qui jugea sa présence plus utile à Naples et abandonna le commandement de l'armée à Eugène qui prétendait qu'une telle responsabilité ne pouvait être prise que par l'empereur mais qui finit par accepter sur les instances de Berthier. Celui-ci avait fait son possible pour retenir Murat, lui expliquant que le moral des hommes déjà atteint par le départ de Napoléon ne résisterait pas à ce nouveau coup. Il prévint aussitôt l'empereur, car les liaisons par estafettes avec Paris étaient rétablies. Le 4 janvier 1813, le major général et ce qui restait de son état-major, peu de monde car beaucoup de ceux qui étaient sortis de Russie souffraient de membres gelés, arrivèrent à Elbing sur la Baltique. Depuis plusieurs jours, Berthier souffrait d'une crise aiguë de rhumatismes compliquée par la goutte

et une inflammation de la vésicule biliaire. Malgré son désir de continuer à travailler, il dut s'aliter. Il était épuisé et désigna pour le remplacer son second, le général de Monthyon. Du fond de son lit, il trouvait encore l'énergie d'écrire à sa femme et à sa maîtresse pour les rassurer sur son état de santé. Eugène estima de son devoir de prévenir Napoléon de la maladie du prince de Wagram et le 29 janvier reçut l'ordre de le renvoyer immédiatement à Paris.

On a beaucoup épilogué sur le rôle de Berthier pendant la campagne de 1812. Certains ont été jusqu'à lui reprocher de ne pas avoir fait davantage pression sur l'empereur pour l'amener à arrêter son offensive dans les derniers jours de l'été. Comme si Napoléon avait écouté autre chose que sa propre intuition et accepté le moindre conseil ! Il en était venu à croire que le comportement de Berthier était dicté par un sentiment d'égoïsme personnel ! Moscou, but de l'offensive, était atteinte, mais cela ne menait à rien. Berthier fut de ceux qui estimèrent qu'il fallait en repartir tout de suite. Là encore il ne put convaincre l'empereur, saisi d'une curieuse apathie.

À partir de ce moment, il se cantonna dans un rôle purement passif. Mais on peut affirmer que, dans l'ensemble de la campagne de 1812, sa conduite fut exceptionnellement louable. Dans ces moments particulièrement difficiles, il sut faire preuve de sérénité, d'une efficacité et d'une largeur de vues qui en font le modèle des majors généraux.

XII

LA CHUTE DE L'EMPIRE

(1813-1814)

Lorsque Berthier arriva à Paris, le 9 février 1813, après un voyage particulièrement pénible, ce fut pour s'aliter. Napoléon prévenu se montra assez dépité de ne pouvoir compter immédiatement sur lui pour l'aider à reconstituer une armée. Il avait déjà ordonné la levée des conscrits des classes 1814 et 1815, soit près de 200 000 hommes, et comptait pour les encadrer rappeler de nouvelles troupes d'Espagne. Mais les rapports des médecins étaient formels. Berthier ne serait pas disponible avant un ou deux mois. En attendant, l'empereur le remplaça au pied levé et à titre provisoire par Duroc. Le choix n'était pas des plus judicieux. Officier d'artillerie, ancien aide de camp de Napoléon, Duroc était la fidélité même. Mais il ne connaissait rien au métier de chef d'état-major. Sans doute eût-il mieux valu faire revenir d'Allemagne le général de Monthyon, resté aux cotés d'Eugène comme chef d'état-major, estima Berthier lorsqu'on lui apprit cette nomination. Mais l'empereur jugea Monthyon pas assez élevé dans la hiérarchie et ne songea pas à faire appel à Soult.

La santé du prince de Wagram se rétablit plus vite que prévu et, s'il dut encore garder la chambre, il put se remettre au travail à la mi-mars. Plein de sollicitude, Napoléon lui écrivit : « Travaillez peu ! » mais, très vite, le maréchal fut en mesure de reprendre ses fonctions. La tâche qui l'attendait était immense. Il devait reconstituer une armée à partir d'à peu près rien, à commencer par son état-major général. Or, on manquait de tout. Les nouvelles troupes allaient comprendre une majorité de conscrits non instruits. La cavalerie, faute de chevaux, était à peu près impossible à reformer. L'artillerie n'avait pas l'excellent canon de campagne de six. Tous avaient été perdus en Russie, faute d'attelages, et les affûts, tous en bois, avaient servi à alimenter les feux de bivouacs. On ne disposait plus que de pièces de quatre^[1] dont l'efficacité était moindre. Et puis, les cadres allaient également faire défaut. Or, les hostilités n'étaient pas interrompues avec la Russie et l'attitude de la

Prusse laissait craindre qu'elle ne se rangeât à ses côtés. Il faudrait donc lutter contre quatre puissances étrangères, car les alliés comptaient dans leurs rangs la Grande-Bretagne et la Suède. Quant à l'Autriche, en principe toujours alliée de la France, son attitude demeurait douteuse, surtout depuis qu'elle avait signé un armistice avec la Russie, le 30 janvier.

Les troupes françaises, demeurées en Prusse et en Pologne sous le commandement d'Eugène, commençaient à rétrograder de partout tant en raison de l'avance des Russes qui avaient repris leur progression que des sentiments de plus en plus hostiles de la population prussienne. Eugène fut contraint, au début du mois de mars, d'évacuer Berlin et cette nouvelle mécontenta Napoléon qui ne comprenait pas que le vice-roi d'Italie ne disposait plus que de 40 000 hommes fatigués et devait faire face à de nombreuses difficultés.

Pour tenir compte du fait de l'éloignement de l'armée d'Allemagne et de ce que Berthier ne pouvait pas encore se déplacer, Napoléon lui demanda de laisser ce qui restait de l'ancien état-major général à Eugène, puis d'organiser un nouveau bureau d'état-major à Mayence, sous les ordres du général Guillemot qui servirait en quelque sorte de relais entre l'armée et Paris. En même temps, il fut prié de remonter à ses côtés un état-major réduit qui mettrait les ordres en forme et centraliserait les renseignements. En fait, cette étonnante organisation revenait à couper l'état-major général en trois morceaux travaillant à la fois séparément et en coordination complète ! Le système parut lourd et compliqué à Berthier, mais il dut reconnaître que sur le moment c'était sans doute le plus efficace : il se spécialisa dans les ordres relatifs aux opérations et aux mouvements de troupes et laissa le soin de mettre en forme les détails aux états-majors de corps d'armée.

À la fin du mois de mars, l'état de santé de Berthier lui permit de se rendre quotidiennement aux Tuileries dans l'après-midi et d'y avoir une conférence d'une heure ou deux avec l'empereur. Celui-ci avait déjà réarticulé ses troupes en deux armées, la première concentrée sur l'Elbe et comprenant cinq corps d'armée plus deux corps de cavalerie, et la seconde sur le Main à trois corps d'armée. Tout cela était assez impressionnant sur le papier. Mais Berthier ne tarda pas à constater que l'ensemble de ces unités manquaient d'équipements et que Napoléon avait désormais une curieuse propension à surestimer systématiquement les effectifs. Il conclut assez vite que la nouvelle « Grande Armée » ne vaudrait pas et de loin l'ancienne.

Le 6 avril, Berthier fut invité à se rendre à Mayence, mais il lui fallut d'abord compléter son état-major et mettre au point certaines questions avec Clarke toujours ministre. De ce fait, il n'y arriva que le 14, précédant de deux jours l'empereur. Sur place, il comptait trouver ses anciens adjoints qui, jusque-là, étaient demeurés aux côtés d'Eugène, mais celui-ci les avait retenus, et ils n'arrivèrent qu'une quinzaine de jours plus tard.

Tel quel, l'état-major comptait déjà une vingtaine d'officiers et de civils que le major général mit immédiatement au travail. La situation politique se

clarifiait. La Prusse avait déclaré la guerre à la France, se joignant à la Russie et à la Suède. Berthier se dépêcha de transporter le gros de l'état-major à Francfort et ensuite plus près des corps d'armée. Ce déplacement s'effectua avec un minimum de matériel. Le maréchal ne se souvenait que trop de l'encombrant train de voitures que l'armée avait traîné derrière elle lors de la précédente campagne. Les chiffres que lui communiquèrent les différents chefs de corps étaient plutôt pessimistes. Ney n'avait que 48 000 hommes au lieu des 60 000 annoncés par Napoléon ; le quatrième, 45 000 au lieu de 50 000 ; le sixième, 32 000 au lieu de 40 000. Pour la garde, c'était encore pis : 15 000 au lieu de 40 000. Le reste était à l'avenant. Il manquait 80 000 hommes sur la quantité avancée par l'empereur. Et, parmi les présents, il y avait trop de conscrits. Pourtant, avec ces troupes, la surprise serait heureuse, tenant plus à la médiocrité du commandement chez les alliés qu'à la valeur des soldats de Napoléon.

Dans cette période initiale, l'empereur comptait faire sa jonction avec Eugène alors que précisément les alliés cherchaient à l'en empêcher. Mais une fois encore Napoléon se révéla meilleur manœuvrier et réussit à rallier les troupes du vice-roi. Le 2 mai, les armées ennemies se heurtèrent à Lützen. De part et d'autre les pertes furent importantes et les Français restèrent maîtres du terrain, les alliés étant contraints à la retraite. Faute de cavalerie, Napoléon ne put se lancer à leur poursuite. Le lendemain, Berthier, tout en mettant Oudinot au courant, lui demanda d'avancer sur Hambourg. L'attitude toujours ambiguë de l'Autriche inquiétait Napoléon qui décida alors de renvoyer Eugène en Italie. Son armée fut dissoute et incorporée dans celle de l'empereur et son état-major rallia le quartier général, ce qui ravit Berthier, tout heureux de récupérer dans ces instants difficiles des éléments de valeur. Le major général fut également chargé d'annoncer à Davout qu'il était envoyé à Hambourg pour organiser la défense des villes hanséatiques. Il allait y réussir admirablement, tenant la région contre toutes les attaques alliées et ne rendant la place que plusieurs mois après la chute de l'Empire. Mais en nommant cet excellent officier dans le nord, Napoléon toujours rancunier continuait à le poursuivre de sa vindicte en raison de la manière dont il lui avait tenu tête pendant la campagne de Russie. Comme les instructions que reçut Davout étaient rédigées par Berthier et signées par lui, le prince d'Eckmühl resta persuadé qu'il fallait voir en lui l'auteur de sa disgrâce.

L'armée suivit lentement les alliés en retraite et, le 8 mai, le quartier général s'installa à Dresde avec l'intention d'y demeurer plusieurs jours afin de redonner aux corps d'armée la cohésion dont ils avaient besoin. Les armées russes et prussiennes s'étaient arrêtées autour de la ville.

De Bautzen, Napoléon qui les suivait toujours arriva, le 19 mai, et la bataille se déroula les 20 et 21. Cette fois, la victoire française fut nette mais, une fois de plus, les pertes furent importantes de part et d'autre. Alors qu'un certain découragement s'emparait des alliés qui considéraient la France assez affaiblie pour être facilement battue, l'euphorie gagna Napoléon qui ordonna à

Oudinot de marcher sur Berlin sans lui en avoir donné les moyens, comme le fit remarquer (en vain) Berthier. Mais, au G.Q.G. français, l'ambiance n'était pas pour autant à l'optimisme. La mort de Duroc au combat de Reichenbach, le lendemain, ajouta encore à l'abattement général. Caulaincourt, Daru, tous les généraux du quartier général et Berthier considéraient les deux récentes victoires comme des miracles. Ils estimaient qu'il fallait profiter de ce retournement de situation et de la nouvelle position de force des Français pour conclure une paix durable. Ils étaient persuadés que, si Napoléon se montrait raisonnable, les autres souverains, le tsar en tête, accepteraient de traiter. Tous demandaient à Berthier de se faire leur interprète auprès de l'empereur pour le faire entrer dans leurs vues. C'était bien là le noeud du problème !

Lorsque, le 29 mai, deux généraux, l'un prussien et l'autre russe, se présentèrent aux avant-postes pour négocier une suspension d'armes, ils furent reçus par Berthier. Napoléon, contrairement à ses principes qui voulaient que le combat ne cessât que lorsque son adversaire était à genoux, s'y déclara favorable, car il avait tout de même été impressionné par l'importance de ses pertes. Il fut représenté par Caulaincourt. Les adjoints de Napoléon, Berthier en tête, virent là une possibilité d'ouverture pour des négociations de paix. Mais Napoléon ne l'entendait pas ainsi. Il voulait profiter de cet arrêt des hostilités pour renforcer son armée en vue d'obtenir enfin un succès éclatant et non finir la guerre. De leur côté, les alliés espéraient profiter de cet entracte pour réussir à rallier à leurs côtés l'Autriche demeurée neutre.

Le chancelier autrichien Metternich, véritable tête du gouvernement, avait eu, jusque-là, une attitude hésitante et très prudente. Il n'aimait ni Napoléon ni son système mais ne pouvait oublier la leçon de 1809 et était impressionné par les récentes victoires françaises. Il décida donc de se rendre à Dresde où résidait l'empereur avec des propositions de paix qu'il jugea raisonnables. Mais était-il sincère ? Si Napoléon les acceptait, les alliés, arguant de sa faiblesse, n'en imposeraient-ils pas de plus dures ? Metternich ne cherchait-il pas simplement à gagner du temps ? Il est certes permis de douter de sa bonne foi lorsque l'on sait de quelle manière il détestait tout ce qui rappelait de près ou de loin la Révolution. Mais, d'un autre côté, l'Autriche venait de traverser une grave crise économique et pouvait vouloir éviter les dépenses qu'entraînerait un nouveau conflit.

Certes, l'Empire français devrait rendre un certain nombre des territoires qu'il avait annexés ; mais il garderait encore les Alpes, la rive gauche du Rhin, la Hollande, le Piémont, la Toscane, les États du pape, la Westphalie, la Lombardie et Naples, autrement dit toute l'Italie. En arrivant au quartier général, le 25 juin, Metternich fut accueilli par Berthier qu'il connaissait bien, et il lui dit quelques mots des propositions dont il était porteur pour apprécier l'ambiance. Il fut frappé du comportement de son interlocuteur qui lui déclara que ces offres lui semblaient tout à fait acceptables. Le major général tint à l'accompagner en personne jusqu'à l'appartement de l'empereur et alla jusqu'à lui confier : « Nous avons besoin de faire cesser la guerre et vous autant que

nous. »

Ce qu'en revanche il ne lui dit pas, c'était que la quasi-unanimité des Français souhaitait la fin des hostilités. Durant tout le trajet dans la maison où résidait Napoléon, Metternich fut frappé par l'attitude des officiers généraux qui vinrent le saluer et qui n'avaient que le mot de « paix » à la bouche. Mais, avec Napoléon, l'atmosphère changea. Durant le long tête-à-tête qui dura près de six heures, celui-ci ne décoléra pas et, chose curieuse, après l'avoir accusé d'être vendu à la Grande-Bretagne, essaya sans succès d'attendrir son visiteur. Mais, surtout, il déclara les conditions des alliés inacceptables, déshonorantes « et qu'il préférerait continuer les hostilités qui lui seraient forcément favorables ».

Lorsque Metternich repartit, Berthier tint à le raccompagner jusqu'à sa voiture, anxieux d'apprendre comment l'entrevue s'était déroulée et surtout quels en étaient les résultats. L'Autrichien joua franc jeu en ce sens qu'il déclara :

— « Il m'a donné tous les éclaircissements désirables ; c'en est fait de lui ! »

Il allait demeurer encore quelques jours à Dresde et rencontra encore une fois l'empereur sans qu'il en résultât rien de positif qu'une prolongation de l'armistice.

Berthier était catastrophé. Il avait compris qu'après cette tentative l'Autriche allait sauter le pas et se joindre à la coalition. Le major général, grâce aux renseignements collectés par ses services, pouvait désormais tabler sur des armées alliées alignant plus de 300 000 hommes en face de 150 000 Français : un contre deux ! Pourtant, un congrès s'ouvrit quelques jours plus tard à Prague où furent discutées des conditions de paix. Mais, en réalité, tant d'un côté que de l'autre personne ne croyait aux possibilités d'aboutir.

Savary accouru de Paris apporta des nouvelles inquiétantes. L'atmosphère dans le pays était de plus en plus lourde. Les Français lassés de l'augmentation des impôts, de la conscription, des restrictions imposées par le blocus n'aspiraient qu'à la paix et dans certains milieux souhaitaient ouvertement le retour du roi. Il conclut que la paix était indispensable. Fouché depuis Paris joignit sa voix à celle de son successeur, craignant précisément les calamités qu'un retour de la royauté ne manquerait pas d'attirer sur les hommes de la Révolution. Caulaincourt et Berthier se joignirent à lui pour essayer de faire changer d'avis leur souverain avant qu'il ne soit trop tard. Peine perdue ! Napoléon fou d'orgueil ne voyait d'autre solution que dans la poursuite des hostilités.

Là-dessus éclata l'affaire Jomini. Ce général d'origine suisse qui était chef d'état-major du corps de Ney et général de brigade depuis 1810 souhaitait être promu général de division. Sa brillante conduite à Bautzen avait incité Ney à demander pour lui cet avancement. Or, pour d'obscurcs raisons dont la moindre n'était pas son caractère difficile qui le portait un peu trop facilement à tout critiquer, Berthier ne l'aimait pas. Il jugea la requête infondée et au lieu

de la soumettre immédiatement à l'empereur la fit traîner. Mieux, Jomini qui avait négligé d'envoyer au G.Q.G. des états de situation de quinzaine se vit infliger par le major général une punition de 15 jours d'arrêts. Aussi, quelques jours avant la fin de l'armistice, il déserta et passa carrément dans le camp russe. Ses ouvrages, études très complètes sur les guerres de la Révolution, lui avaient valu une certaine célébrité. Il fut accueilli à bras ouverts. Napoléon s'imagina qu'il était parti en emmenant ses plans de campagne. C'était inexact. Jomini ne les connaissait pas. Il est certain que dans cette affaire, somme toute de peu d'importance, la responsabilité de Berthier était grande. Pourtant, il ne fit l'objet d'aucun reproche de la part de l'empereur.

Le 14 août, Murat arriva au quartier général et sa venue fut ressentie comme un facteur favorable. On pouvait être certain que la cavalerie sous son impulsion donnerait son maximum d'efficacité. Berthier fut prié par Napoléon de lui dresser un nouveau tableau de la situation. Elle était beaucoup moins brillante que Napoléon ne l'avait cru. Les alliés avaient formé trois armées commandées respectivement par Bernadotte, Blücher et Schwarzenberg. Elles constituaient une masse de cinq cent soixante-quinze mille hommes, beaucoup plus que n'avaient laissé prévoir les premières estimations. Mais surtout elles pouvaient compenser leurs pertes à venir puiser dans des réserves évaluées à deux-cent cinquante mille soldats.

Leur point faible était leur commandement. Deux de leurs généraux en chef étaient au-dessous du médiocre. Seul Bernadotte avait prouvé qu'il était un bon général. Mais valait-il Napoléon dont le génie militaire permettrait peut-être de contrebalancer la supériorité numérique de ses adversaires ? Ce fut alors que l'on apprit au quartier général une nouvelle qui pouvait radicalement modifier les données. Le général Moreau qui avait probablement été le meilleur stratège et le plus fin tacticien de sa génération, ancien commandant en chef de l'armée du Rhin, vainqueur de la bataille de Hohenlinden, qui vivait aux États-Unis, revenait en Europe. Or en tant que manoeuvrier il était sans doute supérieur à Napoléon. Celui-ci l'avait toujours considéré comme un rival dangereux et l'avait contraint à l'exil après un procès inique à l'issue duquel on l'avait dépouillé d'une partie de ses biens. Il avait été impliqué par la police dans la conspiration de Cadoudal qu'il ne connaissait même pas. Depuis 1804, il résidait avec sa famille outre-Atlantique. C'était à la demande du tsar et sur l'insistance de ses amis Bernadotte, Madame de Staël et Hyde de Neuville, agent de Louis XVIII, qu'il avait accepté après beaucoup d'hésitations de rentrer. On pouvait craindre qu'il ne prît le commandement de toutes les armées alliées tant sa haine de Napoléon était grande. En fait, il n'avait accepté que d'être conseiller militaire du tsar. Mais c'était déjà beaucoup. Il allait être mortellement blessé à la bataille de Dresde et avant de mourir donnerait cet avis : « Combattez l'empereur Napoléon partout où il ne sera pas. »

Les hostilités recommencèrent le 20 août. La marche en avant qu'avait prévue Napoléon n'avait pu être réalisée en raison des mouvements des

ennemis. Une bataille se déroula autour de Dresde. La présence de Napoléon, les fautes de Schwarzenberg permirent de remporter une nette victoire. Durant toute la journée Berthier était resté aux côtés de l'empereur transmettant ses ordres aux différents corps d'armée. Le combat interrompu à la nuit reprit le lendemain et permit de parachever le succès. Mais ses conséquences furent limitées. On apprit bientôt qu'Oudinot dont le corps était trop faible (Berthier l'avait pourtant souligné à plusieurs reprises) n'avait pu s'ouvrir la route de Berlin, que Macdonald attaqué par surprise par Blücher avait subi des pertes sévères (vingt mille hommes ; cent canons), et enfin quelques jours plus tard que Vandamme blessé avait été contraint de se rendre après que son corps d'armée ait été mis en déroute.

Revenus à Dresde, Napoléon et Berthier analysaient la situation. L'empereur voulait toujours manoeuvrer entre les armées adverses en prenant à présent les capitales et non plus les troupes comme objectif alors qu'au contraire les alliés s'étaient donné comme but la destruction de ses forces. Berthier qui jugeait mieux que lui la gravité de la situation commença à craindre que son armée n'ait pas la dynamique nécessaire pour répondre à ses désirs. Les alliés semblaient inaugurer une nouvelle méthode stratégique inspirée par le conseil de Moreau. Partout où paraissait Napoléon, l'ennemi se retirait mais portait ses efforts ailleurs et l'empereur ne pouvait être partout à la fois. Le 7 septembre, Ney qui tentait lui aussi de marcher sur Berlin fut battu à Dennewitz par Bernadotte. Berthier fut frappé du calme avec lequel Napoléon apprit la nouvelle qui mettait un terme à sa nouvelle offensive. En même temps, il s'apercevait que les alliés avaient entrepris un mouvement concentrique pour l'envelopper. À ce moment, Berthier, qui, mal remis de sa précédente maladie, s'était, depuis l'ouverture de la campagne, donné à fond, eut une rechute. Mais même grelottant de fièvre il continua à assurer ses fonctions. Il comprenait que la situation de l'armée française devenait de jour en jour plus précaire. Pourtant, Napoléon espérait encore battre ses adversaires en détail et dans ce but concentra toutes ses forces à Dresde. Mais les alliés, forts de leur énorme supériorité numérique, réussirent le 3 octobre à déborder la gauche française. Désormais Napoléon devait se replier sur Leipzig et là tenter d'accabler successivement les deux groupes d'armées ennemies qui avançaient sans liaisons entre eux pour tenter de l'encercler.

La position générale de l'armée française, le dos à la rivière Elster, était d'autant plus défavorable qu'un seul pont traversait le cours d'eau en cet endroit. L'emplacement où se trouvaient nos troupes n'était pas sans rappeler celui des Russes à Friedland et Berthier, inquiet, proposa à Napoléon de doubler l'ouvrage en lançant un pont de bateaux qui pourrait se révéler utile en cas de retraite. Mais celui-ci lui répliqua que c'était inutile car il avait bien l'intention de gagner la bataille !

Toutes les manoeuvres préliminaires se révélèrent vaines car, aux masses ennemies, l'empereur avait trop peu d'hommes à opposer et ses alliés allemands faisaient défection les uns après les autres. Berthier devait se rendre

à l'évidence : même commandées par Napoléon, les divisions françaises étaient désormais trop faibles pour entamer les forces ennemies. Dans la journée du 13 octobre, Berthier apprit que notre principal allié, la Bavière, avec qui il avait des liens personnels, avait changé de camp et que ses unités marchaient sur le Rhin. Il avisa l'empereur qu'il allait falloir sans doute se replier sur ce fleuve, ce qui se traduisait par l'évacuation de l'Allemagne.

Le 14 octobre, Napoléon tint une sorte de conférence avec ses principaux généraux. Il y afficha un bel optimisme alors que Berthier, au contraire, éprouvait des craintes pour l'avenir immédiat et ne le cachait pas. Tandis qu'au début de la campagne, Napoléon avait encore la disposition de 360 000 hommes, il n'en avait plus que 190 000 de valeur inégale. L'ennemi pouvait à présent en mettre immédiatement en ligne 350 000 de bonnes troupes. Augereau qui assistait à la réunion insista sur la qualité des soldats qui ne valaient pas et de loin ceux de 1796.

Engagée le 17 octobre, la bataille de Leipzig dura trois jours. Dans la nuit du 17 au 18, le colonel commandant le génie vint trouver Berthier. Il estimait la retraite irréalisable avec un seul pont et proposait d'en lancer deux autres pour la faciliter. Mais le major général fut contraint de rejeter cette proposition connaissant par avance la réaction de Napoléon. Peut-être eut-il tort de ne pas insister.

Au milieu du troisième jour, les Français avaient déjà perdu quarante mille hommes et allaient manquer de munitions. La retraite devenait inévitable. La traversée du seul pont disponible fut retardée par des encombrements inouïs. On sait qu'un peu plus tard un caporal du génie fit sauter le pont trop tôt laissant entre les mains des vainqueurs plus de vingt mille blessés et hommes valides. C'était un véritable désastre. L'armée française avait perdu près de quatre-vingt mille hommes. Pourtant Berthier écrivit, le 19 au soir à Gouvion-Saint-Cyr toujours à Dresde, une lettre qui est un petit chef-d'oeuvre dans l'art de masquer la vérité. Il y parle de l'infanterie adverse « mauvaise comme à l'ordinaire », que celui-ci a été partout « battu et repoussé », mais, dans le dernier paragraphe, annonce au maréchal qu'il a « liberté de manoeuvre pour se tirer d'affaire ».

La retraite qui suivit s'effectua en assez bon ordre. Ce fut en vain que les Bavaois essayèrent de la couper à Hanau. Au début de novembre, alors qu'il était à Francfort, Berthier commença à organiser la défense des frontières. Napoléon était parti pour Paris, le 4, afin d'y lever une nouvelle armée et, à son habitude, avait laissé le commandement à Berthier. Celui-ci se donna pour but de réorganiser les troupes qui restaient et dont les rangs s'éclaircissaient chaque jour en raison des désertions. Sa mission s'acheva le 15 et il rentra à Paris, conformément à ses ordres. Napoléon aurait voulu avoir une nouvelle armée prête à combattre au début de janvier 1814 afin de faire face à l'invasion. Berthier savait que c'était matériellement impossible. Il le dit et se fit vertement tancer. Ce qui manquait le plus était le temps et les alliés n'étaient pas disposés à en laisser à l'empereur. Déjà dans le sud les Anglais

avaient franchi la Bidassoa le 8 novembre précédent. Le 21 décembre, à Bâle au nord, ils passaient le Rhin sans rencontrer de résistance.

Si Napoléon à son retour d'Allemagne se faisait encore des illusions sur sa capacité à combattre victorieusement les coalisés, Berthier, par contre, envisageait les choses d'une manière beaucoup plus réaliste et n'ignorait rien des complications auxquelles il allait avoir à faire face. Il savait que les unités dont disposait l'empereur ne dépassaient pas cinquante mille vieux soldats, mais épuisés et souvent découragés. Quant aux trente mille traînards écopés ou blessés récupérables, leur valeur en tant que combattants était des plus incertaines.

Certes Napoléon annonçait qu'il allait lever six cent mille hommes (à présent il jonglait avec les chiffres) et comptait disposer immédiatement de deux cent mille. Mais le major général en rapports étroits avec le ministre de la Guerre, son ami Clarke, savait qu'il n'y avait rien pour les habiller, les chausser, et plus grave encore, pour les armer. Depuis deux ans tous les stocks des magasins et arsenaux français avaient systématiquement été expédiés en Allemagne pour y être à proximité des divisions de la Grande Armée. Ils se trouvaient dans des places encore tenues par des troupes françaises représentant environ cent cinquante mille hommes, mais elles étaient assiégées.

Face aux effectifs squelettiques dont allait disposer Napoléon, les alliés alignaient entre cinq cent et six cent mille hommes bien équipés et Berthier reconnaissait que la disproportion des forces était trop grande pour qu'il y eût la moindre chance de victoire définitive. De plus, le pays tout entier n'aspirait plus qu'à la paix et souhaitait de plus en plus voir disparaître le régime impérial. Les conspirations royalistes fleurissaient partout presque à visage découvert même si les comploteurs étaient encore peu nombreux. Les impôts retraient de plus en plus mal. Il ne restait que les cadres subalternes de l'armée et les vétérans pour demeurer fanatiquement bonapartistes.

Pourtant, craignant que le pays ne se soulevât en masse, les alliés avaient, en novembre 1813, fait des propositions de paix assez raisonnables quoique moins favorables que l'été précédent. Ils offraient de reconnaître les limites naturelles de la France : Alpes, Rhin et Pyrénées. Napoléon les avait naturellement rejetées. Berthier ne comprenait pas l'orgueil qui poussait l'empereur à une telle intransigeance dans laquelle il s'enfonçait chaque jour davantage. Il est très possible que celui-ci ait estimé qu'une fois vaincu il n'aurait pu se maintenir sur le trône.

Le prince de Wagram avait reçu pour consigne, le 26 décembre 1813, de former en collaboration avec Clarke dans les délais les plus brefs une armée dite de réserve qui devrait être concentrée autour de Paris en un mois. Ils savaient tous deux la chose matériellement impossible mais se gardèrent de le faire remarquer à Napoléon qui n'acceptait plus aucune objection. Lorsque à Paris l'état-major général ou plutôt ce qu'il en restait apprit que, le 21, l'ennemi avait franchi le Rhin, il fallut parer au plus pressé. Berthier ordonna

donc aux seules forces dont il disposait, les corps de Marmont et de Victor, d'évacuer Mayence et Strasbourg est de se porter sur les cols des Vosges pour s'y installer défensivement. Ils étaient malheureusement trop faibles et seraient bientôt contraints de reculer, ce qui déclencherait une violente colère chez Napoléon qui découvrirait avec une sorte de stupeur que loin d'avoir les effectifs qu'il imaginait, ses divisions en comptaient moitié moins si ce n'était pis. Pourtant, à la fin de janvier 1814, avec à peine quarante-sept mille hommes il n'hésita pas à affronter deux cent trente mille coalisés et, miracle, les battit en plusieurs rencontres. À Brienne, le 29 janvier, après le combat victorieux, l'empereur et son entourage regagnaient leur bivouac lorsqu'ils furent brusquement assaillis par une sotnia de cosaques. Dans la mêlée confuse qui suivit jusqu'à l'intervention de l'escorte, Berthier eut son bicorne traversé d'un coup de lance. Lui-même fut désarçonné et un peu piétiné dans la boue par les chevaux. On le releva tout contusionné, mais il reprit aussitôt son poste et ses fonctions comme si de rien n'était.

Toute la stratégie de Napoléon consistait à tabler sur le manque de coordination entre les différents corps alliés, ce qui lui permettrait de les affronter les uns après les autres à égalité. Mais Berthier, faisant preuve d'un étonnant réalisme, essaya de le convaincre que ces succès étaient éphémères, qu'il faudrait bientôt livrer bataille sous Paris et que l'on risquait d'y être écrasé. En bon chef d'état-major il comparait les moyens dont disposait la France et les coalisés et cet exercice intellectuel lui montrait que les jeux étaient faits. Napoléon malgré tous ses mérites et ses talents n'avait aucune chance de venir à bout de ses adversaires. Berthier suggérait donc que l'on fit la paix à n'importe quel prix pour sauver la dynastie.

Tout de même impressionné par les arguments du major général, l'empereur accepta d'envoyer un plénipotentiaire, Caulaincourt, au curieux congrès de Châtillon que souhaitaient surtout Metternich et les Anglais. Les dernières défaites des alliés les incitaient à montrer quelque souplesse, même si au fond du coeur ils entendaient en finir avec Napoléon qui de son côté était bien décidé à ne pas souscrire à leurs conditions. Du reste, pendant le congrès les opérations militaires ne seraient pas interrompues. L'armée française gagnait des batailles mais était trop faible pour les exploiter et elle s'y usait. L'empereur à présent semblait être obnubilé par l'idée de tourner les deux armées alliées et d'aller couper leurs lignes de communications dans l'est. Outre que cette manoeuvre était contraire à tous les principes militaires qui voulaient qu'auparavant l'adversaire ait été mis hors de combat, elle avait l'inconvénient de découvrir Paris qui serait sans défense et n'était protégée par aucun système de fortifications. Il faudrait prendre le risque d'avoir à évacuer de la capitale le gouvernement et une partie de l'administration. Conscient de ce danger et sachant qu'il serait pour les siens beaucoup plus aléatoire de courir les routes que de demeurer sur place, Berthier écrivit à sa femme et à sa maîtresse en leur recommandant, quels que puissent être les conseils venus de la cour et du lieutenant général (Joseph Bonaparte), de ne quitter Paris à aucun

prix. Il se doutait bien que les souverains alliés n'accepteraient jamais de livrer la ville au pillage d'une soldatesque déchaînée.

Pour sa part, ayant renoncé à faire entendre raison à l'empereur, il se contentait de rédiger et transmettre ses ordres et à diriger son état-major fort réduit à l'image de l'armée et qui ne comprenait plus qu'une quinzaine de personnes.

Dans la deuxième quinzaine de mars, Napoléon annonça sa décision de faire mouvement en direction des places de l'est toujours entre nos mains. La majorité des maréchaux n'approuvaient pas ce mouvement. Ils craignaient que les alliés, au lieu de s'attacher à les poursuivre, ne précipitent leur marche sur la capitale. Ce fut précisément ce qu'ils décidèrent après que des courriers de Marie-Louise et de Savary destinés à Napoléon aient été interceptés par eux. Napoléon qui à ce moment se trouvait à Saint Dizier réunit aussitôt un conseil comprenant Berthier, Ney, Caulaincourt et Drouot. Là, il vit son projet de marcher vers l'est fortement combattu par ses généraux en raison de la récente évolution de la situation. Il finit par reconnaître qu'il fallait couvrir d'abord Paris et décida de se diriger vers Fontainebleau qui lui servirait de base d'opérations. La marche fut des plus pénibles. Le temps était épouvantable et depuis plusieurs jours le ravitaillement faisait défaut. Il était à peu près impossible de se procurer des vivres auprès de la population qui refusait les bons de réquisition.

Le 30 mars, Napoléon apprit que l'impératrice et le roi de Rome avaient quitté Paris pour Blois. Joseph avait fait placarder une proclamation appelant la population à la résistance à outrance... après quoi, il avait pris la fuite. Les alliés étaient devant la capitale. L'empereur précipita son mouvement en direction de Fontainebleau. Ce fut dans cette dernière ville que la nouvelle de la capitulation de Paris ainsi que celle de la constitution d'un gouvernement provisoire hostile à l'Empire l'atteignirent. Loin de se laisser abattre, refusant de reconnaître que l'aventure impériale était terminée, il décida de poursuivre la lutte. Mais pour cela il avait impérativement besoin du concours du major général. Celui-ci lui était acquis quels qu'aient été à ce moment ses sentiments personnels. Il envoya donc des ordres à Marmont et à Mortier pour qu'ils se placent en couverture devant Fontainebleau et commença à organiser un mouvement de la cour, de l'administration et de l'armée sur Orléans, tout en sachant parfaitement ce que cette agitation avait d'irréaliste.

Mais les événements de Paris devaient rendre illusoires ces dernières mesures. Les alliés avaient déclaré qu'ils ne voulaient plus traiter avec l'empereur. Ils avaient invité les sénateurs encore présents à Paris à former le gouvernement provisoire. Le seul point sur lequel ils n'étaient pas d'accord était de savoir en faveur de quel régime ils se prononceraient. Si les Anglais penchaient pour les Bourbons, le tsar aurait préféré Bernadotte, l'empereur d'Autriche, le roi de Rome... Même le duc d'Orléans avait ses partisans. Si ce furent en définitive les Bourbons qui l'emportèrent, cela tint pour beaucoup au fait que le gouvernement britannique finançait la coalition.

À Fontainebleau, Napoléon se préparait à marcher sur Paris. Le 4 avril, il donna des ordres à Berthier en ce sens. Le moral des troupes semblait excellent. Mais les maréchaux à leur arrivée douchèrent son enthousiasme. Napoléon avait convoqué Lefebvre, Oudinot, Ney et Macdonald et les reçut en présence de Berthier et de Caulaincourt. Tous représentèrent à l'empereur que ses ordres étaient impossibles à mettre à exécution et allèrent jusqu'à prononcer le mot d'« abdication ». Berthier pendant toute la séance demeura muet. Il était parfaitement conscient de la justesse du raisonnement de ses camarades mais ne voulait pas avoir l'air de trahir ouvertement l'empereur quoiqu'il connût les récents événements de Paris.

Frappé par cette unanimité, Napoléon décida alors d'essayer de traiter avec les alliés sur la base d'une abdication en faveur de son fils et il décida d'envoyer Caulaincourt, Ney et Macdonald négocier avec les souverains étrangers. Il comptait beaucoup sur le caractère sentimental du tsar pour obtenir gain de cause et n'avait sans doute pas tort. Caulaincourt demanda que l'empereur désignât Berthier pour présider la délégation. Napoléon s'y refusa, prétendant qu'il ne connaissait rien à la diplomatie ! En réalité, il prévoyait déjà de reprendre la lutte si ces pourparlers échouaient et savait que dans ce cas le major général serait indispensable à ses côtés. Ce fut donc Berthier qui envoya à Marmont, ou à son défaut à son plus ancien divisionnaire, l'ordre de se rapprocher de Fontainebleau.

Ce fut alors que se produisit l'incident que l'histoire a appelé à tort « la trahison de Marmont ». Celui-ci avait reçu à leur passage les trois délégués et ne leur avait pas caché qu'il négociait un armistice avec les Autrichiens, car son corps d'armée épuisé, manquant de vivres et surtout de munitions, était dans une situation désespérée. Les délégués se rendirent à Paris, furent reçus par le tsar qui se déclara intéressé par leurs propositions et les renvoya au lendemain. Ce jour-là, ils déjeunaient tous chez Ney lorsqu'arriva Marmont. Un peu plus tard, survint un de ses aides de camp qui leur apprit que son corps d'armée était tout entier passé chez les Autrichiens. L'auteur de cet acte était en réalité le général Souham. Divisionnaire depuis 1793, Napoléon ne lui avait jamais pardonné d'être un ami de Moreau et ne lui avait accordé que quelques avantages avec parcimonie. Bon général, Souham aurait pu prétendre autant et davantage que d'autres au maréchalat. C'était par pur esprit de vengeance, en partie justifié qu'il venait de passer avec ses troupes à l'ennemi. Mais son acte rendait toute négociation impossible. Marmont qui, suivant l'avis de ses camarades, avait rompu les pourparlers, était désespéré. Désormais l'abdication sans conditions s'imposait.

Une légende tenace a prétendu qu'au moment où les membres de son entourage commençaient à abandonner Napoléon, Berthier avait été parmi les premiers. Rien n'est plus inexact. Il allait demeurer aux côtés de l'empereur jusqu'à son départ ou presque. D'ailleurs, ses fonctions de major général dont nul ne songeait à le relever l'obligeaient à rester, car il avait toujours la responsabilité de l'entretien et de l'administration des troupes. Il dut également

se préoccuper de veiller à l'application de la convention d'armistice signée avec les alliés à la suite de la capitulation de Paris.

Sur ces entrefaites, Berthier apprit que la princesse de Wagram avait quitté la capitale et cherché refuge à Chambord. Le 9 avril, il lui écrivit, lui demandant de rentrer à Paris et, en même temps, lui prêcha l'économie, car il se doutait qu'une bonne partie de leurs revenus, toutes les rentes sur les pays étrangers, allaient être perdues.

Ce fut au cours de ces journées où il expédiait les affaires courantes, organisant surtout le déplacement des troupes vers des cantonnements définitifs ou bien dans les lieux qui leur étaient assignés, que Napoléon qui savait que les alliés lui accordaient désormais le « royaume » de l'île d'Elbe, lui proposa de l'y suivre. Berthier refusa, car il savait que sa femme ne voudrait pas l'y accompagner et qu'il serait alors séparé de ses enfants et aussi de sa maîtresse. Sinon, il n'eût pas hésité à se joindre à l'empereur. Celui-ci le comprit et ne lui en tint pas rigueur.

En ces derniers jours de vie commune, les rapports des deux hommes semblent être redevenus presque chaleureux. Leur souci commun était le sort de l'armée. Du reste, Napoléon après avoir signé son acte d'abdication avait une fois de plus délégué au major général le commandement en chef. Il se préoccupait néanmoins du devenir de ses soldats et à plusieurs reprises pressa Berthier de demander aux différents chefs de corps les propositions d'avancement et de décorations afin d'en accorder le plus grand nombre tout en sachant pertinemment que le nouveau gouvernement mettrait une certaine réticence à les homologuer.

Les services de Berthier, même réduits, continuaient à fonctionner parfaitement. Le baron Dufresne, secrétaire du maréchal qui s'occupait des formalités administratives, se mit donc au travail tout en avertissant les généraux que ces demandes seraient les dernières.

Les reproches non formulés de Berthier vis-à-vis de Napoléon n'avaient plus de raisons d'être puisque les hostilités avaient cessé. Dans les pires conjectures, le maréchal n'avait jamais songé à l'abdication et à l'écroulement de l'Empire. À Fontainebleau, où on avait appris le retour des Bourbons, cette nouvelle n'avait pas tellement réjoui le prince de Wagram. Il connaissait personnellement Louis XVIII, savait le personnage habile, retors mais assez faux et profondément égoïste. Aussi se posait-il des questions sur la manière dont il se comporterait vis-à-vis des anciens serviteurs de l'Empire, et il n'était pas certain que ses services sous l'ancien régime puissent être pour lui un avantage.

On préparait cependant le départ de Napoléon. Berthier veilla, en collaboration avec Drouot, à lui constituer une escorte de 1 500 cavaliers qui, en définitive, ne l'accompagna pas au-delà de Briare. Les défections commençaient à se multiplier même surtout parmi les privilégiés du régime impérial qui déjà rivalisaient de platitude vis-à-vis du nouveau pouvoir. Ney avait été un des premiers à tourner casaque. Impassible, Berthier restait auprès

de l'empereur. Même lorsque de Paris, et à la demande du commandement allié, il reçut l'ordre de transférer à Chartres le quartier général, Berthier chargea de l'opération, qui commença le 11 avril, le général de Monthyon qui l'avait remplacé à la tête de l'état-major. Lui-même comptait sous quelques jours se rendre dans cette ville mais retenu par d'autres obligations ne put matérialiser ce déplacement. Il était à présent en relations épistolaires avec le nouveau ministre de la Guerre, le général Dupont. Il était assez piquant de penser que Berthier avait composé le tribunal qui avait condamné Dupont en 1812 et en avait même fait partie. Tous deux eurent la sagesse de passer l'épisode sous silence. Leur principale préoccupation était de conserver à la France des forces militaires suffisamment importantes et cohérentes pour la mettre en mesure de faire face à n'importe quel événement. Mais les alliés s'impatiant de voir précisément les corps d'armée français se reconstituer et se remettre en état, Berthier jugea sa présence à Paris aux côtés de Dupont nécessaire. Il quitta donc Fontainebleau le 13 avril et Napoléon se méprenant sur son compte déclara à Caulaincourt : « Qu'il le connaissait et qu'il ne reviendrait pas ! » Il se trompait. Après avoir mis au point avec Dupont un moyen d'accélérer l'expédition des ordres, le maréchal revint à Fontainebleau le 15. Il n'avait même pas été saluer le comte d'Artois, frère du roi, qui était à Paris depuis le 12. Il comptait demeurer encore plusieurs jours auprès de Napoléon mais, comme le départ de celui-ci était fixé au 18 avril (en fait, il n'eut lieu que le 20), Berthier estima son rôle terminé. Le 17, il écrivit une dernière lettre au ministre, lui précisant que son rôle en tant que major général avait pris fin et lui laissant le soin de décider s'il désirait conserver l'état-major général toujours en attente à Chartres ou le dissoudre.

Le même soir, ayant pris congé de Napoléon qu'il ne devait jamais revoir, il retourna à Paris et rentra chez lui, bien décidé pour le moment à demeurer dans la vie privée.

1- Le calibre des pièces d'artillerie était déterminé par le poids du projectile : 4, 6, 8 livres.

XIII

LES VICISSITUDES DE LA RESTAURATION (1814-1815)

Quoique l'état-major général continuât à fonctionner à Chartres, Berthier avait écrit à Dupont, le 17 avril, qu'il n'y avait plus besoin de major général puisque désormais l'armée était sans commandant en chef. Il estimait donc n'avoir plus aucun rôle à jouer. Il allait toutefois se heurter aux désirs des deux femmes qui tenaient une place si importante dans sa vie : son épouse et sa maîtresse. Pour des raisons différentes, elles poursuivaient un même but. De par ses origines familiales, la princesse de Neuchâtel et de Wagram savait qu'elle aurait droit à une place de premier rang à la nouvelle cour de France. Il était exact que, dans la préséance dictée par l'Étiquette, elle venait immédiatement après la famille royale. Or, ce rôle à la cour de Louis XVIII, elle entendait l'assumer et, déjà, savait qu'elle se sentirait plus à son aise dans l'entourage du roi que dans celui de l'empereur. Aussi n'imaginait-elle pas un instant que son mari résilient titres et prérogatives se retirât dans ses terres ! Elle le lui dit fermement et Berthier, qui, s'il ne l'aimait pas, avait beaucoup d'affection pour elle, se résigna assez facilement à se plier à ses désirs.

De son côté, la marquise, qui se faisait appeler maintenant « comtesse Visconti », si elle n'était plus en état de mener physiquement la vie de cour, entendait encore recevoir et tenir un brillant salon. Pour cela, elle souhaitait que son amant continuât à occuper une place de premier plan et ne le lui cela pas.

Le duc de Berry, second fils du comte d'Artois, donc neveu du roi, arriva à Paris sur ces entrefaites. Tous les corps de l'État se devaient d'aller au-devant de lui pour le saluer. Les maréchaux unanimes vinrent trouver Berthier en le priant de prendre la tête de leur délégation. Il était le plus ancien d'entre eux, en quelque sorte leur supérieur, et de plus connaissait certains membres de la famille royale à titre personnel. Berthier ne songea même pas à se

dérober d'autant qu'il avait déjà été absent pour l'entrée à Paris du comte d'Artois. Dans l'intérêt de l'armée comme dans le sien, il se devait d'accomplir cette démarche et le fit avec sa politesse et sa bonne grâce habituelles. Le duc arriva le 21 avril par la barrière de Clichy, et Berthier prenant la parole au nom de ses camarades assura le prince des sentiments de fidélité de l'armée. Il eut sans doute le tort d'ajouter dans son allocution les termes d'« amour » et de « bonheur » qu'un certain nombre de personnalités civiles et militaires présentes estimèrent un peu trop superlatifs. Le duc de Berry qui avait la réputation d'un individu grossier et mal élevé se montra charmant et tint à entrer en ville encadré par les maréchaux Berthier et Moncey.

Le surlendemain, le prince de Wagram reçut à Grosbois l'empereur d'Autriche qui y fut rejoint par l'impératrice Marie-Louise, sa fille, et le roi de Rome, son petit-fils. Cette visite se déroula comme si aucune armée autrichienne ne campait aux environs de Paris.

Dans les jours qui suivirent, le prince de Neuchâtel eut la désagréable surprise d'apprendre que les souverains alliés avaient décidé, sans consulter personne et surtout pas l'intéressé, de rendre Neuchâtel au roi de Prusse. Cette rétrocession prendrait date au jour de la signature du traité de paix, Berthier pouvant jusque-là conserver son titre « d'altesse sérénissime ». Il ne put que s'incliner. Cette opération avait comme un parfum de brigandage. Le roi se sentit quelque peu gêné, tout vainqueur qu'il fût. Ce fut sans doute pourquoi il offrit en compensation à Berthier une rente viagère de 25 000 francs (environ 99 000 euros) qui, après d'âpres discussions, fut portée à 34 000, réversible pour moitié sur la tête de la princesse. Le maréchal eut la faiblesse d'accepter ce singulier marché car il demeurerait très sensible aux questions d'argent. Pourtant, les encouragements à se rebeller contre cette spoliation ne manquèrent pas au cours des discussions. Même le roi Louis XVIII l'y encouragea, furieux de voir Genève lui échapper. Il est vrai qu'il eut comme une revanche lorsqu'il apprit que la délégation de notables neuchâtelois, venus saluer Frédéric-Guillaume, n'avaient cessé de chanter les louanges du « bon prince Alexandre », dont la popularité avait encore été au plus bas quelques mois auparavant. Et sa satisfaction atteignit son comble lorsque éclata la nouvelle que, lassés d'être gouvernés par des souverains fantômes, ses anciens sujets s'étaient jetés dans les bras de la Confédération Helvétique, ne laissant au roi de Prusse qu'un titre sans base réelle.

Cependant, venant d'Angleterre, Louis XVIII avait débarqué en France. Apprenant qu'il comptait se reposer quelques jours à Compiègne, les représentants de l'autorité décidèrent de se porter à sa rencontre. Bien entendu, les maréchaux firent comme les autres et, une fois de plus, demandèrent à Berthier de prendre leur tête. Celui-ci accepta sans aucun enthousiasme. Il connaissait Louis XVIII et se demandait quel accueil celui-ci lui réserverait. Il ne pouvait oublier que si le comte de Provence (le futur Louis XVIII) avait eu comme femme de chambre, titre purement honorifique, la mère du maréchal sous l'ancien régime, pendant le Consulat et l'Empire, celui qui n'était alors

que le prétendant avait à plusieurs reprises fait approcher Alexandre par son agent, le libraire suisse Fauche-Borel. Or, à ce moment, Berthier qui considérait le retour des Bourbons comme relevant du domaine de la chimère n'avait donné aucune suite à ces ouvertures. Et il savait le roi terriblement rancunier !

Pourtant, tout se passa le mieux du monde et Berthier put dans un premier temps constater que ses craintes étaient infondées. Le roi était dans une position assez incertaine et l'avait parfaitement compris. Ayant récupéré son trône avec l'appui d'une coalition étrangère, inconnu de beaucoup de ses sujets, gros, podagre, infirme, presque un vieillard accepté avec une certaine méfiance par les dirigeants issus de la Révolution et de l'Empire, il n'avait pour réel soutien que les milieux royalistes fort clairsemés. C'était peu. Il avait besoin de s'appuyer, au moins au départ, sur une institution solide, en l'occurrence l'armée. Fort habilement, il décida de tout faire pour se concilier ses chefs. Aussi, son accueil pour les maréchaux fut-il on ne peut plus chaleureux. Il goûta, dit-il, le discours de Berthier, daigna rappeler à celui-ci qu'ils étaient de vieilles connaissances, fut l'amabilité même avec ses camarades et s'entretint longtemps avec eux, dédaignant ses courtisans habituels, fidèles compagnons d'exil. Il leur demanda de ne pas s'éloigner et de revenir le voir le lendemain. Ce jour-là, il les invita à dîner. Au cours de ce repas, se produisit l'entorse au protocole qui choqua les courtisans à cheval sur l'étiquette mais amusa fort le roi. À table, il dit : « Messieurs les maréchaux je vous envoie du vermouth et je bois à votre santé et à celle de l'armée. »

C'était une faveur fort rare. Mais, ne sachant pas ce que prévoyait l'étiquette dans ce cas, les maréchaux se levèrent ensemble et burent à la santé du roi alors qu'ils auraient dû demander la permission de lever leur verre et crier « Vive le roi ! » Berthier agit exactement comme ses camarades. Ignorait-il cet usage ? L'avait-il oublié ? Ou simplement ne voulait-il pas se singulariser ? Toujours est-il que les courtisans indignés l'enveloppèrent dans le même mépris que les autres.

Mais, lorsqu'ils rentrèrent à Paris, le 1^{er} mai, les maréchaux séduits et charmés étaient devenus de fervents royalistes, ce qui était assez piquant de la part de ces fils de la Révolution. L'opération « séduction » du roi avait pleinement réussi au-delà de toute espérance, et si Berthier, pour sa part, conservait quelques doutes sur la sincérité du monarque, il eut la sagesse de les conserver par-devers lui. D'ailleurs, la faveur royale ne s'arrêta pas là. Pour l'entrée solennelle du souverain, les maréchaux occupèrent des places d'honneur dans le cortège, caracolant devant et autour du carrosse du roi. Ce brutal revirement d'opinion n'eut pas la faveur du public. La population qui, quelques jours auparavant, avait conspué Napoléon couvrit ces soldats de quolibets et sur le passage de Berthier il y eut quelques cris d'« À l'île d'Elbe ! » au milieu des « Vive le roi ! »

Dans les semaines qui suivirent, alternèrent des nouvelles bonnes ou désagréables. Tout d'abord, le 10 mai, le ministre de la Guerre informa

courtoisement Berthier que l'état-major qui séjournait toujours à Chartres se trouvait supprimé par le roi à partir du 15. Pour déplaisante qu'elle fût, cette annonce était prévisible. L'armée était ramenée sur un pied de paix. Certes, en commettant la même faute qu'avant la Révolution où la disparition de l'état-major avait eu de fâcheuses conséquences, le gouvernement avait tort. Mais l'entourage de Louis estimait que, pour l'heure, les services du ministère seraient suffisants pour assumer ce rôle. Berthier qui ne se considérait pourtant plus comme le major général fut pourtant prié de donner des ordres en ce sens au général de Monthyon. Le 12 du même mois, procédant de la même logique, le roi décida de réduire fortement l'armée. L'infanterie fut ramenée de deux cent six à cent sept régiments, la cavalerie de quatre-vingt-dix-neuf à soixante et un, l'artillerie de trois cent trente-neuf à cent quatre-vingt quatre compagnies, le génie de soixante à trente. Dans ce cadre général, fut supprimé, sans que cela suscita de hargne, le bataillon de Neuchâtel créé par Berthier. Ses anciens sujets furent très heureux d'être libérés et de pouvoir rentrer dans leurs foyers. En fait, c'était moins par hostilité contre le système napoléonien que le gouvernement agit de la sorte que parce que l'Empire avait laissé le pays dans une situation financière désastreuse et que des économies drastiques s'imposaient. Mais il est certain que, dans le même temps, la création de la maison militaire du roi fut très mal perçue par les officiers mis à la retraite d'office ou en demi-solde. Durant les mois suivants, ils allaient se faire les agents de propagande actifs du bonapartisme.

Il était pourtant normal qu'il y eût une garde royale et que ses soldats soient, en quelque sorte, privilégiés. Tous les souverains en possédaient une et Napoléon n'avait pas fait exception. D'ailleurs, précisément en hommage à l'armée et surtout à ses chefs, le roi décida que sa nouvelle maison militaire comprendrait non plus quatre mais six compagnies et que le commandement des deux nouvelles serait attribué à deux maréchaux d'Empire. La première fut donnée à Berthier, ce qui, en tant que major général, était assez normal. Le choix pour la seconde étonna un peu. L'élus fut Marmont. Peut-être la décision du roi fut-elle dictée par le fait que précisément Marmont qui semblait s'être rallié sans arrières pensées avait été un ami proche de l'empereur. Mais, dans les milieux d'opposition, on se dépêcha de baptiser leurs unités : compagnie de Saint Pierre pour Berthier et de Judas pour Marmont. C'était une propagande de parfaite mauvaise foi. Berthier n'avait pas renié et Marmont pas trahi leur précédent maître. Ces sobriquets faisaient partie d'un plan destiné à déstabiliser l'armée et à discréditer certains de ses chefs.

Il peut paraître dérisoire que le major général de la Grande Armée en ait été réduit à commander une compagnie de gardes du corps. C'est, à quatre exceptions près, tous les maréchaux reçurent des affectations, en général la direction d'une région militaire. Mais c'était en temps de paix des fonctions tout à fait normales même si elles se réduisaient à peu de chose. Dès lors, les positions de Marmont et de Berthier pouvaient être considérées comme privilégiées. Le prince de Wagram devait paraître à la cour aux côtés de sa

femme.

À côté de ces avantages, il eut à supporter un certain nombre d'avaries, pas toujours des plus agréables même s'il s'attendait à certaines d'entre elles. Ce fut ainsi qu'il perdit toutes ses dotations étrangères mais conserva les françaises dont le total s'élevait à 480 000 francs (approximativement 73 175 euros). Plus déplaisante fut, le 16 mai, la nouvelle que le titre de colonel général des Suisses lui était enlevé. Purement honorifique, celui-ci n'avait été porté depuis une quinzaine d'années que par des soldats de mérite. Or, on le « rendit » à Monsieur, frère du roi, et le comte d'Artois aurait été bien incapable de faire manoeuvrer une compagnie. Berthier perdit également, au moment de la signature du traité de paix, son titre d'altesse sérénissime, lié à la principauté de Neuchâtel.

Enfin, il eut à subir, sans avoir la possibilité de réagir, un certain nombre de piques de la part d'anciens émigrés qui n'avaient d'autres titres de gloire que leurs quartiers de noblesse. C'est ainsi que le prince de Poix, autre capitaine des gardes, qui affectait de l'appeler par son nom et non par son titre, lui lança un jour : « Alors, Berthier, par l'effet de la Révolution, vous voilà autant que moi ! »

Le prince de Poix eût sans doute été plus avisé de se taire car le plus amusant, dans cette histoire, était que, d'une part, le frère dudit prince avait fait la campagne d'Amérique aux côtés de Berthier et que, d'autre part, son neveu s'était livré à un certain nombre de bassesses pour être accepté par le maréchal comme aide de camp. Ce fut dans ces fonctions qu'il avait été tué à la Bérézina.

Mais le plus pénible vint sans doute des rapports entre le maréchal et le roi. Celui-ci, les premières effusions passées, ne cacha pas qu'il n'aimait pas Berthier qui, à ses yeux, avait l'immense tort d'avoir trop bien servi Napoléon. Il doutait, sans aucune raison valable, de sa fidélité et se demandait si, en acceptant ce poste de capitaine des gardes du corps, Berthier n'avait pas simplement obéi à un ordre de l'empereur qui aurait ainsi introduit un espion dans la place.

Le roi eut un comportement des plus étonnants, dans une affaire qui survint au cours de l'été 1814. Au mois d'août, il convoqua le maréchal Marmont et le duc de Blacas, son favori, et leur annonça qu'il venait d'être averti par la police que Berthier avait reçu, quelques jours plus tôt, une lettre de l'île d'Elbe où résidait Napoléon et que celui-ci n'en avait parlé à personne. Il demanda à ses visiteurs d'aller trouver le prince de Wagram, de lui demander des explications et, si elles ne les satisfaisaient pas, de l'arrêter sur-le-champ. Comble de l'ironie, il ajouta qu'en choisissant Marmont, « doublement son camarade », la mesure lui serait moins pénible ! Le duc de Raguse n'eut pas le courage de refuser cette honteuse mission. Mais la stupéfaction des deux envoyés ne connut pas de bornes lorsque Berthier interrogé leur déclara qu'il avait bien reçu une lettre du général Bertrand, grand maréchal du palais, qui lui demandait de lui envoyer des livres mais

qu'avant de s'exécuter, il avait sollicité l'autorisation du roi ! Fort penauds, les deux messagers revinrent aux Tuileries. Le souverain reconnut avoir eu cette conversation avec Berthier mais ne songea même pas à s'en excuser. C'est du moins la version des faits, rapportée par Marmont dans ses *Mémoires*. Suivant une autre encore moins crédible, Berthier aurait simplement reconnu avoir reçu la lettre et n'en avoir rien dit. Il est douteux que, dans ce cas, le roi l'eût maintenu à la tête de sa compagnie. Quoi qu'il en soit, il continua à faire grise mine au prince de Wagram tout en dissimulant ses sentiments sous une politesse affectée. Mais comme, sur ce terrain-là, Berthier était au moins aussi fort que lui et que, de par les fonctions du maréchal, les deux hommes étaient en contact permanent, il fallait connaître toutes les finesses de la vie de cour pour discerner l'hostilité que cachaient leurs rapports. Et si Berthier, que le roi aurait vu abandonner sa charge sans déplaisir, s'en garda bien, c'était afin de ne pas décevoir sa femme. Dosant savamment cadeaux et blâmes, car il pouvait un jour avoir réellement besoin de lui, le roi le fit commandeur de l'ordre de Saint-Louis en septembre 1814, car il en était chevalier depuis... 1788. En juin, il avait été nommé pair de France et, même s'il avait perdu ses titres de grand veneur et de vice-connétable, il conservait une position de premier plan.

Le maréchal eut la joie d'être père pour la troisième fois, en février 1815. Sa femme mit au monde une seconde fille, Anna, qui causa beaucoup plus tard des soucis à sa mère. Pour les relevailles de sa femme, Berthier donna un grand bal auquel se pressèrent mais évidemment sans se mélanger la noblesse royale et celle d'Empire. Ce fut néanmoins un succès.

Aussitôt après, la princesse fatiguée par ses couches partit se reposer auprès de ses parents à Bamberg en compagnie de ses enfants. Le voyage à lui seul était fort éprouvant surtout pour un tout jeune bébé ; et étant donné les événements qui allaient suivre, un certain nombre de personnes devaient un peu plus tard se demander si Berthier ne l'aurait pas incitée à partir parce qu'il était au courant des projets de l'empereur, ce qui l'aurait amené à prendre des mesures de sécurité. Mais alors il se serait abstenu pour des raisons obscures d'en avertir le roi.

Un deuxième fait qui a donné lieu à des explications embarrassées est venu en quelque sorte corroborer le premier. La comtesse Visconti était demeurée à Paris. La princesse à peine partie, elle fit appeler son amant et lui remit comme viatique « pour un futur voyage », tous ses bijoux. Pour l'en remercier et parce qu'il savait que c'était là le plus gros de sa fortune, Alexandre lui constitua sur-le-champ une rente viagère de 20 000 francs or (3 850 euros) payable par lui et ses héritiers. Or l'acte régularisant la donation est daté du 1^{er} mars, jour du débarquement de Napoléon à Golfe-Juan. Et la nouvelle n'arriva à Paris que le 5, car le télégraphe s'arrêtait encore à Lyon. Embarrassée, la famille de Berthier expliqua plus tard que pour répondre à un souhait du maréchal son notaire qui l'avait rédigé avait antidaté le document et que les fonctionnaires de l'enregistrement avaient fermé les yeux sur cette

irrégularité.

La chose est peu crédible. Quelle qu'ait pu être sa complaisance, il est difficilement croyable qu'un notaire ait accepté de falsifier une pièce authentique ! En réalité, il est fort possible que, sans être au courant des détails de l'opération, Berthier ait été informé des projets de Napoléon. Il était pris entre son serment de fidélité au roi et ce qu'il pouvait considérer comme l'amitié de l'empereur. Croyait-il même au succès de la tentative ? En raisonnant froidement, elle avait fort peu de chances de réussir et du reste seule une série de circonstances malheureuses en assura le succès. Matériellement, Berthier savait que Napoléon, quoi qu'il fit, n'aurait pas la moindre chance de triompher de la coalition et cette considération, plus que toute autre, l'incita sans doute à demeurer sur la réserve. Et puis, autre argument en faveur d'une attitude neutre, il avait été informé que le roi qui, au moment de son arrivée en France, s'était engagé à verser deux millions de rentes par an à l'empereur, ne semblait plus disposé à remplir ses obligations. Il semble tout de même que Louis XVIII et quelques personnes de son entourage le plus proche aient été tenus au courant des informations qu'aurait reçues Berthier, car au cours de son bref séjour à Gand auprès du souverain il y fut fait allusion mais d'une manière indirecte. Il n'en existait en effet aucune preuve matérielle, et c'était plutôt son comportement vis-à-vis de sa femme et de sa maîtresse qui aurait attiré l'attention. Pour le reste, fidèle à son serment au roi, il n'allait pas un instant songer à se dérober à ses obligations.

Entre l'annonce du débarquement de Napoléon, qui n'arriva à Paris que le 5 mars, et le départ du roi, 15 jours s'écoulèrent. Le gouvernement ne s'émut pas excessivement en apprenant la nouvelle, et lorsque la résistance s'organisa, personne ne songea à faire appel à Berthier comme chef d'état-major pour coordonner celle-ci, ce qui eût peut-être été la sagesse. Mais de son côté le maréchal, qui s'il voulait bien servir n'avait pas l'intention de faire du zèle, ne jugea pas utile d'offrir ses services, laissant ses camarades Gouvion-Saint-Cyr, Macdonald et Ney résoudre le problème comme ils l'entendraient. Il se contenta de continuer à jouer son rôle de capitaine d'une compagnie de gardes du corps. Le 11 mars, il eut le plaisir d'apprendre que le ministre de la Guerre, le maréchal Soult, avec qui il avait toujours des rapports plutôt froids, était remplacé par son vieil ami le général Clarke et, dès ce moment, il pensa que le roi lui confierait peut-être une fonction plus active que celle qu'il remplissait pour l'heure, mais les événements allaient se précipiter. Il put alors constater, peut-être avec une secrète satisfaction, que la plus grande confusion régnait dans l'organisation de la défense du royaume.

Ce fut Marmont qui, avec l'approbation de Berthier, offrit une solution qui avait le mérite de reposer sur des bases concrètes. Il proposa de transformer les Tuileries en une citadelle, de l'approvisionner en vivres et en munitions et de lui donner pour garnison la maison du roi qui certes ne savait pas très bien manoeuvrer sur le terrain mais défendrait parfaitement une position forte, d'autant que tous ces gentilshommes chasseurs étaient

excellents tireurs. Installer des canons serait facile, et si l'impôseur parvenait jusqu'à Paris, avoir le roi au milieu de ses fidèles à proximité de lui-même serait pour lui une source d'embarras extrême et surtout de ridicule. Il serait contraint de faire un siège en règle du château, ce qui par parenthèse donnerait aux alliés le temps d'accourir. Cette proposition assez étonnante fut bien accueillie mais encore fallait-il que le roi y souscrivît. Or, en entendant parler de batteries, de brèches, d'assauts qui entraîneraient peut-être sa mort, il sentit sa détermination faiblir. Il préféra sans conteste la fuite et pourtant la résistance semblait encore possible. Mais, au fur et à mesure que les jours passaient, les possibilités d'arrêter Napoléon disparaissaient les unes après les autres. Dans la nuit du 19 au 20 mars, le roi, escorté de sa maison militaire, quitta Paris pour Lille. Berthier, en tant que capitaine des gardes, l'accompagnait. Il n'était pas le seul maréchal. Marmont, Macdonald, Mortier faisaient partie du cortège. Victor le rejoignit un peu plus tard. Dans la journée, Alexandre avait trouvé quelques instants pour aller prendre congé de la comtesse Visconti.

Celle-ci qui ne perdait pas le sens de ses intérêts aurait l'aplomb durant les Cent-Jours d'aller trouver Davout alors ministre de la Guerre pour réclamer des indemnités dues à son fils aîné tué en 1813. Elle s'étonna d'être poliment éconduite.

La maison du roi commandée par le duc de Berry arriva le 21 mars à Lille où séjournait déjà le souverain. Les conditions du voyage avaient été rendues plus pénibles par un temps épouvantable. Le 23, Louis XVIII et sa suite prirent la route de Belgique à destination de Gand d'où ils auraient, le cas échéant, la possibilité de s'embarquer pour l'Angleterre. En attendant, le monarque allait suivre avec attention l'évolution de la situation. Tous les membres du corps diplomatique en poste à Paris l'avaient rejoint. En revanche, deux des maréchaux, Moncey et Macdonald, avaient pris congé de lui à la frontière et l'avaient assuré qu'ils allaient rentrer chez eux, ce que le roi avait compris. La position de Marmont et de Berthier était différente en ce sens que, commandant des compagnies de gardes du corps, ils se devaient de rester aux côtés du roi. Mais l'idée de passer désormais pour un émigré obsédait Berthier qui, plus que jamais, se rongait les ongles. Macdonald a raconté que le prince de Wagram lui avait confié qu'en arrivant à Gand, il donnerait sa démission. Il se ravisa et homme de devoir demeura à son poste.

À Gand, la vie s'organisa dans un manque total de confort, sauf pour le roi. L'atmosphère était à la morosité et bon nombre de ces gentilshommes qui avaient déjà connu l'émigration voyaient l'avenir d'un oeil sombre. Ils auraient volontiers rendu responsables de leurs malheurs présents tous les généraux en qui ils voyaient de fieffés bonapartistes, et Berthier sentait que l'on faisait peser sur lui des soupçons de trahison.

Louis XVIII, qui avait craint un instant de se voir arrêté quoiqu'il fût sous la protection de sa maison militaire, se sentait tout à fait rassuré par la présence en Belgique de deux armées, l'une anglaise, l'autre prussienne. Il

pensa que l'avenir était incertain et l'heure aux économies bien que son gouvernement eût mis en sûreté à Londres les diamants de la couronne et 14 millions de francs en espèces.

Aussi, quelques jours à peine après son arrivée, le roi licencia-t-il sa maison militaire. Du coup la présence de Berthier à ses côtés n'avait plus de raison d'être et il demanda l'autorisation d'aller rejoindre sa famille à Bamberg. Cette permission lui fut donnée un peu trop facilement. Louis XVIII ne chercha pas à le retenir et plus d'une personne de l'entourage royal pensa que le souverain n'était pas fâché d'être ainsi débarrassé d'un personnage qu'il ne pouvait souffrir. Mais lors de son audience de congé il ne fut question ni de démission, ni de relèvement de son serment de fidélité.

Voyageant avec rapidité, il arriva à Bamberg le 30 ou le 31 mars. Les siens y étaient déjà depuis trois semaines.

XIV

L'ÉNIGME DE BAMBERG

(avril-juin 1815)

Même s'il n'était plus le personnage important qui avait épousé leur fille, les beaux-parents de Berthier lui réservèrent le plus chaleureux des accueils dans leur château de Bamberg en Bavière. Mais l'intention du maréchal n'était pas de demeurer passif et d'attendre que les alliés chassent une nouvelle fois de France Napoléon. Comprenant que le pays risquait encore d'être envahi car il avait toujours en tête le rapport des forces, il désirait y rentrer quand ce n'eût été que pour être présent au moment de l'arrivée des alliés. Toutefois il n'entrait nullement dans ses intentions de servir aux côtés de l'empereur, car d'une part son serment au roi le lui interdisait et de l'autre il considérerait la tentative de Napoléon comme folle et sans la moindre chance de réussite.

Il est étonnant de noter que Napoléon semble avoir été imperméable à ce raisonnement et ait répété à plusieurs généraux qu'il attendait avec impatience le retour de Berthier dont il avait besoin comme major général de sa nouvelle armée. Il aurait dit par manière de plaisanterie qu'il lui pardonnerait sa conduite s'il se présentait à lui dans sa tenue de garde du corps. Ce n'était pas du meilleur goût d'autant que Berthier n'avait rien à se faire pardonner. En fait, le prince de Wagram ne pouvait admettre que l'empereur, après avoir conseillé à ses généraux de se rallier au gouvernement de Louis XVIII, leur demandât à présent de se parjurer au risque d'être l'objet de sanctions par la suite. Et pourtant Napoléon crut longtemps au retour de Berthier, puisqu'il attendit jusqu'en mai pour lui désigner un remplaçant en la personne de Soult qui lui aussi connaissait bien le travail d'état-major. Cette attente prolongée n'empêcha pas l'empereur de rayer Berthier, de la liste des maréchaux dès le 10 avril en même temps que Augereau, Marmont, Pérignon et Victor. Y échappèrent de peu, sans que l'on sût pourquoi, Oudinot et Gouvion-Saint-Cyr qui pourtant avaient refusé de se rallier.

Contrairement à ce qu'avait semblé croire Napoléon, Berthier n'était pas resté passif à Bamberg et à peine arrivé avait entrepris des démarches en vue

d'obtenir un passeport pour rentrer en France en compagnie des siens. Le duc son beau-père n'était pas prince souverain et ne pouvait lui faire établir ce document. Il s'adressa donc au comte de Montgelas, ministre des Affaires étrangères de Bavière qui résidait à Munich. Le maréchal qui le connaissait bien lui écrivit le 2 avril en lui précisant que son intention était de se retirer dans ses terres à Grosbois ou à Chambord et non pas de se rendre à Paris, ce qui eût pu donner lieu à interprétation. Sa lettre n'ayant pas même fait l'objet d'un accusé de réception, il renouvela trois jours plus tard sa requête qui cette fois encore se heurta au même silence. En réalité, très ennuyé, le comte de Montgelas ne savait quelle attitude adopter. Berthier était-il sincère en affirmant vouloir se retirer chez lui ? Cherchait-il au contraire à rejoindre Napoléon ? Et dans le cas contraire pourquoi ne restait-il pas tranquillement à Bamberg ? Le fait qu'il désirait emmener sa famille avec lui ne constituait pas vraiment un argument en faveur de sa neutralité.

Mais le prince de Wagram savait se montrer obstiné dans ses desseins. Devant le mutisme du comte, il s'adressa à son souverain, le roi Max de Bavière, oncle par alliance de sa femme et cousin de son père. La Bavière faisait à présent partie de la coalition contre la France napoléonienne. Le roi et son ministre toujours perplexes s'avisèrent de demander au haut commandement allié par l'intermédiaire du représentant de la Bavière au congrès de Vienne s'il y avait inconvénient à délivrer à Berthier et aux siens le fameux passeport. Non seulement la réponse des autorités alliées fut négative, mais elle était accompagnée d'une recommandation formelle de veiller à ce que Berthier ne s'échappât pas en voyageant sans autorisation. Le comte de Montgelas écrivit donc le 13 mai à l'hôte de Bamberg une lettre fort polie qui n'en était pas moins un refus définitif : « Je regrette bien vivement de ne pouvoir vous faire délivrer les passeports que vous m'avez demandés ; les puissances alliées m'ont invité à vous conseiller de ne pas rentrer en France ; je vous prie donc de rester auprès du duc votre beau-père jusqu'à ce que les circonstances vous permettent de retourner dans votre patrie. Adieu, mon cher Prince.... »

Le même jour, le comte envoya par écrit des instructions très strictes au commissaire Schauer, directeur de la police de Bamberg, en lui ordonnant de « surveiller par tous les moyens » mais également « en secret et sans que personne n'en sache rien » les mouvements de Berthier et surtout d'éventuels préparatifs de départ. Comme beaucoup de policiers allemands, le commissaire Schauer qualifiant sa mission de « noble tâche » se crut obligé de faire du zèle. En fait de surveillance discrète, il déploya toutes ses forces de police autour du château si bien qu'en un rien de temps la ville de Bamberg fut au courant et que Berthier, à supposer qu'il ait entretenu la moindre illusion, comprit qu'il était prisonnier. Un captif de luxe mais qui n'en devait pas moins demeurer dans sa résidence. Furieux de son côté de cet espionnage qu'il jugeait intempestif, le duc s'en plaignit au comte de Montgelas qui par une note fort sèche pria l'argousin en chef de faire montre d'un peu plus de

retenue.

Puisqu'il ne pouvait ouvertement mettre à exécution son projet de retourner en France, le prince de Wagram, tout en demeurant fidèle au roi, voulut distendre les liens qui le rattachaient à ce prince. Il lui offrit donc sa démission de capitaine de sa compagnie de gardes du corps, titre qui, dans le moment, ne correspondait plus à grand-chose. Mais Louis XVIII qui devinait quels scrupules agitaient Berthier n'était nullement pressé de lui donner satisfaction. Pour hâter cette décision, Berthier écrivit à son ami Clarke qui jouait le rôle de ministre de la Guerre dans le cabinet fantôme que le roi entretenait à Gand. Fort habilement, il mit en avant un état de santé vrai ou supposé tel : « Je suis très souffrant de la goutte. Les affections morales toujours agissent sur cette maladie. Je suis vieux, très fatigué et hors de service », écrivait-il, et plus loin : « L'état de ma santé me force à la retraite de toutes les fonctions militaires et civiles. »

Or, dans le même temps, il mettait sur pied une manoeuvre assez machiavélique, destinée à lui permettre de se libérer des liens qui le retenaient à Bamberg, car il avait de plus en plus de mal à supporter cette captivité déguisée d'autant qu'en le retenant les Autrichiens faisaient preuve de la plus totale mauvaise foi. Il demanda donc pour sa femme et ses enfants un laissez-passer aux autorités bavaroises pour leur permettre de rentrer en France, lui, bien entendu, restant sur place. Mais son intention était, dès qu'Élisabeth lui ferait savoir qu'elle avait passé la frontière, de s'évader sans solliciter aucun document pour cela. À francs étrières il gagnerait la France. Une fois là-bas, qu'y ferait-il ? Se retirerait-il dans ses terres ainsi qu'il en avait exprimé l'intention ? Irait-il se mettre au service de l'empereur même s'il jugeait sa cause désespérée ? Il n'a laissé aucun document à ce sujet. Mais il pensait sans doute qu'en tout état de cause en agissant de la sorte il couperait court à toute calomnie visant à l'accuser d'avoir tranquillement attendu la chute de Napoléon dans le confort d'un château situé en territoire ennemi.

Les autorités bavaroises ne voyant aucun motif pour refuser le laissez-passer à la princesse le délivrèrent et au soir du 30 avril, accompagnée de ses enfants et de leur gouvernante, elle monta en voiture. Or à la stupeur générale on la vit revenir le lendemain. Lors d'un contrôle de routine à Stockach le général prince de Hohenzollern commandant les troupes qui y séjournaient, averti on ne sait comment de son passage, avait tenu à venir la saluer en personne... et à vérifier la validité de son passeport. Celui-ci, bien entendu, ne portait pas le visa du commandant en chef autrichien prince de Schwarzenberg et, du coup, Hohenzollern avait courtoisement prié la voyageuse de faire demi-tour. Il est d'ailleurs permis de se demander si les autorités bavaroises en délivrant ce document dont elles savaient qu'il ne serait pas reconnu par les Autrichiens n'avaient pas joué au jeu du chat et de la souris !

Comble de l'ironie, encore qu'il n'y eut sans doute aucun rapport à ce moment entre la cour de Gand et celle de Munich, un peu moins d'un mois

plus tard Louis XVIII ayant cédé aux pressions de certaines personnes de son entourage, en particulier de Clarke, Berthier apprit que sa démission était acceptée ! Mais l'échec de sa tentative de retour en France avait brusquement altéré son caractère. En quelques jours il devint taciturne, méfiant, coléreux, demeurant prostré pendant des heures, se rongant plus que jamais les ongles et répondant à peine aux paroles de sa femme que son état tant physique que moral commençait sérieusement à alarmer. Puis il se mit à boire. Il avait toujours été assez sobre sans aller jusqu'à l'abstinence mais à présent à chaque repas il avalait un nombre important de verres de vin. Et dans la journée, entre les repas, il se faisait déboucher jusqu'à 3 ou 4 bouteilles de champagne qu'il vidait tout seul. Cherchait-il à s'étourdir, à oublier sa condition de « prisonnier » ? Son comportement donnait du souci à ses beaux-parents qui n'osaient le lui faire ouvertement remarquer mais s'en serait-il soucié ? Seulement, à ce régime, sa goutte le reprit. Le médecin qu'Élisabeth convoqua, le docteur Ziegler, diagnostiqua que sa maladie « se répandait dans le ventre », d'où ses douleurs et des vertiges qu'il n'avait pas ressentis jusqu'alors et qui sont peut-être une explication à l'accident dont il sera victime.

Lorsque le 22 mai il apprit que sa démission de capitaine des gardes était enfin acceptée, cela ne changea pas fondamentalement sa position. Le plus curieux est qu'il parvenait à donner le change en dehors de la famille, sortant, se montrant poli avec tout le monde, faisant de longues promenades à pied et acceptant d'être suivi à distance par un policier. Il assista à quelques représentations théâtrales dans la loge du duc son beau-père, bref sembla à tous supporter son sort avec philosophie.

Le 31 mai, un corps d'armée russe commandé par le général Sacken, en route pour la frontière française, vint cantonner à Bamberg. Berthier put l'examiner en connaisseur et sachant mieux que quiconque les moyens très limités dont disposait Napoléon pour faire face à cette nouvelle invasion ne cacha pas à sa femme la manière pessimiste dont il augurait de l'avenir. Le même soir, le duc son beau-père avait invité à dîner le général Sacken. Celui-ci, soit provocation, maladresse, désir de se montrer agréable, crut au cours de la conversation devoir souligner à quel point il admirait Berthier « d'avoir été un des rares Français à avoir suivi le roi et à lui être resté fidèle » ! Un silence suivit cette déclaration pour le moins intempestive, estima le duc. Pour sa part, le maréchal préféra garder le silence. L'incident n'eut pas de suite, déclara-t-on dans l'entourage du duc. En réalité, il semble contredit par le fait que différentes personnes déclarèrent avoir vu le prince de Wagram s'entretenir à plusieurs reprises de la manière la plus cordiale avec le général.

Le lendemain 1^{er} juin, dès le matin, Berthier se remit à boire et il eut une conversation dont la teneur nous est inconnue avec sa femme. Puis, un peu plus tard, il monta comme chaque jour voir ses enfants qui étaient logés au troisième étage du château. Il était alors environ une heure de l'après-midi et la gouvernante, Mlle Gallien, avait déjà préparé le fils et les filles pour les emmener se promener en voiture mais avait attendu la visite quotidienne que

ne manquait pas de leur rendre leur père avant de partir. Passant devant une fenêtre, Alexandre remarqua alors un régiment de cavalerie russe en tenue de campagne qui défilait dans la rue. Aussitôt, demandant une longue-vue pour être mieux à même de discerner les détails des uniformes, il passa dans le petit cabinet voisin de l'appartement des enfants. Là, une fenêtre donnait sur la rue mais elle était assez haute. Sa base arrivait à mi-corps d'un homme de taille moyenne. Berthier serait donc monté sur une chaise à bascule disposée sur une petite estrade devant la fenêtre, ce qui en diminuait tout de même la hauteur, afin de mieux regarder dans la rue.

À partir de ce moment, on est en plein mystère car, à la vérité, personne n'a été témoin de ce qui s'est passé dans le cabinet. La disparition de Berthier, très connu en Europe, estimé et honoré par tous les souverains sauf Louis XVIII, ne passa pas inaperçue. Les rumeurs les plus fantaisistes coururent pour tenter d'expliquer cet événement. Certains allèrent même jusqu'à accuser ses beaux-parents d'en avoir été les instigateurs alors qu'il était très aimé d'eux. En fait, trois hypothèses ont été retenues et aucune ne donne véritablement satisfaction. La première est celle du suicide. Le prince semblait désespéré depuis plusieurs jours et se renfermait dans un silence qui ne lui était pas habituel. Mlle Gallien l'entendit, alors qu'il était passé dans le cabinet, s'écrier à plusieurs reprises : « Ma pauvre patrie ! » Vraisemblablement perché sur son fauteuil à bascule, il observait les cavaliers russes en train de défiler. C'est alors que saisi de désespoir il se serait volontairement jeté par la fenêtre. Mais plusieurs arguments viennent, sinon contredire, du moins rendre cette thèse peu plausible. Tout d'abord, son médecin, le docteur Ziegler, vint après coup affirmer que son patient était au moins sur le plan moral parfaitement sain d'esprit. Et puis il peut paraître curieux que ce père attentif ait précisément choisi l'appartement de ses enfants pour se supprimer. Et bien qu'excellent Français et bon patriote, il n'y avait pas dans ce défilé un motif suffisant pour se jeter par la fenêtre d'autant que s'il avait voulu combattre les alliés à tout prix, il ne serait pas venu à Bamberg mais de Gand serait retourné en France se mettre à la disposition de Napoléon. Il était par ailleurs suffisamment bon catholique pour considérer le suicide avec répulsion.

La seconde version, sans conteste la plus rocambolesque, est celle de l'assassinat. On se souvient qu'en 1806 Berthier avait fait arrêter et laissé fusiller un libraire de Nuremberg qui avait imprimé et distribué une série de brochures plus injurieuses les unes que les autres contre Napoléon et son armée. Ses complices avaient été graciés. Or le libraire était membre d'une société secrète, le Tugend-Bund, groupe nationaliste extrémiste qui dès cette époque avait juré de le venger. Cinq de ses membres masqués se seraient introduits dans le château de Bamberg, seraient montés jusqu'au cabinet et après une brève lutte auraient précipité le maréchal par la fenêtre. Il est d'abord étonnant que cinq individus masqués aient pu pénétrer dans le château sans se faire remarquer et interpeller et ceci d'autant que la police du

commissaire Schauer le surveillait étroitement. Un tel forfait supposerait la complicité de tous ses membres, ce qui est impossible. D'ailleurs, le policier, s'il avait pour mission de garder Berthier, avait également ordre de le protéger. Ensuite, comment les assassins auraient-ils pu deviner qu'à ce moment précis leur victime se trouvait dans le cabinet à côté de la chambre de ses enfants et y seraient allés tout droit ? Enfin, la gouvernante, Mlle Gallien, déclara aux enquêteurs qu'elle n'avait vu personne, et on ne comprend pas pour quelle raison elle aurait été portée à mentir. Un seul témoin a toujours soutenu avoir vu un groupe d'hommes pénétrer dans la chambre, aller de là dans le cabinet, puis en ressortir en courant. Il s'agit du fils de Berthier qui était présent au moment des faits. Mais jusqu'à quel point peut-on tenir pour valable la déposition d'un enfant qui avait quatre ans en 1815 ? Quoiqu'il ait toute sa vie confirmé cette version de l'assassinat et l'ait curieusement fait accepter par les membres de sa famille, on peut raisonnablement supposer qu'il a été largement autosuggestionné à la suite de conversations de grandes personnes qui se tinrent devant lui et que sa mère et son entourage ont voulu le lui faire croire dans les années qui suivirent. Car, depuis cette époque, tous les descendants de Berthier s'en tiennent à cette version de l'assassinat, considérant qu'elle confère au maréchal une importance qu'il n'avait sans doute plus.

Reste la troisième hypothèse, l'accident banal. Et en fin de compte, elle demeure la plus plausible. Tout en se tenant en équilibre, debout, la lunette à l'oeil, sur son fauteuil à bascule, il aurait pu être pris de vertige (il s'en plaignait les jours précédents) et basculer dans le vide sans parvenir à s'accrocher. L'absorption d'alcool en quantité importante dans la matinée aurait été un facteur supplémentaire aggravant le déséquilibre. En revanche, la crise foudroyante d'apoplexie qui a été évoquée semble peu probable. Aucune trace n'apparut lors de l'autopsie pratiquée aussitôt après et si certains, par la suite, y ont fait allusion, c'est par analogie avec la mort d'un de ses frères et d'une de ses soeurs. Mais, dans la thèse de l'accident, de loin, répétons-le, la plus probable et la plus séduisante, il existe un point auquel on n'a trouvé aucune explication : la longue-vue que tenait Berthier et qui dut l'accompagner dans sa chute. Personne ne la revit jamais ! Toutefois, il ne faut pas perdre de vue qu'un long moment s'écoula avant qu'un domestique ne sorte du château et vienne recouvrir d'un drap le corps désarticulé du maréchal. Entre-temps des curieux s'étaient approchés formant une sorte de cercle. Un d'entre eux remarqua-t-il la longue-vue qui aurait roulé un peu plus loin ? La ramasser, la refermer, la faire disparaître, subodorant un objet de prix, n'était que l'affaire d'un instant avant l'intervention de la police sans doute davantage préoccupée par le prince que par un instrument d'optique dont les agents devaient ignorer l'existence. Le voleur comprenant un peu plus tard que l'objet était compromettant l'aurait alors fait disparaître.

C'est donc l'accident qui semble avoir été la cause la plus vraisemblable encore que beaucoup de personnes l'aient mis en doute dès le début.

L'enquête de la police commencée immédiatement fut remarquablement menée d'autant que le commissaire Schauer tenait à dégager sa responsabilité. Elle conclut à l'accident. Bien sûr, à l'époque, les moyens d'investigation scientifique dont disposent aujourd'hui les services n'existaient pas mais les possibilités d'investigation étaient tout de même d'importance. Toutes les personnes résidant au château furent interrogées ainsi que les curieux qui avaient contemplé le cadavre. L'autopsie pratiquée par le médecin légiste, le docteur Pfeufer, une sommité, se déroula en présence de plusieurs officiers et médecins russes, et si elle ne permit d'étayer aucune des trois thèses, elle donna lieu à un incident qui en d'autres circonstances aurait paru comique. Chacun des assistants demanda à emporter à titre de souvenir une touffe de cheveux ou un fragment de la boîte crânienne, si bien qu'au moment de la reconstitution du cadavre il ne restait qu'une partie assez limitée de celle-ci ! Il fallut fermer immédiatement le cercueil sans qu'aucune exposition de la dépouille funèbre pût avoir lieu.

Que Berthier à ce moment ait traversé une crise de découragement, nul ne le conteste. Mais qui en est responsable ? Ils sont deux : Napoléon d'une part qui aurait voulu le voir se renier pour être à ses côtés dans une douteuse aventure sans vouloir tenir compte du fait que Berthier n'était pas homme à faire fi d'un serment ; Louis XVIII ensuite qui, puisque Alexandre l'avait accompagné à Gand, aurait dû lui demander de demeurer à ses côtés comme d'autres grands officiers à ce moment sans emploi sans tenir compte de ses sentiments personnels. Nul doute que le prince se fût incliné et ait obéi.

Le duc Guillaume dans le but de faire taire les rumeurs qui commençaient à circuler sur les circonstances de cette chute et aussi parce qu'il aimait beaucoup son gendre tint à lui organiser des funérailles solennelles dans la mesure où la guerre qui venait d'éclater allait le permettre. Il décida que l'enterrement se déroulerait suivant un protocole tout militaire avec prolonge d'artillerie pour le cercueil, tambours voilés de crêpe et grand déploiement de troupes. Il était impossible de faire appel à l'armée française. Mais il n'existait aucune unité disponible de l'armée bavaroise, ce qui eût paru normal. Toutes étaient en route pour la Belgique. Dans ce cruel dilemme, seuls les régiments du général Sacken se trouvaient à Bamberg... Et c'était précisément parce qu'il avait tenu à les regarder que Berthier avait trouvé la mort ! Le destin a parfois de ces ironies ! Le général Sacken mit volontiers son corps d'armée à la disposition du duc et la cérémonie se déroula le 5 juin.

Le cortège funèbre était précédé de soixante-dix tambours roulant sans arrêt, puis venaient douze sous-officiers portant les armoiries du maréchal. Descendu de la prolonge, le cercueil recouvert d'un drap noir et sur lequel était posé son bâton de maréchal (celui avec les fleurs de lys et non les abeilles) était porté par un officier, un sous-officier et trois soldats pour pénétrer dans la cathédrale. S'y trouvaient déjà la famille du prince, celle du duc et également celle du roi de Bavière ainsi que des envoyés des souverains d'Europe y compris celui de Louis XVIII. De chaque côté de l'allée centrale

de la nef des officiers et des soldats faisaient la haie. L'office fut concélébré par vingt prêtres tandis que les chœurs de la cathédrale chantaient le « Requiem » de Mozart. Il était dit que dans cet enterrement rien ne serait français. Dans les jours qui suivirent le duc fit dire cent messes pour le repos de son âme. Puis le cercueil allait demeurer six mois dans la cathédrale avant d'être transféré dans un premier temps, le 20 décembre 1815, dans la chapelle du château de Banz, résidence d'été de son beau-père. Il y demeura jusqu'en 1884 et à ce moment, à la demande d'on ne sait qui, sa dépouille fut enfin emmenée dans la crypte du château royal de Tegernsee, caveau mortuaire des rois de Bavière où elle se trouve toujours, présence étrange et quelque peu insolite. Ce qu'il y a d'extraordinaire est le fait que la princesse de Wagram se désintéressa complètement du sort des restes de son mari. Elle rentra en France avec ses enfants au début de la seconde Restauration et ne songea pas un instant à y ramener Berthier. Pourtant, une telle démarche n'aurait rien eu que de très ordinaire et, bien certainement, les autorités bavaoises ne s'y seraient pas opposées. Faut-il y voir la vengeance posthume d'une femme à qui son mari avait toujours ouvertement imposé la présence de sa maîtresse ?

Agit-elle par souci d'économie, sachant qu'elle allait avoir à résoudre de graves problèmes financiers ? C'est assez peu probable, car elle n'était pas sans savoir que le gouvernement français eût assuré les frais de transfert. Elle ne s'est jamais expliquée, mais son comportement en la circonstance laisse comme une tache sur sa mémoire.

En apprenant la mort de celui qui avait été son fidèle bras droit pendant dix-huit ans, Napoléon ne dissimula pas le chagrin et l'embarras que lui causait cette disparition. Le général Thiébault qui détestait Berthier était aux côtés de l'empereur lorsque la nouvelle lui parvint et il fut frappé par la manière dont Napoléon donna libre court à sa douleur.

Quant à la comtesse Visconti, elle eut une réaction typiquement féminine lorsqu'on lui annonça le décès de celui qui avait été l'homme de sa vie : elle s'évanouit.

Beaucoup plus tard, à Sainte-Hélène, Napoléon attribua une partie de sa défaite de Waterloo à l'absence de Berthier « qui au lieu d'envoyer deux officiers en estafette à Grouchy en aurait fait partir une dizaine ». Encore eût-il fallu les avoir sous la main, ce qui n'était pas le cas, car l'état-major de Soult était fort réduit. Au demeurant, la querelle est sans objet puisque Grouchy reçut la lettre mais n'en tint pas compte, comme l'a fort bien analysé Henry Houssaye. Mais, dans son exil, l'empereur, amer, fit systématiquement supporter par d'autres le poids de ses propres erreurs.

XV

LE DESTIN D'UNE FAMILLE

(1815-1960)

La princesse de Wagram, beaucoup plus jeune que lui, survécut trente-quatre ans à son mari. Dès son retour en France, pendant l'été 1815, elle eut à faire face à de nombreuses difficultés financières dues à la diminution de ses revenus. Aussi fut-elle conduite à prendre des mesures draconiennes. Tout d'abord, elle procéda à une réduction de personnel. Le nombre des domestiques fut ramené d'une centaine à trente et un peu plus tard à dix-huit. Elle vendit également une partie de ses chevaux. Dans les années suivantes, elle fut contrainte de se séparer de plusieurs biens immobiliers : le domaine des Moulineaux près de Paris, ancienne propriété de la marquise Visconti, achetée par le maréchal pour complaire à sa maîtresse, puis les deux hôtels parisiens des Capucines et de la Madeleine et celui de Fontainebleau. Son gros problème fut la liquidation de Chambord. Constitué en majorat, il était inaliénable. Aussi s'adressa-t-elle au roi pour obtenir l'autorisation de le vendre. Louis XVIII donna son accord en 1819 et la Chambre des députés ratifia la décision en 1820. Quelques mois plus tard, naquit le fils posthume du duc de Berry, neveu du roi. À l'initiative du comte de Calonne, une souscription nationale fut lancée pour offrir au futur héritier du trône le domaine (il prendrait plus tard le titre de comte de Chambord). La transaction fut matérialisée en 1820.

Habilement conseillée par son notaire, la veuve Berthier révéla dans la gestion des biens qui lui restaient un tempérament de femme d'affaires et réussit à rétablir en grande partie la fortune de ses enfants. Elle consacra beaucoup de temps à leur éducation. Depuis son retour, elle avait repris ses habitudes de rencontres régulières autour d'une table de jeu avec la marquise Visconti. Mais l'absence de leur lien réel, Alexandre, fit que ces dames assez rapidement virent se refroidir leur amitié. À partir de 1820, elles cessèrent de se voir.

Quoiqu'elle y parût assez régulièrement, on vit moins la princesse à la

cour que sous la première Restauration. Sans doute l'attitude du roi à Gand y était-elle pour quelque chose. Pourtant Louis XVIII eut un geste en sa faveur. Peu après son retour d'Allemagne, alors que ses proches lui demandaient de pourvoir au siège de pair du maréchal défunt et désormais vacant, le souverain désigna son fils alors âgé de cinq ans, désignation qui fut confirmée deux ans plus tard par la chambre haute. On sait que cet enfant n'y siégea jamais. En fait, il allait atteindre l'âge de la majorité au moment où les Bourbons perdirent leur trône.

Malgré cette ouverture, la princesse de Wagram s'obstina à surtout fréquenter la noblesse d'Empire, les épouses des autres maréchaux. Elle fut également reçue affectueusement chez le duc d'Orléans cousin du roi qui était alors dans l'opposition libérale et devint intime de la duchesse ; cette amitié allait perdurer lorsque, après 1830, le duc fut devenu le roi Louis-Philippe et la duchesse la reine Marie-Amélie.

Peut-être cette inclinaison de la princesse de Wagram fut-elle quelque peu téléguidée par un personnage qui allait jouer un rôle important dans sa vie. Il est vrai qu'âgée à peine de 31 ans elle avait jusque-là vécu dans l'ombre d'un mari beaucoup plus âgé qui lui préférait ouvertement une autre femme. Ce fut sans doute à la fin de 1815 qu'elle fit la connaissance d'un officier supérieur qui, détail piquant, venait du service d'état-major ! Bel homme, le colonel Lerminier ne tarda pas à la remarquer. Il devint rapidement son amant et peut-être même son mari, plusieurs personnes ayant subodoré un mariage secret. Quoi qu'il en soit, cette union officielle ou officieuse semble avoir été heureuse. Elle se poursuivit sans à-coups tant que vécut la princesse qui vit même l'aube du second Empire, puisqu'elle vécut jusqu'en 1849 où elle succomba au choléra. Elle fut enterrée dans le caveau familial des Berthier à Boissy-Saint-Léger et repose fort loin de son mari. Le colonel devait lui survivre jusqu'en 1872.

En dépit de la fausseté de sa position, cet officier allait jouer un rôle important dans l'éducation des enfants du maréchal et en particulier de son fils que malgré plusieurs avis la princesse ne put jamais se résoudre à inscrire dans un lycée. Le colonel essaya vainement d'encourager l'enfant à embrasser la carrière des armes. En fait, Napoléon Alexandre, second prince de Wagram, ne se sentait pas de dispositions pour aucun service de l'État et préférait courir les jolies femmes, jouer les gentlemen-farmers, en un mot passer sa vie à ne rien faire. La loi dite « Gouvion-Saint-Cyr » sur le recrutement de l'armée était toujours en vigueur lorsqu'il atteignit sa majorité. Chaque année les recrues étaient tirées au sort parmi les jeunes gens. En principe il était possible pour ceux qui en avaient les moyens de s'acheter un remplaçant. Mais il était aussi facile de faire « arranger » le tirage au sort lorsque l'on avait des relations et le jeune homme n'y manqua pas. Même son titre de pair l'intéressait peu. Il siégea un minimum de séances. Il faisait également partie du conseil municipal de Boissy-Saint-Léger commune dont Grosbois dépendait mais même cette gestion municipale l'ennuyait profondément et le

colonel Lerminier qui y représentait sa mère dut l'y traîner plus d'une fois.

Peu après son mariage (1831), dans le choix duquel il n'avait pas eu un mot à dire, sa mère ayant tout planifié et arrangé, il commença à « ruer dans les brancards ». On l'avait uni à Zénaïde Clary, nièce du roi de Suède Bernadotte et de l'ex-roi d'Espagne Joseph Bonaparte, une demoiselle de son rang. Elle était fort bien dotée. Pourtant sa famille hésita, semble t-il, à conclure cette union en raison de la réputation du second prince de Wagram de courir le guilledou. Ce mariage eut au moins l'avantage de le libérer de la tutelle de sa mère. Ses deux soeurs se marièrent également dans la noblesse d'Empire et la seconde se fit remarquer par son inconduite, se faisant enlever par un prince italien avec qui elle vécut un grand roman d'amour.

La princesse douairière acquit en 1840 un petit hôtel rue Plumet dans le quartier de Vaugirard et s'y installa avec le colonel Lerminier. Sous son influence, elle avait cessé de fréquenter la comtesse Visconti, leur seul rapport restant le paiement de la rente viagère.

Retirée, n'entretenant plus aucun rapport avec ce Tout-Paris où elle avait tant brillé, madame Visconti vécut dans son appartement de la rue des Petits-Champs et mourut en 1840, dans l'indifférence la plus complète.

Sur les conseils de Lerminier, le jeune prince s'intéressa à l'agriculture, fit une exploitation modèle d'une des fermes du domaine de Grosbois et finit par acquérir une réputation d'agronome très compétent.

Même avec un souverain ami de sa famille, il continuait à se désintéresser de la politique et siégeait fort peu à la Chambre des pairs dont il était toujours membre. Aussi lorsqu'en 1840, à la suite de la tentative de renversement du pouvoir par le prince Louis Napoléon, neveu de l'empereur, la chambre haute fut érigée en tribunal pour le juger, le fait qu'il ait décidé de s'abstenir d'y participer n'étonna personne. Le roi que cette affaire ennuyait lui en sut gré, le prince Louis Napoléon davantage encore. Ainsi, en 1848 il fut élu président de la République rechercha-t-il l'amitié du prince de Wagram dont il fit un sénateur et un maire de sa commune. Mais son indolence empêcha le fils Berthier d'accepter une grande charge à la nouvelle cour, car une telle fonction entraînait trop d'obligations à ses yeux.

En 1870, au moment de l'invasion, Grosbois fut occupé par un régiment bavarois qui, en raison des liens de la famille, se comporta à peu près correctement.

Le second prince de Wagram disparut en 1887. Son fils, Alexandre Louis Philippe Marie (1836-1911), après avoir mené une jeunesse tapageuse et tenté en vain de tâter à la politique, mena la même vie d'oisif que son père. Mais il estima qu'il était du devoir de la famille de servir dans l'armée et poussa son propre fils à y entrer en passant par l'école de Saint-Cyr. Ce fut sans enthousiasme que celui-ci prépara le concours où il fut reçu dans un rang honorable en 1903. Lieutenant de chasseurs à pied, il démissionna en 1909 et, à partir de ce moment, s'intéressa surtout à la peinture moderne et aux automobiles !

Mais il fut mobilisé en 1914. Promu capitaine en 1915, il fut blessé et fait prisonnier en 1918 ; mal soigné, il mourut dans un hôpital allemand. Il ne s'était pas marié et, avec lui, disparut le titre de prince de Wagram. Ce fut une de ses soeurs, la princesse de La Tour d'Auvergne qui hérita du domaine de Grosbois où elle résida jusqu'à sa mort, en 1960. Son fils le vendit alors à la Société d'encouragement à l'élevage du cheval français et le château lui-même devint un musée à la gloire du maréchal. Il avait perdu beaucoup de son attrait depuis que les avions atterrissaient à Orly, le survolant à basse altitude. De plus, le tracé de la future autoroute de l'Est traversait la propriété et la route nationale 19 sur laquelle le trafic est intense passe devant les grilles du château.

La famille n'est pas éteinte. Les collatéraux sont nombreux et le nom de Berthier est encore porté par les descendants du demi-frère du maréchal, le général Alexandre Joseph Berthier anobli par Louis XVIII avec le titre de vicomte.

CONCLUSION

UNE CARRIÈRE ATYPIQUE

Il était courant sous l'ancien régime, la Révolution puis l'Empire, qu'un officier de troupe particulièrement instruit et méritant passât une partie de sa carrière dans un ou plusieurs états-majors avant de recevoir un avancement conduisant à des responsabilités très importantes. Mais effectuer pratiquement toute sa carrière dans les états-majors est un cas tellement unique que l'on peut avancer qu'il s'agit de l'exception qui confirme la règle. Or tel a été le « cursus » de Berthier. Certes, sa formation de cartographe le prédisposait davantage à servir dans un état-major que dans les corps de troupes. Pourtant, ses premières années de service eurent pour cadre l'infanterie, puis les dragons. Ce ne fut qu'à partir de la guerre d'Indépendance américaine, où ses qualités d'organisateur et de planificateur apparurent, qu'il fut rattaché à l'état-major.

La paix revenue, il ne songea qu'à perfectionner ses connaissances techniques, comme s'il avait senti que c'était vraiment là sa voie. Et si l'on excepte la courte période au début des troubles révolutionnaires où il commanda la garnison de Versailles, il ne quitta pratiquement plus ensuite les états-majors où il exerça les fonctions de chef, sauf lorsqu'il se trouva mis à la tête d'une armée.

Incontestablement, il était doué pour ce travail ingrat et difficile qui nécessitait de demeurer dans l'ombre de son commandant en chef pour préparer, exécuter ses ordres et le cas échéant réparer avec diplomatie ses erreurs. On a soutenu que les plus brillants chefs d'état-major de notre histoire militaire avaient fait d'assez médiocres « grands patrons ». Ce serait aussi le cas de Berthier qui fit malgré tout une très brillante carrière puisqu'il devint général de division, le plus haut grade de l'armée à l'époque, à quarante-deux ans.

Ce furent précisément ses talents pour remplir ces fonctions qui l'amenèrent à ne pas servir ailleurs. Sa réputation grandit très vite et les généraux en chef qui savaient qu'il était sans doute le meilleur chef d'état-major de toute l'armée française, qui au surplus en comptait peu, se

l'arrachèrent littéralement. Son tempérament, un mélange harmonieux de calme, d'équilibre et en même temps de nervosité et d'inquiétude, ne le desservit pas, bien au contraire. Et en plus, il le prouva à de nombreuses reprises, il n'était pas qu'un commis de bureau. Il était tout à fait capable de se porter à la tête d'une division et précédant les colonnes, le sabre à la main, de les entraîner à l'assaut. Son comportement au pont de Lodi en est un exemple entre plusieurs. Son sens de la synthèse des différents éléments d'une situation était extraordinaire, mais si ainsi il analysait clairement les différentes faces d'un problème, il n'avait pas le génie stratégique qui amenait à en tirer les conséquences pour la conduite des opérations, privilège des grands capitaines.

Le début de sa collaboration avec Bonaparte n'est ni le fruit du hasard ni le résultat d'un choix du futur empereur. Barras, qui avait été officier avant de devenir politicien avait, aussi bien lors du siège de Toulon que pendant la répression de l'émeute du 13 Vendémiaire, perçu l'étincelle de génie stratégique qu'il y avait en Bonaparte. Mais il avait été également frappé par l'ignorance de celui-ci en ce qui concernait le côté matériel du maniement d'une armée. D'où la nécessité absolue de le flanquer d'un excellent chef d'état-major. Et Barras pensa à Berthier dont la réputation n'était plus à faire. Les deux hommes comprirent immédiatement qu'ils étaient complémentaires à un point tel que chacun jouerait sa partie et ne chercherait pas à empiéter dans le domaine de l'autre. De là cette collaboration qui allait durer 18 ans.

Si Berthier à l'inverse d'un certain nombre de ses camarades se montra plutôt honnête, il ne refusa par contre jamais les cadeaux dont son « patron » le couvrit.

Phénomène presque insolite, cet homme dont jusqu'en 1796 la vie sentimentale avait été, sinon inexistante, du moins de peu d'importance, découvrit l'amour passion et passablement érotique dans les bras d'une belle Italienne qui fut tout autant en adoration que lui.

Formidable travailleur et organisateur hors pair, ce fut grâce à lui que Napoléon put mettre sur pied la Grande Armée, et il est loisible de souligner que sans sa collaboration l'aventure napoléonienne aurait échoué avant même de commencer. Étonnamment lucide, il perçut avant tout le monde les embarras qui naîtraient en Espagne et les risques qu'entraînait la guerre avec la Russie. Mais il ne sut pas se faire entendre, pas plus que lorsqu'il prêcha pour la paix à tout prix à partir de 1813, paix qu'au demeurant Napoléon estimait ne pas pouvoir accepter dans le cadre de son « système ».

Contrairement à une légende tenace alimentée par Napoléon lui-même qui lui reprochait d'avoir refusé de l'accompagner à l'île d'Elbe – qu'aurait-il été y faire ? –, il demeura à son poste de major général jusqu'au départ de l'empereur, continuant à remplir ses fonctions dans l'intérêt de l'armée. Par ailleurs, ce soldat qui ne voulait être qu'un soldat s'intéressait peu aux problèmes politiques. Il est frappant de noter que, prince souverain d'un État modèle, il n'y a jamais mis les pieds et a délégué tous ses pouvoirs à des personnalités de second plan.

Ce fut sans arrière-pensée qu'il se rallia à la royauté qu'il avait bien servie avant la Révolution. Et ce fut le principal grief que lui reprocha Louis XVIII : ne pas s'être rallié à lui pendant l'émigration, avoir préféré servir l'usurpateur, alors que Berthier ne croyait s'engager que vis-à-vis de la France. Il en fut un autre mais plus secret, jamais formulé et qui pourtant pesa sur l'attitude du roi. Avant la Révolution, Grosbois avait été une propriété du comte de Provence (le futur Louis XVIII). Confisquée après l'émigration, elle avait été successivement acquise par Barras, Moreau puis Fouché, avant de devenir le bien de Berthier. Certes, le roi, tout à sa politique de conciliation entre ancienne et nouvelle noblesse, évita de chercher querelle à cette dernière et à aucun moment ne fit pression pour récupérer Grosbois. Mais, si Berthier avait cru devoir lui en faire don ou, à la rigueur, proposé de le lui revendre, il eût accepté sans hésiter !

Le nouveau régime ménagea donc le maréchal et en fit un capitaine d'une des compagnies de gardes du corps, poste honorifique très important, mais qui avait quelque chose de dérisoire lorsqu'on le comparait à ses anciennes fonctions. Lors du retour de l'empereur, personne ne songea à faire appel à ses talents pour organiser la résistance. Lui, qui connaissait tous les maréchaux, n'eût pas hésité à désigner des camarades comme Oudinot, Gouvion-Saint-Cyr, Augereau ou Marmont qui auraient probablement réussi à arrêter Napoléon, là où d'autres échouèrent. Le roi ne lui sut même pas gré de l'avoir suivi à Gand et, à partir de ce moment, la vie d'Alexandre ne fut plus qu'un long calvaire où, pris entre son honneur et son devoir, il se trouva enfermé dans une voie sans issue.

Cet homme bien élevé, poli, doux, calme, parce qu'il était l'exécuteur des ordres du « patron » et qu'il se devait de s'enfermer dans une rigidité absolue, fut peu aimé des autres maréchaux et autres officiers généraux à quelques exceptions près. Sa fin tragique et solitaire ne contribua même pas à le rendre plu sympathique à ses contemporains.

Peu d'historiens, même en passant, se sont intéressés à sa personnalité qu'en général ils ne comprirent pas et ce ne fut jamais pour défendre sa mémoire. Et pourtant, sans lui, qu'aurait fait Napoléon ? C'est grâce au prodigieux travail de Berthier secondé par les officiers de l'état-major général que le général Bonaparte puis l'empereur put disposer d'armées entraînées, équipées et prêtes à entrer en campagne. En 1800, avant Marengo, ces hommes réussirent à créer une armée en quelques semaines à partir d'à peu près rien. Et une fois sur le terrain, si les combinaisons imaginées par Napoléon purent se matérialiser, ce fut parce que ses ordres souvent confus étaient rédigés de façon claire et transmis sans défaillance... et c'était encore l'oeuvre de Berthier et de son équipe.

Le travail d'organisation des états-majors auquel il se livra sans désespérer pendant tant d'années a porté ses fruits et le service d'état-major pendant tout le restant du xix^e siècle et une bonne partie du xx^e lui dut le plus gros de ses traditions. Sans doute les données des problèmes furent-elles

modifiées avec l'apparition de moyens modernes de transmissions et de transports, mais l'esprit qui présidait à l'organisation générale en plusieurs bureaux porte encore la marque de Berthier. Aussi, lorsqu'en 1818 le ministre de la Guerre, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, réorganisa le corps d'état-major, il le fit en restant fidèle dans les grandes lignes aux principes de Berthier.

Celui-ci eut la chance ou le talent de savoir choisir pour le seconder des officiers de grand mérite. Mais, contrairement à ce que certains ont pu penser et même écrire, ce n'étaient pas avant tout des bureaucrates plus attachés à leur porte-plume qu'à leur sabre. Ils montrèrent en plus d'une occasion qu'ils étaient des hommes de guerre. Leur chef le fut autant et plus qu'eux qu'elle qu'ait pu être à ce sujet la perfidie du général Thiébault. C'est donc sous l'image martiale d'un soldat que doit apparaître le maréchal Berthier !

La Bûcherie, 2006

ANNEXE

ÉTATS DE SERVICE DU MARÉCHAL BERTHIER

1764 : Admis à l'école royale du génie de Mézières 1766 : Ingénieur géographe des camps et armées du roi 1772 : Lieutenant d'infanterie 1776 : Muté dans les dragons 1777 : Capitaine 1780 : Gouverneur des hôtels de la guerre et de la marine 1781 : Sous-aide maréchal général des logis (armée de Rochambeau) 1783 : Adjoint à l'état-major de l'armée 1787 : Aide maréchal général des logis 1788 : Major 1789 : Lieutenant-colonel 1789 (décembre) : Commandant la garnison de Versailles 1791 : Colonel 1792 (mai) : Maréchal de camp (général de brigade) 1792 (septembre) : Suspendu comme noble 1793 (juin) : Chef d'état-major armée de l'ouest 1793 (juillet) : Suspendu 1795 (mars) : Réintégré ; chef d'état-major armées des Alpes et d'Italie 1795 (juin) : Général de division 1796 (mars) : Chef d'état-major armée d'Italie 1797 : Commandant en chef armée d'Italie 1798 : Chef d'état-major armée d'Orient 1799 : Ministre de la Guerre 1800 (mars) : Commandant en chef de l'armée de réserve 1804 : Maréchal d'Empire 1805 : Major général Grande Armée 1810 : Colonel général des Suisses 1814 : Capitaine 5^e compagnie des gardes du corps 1815 (juin) : Mort à Bamberg

Titres :

1806 : Prince souverain de Neuchâtel 1809 : Prince de Wagram

Décorations :

1788 : Chevalier de Saint-Louis 1805 : Grand aigle de la Légion d'honneur 1814 : Commandeur de Saint-

Louis

Nombreuses décorations étrangères.

BIBLIOGRAPHIE

A) Archives du ministère de la Guerre (château de Vincennes) Dossiers des maréchaux : Berthier, Bernadotte, Gouvion-Saint-Cyr, Marmont.

Dossiers des généraux : César Berthier, Monthyon, Mathieu Dumas, Lejeune.

B) Mémoires et récits :

Abrantès Laurte Permont, duchesse d' : *Mémoires*, Paris, 1834-35.

Aurillon Marie Jeanne, Mlle : *Mémoires*, Paris, 1833.

Berthezène Pierre, général : *Souvenirs militaires*, Paris, 1855.

Berthier Alexandre, maréchal : *Campagne de mer 1782-83*, inédit ; copie aux archives de l'armée à

Vincennes. *Relation des campagnes du général Bonaparte en Égypte et en Syrie*, Paris, 1800. *Relation de la bataille de Marengo*, Paris, 1805. *Rapport du maréchal Berthier à l'empereur pendant la Campagne de 1813*, Paris, 1910.

Boigne Éléonore, comtesse de : *Mémoires*, Paris, 1907-08.
Bourrienne Louis Antoine Fauvelet de : *Mémoires*, Paris, 1929-30.
Caulaincourt Armand de, général : *Mémoires*, Paris, 1933.
Chaptal Jean Antoine, comte : *Mes souvenirs sur Napoléon i^{er}*, Paris, 1893.
Charles, archiduc : *Principes de la stratégie*, trad., Jomini, Paris, 1813.
Chastenay Victorine, comtesse : *Mémoires 1771-1815*, Paris, 1896.
Chateaubriand François René, vicomte de : *Mémoires d'outre-tombe*, Paris, 1937.
Clausewitz Carl von, général : *La campagne de 1796 en Italie*, Paris, 1899.
Coignet Jean Roche : *Les cahiers du capitaine Coignet*, Auxerre, 1851.
Colbert Auguste, général : *Mémoires*, 1863-73.
Cugnac, capitaine de : *Campagne de l'armée de réserve*, Paris.
Desgenettes, docteur : *Histoire médicale de l'armée d'Égypte*, Paris, 1835.
Dumas Mathieu, général : *Précis des événements militaires de 1779 à 1815*, Paris, 1817.
Dennie fils, baron : *Itinéraire de l'empereur à la campagne de Russie*, Paris, 1842.
Drouet d'Erlon Jean-Baptiste, maréchal : *Vie militaire*, Paris, 1844.
Dupont d'Herval, chef d'état-major à la Grande Armée : *Lettres*, Paris, 1914.
Fain Agathon, baron : *Mémoires*, Paris, 1908.
Folard Jean Charles, chevalier : *Commentaires sur l'histoire de Polybe*, Amsterdam, 1730. *Traité des colonnes et de l'ordre profond*, Paris, 1737.
Gouvion-Saint-Cyr Laurent, maréchal : *Mémoires pour servir à l'histoire militaire du Directoire, du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1831.
Guibert Jacques, général, comte de : *Essai général de tactique*, Amsterdam, 1770. *Défense du système de guerre moderne*, Neuchâtel, 1779.
Hautpoul Alphonse d', général : *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration*, Paris, 1906.
Hortense reine : *Mémoires*, Paris, 1928.
Jomini Antoine, général : *Précis politique et militaire des campagnes de 1812 à 1815*, Bruxelles, 1840.
Jourdan Jean-Baptiste, maréchal : *Mémoires militaires*, Paris, 1899.
Las Cases Emmanuel, comte de : *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, 1937.
Lejeune Louis François, général : *Souvenirs d'un officier de l'Empire*, Toulouse, 1851.
Lesperut François de : *Essai sur l'état actuel de la principauté de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1807.
Macdonald Étienne Jacques, maréchal : *Souvenirs*, Paris, 1892.
Marbot Marcelin, général, baron : *Mémoires*, Paris, 1891.
Marmont Frédéric Auguste, maréchal : *Mémoires du duc de Raguse*, Paris, 1857.
Masséna André, maréchal : *Mémoires* Paris, 1967.
Méneval Claude, baron : *Napoléon et Marie-Louise*, Paris, 1844-45.
Metternich Clément, prince de : *Mémoires*, trad., Paris, 1880-84.
Napoléon : *Correspondance*, Paris, 1858-69.
Parquin Charles, capitaine : *Récits de guerre*, Paris, 1892.
Pelet-Clozeau, général : *Mémoires sur ma campagne de Portugal*, Paris, 2003.
Rapp Jean, général : *Mémoires*, Paris, 1823.
Rémusat Claire, comtesse de : *Mémoires*, Paris, 1879-80.
Rochechouart Louis de, général : *Souvenirs sur la Révolution, l'Empire et la Restauration*, Paris, 1923.
Roederer René Louis : *Mémoires*, Paris, 1896.
Saint-Chamans Louis, général : *Mémoires*, Paris, 1896.
Sers, baron : *Mémoires*, Paris, 1906.
Soult Nicolas Jean de Dieu, maréchal : *Mémoires*, Paris, 1854.
Thiébaud Paul, général : *Mémoires*, Paris, 1893. *Manuel général du service des états-majors généraux et divisionnaires dans les armées*, Paris, 1813.

C) Dictionnaires historiques : Encyclopédie britannique, édition 1949.

Jourquin Jacques : *Dictionnaire des maréchaux de l'Empire*, Paris, 2001.
Labarre de Raillcourt : *Complément aux dictionnaires de Georges Six*, Paris, 1966.
Six Georges : *Dictionnaire des généraux et amiraux français de la Révolution et de l'Empire*, Paris, 1934.
Tulard Jean : *Dictionnaire Napoléon*, Paris, 1999.

D) Sources contemporaines : Bachelin A. : *Note historique sur Alexandre Berthier et la principauté de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1863.

Bainville Jacques : *Napoléon*, 1931.
Benoist-Méchin Jacques : *Bonaparte en Égypte ou le rêve inassouvi*, Lausanne, 1966.
Berthaud Jules : *Napoléon devant l'Espagne*, Paris, 1945.
Bodinier Gilbert : *Les officiers de l'armée royale combattants de la guerre d'indépendance des États-Unis*, Vincennes, 1983.

- Brack Antoine de, général : *Avant-postes de cavalerie légère*, Paris, 1880.
- Chambrier Samuel de : *La cession de Neuchâtel en 1806 et sa reprise en 1814*, Neuchâtel, 1911.
- Chardigny Louis, colonel : *Les maréchaux de Napoléon*, Paris, 1946.
- Chastenet Jacques : *Wellington*, Paris, 1945.
- Corpechot Louis : *Souvenirs d'un journaliste dans les beaux châteaux de France*, Paris, 1942.
- Corvoisier Jean : *Le maréchal Berthier et la principauté de Neuchâtel*, Neuchâtel, 1959.
- Derrecagaix Victor Bernard, général : *Le maréchal Berthier*, Paris, 1904-1905. *Les derniers jours du maréchal Berthier*, Paris, 1905.
- Diesbach Ghislain de : *Madame de Staël*, Paris, 1983.
- Dupont Marcel, colonel : *Napoléon et la trahison des maréchaux*, Paris, 1939.
- Falls Cyril : *Les grandes batailles terrestres*, Paris, 1964.
- Feuerbach Anselm von : *La mort du maréchal Berthier, Revue des études napoléoniennes*, 1936.
- Fierro Alfred : *Les Français vus par eux-même, Consulat et Empire*, Paris, 1998.
- Gachot Édouard : *La première campagne d'Italie*, Paris, 1901.
- Gaxotte Pierre : *La Révolution française*, Paris, 1928.
- Goubert Pierre : *Initiation à l'histoire de France ; chronologie politique*, Paris, 1984.
- Grandmaison de : *Napoléon et l'Espagne*, Paris, 1925.
- Guillemard Roger : *Grosbois, une demeure tranquille*, Boissy-Saint-Léger, 1977.
- Guye Alfred : *Le bataillon de Neuchâtel au service de Napoléon*, Neuchâtel, 1964.
- Hirschauer Charles : *La jeunesse et les débuts militaires d'Alexandre Berthier*, Versailles, 1930.
- Houssaye Henri : *Iéna*, Paris, 1912. *1814*, Paris, 1897. *1815*, Paris, 1906.
- Hulot Frédéric : *Le maréchal de Saxe*, Paris, 1989. *Le maréchal Masséna*, Paris, 2004.
- Laborde Alexandre de : *Précis historique de la guerre entre la France et l'Autriche en 1809*, Paris, 1882.
- Lalliard François : *La fortune des Wagram*, Paris, 2002.
- Laurent de l'Ardèche Paul : *Histoire de l'empereur Napoléon*, Paris, 1839.
- Liddell Hart, sir Basil : *Histoire mondiale de la stratégie*, London.
- Lucas-Dubret Jean : *Napoléon*, Paris, 1942.
- Mancel Phillip : *Louis XVIII*, Paris, 1987.
- Marcot de Saint-Hilaire : *Histoire de la garde impériale*, Paris, 1845. *Anecdotes du temps de Napoléon*, Paris.
- Margerand J. : *Les aides de camp de Bonaparte, 1793-1804*, Paris, 1931.
- Minnich Sergius : *Das füstentum Neuenburg unter Franzosischen Herrschaft, 1806-1813*, Zurich, 1910.
- Muraise Eric : *Introduction à l'histoire militaire*, Paris, 1964.
- Paixhans Henri, général : *La retraite de Moscou*, Paris, 1868.
- Phillip de, lieutenant-colonel : *Le service de l'état-major pendant les guerres du premier Empire*, Paris, 1900.
- Phips Ramsay : *The armies of the first French republic and the rise of the marshals of Napoléon*, Oxford, 1935-39.
- Poirier Lucien : *Guibert, les voix de la stratégie*, Paris, 1997.
- Renemont Charles, général : *La campagne de 1809*, Paris, 1907.
- Savant Jean : *Napoléon*, Paris, 1974. *Tel fut Barras*, Paris, 1954.
- Strich Michael : *Marshall Alexander Berthier und seine ende*, Munich, 1908.
- Thiry Jean, baron : *La chute de Napoléon*, Paris, 1938-39. *La première Restauration*, Paris, 1942. *Bonaparte en Égypte*, Paris, 1972. *L'avènement de Napoléon*, Paris, 1959. *Ulm, Trafalgar, Austerlitz*, Paris, 1962. *Eylau, Friedland, Tilsit*, Paris, 1965. *Wagram*, Paris, 1967. *Le roi de Rome*, Paris, 1968. *La campagne de Russie*, Paris, 1969. *Lützen et Bautzen*, Paris, 1971.
- Thiers Adolphe : *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 1962.
- Thoumas Charles, général : *Les grands cavaliers de l'Empire*, Paris, 2004.
- Tranié Jean : *Bonaparte, la campagne d'Égypte*, Paris, 1988. *Napoléon Bonaparte et la première campagne d'Italie*, Paris, 2001. *Napoléon Bonaparte, la seconde campagne d'Italie*, Paris, 1997.
- Tulard Jean : *Napoléon*, Paris, 1977. *Bibliographie critique des mémoires sur le Consulat et l'Empire*, Genève, 1971.
- Valter Louis : *Notice historique sur le maréchal Berthier*, Paris, 1844.
- Vandal Albert : *L'avènement de Bonaparte*, Paris, 1907.
- Vigier, comte : *Davout, maréchal d'Empire*, Paris, 1872.
- Warner Olivier : *Les grandes batailles navales*, Paris, 1962.
- Zieseniss Jérôme : *Berthier, frère d'armes de Napoléon*, Paris, 1985.
- Zurlinden, général : *Napoléon et ses maréchaux*, Paris, 1910.